

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/43488]

16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Rétroactes :

Le 14 juillet 2021, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté, à l'unanimité, le décret relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, ainsi que décret portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mai 2021 modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission Communautaire Commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Pour rappel, ces deux textes ont pour objectif central d'assurer la mise en conformité de notre législation au Code mondial antidopage (le Code) révisé et à ses Standards internationaux, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Dans ce cadre, le décret et l'accord de coopération avaient été relus et jugés entièrement conformes au Code et aux Standards internationaux, par l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Présentation de l'arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention :

Le présent arrêté du Gouvernement constitue le troisième et dernier texte juridique de la Communauté française visant la pleine conformité au Code et aux Standards internationaux.

Dans ce cadre, le texte a également été relu et jugé entièrement conforme au Code et aux Standards internationaux, par l'AMA.

Sur le fond, l'arrêté prévoit les mesures d'exécution du nouveau décret, en fixe son entrée en vigueur et prévoit certaines dispositions transitoires.

A l'instar du nouveau décret, un objectif central de sécurité juridique a été recherché. Ainsi, la structure du texte, de même que la place et les intitulés des chapitres et des sections ont été préservés autant que possible, par rapport à l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, que le présent arrêté abroge.

En ce qui concerne la portée du texte, le Gouvernement souhaite présenter les différents points suivants.

1) L'éducation antidopage :

Dans la continuité logique du Code révisé et du décret, une attention renforcée est apportée à l'éducation antidopage.

Les articles 3 à 7 de l'arrêté portent ainsi sur ce volet essentiel du programme antidopage. Ces articles exécutent les articles 2 à 4 du décret et assurent, dans le même temps, la pleine conformité au Code et au Standard international pour l'éducation.

D'une manière plus particulière, l'article 3 porte sur certains principes complémentaires applicables au programme d'éducation, d'information et de prévention, visé dans le décret.

Les articles 4 à 7 portent sur l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ce programme, conformément au Standard international pour l'éducation.

2) Les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) :

Le chapitre 2, relatif aux AUT, se compose des articles 8 à 21.

La principale nouveauté en la matière, découlant des articles 4.4.2 et 13.2.2 du Code et dont le principe est posé à l'article 10, du décret, porte sur la compétence de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage (CIDDD).

Dans ce cadre, l'article 17 modalise la manière d'introduire un recours en matière d'AUT. Les articles 18 et 19 portent, pour leur part, sur les règles relatives à la composition et au fonctionnement de cette Commission d'appel.

De manière générale, les sportifs d'élite et de haut niveau restent tenus d'introduire une éventuelle demande d'AUT de manière anticipative, alors que les sportifs amateurs peuvent introduire une telle demande de manière rétroactive, comme le prévoit l'article 14, § 2.

3) Les contrôles :

Pour rappel, le principe de proportionnalité en matière de contrôle est expressément consacré à l'article 15 du décret.

Le chapitre 3 de l'arrêté prévoit, pour sa part, les différentes procédures en matière de désignation du personnel de contrôle mais également celles relatives à la phase de prélèvement des échantillons, conformément au Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

De manière plus particulière, la section 1^{ère}, composée des articles 22 à 27, porte sur les organismes de contrôle. Les articles 22 à 24 et 26 à 27 modalisent les procédures relatives à la désignation, à la reconnaissance et à la prorogation éventuelle de la désignation du personnel de contrôle. L'article 25 porte pour sa part sur la procédure et les conditions relatives à l'agrément d'un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, chargé de l'analyse des échantillons prélevés.

La deuxième section du chapitre 3 porte sur les contrôles et les enquêtes. L'article 28 prévoit certains principes complémentaires au plan de répartition de contrôles de l'ONAD, visé à l'article 15, du décret. L'article 29 exécute l'article 21 du décret en modalisant la manière dont les organisateurs fournissent certaines informations à l'ONAD, dans le cadre de la planification des contrôles. Les articles 30 à 37 et 38 à 39, portent, respectivement, sur la manière dont s'opèrent les contrôles et les enquêtes.

4) Analyse et gestion des résultats :

Les sections 3 et 4 du chapitre 3 portent sur les phases postérieures aux contrôles. L'article 40 modalise les mesures de conservation et celles relatives au transport des échantillons vers le laboratoire. L'article 41 modalise la manière dont le laboratoire transmet ses résultats à l'ONAD Communauté française.

Les articles 42 à 44 modalisent les notifications des résultats, conformément au Standard international pour la gestion des résultats.

5) Localisation :

Le chapitre 4 détermine les procédures complémentaires et les modalités d'exécution de l'article 22, du décret, en matière de localisation, conformément au Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

L'article 45 prévoit les procédures de notification d'entrée et de sortie dans le groupe cible de la Communauté française.

L'article 46 précise la portée des obligations de localisation, ainsi que certains principes complémentaires à celles-ci.

Les articles 47 et 48 portent sur la procédure applicable en cas de retraite sportive, pour les sportifs d'élite de catégorie A et B.

L'article 49 porte sur la procédure de notification, en cas de manquement aux obligations de localisation.

Les articles 50 à 54 modalisent l'article 22, § 4, du décret.

L'article 55 porte sur les modalités d'introduction d'un recours, en matière de localisation.

6) Suivi des contrôles :

Le chapitre 5 porte sur le suivi des contrôles et sur les modalités de transmission des dossiers à la Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage (CIDD), pour suivi disciplinaire.

L'article 57 porte sur les dossiers de contrôles, que tout sportif peut demander à l'ONAD.

Les articles 58 et 59 prévoient les modalités de saisine de la CIDD, pour le suivi disciplinaire des cas de dopage.

L'article 61 modalise les notifications de décisions de la CIDD.

7) Procédure et amendes administratives :

Le chapitre 6 prévoit les procédures administratives pouvant mener à l'infliction d'une amende administrative, en exécution du décret.

L'article 62 modalise la procédure administrative, en cas de manquement, par un organisateur ou une organisation sportive, aux obligations qui leur incombent en vertu du décret ou du présent arrêté.

L'article 63, qui exécute l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, prévoit la procédure de notification des amendes administratives infligées à un sportif d'élite de catégorie A, en cas de double manquement à ses obligations de localisation sur une période de douze mois.

L'article 64 exécute l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du décret. Il prévoit des critères de pondération permettant d'apprécier la gravité des violations des règles antidopage constatées par la CIDD, afin de déterminer en conséquence un montant d'amende proportionné à infliger au sportif dopé.

L'article 65 détermine les modalités de perception des amendes administratives.

8) Dispositions relatives à la protection des données :

Toutes les règles et principes essentiels en matière de protection des données sont prévus dans le décret, en ses articles 13, 10, § 8 et à son annexe 2.

A la suite de l'avis n°162/2021 rendu le 24 septembre 2021 par l'Autorité de protection des données, un article 66 a été inséré dans l'arrêté pour préciser et compléter les principes contenus dans le décret, notamment en ce qui concerne la durée de conservation maximale de certaines données.

9) Dispositions abrogatoires, transitoires et finales :

Le chapitre 8 prévoit les dispositions abrogatoires, transitoires et finales.

L'article 67 prévoit que sous réserve des dispositions transitoires, l'arrêté a vocation à abroger l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

Les articles 68 à 70 prévoient les mesures transitoires, de manière à préserver la sécurité juridique pour la période transitoire entre les deux réglementations.

Les articles 71 à 74 exécutent l'article 31 du décret. Ces dispositions fixent la date d'entrée en vigueur du décret et déterminent ses dispositions transitoires, dans la même optique et selon les mêmes modalités que celles prévues pour le présent arrêté.

L'article 75 détermine la date d'entrée en vigueur de l'arrêté, qui correspond à celle du décret qu'il exécute.

Avis de l'Autorité de Protection des données :

Suite à l'avis n°162/2021, rendu le 24 septembre 2021 par l'Autorité de protection des données (APD), ses recommandations ont été suivies et le texte a été adapté de la manière suivante :

- un article 66 a été ajouté pour préciser que les dispositions de l'arrêté portant sur des traitements de données à caractère personnel visent exclusivement à poursuivre la concrétisation des éléments essentiels de ces traitements, tels que déterminés dans le décret ;

- une référence à l'article 5.1.c) du RGPD (principe de minimisation des données) a été insérée à l'article 46, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté ;

- les délais de conservation maximaux des données relatives aux organisateurs d'événements, aux médecins contrôleurs et aux personnes identifiées comme disposant du potentiel pour dispenser ou réaliser des actions d'éducation ont été déterminés, à l'article 66, alinéas 2 et 3 ;

- les dispositions du texte mentionnant « le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données prévues à l'article 10, § 8, du décret » ont été reformulées, comme proposé, en les faisant précéder de la mention : « sans préjudice de la LTD et du RGP » ;

- les expressions « toute autre » ont été supprimées du texte ;

- les informations mentionnées dans le formulaire de contrôle du dopage (FCD), visé à l'article 32, § 4, alinéa 5, de l'arrêté, ont été étendues ;

- une référence aux sanctions encourues en vertu du RGPD en cas de non-respect du principe de finalité a été ajoutée à l'article 39, alinéa 4.

S'agissant de la dernière recommandation de l'APD, il est précisé que les principes de nécessité et de proportionnalité sont déjà respectés, dans le décret. D'une part, la diffusion de certains éléments obligatoires de décisions est une obligation découlant des articles 14.3.2 et 14.3.5 du Code et qui, dès lors, conditionne la conformité du décret au Code. D'autre part, seuls les sportifs d'élite, à l'exclusion des sportifs amateurs, mineurs ou récréatifs peuvent être concernés, en cas de dopage, par cette diffusion partielle obligatoire.

Avis du Conseil d'Etat :

Suite à l'avis 70.328/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 2021 :

- le présent rapport au Gouvernement a été rédigé afin d'être publié et d'être joint au présent arrêté ;
- un tableau de concordance entre les dispositions du présent arrêté, du Code et/ou des Standards internationaux et du décret a été élaboré et est également joint au présent arrêté ;
- le préambule a été complété de la manière indiquée par le CE ;
- la date du décret a été insérée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^{ère} phrase ;
- à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, *i*), les mots « et des lois » ont été remplacés par les mots « et de la législation » ;
- à l'article 5, § 5, alinéa 1^{er}, les mots « au sein de son personnel » ont été insérés entre le mot « désigne » et les mots « des éducateurs » ;
- l'article 5, § 5, alinéa 2, a été complété pour préciser que les éducateurs sont désignés sur base des compétences décrites au même alinéa ;
- l'article 7, alinéa 1^{er}, a été complété : les mots « Conformément à » ont été ajoutés avant les mots « l'article 2, alinéa 5, du décret » et les mots « et par exemple », compris entre le mot « notamment » et les mots « avec des sportifs », ont été supprimés ;
- l'article 9, § 2, a été complété, par l'insertion d'un alinéa 3, pour préciser les documents à fournir lors d'une réponse à un appel à candidatures ;
- l'article 10, alinéa 1^{er}, a été complété pour préciser que le règlement d'ordre intérieur de la CAUT est publié sur le site internet de l'ONAD Communauté française, la CAUT n'ayant pas de site internet propre ;
- à l'article 10, alinéa 2, 9^o, les mots « motivées et » ont été supprimées vu leur caractère superflu et ambigu, au regard de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. Les articles 23, § 8, alinéa 3 ; 23, § 9, alinéa 3 ; 25, § 3, alinéa 4 ; 26, § 7, alinéa 3 ; 38, alinéa 1^{er}, 16^o, et 62, alinéa 7, ont également été adaptés en conséquence ;
- à l'article 17, l'alinéa 2, du paragraphe 2, redondant avec l'article 19, alinéa 1^{er}, 1^o, a été omis ;
- à l'article 18, un paragraphe 3 a été inséré pour préciser la procédure de désignation des membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD ;
- à l'article 19, alinéa 1^{er}, les mots « et d'éventuelles règles et procédures complémentaires, édictées par le CIDD » ont été supprimés ;
- l'article 20, alinéa 2, a été complété pour préciser que le délai de notification de la décision, visé à l'article 10, § 5, alinéa 6, *b*), du décret, est également suspendu, en cas de procédure en appel ;
- à l'article 23, § 3, un alinéa 2, a été inséré pour préciser les documents et attestations à fournir par un candidat médecin contrôleur répondant à un appel à candidatures. De même, un alinéa similaire a été inséré dans l'article 26, § 3, s'agissant des candidats chaperons répondant à un appel à candidatures ;
- à l'article 23, § 9, alinéa 1^{er}, les mots « 1^o à 4^o », ont été ajoutés après les mots « le § 7 » pour préciser les cas dans lesquels s'applique l'alinéa et donc, ici, les cas, dans lesquels l'ONAD Communauté française informe les médecins contrôleurs concernés ;
- à l'article 23, § 10, un alinéa 2 a été ajouté pour préciser que le dossier visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur les informations visées aux paragraphes 1^{er} à 9 et recueillies dans le cadre de la désignation ou de la reconnaissance des médecins contrôleurs, de la procédure de renouvellement de leur désignation ou de leur reconnaissance et de leur(s) évaluation(s) ;
- à l'article 26, § 3, un alinéa 6 a été inséré, pour s'aligner sur l'article 26, § 4, alinéa 4, et préciser que l'identification visée à l'alinéa 5 se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du chaperon concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge ;
- à l'article 26, § 8, un alinéa 2 a été ajouté pour préciser que le dossier visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur les informations visées aux paragraphes 1^{er} à 7 et recueillies dans le cadre de la désignation ou de la reconnaissance des chaperons, de la procédure de renouvellement de leur désignation ou de leur reconnaissance et de leur(s) évaluation(s) ;
- à l'article 44, § 1^{er}, un alinéa 3 a été ajouté pour préciser que l'UGPA est une unité du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, qui a obtenu l'agrément visé à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et qui est indépendante du département du laboratoire consacré aux analyses des échantillons ;
- à l'article 45, § 1^{er}, un alinéa 2 a été inséré pour préciser la notion de cercles sportifs relevant de la Communauté française visée à l'alinéa 1^{er} ;
- à l'article 45, § 6, les mots « Conformément à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, du décret et » ont été ajoutés en début de phrase ;
- à l'article 49, alinéa 1^{er}, les mots « de l'annexe B » ont été insérés entre les mots « par l'article B.2.1 ou B.2.4 » et les mots « du Standard » ;
- l'article 51 a été revu pour se conformer à l'article 22, § 4, alinéa 2, du décret du 14 juillet 2021 et prévoir une période maximale de reclassement de 12 mois, pouvant éventuellement être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent. Afin d'assurer la pleine conformité avec l'article 22, § 8, du décret du 14 juillet 2021, un alinéa supplémentaire a été ajouté pour préciser que s'il s'agit d'un sportif d'élite de catégorie B (donc également soumis à des obligations de localisation) et que sa période de suspension est toujours en cours à l'issue de son reclassement en sportif d'élite de catégorie A, ses obligations de localisation en tant que sportif d'élite de catégorie B reprendront et resteront en vigueur pendant toute la durée de sa suspension ;
- à l'article 51, alinéa 2, les mots « de localisation » ont été insérés entre les mots « aux obligations » et les mots « de la catégorie A » ;
- aux articles 53, alinéa 3 et 54, alinéa 2, les mots « au plus tard », non nécessaires, ont été supprimés ;
- à l'article 55, alinéa 4, le délai raccourci a été précisé à 4 jours ;
- à l'article 64, alinéa 3, les mots « sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2 », ont été supprimés et il a été précisé que les dérogations peuvent également avoir été visées par l'alinéa 2 ;
- l'article 66, alinéa 2, a été complété pour préciser, à l'instar des médecins contrôleurs, que le délai de conservation maximal des données relatives aux chaperons est de dix ans ;
- aux articles 71 et 72, la date - le 14 juillet 2021 - du décret a été précisée ;
- à l'article 71, la date d'entrée en vigueur du décret a été fixée, au 1^{er} janvier 2022 ;
- à l'article 75, la date d'entrée en vigueur du présent arrêté a été précisée et est fixée au 1^{er} janvier 2022.

Il est précisé que ces adaptations ont été relues par l'AMA et ont été jugées entièrement conformes au Code et aux Standards internationaux.

Par ailleurs et comme également demandé par le Conseil d'Etat, les explications complémentaires suivantes sont apportées :

- en ce qui concerne l'article 4 et l'articulation entre le programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage et le plan d'éducation, il est précisé que l'article 4 assure la conformité avec les articles 4 à 4.5 du Standard international pour l'éducation (SIE). Conformément aux articles 4 et 4.1 du SIE et comme le prévoit l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'élaboration du plan d'éducation a pour but et procède de la planification du programme d'éducation visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret. Le plan est donc élaboré en amont du programme, afin de planifier celui-ci. Conformément aux dispositions précitées du SIE, le programme est un instrument dynamique qui n'est pas soumis, en tant que tel, à une fréquence ou à une périodicité spécifique. En revanche, dans un objectif d'amélioration constante, le programme est soumis à une évaluation annuelle, conformément à l'article 6.1 du SIE, transposé à l'article 6, 1^o. Conformément aux mêmes dispositions, la périodicité du plan est annuelle, l'évaluation annuelle du programme permettant d'alimenter le plan de l'année suivante ;

- en ce qui concerne l'article 9, § 2, alinéa 3, les points 5^o et 6^o, du § 1^{er}, alinéa 2, ne sont pas visés car l'ONAD dispose elle-même des informations lui permettant de vérifier et/ou peut vérifier si le candidat répond ou non aux conditions prévues par ces deux dispositions ;

- en ce qui concerne les articles 9, § 2, alinéa 4 ; 23, § 3, alinéa 3 ; et 26, § 3, alinéa 3, les candidats qui remplissent les conditions pour être nommés ou désignés membres de la CAUT, médecins contrôleurs ou chaperons sont nommés ou désignés au terme de la procédure prévue. Il est précisé qu'en pratique et historiquement, il n'existe pas un volume important de candidatures pour ces fonctions et que le nombre de membres de la CAUT, de médecins contrôleurs et de chaperons est relativement stable depuis une dizaine d'années ;

- en ce qui concerne l'article 18, § 3, alinéa 3, lors d'une demande de renouvellement du mandat d'un membre, il ne lui est pas demandé de preuve selon laquelle la condition visée à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, est toujours respectée, pour des raisons de simplification administrative. En effet, à la différence de l'attestation actualisée émanant de l'Ordre des médecins et de l'extrait de casier judiciaire actualisé, auxquels la CIDD n'a pas accès et qui doivent donc nécessairement être fournis, la CIDD, en tant qu'instance disciplinaire compétente en antidopage, a accès à l'information selon laquelle le membre concerné purge ou non une période de suspension en vertu du Code. Il n'est donc pas nécessaire que le membre fournisse à la CIDD de preuve à cet égard. Pour précision, un membre de la Commission d'appel de la CAUT est une personne au sens de l'article 1^{er}, 65^o, du décret, du 14 juillet 2021, susceptible d'être jugée disciplinairement par la CIDD et, le cas échéant, de se voir infliger les conséquences et les sanctions issues du Code, en cas de dopage, conformément à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 2, 9^o, du même décret. Par conséquent, lorsque ce membre introduit une demande de renouvellement de son mandat, le second cas de figure prévu à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, – lorsque la personne n'était pas soumise au Code – ne peut plus s'appliquer ;

- en ce qui concerne les articles 23, § 3, alinéa 2 et 26, § 3, alinéa 2, les documents et attestations concernés doivent être fournis, également en cas de candidature spontanée. En revanche, ceux-ci ne sont pas à joindre lors de l'envoi de la candidature spontanée mais bien ultérieurement, à la demande de l'ONAD Communauté française et ce, à la fois pour des raisons de souplesse, pratiques et organisationnelles et, dans le même temps, pour que ces documents et attestations soient aussi récents et actualisés que possible (notamment et à titre d'exemple, l'extrait de casier judiciaire de modèle 2, les liens éventuels avec des sportifs, organisations sportives ou organisateurs de manifestation et/ou de compétitions sportives ou encore l'attestation de l'Ordre des médecins en ce qui concerne les médecins contrôleurs). De manière plus générale, en ce qui concerne les candidatures spontanées, le but est d'avoir le plus de souplesse possible, tant pour le candidat, qui n'est pas dans l'obligation de joindre immédiatement des documents et attestations, que pour l'ONAD, qui dispose de plus de liberté d'organisation. Lorsque l'ONAD demande au candidat les documents et attestations, ceux-ci sont récents et actualisés ;

- en ce qui concerne l'article 43, § 4, les mots « mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, h), j) et k) » signifient que, conformément à ces dernières dispositions, le sportif dispose d'un délai de 20 jours, à dater de la première notification de son résultat d'analyse anormal, pour faire valoir certains droits prévus en vertu du Code, notamment en ses articles 10.7.1, 10.8.1, 10.8.2. Dès lors et à partir du moment où le sportif dispose de ce délai, notamment pour apporter d'éventuelles explications ou pour demander à être entendu suite à la notification de son résultat d'analyse anormal, il est à la fois logique et conforme à l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 14 juillet 2021, de ne pas démultiplier les notifications et donc, d'attendre l'écoulement du délai de 20 jours prévu avant de notifier au sportif, en une seule fois, le résultat de l'analyse de son échantillon B si celle-ci a été demandée et la suite réservée à son dossier suite à l'usage éventuel de l'un ou plusieurs des droits visés à l'article 42, § 3, alinéa 2.

La même explication et le même raisonnement s'appliquent au sujet des articles 43, § 7, alinéa 2 ; 44, § 5, alinéa 1^{er} et § 7 et 58, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 3. La deuxième et dernière notification intervient toujours après l'écoulement du délai de 20 jours à dater de la première notification et la possibilité pour le sportif, dans ce délai, de faire valoir certains droits.

Enfin :

- le projet a bien été transmis, pour information, aux autres parties à l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, avant son adoption définitive, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, 4^o, de cet accord ;

- en ce qui concerne la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport, vu l'urgence – le Code révisé étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et compte tenu des risques liés à une possible non-conformité de l'ONAD en cas de mise en œuvre du Code qui serait jugée trop tardive par l'AMA(1) – le Gouvernement a fait application, lors de sa décision du 15 juillet 2021, du mécanisme d'urgence prévu à l'article 25, § 2, alinéa 2, du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport. Cette décision a été motivée et a été prise en cohérence avec celle prise pour les autres instances consultatives, de solliciter leurs avis selon les procédures d'urgence applicables. Ces instances ont d'ailleurs toutes remis leur avis dans le délai d'urgence prévu, sauf en ce qui concerne l'APD, qui a refusé l'urgence, pourtant avérée et motivée dans la demande. A la différence des autres instances d'avis, il est précisé qu'il n'existe pas de délai abrégé pour solliciter l'avis de la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport. Compte tenu de ce qui précède et au vu de l'urgence qui s'est encore sensiblement renforcée depuis lors, le Gouvernement confirme, si besoin en était encore, sa décision du 15 juillet 2021, sur base de l'article 25, § 2, alinéa 2, du décret du 3 avril 2014 précité. La formalité a été accomplie ;

- en ce qui concerne la CIDD, le Conseil d'Etat a reproduit, dans son avis 70.328/4, les observations qu'il avait formulées en ce qui concerne les avant-projets, devenus les décrets du 18 novembre 2018 et 21 juillet 2022. Les exposés des motifs relatifs à ces deux décrets ont répondu et apporté des explications détaillées à ces observations. Le Gouvernement y renvoie entièrement ;

- en ce qui concerne la formulation des articles 23, § 8, alinéa 1^{er}, 25, § 3, alinéa 2 et 60, celle-ci est conforme à l'article 11, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret qui dispose que le Gouvernement respecte l'autonomie et l'indépendance de l'ONAD Communauté française en ne s'immisçant pas dans les décisions et activités opérationnelles de celle-ci, conformément à l'article 5, alinéas 12 à 14, du décret. Comme les médecins contrôleurs, le laboratoire et la CIDD participent directement aux activités opérationnelles de l'ONAD, avec un impact potentiel sur sa conformité, il est

légitime et nécessaire, tant en vertu du Code, que du décret, que l'ONAD propose au Ministre les décisions qui se rapportent à celles-ci. A contrario et à titre d'exemple, une décision du Ministre de retirer la qualité d'un médecin contrôleur ou l'agrément du laboratoire, sans proposition de l'ONAD, serait à considérer comme une immixtion dans ses décisions et activités opérationnelles, incompatible avec le Code et le décret. Dans le cas de l'agrément du laboratoire, une telle décision aurait également un impact négatif direct sur la conformité de l'ONAD au Code ;

- en ce qui concerne l'article 55, alinéa 2, son fondement est l'article 22, § 4, alinéa 5, du décret, qui habilite le Gouvernement à arrêter les procédures complémentaires à l'application du paragraphe 4. Celui-ci prévoit, aux alinéas 3 et 4, deux hypothèses dans lesquelles des sportifs, le cas échéant amateurs, peuvent, après notification écrite par l'ONAD Communauté française et suivant les modalités fixées par le Gouvernement, être tenus de respecter temporairement les obligations de localisation conformément à la catégorie A. Comme ces sportifs sont susceptibles d'être soumis à des obligations contraignantes, en vertu du décret, il est nécessaire, en termes de droits de la défense mais aussi au regard du principe d'égalité, qu'ils puissent, comme les sportifs d'élite et même a fortiori, contester la décision prise en application de l'alinéa 3 ou 4, selon le cas. La procédure est donc complémentaire et nécessaire à l'application de ces deux derniers alinéas.

Note

(1) Risque qui s'est entre-temps confirmé et accru par la décision du 14 septembre 2021 du Comité exécutif de l'AMA, d'accorder un dernier délai de 4 mois, se terminant le 14 janvier 2022, pour que l'arrêté soit définitivement adopté. A défaut, l'ONAD Communauté française serait d'office déclarée non-conforme avec différentes conséquences, dont certaines peuvent impacter des tiers, comme l'interdiction de pouvoir organiser certaines grandes manifestations internationales en Communauté française ou l'interdiction éventuelle de voir flotter le drapeau de la Belgique lors de certaines manifestations sportives.

CONSEIL D'ÉTAT section de législation avis 70.328/4 du 26 novembre 2021

sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention'

Le 18 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 26 novembre 2021, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 novembre 2021. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Bernard Blero et Patrick Ronvaux, conseillers d'État, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline Lagasse, auditeur, et Anne-Stéphanie Renson, auditeur adjoint .

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 novembre 2021.

(*) Par courriel du 19 octobre 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

1. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, 4^o, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune 'en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport' impose à la Communauté française de transmettre, pour information, aux autres parties contractantes à cet accord de coopération, « tout projet de réglementation en matière de lutte antidopage qu'elle souhaite adopter », et ce, avant leur approbation définitive » (1).

Interrogé à cet égard, le délégué de la Ministre a confirmé que le projet sera transmis, pour information, aux autres parties à cet accord, avant l'approbation définitive du projet.

Il sera veillé au bon accomplissement de cette formalité.

2. En vertu de l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du décret du 3 avril 2014 'relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport', la commission de prévention des risques pour la santé dans le sport instituée par l'article 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ce décret doit donner un avis au Gouvernement « sur tout projet de décret ou d'arrêté organique ou réglementaire relatif à la prévention des risques dans la pratique sportive, la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention ».

Conformément à l'article 25, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret,

« [l]es avis de la commission demandés par le Gouvernement doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas trente jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la commission. Passé ce délai, les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise valablement par le Gouvernement ».

Selon le dossier communiqué à la section de législation, il a été décidé de faire application de l'article 25, § 2, alinéa 2, du décret du 3 avril 2014 aux termes duquel « [e]n cas d'urgence motivée, le Gouvernement peut s'abstenir de solliciter l'avis demandé ».

Interrogé quant aux motifs justifiant l'urgence *in casu*, le délégué de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Depuis le début du travail de mise en œuvre du Code mondial antidopage révisé (le Code) et de ses Standards internationaux, les avis des instances consultatives, à l'exception de ceux de la section de législation du Conseil d'État, ont été sollicités selon les procédures d'urgence applicables. Cette urgence est principalement due à l'entrée en vigueur

du Code révisé le 1^{er} janvier 2021 et aux conséquences potentielles susceptibles de s'appliquer à l'ONAD Communauté française, en tant que signataire du Code, ainsi que, le cas échéant, à des tiers, en cas de mise en œuvre du Code que l'Agence mondiale antidopage (AMA) estimerait trop tardive (2). En ce qui concerne la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport, à la différence des autres instances d'avis et comme l'a relevé la section de législation dans son avis 68.109/VR, émis le 16 octobre 2020, à propos de l'avant-projet de décret, devenu le décret du 14 juillet 2021 portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, il n'existe pas de mécanisme permettant de solliciter un avis dans un délai abrégé. Aussi, en cohérence avec sa décision de solliciter les avis des autres instances consultatives selon les procédures d'urgence applicables, le Gouvernement a fait application du mécanisme d'urgence prévu par le décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport, à son article 25, § 2, alinéa 2 ».

Ainsi que le souligne le délégué de la Ministre, la section de législation n'est pas saisie en urgence dans le cadre de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973. Il ressort par ailleurs du dossier communiqué à la section de législation que, s'agissant de l'avis de l'Autorité de protection des données, l'urgence ne semble pas non plus avoir été invoquée (3).

Même s'il n'existe pas de mécanisme permettant de solliciter l'avis de la commission de prévention des risques pour la santé dans le sport dans un délai abrégé, la section de législation n'aperçoit pas les motifs pour lesquels il n'a pas été possible de consulter celle-ci dans le délai ordinaire de trente jours (4) – à l'instar de la saisine du Conseil d'État.

À défaut de justifications complémentaires au regard de l'urgence du dossier, l'auteur du projet veillera à l'accomplissement de la formalité.

3. Conformément à l'article 11, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 14 juillet 2021 'relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention', tout arrêté d'exécution de ce décret est adopté « sur proposition de l'ONAD Communauté française ou en nécessaire concertation avec celle-ci ».

Interrogé à cet égard, le délégué de la Ministre a répondu :

« En ce qui concerne la formalité prévue à l'article 11, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 14 juillet 2021, celle-ci a été accomplie, le texte a été élaboré et est proposé par l'ONAD Communauté française ».

Il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité préalable au préambule.

4. Conformément à l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret de la Communauté française du 7 janvier 2016 'relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française', chaque ministre est tenu d'établir, dans le cadre des politiques, mesures et actions relevant de sa compétence, pour chaque projet d'acte législatif et réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dit « test genre ».

Il ressort du dossier soumis à la section de législation que cette formalité a été réalisée le 1^{er} juillet 2021 (5).

Il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité préalable au préambule.

Observations préalables

1. Dans son avis n° 69.345/4 donné le 2 juin 2021 sur un avant—projet devenu le décret du 14 juillet 2021, que le projet tend à exécuter, la section de législation formulait l'observation préalable suivante, qui demeure pertinente pour le projet examiné :

« Le projet se réfère souvent à l'Agence Mondiale Antidopage (en abrégé : 'AMA'), à son Code, ainsi qu'à des standards internationaux. Compte tenu du caractère technique de ces références, il aurait été utile, en vue de faciliter l'examen du projet par la section de législation, de joindre à la demande d'avis un tableau de comparaison entre l'avant-projet de décret et le Code AMA ou tout autre texte dont il s'est inspiré (6).

La section de législation n'a donc pu vérifier matériellement ni l'exactitude ni la pertinence de toutes ces références. Compte tenu du délai imparti, il n'a pas non plus été possible de vérifier si, dès lors qu'elles imposent des obligations aux citoyens, d'autres dispositions du Code AMA ou des Standards internationaux ne devraient pas éventuellement être reproduites dans l'avant-projet à l'examen.

Par conséquent, l'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes ne soient ni critiquables ni perfectibles. Le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne pourrait dès lors servir d'élément d'interprétation [de l'avant-projet] à l'examen. C'est sous cette réserve que la section de législation formule les observations suivantes » (7).

2. Vu l'importance du projet et de la nature des droits en jeu, il s'indiquerait de faire précéder celui-ci d'un rapport au Gouvernement (8).

Observations générales

1. S'agissant des compétences et du fonctionnement de la Commission interfédérale disciplinaire en matière de dopage (en abrégé « CIDD »), et des compétences et du fonctionnement de la Commission d'appel de la Commission de la Communauté française pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (en abrégé « CAUT ») (établie auprès de la CIDD), la section de législation rappelle qu'elle a formulé, dans son avis n° 69.345/4, l'observation générale suivante :

« S'agissant des compétences et du fonctionnement de la CIDD, l'avant-projet à l'examen reproduit 'sans grand changement sur le fond' (9) le contenu des articles 12 et 13 du décret du 14 novembre 2018 modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité.

À cet égard, la section de législation a déjà fait observer que (10) :

'2. La CIDD qu'il est ainsi envisagé d'ériger comme 'seul tribunal antidopage disciplinaire' en Communauté française, est une institution de droit privé qui a été créée le 12 janvier 2012 sous la forme d'une association sans but lucratif par diverses fédérations et associations sportives francophones et l'Association interfédérale du sport francophone.

Conformément à l'article 4 des statuts de la CIDD, celle-ci a pour but :

'[...] la mise à disposition d'une structure indépendante, notamment pour les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs, associations sportives telles que définies par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, en matière de lutte contre le dopage. Elle a également pour but d'aider les fédérations sportives dans la gestion des procédures disciplinaires relatives aux pratiques de dopage commises par leurs sportifs'.

Conformément à l'article 5 des statuts de la CIDD, elle a pour objet :

'- la création et l'organisation d'une commission disciplinaire, qualifiée et impartiale, en matière de dopage compétente pour les procédures disciplinaires en première instance ;

- la nomination des membres de ladite commission disciplinaire ;

- l'élaboration du règlement de procédure de ladite commission disciplinaire ;

[...]'

Il résulte de ces dispositions statutaires et des articles 7 et 8 desdits statuts que la CIDD est compétente pour organiser les procédures disciplinaires ouvertes à l'encontre des sportifs affiliés aux organisations sportives qui sont membres (effectifs ou adhérents) de cette commission disciplinaire, c'est-à-dire des organisations sportives qui souhaitent déléguer une telle compétence à la CIDD. En l'état du droit positif, l'intervention de la CIDD repose donc sur une base volontaire dans le chef des organisations sportives qui en sont membres et partant des personnes qui y sont affiliées.

3. La réforme menée par l'avant-projet examiné se départit de cette logique en ce qu'elle vise précisément à :

- attribuer à la CIDD les compétences de recours actuellement exercées par le Gouvernement concernant la soumission des sportifs d'élite - indépendamment de leur affiliation à une organisation sportive membre de la CIDD - aux obligations prévues par l'article 18 en projet ou concernant tout éventuel manquement qui leur serait reproché en vertu de cette même disposition (obligations de localisation) (articles 18, § 7, alinéa 2, en projet) ;

- faire de la CIDD le seul tribunal antidopage disciplinaire compétent en Communauté française vis-à-vis de 'tout sportif ou toute autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée [...]', que ces personnes soient ou non affiliées à une organisation sportive (article 19, §§ 1^{er} et 3 à 7, en projet) et que celle-ci soit ou non partie à la CIDD.

L'article 19, § 4, en projet qualifie expressément la CIDD de 'seul tribunal antidopage disciplinaire compétent' lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur la violation des règles anti-dopage (article 19, §§ 1^{er} et 3 à 7 en projet). L'avant-projet ne procède pas à une telle qualification lorsque la CIDD agit dans le cadre des obligations de localisation (articles 18 et 19, § 2, en projet). L'intention de l'auteur semble donc d'instaurer, dans cette dernière hypothèse, un recours administratif organisé.

Il en résulte qu'en vertu de l'avant-projet à l'examen, la CIDD est appelée à intervenir, tantôt comme autorité administrative de recours, tantôt en qualité de juridiction.

4.1. Le rôle juridictionnel que le texte en projet entend assigner à la CIDD se heurte à l'objection fondamentale suivante.

4.2. Si le législateur compétent (11) peut, à certaines conditions, créer des juridictions administratives, il ne lui appartient pas de confier une fonction juridictionnelle à une personne de droit privé. En effet, il faut déduire des articles 145, 146 et 161 de la Constitution, que pour qu'une 'juridiction' soit valablement créée en vertu de ces dispositions, il s'impose, ainsi que le terme 'juridiction' l'implique nécessairement, que l'organe auquel une mission juridictionnelle est confiée présente toutes les garanties d'indépendance, d'impartialité et de procédure équitable (12).

Or, la nature privée de la CIDD implique que celle-ci n'est, par essence, pas uniquement guidée par la poursuite de l'intérêt général et que sa composition, son organisation et son fonctionnement ne relèvent pas principalement d'un régime de droit public.

Une telle nature apparaît dès lors incompatible avec la fonction de juge qui est une prérogative essentielle de l'action étatique.

4.3. Les obligations imposées à la CIDD par l'article 19, § 4, en projet - dont la mise en œuvre n'est, par ailleurs, soumise à aucun contrôle de la part de la Communauté française - ne permettent pas de remédier à la difficulté soulevée.

4.4. Le principe d'une telle juridiction privée paraît d'autant plus critiquable qu'en application de l'article 19, § 4, alinéa 2, 11^o, en projet, la procédure sera régie par un règlement de procédure élaboré par la CIDD et dont les sportifs et autres personnes concernées n'auront connaissance qu'au moment où une procédure disciplinaire sera ouverte à leur encontre. Ce règlement contiendra des normes essentielles qui ne seront pas soumises aux garanties régissant la confection de normes de procédure et qui ne seront pas publiées de la manière prescrite par l'article 56 de la loi spéciale du 8 août 1980, ce qui posera la question de leur opposabilité aux personnes concernées. Par ailleurs, et plus fondamentalement encore, s'agissant de règles pouvant entraîner des ingérences dans certains droits fondamentaux (le droit au respect de la vie privée par exemple), celles-ci doivent être prévues par la loi, ce qui implique notamment qu'une mesure comportant pareilles restrictions doit être accessible, précise et prévisible quant à ses conséquences.

4.5. Pour les raisons exposées ci-avant, la CIDD ne peut se voir confier les attributions juridictionnelles que le texte en projet entend lui accorder.

5. Il convient également d'attirer l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur le problème que le texte en projet soulève au regard du respect de la liberté d'association garantie par l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 11 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 27 de la Constitution.

En effet, il n'apparaît pas admissible d'attribuer par voie d'autorité à une institution de droit privé, créée par contrat, des missions qui sont étrangères à celles que les membres de l'association considérée ont entendu voir exercées par celle-ci (13).

Le choix fait jusqu'ici par le législateur de déléguer la sanction du non-respect des obligations en matière de dopage aux organisations sportives uniquement en ce qui concerne les affiliés de ces dernières était notamment justifié par le souci de respecter la liberté d'association des sportifs.

En faisant de la CIDD le seul tribunal antidopage disciplinaire compétent pour toutes les personnes entrant dans le champ d'application de la législation antidopage de la Communauté française, indépendamment de leur qualité d'affiliés aux fédérations et associations membres de la CIDD, le dispositif à l'examen s'écarte de cette logique et porte atteinte à la liberté d'association des membres de la CIDD d'une manière qui ne paraît pas admissible (14)(15).

6. Des observations qui précèdent, il résulte que les articles 12 et 13 de l'avant-projet de décret, de même que ses autres dispositions qui y sont liées, ne sont, en l'état, pas admissibles et doivent être fondamentalement revus de sorte que ces dispositions n'ont pas été examinées plus avant par la section de législation'.

La même observation peut être réitéré concernant les articles 22, § 7, alinéas 2 à 4 (16) et 23 (17), ainsi que concernant les autres dispositions qui y sont liées.

Une observation similaire peut également être formulée s'agissant de la Commission d'appel de la CAUT, dès lors que celle-ci est établie 'auprès de la CIDD' conformément aux articles 10, § 5 et 23, § 7 ».

C'est compte tenu de cette observation que certaines observations particulières seront formulées.

2. L'article 23 du projet concerne les conditions et la procédure de désignation comme médecin contrôleur. L'article 25 du projet a trait à l'agrément des laboratoires de contrôle. L'article 26 règle la désignation des chaperons.

S'agissant de la conformité de ces dispositions au regard de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 'relative aux services dans le marché intérieur', la section de législation a fait observer ce qui suit :

« 11.1. Les services que les médecins contrôleurs fournissent conformément à la réglementation en projet doivent être considérés comme des services de soins de santé visés à l'article 2, paragraphe 2, f), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 'relative aux services dans le marché intérieur' (ci-après : directive services). Les dispositions concernées du projet échappent par conséquent au champ d'application de la directive services et ne doivent pas être vérifiées à l'aune de celle-ci.

11.2. Les laboratoires de contrôle fournissent des services qui peuvent être considérés comme une 'activité économique non salariée, exercée normalement contre rémunération' (voir l'article 4, 1), de la directive services) et qui, contrairement aux services fournis par les médecins contrôleurs, ne sont pas exclus du champ d'application de la directive sur la base de son article 2, paragraphe 2, f).

Il en découle que les conditions d'agrément (article 17, § 1^{er}, du projet) ainsi que la procédure d'agrément (article 17, §§ 2 à 4, du projet) doivent être examinées au regard de la directive services. La limitation à cinq ans de la durée de l'agrément, prévue à l'article 17, § 2, du projet, doit, à la lumière de l'article 11, paragraphe 1, c), de la directive services, pouvoir être justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

11.3. Même si les chaperons sont désignés et non pas agréés, il n'en demeure pas moins que cette désignation est spécifiquement nécessaire pour pouvoir exercer l'activité de chaperon et que sur le fond, celle-ci peut effectivement relever de la notion de régime d'autorisation au sens de l'article 4, 6), de la directive services ('toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice'). Ici aussi, la nature des tâches et des conditions de désignation des chaperons ne conduit pas à considérer qu'elles sont exclues du champ d'application de la directive sur la base de son article 2, paragraphe 2, f).

Il découle de ce qui précède que les conditions de désignation (article 18, §§ 2 et 3, du projet) ainsi que la procédure de désignation (article 18, §§ 4 à 6, du projet) doivent être examinées au regard de la directive services. La limitation à trois ans de la durée de la désignation, prévue à l'article 18, § 4, du projet, doit, comme pour les laboratoires de contrôle, pouvoir être justifiée au regard de l'article 11, paragraphe 1, c), de la directive services, par une raison impérieuse d'intérêt général » (18).

Pareille observation doit être réitérée *in casu*, en tenant compte du fait que, en ce qui concerne les chaperons, la durée de la reconnaissance ou de la désignation est désormais de deux ans.

3. À plusieurs reprises, le projet fait référence à des dispositions précises des « Standards internationaux ».

Or, certaines de ces dispositions, que l'auteur du projet reproduit en vue d'en transposer le contenu, constituent des dispositions explicatives ou exemplatives, qui ne sont pas normatives. au sens du droit belge. Tel est le cas, par exemple, de l'article 4, § 3, alinéas 4, 8, et 11 ou de l'article 7, alinéa 1^{er}. Il serait plus conforme aux règles de légistique (19) de faire le tri entre les dispositions normatives et celles qui n'ont pas ce caractère, afin que seules les premières figurent dans le projet, les secondes trouvant plus adéquatement leur place dans un rapport au Gouvernement.

4. À de nombreuses reprises (20), le projet à l'examen prévoit la notification « par courriel et/ou par courrier » ou « par courriel ou à défaut par courrier » de décisions susceptibles de faire grief à la personne concernée.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient de s'assurer de la bonne réception, par la personne concernée, de la notification de telles décisions – et ce quel que soit le mode de notification utilisé (courriel ou courrier) –, afin que la preuve des échanges puisse être rapportée pour faire foi. Le dispositif sera complété en ce sens.

Plusieurs dispositions du projet à l'examen omettent par ailleurs de préciser le mode de notification des décisions ou des demandes en cause (21). Dans le même souci de sécurité juridique, le projet sera également complété sur ce point.

5. L'auteur du projet à l'examen sera attentif à respecter la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui consacre la théorie de la réception, selon laquelle les dispositions en vertu desquelles le délai pour accomplir certains actes prend cours le jour de l'envoi d'une décision sont contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination (22).

Le texte sera revu à la lumière de la présente observation (23).

6. À plusieurs reprises, le projet à l'examen emploie la notion de « jours ouvrables ».

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce qu'à défaut d'être expressément définie dans le décret du 14 juillet 2021 alors qu'elle y est utilisée, la notion de « jour ouvrable » doit être communément entendue en ce qu'elle inclut le samedi et qu'elle n'exclut que le dimanche et les jours fériés légaux (24).

7. À plusieurs reprises, il est exigé, à titre de condition de désignation, qu'un candidat s'engage « à respecter de la manière la plus stricte la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage [...] » (articles 23, § 1^{er}, alinéa 2, 6° ; 23, § 5, alinéa 1^{er}, 5° ; 26, § 1^{er}, alinéa 2, 5° ; et § 5, alinéa 1^{er}, 4°, du projet), ainsi qu'« à respecter et à signer un code de conduite [...] » (voir les articles 23, § 1^{er}, alinéa 2, 7° ; 23, § 5, alinéa 1^{er}, 6° ; 26, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, et § 5, alinéa 1^{er}, 5°, du projet).

Le projet organise par ailleurs une procédure de retrait des désignations ainsi mises en place lorsque la personne désignée « ne répond plus », notamment, à cette condition (voir l'article 23, §§ 6 et 7 (médecin contrôleur) et l'article 26, § 6 (chaperon)).

Dans un souci de sécurité juridique, il conviendrait cependant d'adapter le dispositif afin de clarifier le fait que l'on pourra réagir non seulement au fait que la personne désignée ne s'engagerait plus à respecter et à signer un code de conduite mais également que, concrètement, elle ne respecterait plus ce code ou n'aurait pas signé celui-ci. En d'autres termes, il serait préférable de distinguer les conditions d'octroi de la désignation (engagement de respecter un code), des conditions de maintien (le fait de se conformer concrètement à ce code) (25).

Observations particulières

Préambule

1. Dès lors que l'ensemble des dispositions du projet trouvent leur fondement juridique dans le décret du 14 juillet 2021, l'alinéa 1^{er} sera omis.

2. L'alinéa 2 sera complété par la date du décret visé (à savoir, le décret du 14 juillet 2021) ainsi que par l'indication précise des articles de ce décret qui constituent le fondement juridique du projet à l'examen, en ce compris l'article 31 (26), avec la mention de leurs subdivisions pertinentes.

3. Les alinéas 4 à 7 seront complétés par la mention de la date à laquelle les avis et accord ont été donnés.

4. L'alinéa 8 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 70.328/4 du Conseil d'État, donné le 26 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

Dispositif

Article 1^{er}

Dans la phrase liminaire, les mots « 14 juillet 2021 » seront insérés entre les mots « du décret du » et les mots « relatif à la lutte ».

Article 3

L'alinéa 1^{er}, 1^o, i), renvoie au « respect des règles et des lois ». Compte tenu de la répartition des compétences applicable en Belgique et du fait que les normes de portée législative ne prennent pas toutes la forme de « lois », les mots « et des lois » seront remplacés par les mots « et de la législation ».

Article 4

Interrogé quant à l'articulation entre le programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage et le plan d'éducation, le délégué de la Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 4 du projet assure la conformité avec les articles 4 à 4.5 du Standard international pour l'éducation (SIE). Conformément aux articles 4 et 4.1 du SIE et comme le prévoit l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, l'élaboration du plan d'éducation a pour but et procède de la planification du programme d'éducation visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret. Le plan est donc élaboré en amont du programme, afin de planifier celui-ci. Conformément aux dispositions précitées du SIE, le programme est un instrument dynamique qui n'est pas soumis, en tant que tel, à une fréquence ou à une périodicité spécifique. En revanche, dans un objectif d'amélioration constante, le programme est soumis à une évaluation annuelle, conformément à l'article 6.1 du SIE, transposé à l'article 6, 1^o, du projet. Conformément aux mêmes dispositions, la périodicité du plan est annuelle, l'évaluation annuelle du programme permettant d'alimenter le plan de l'année suivante ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Gouvernement qu'il est recommandé d'établir (27).

Article 5

Au paragraphe 5, interrogé quant à la procédure de désignation des éducateurs, le délégué de la Ministre a répondu :

« L'article 5, § 5, du projet, transpose l'article 5.8 du SIE et assure la conformité avec cette disposition. Conformément à celle-ci, l'ONAD, qui est signataire, désigne des éducateurs qui peuvent dispenser des activités d'éducation en présence physique. Comme dans le SIE, il n'y a pas à proprement parler de procédure spécifique de désignation. Les signataires – dont l'ONAD – peuvent donc désigner comme éducateurs des membres faisant partie de leur personnel, qui dispensent déjà des activités d'éducation sur le terrain, pour autant qu'ils répondent aux conditions prévues à l'article 5.8 du SIE, transposé par l'alinéa 2, de l'article 5, § 5, du projet, à savoir qu'ils soient compétents en matière d'éducation fondée sur les valeurs et par rapport aux sujets, visés à l'article 18.2 du Code et à l'article 5.2 du SIE et repris à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, du projet ».

Au vu de cette réponse le dispositif sera par conséquent complété de manière à préciser que les éducateurs sont désignés au sein du personnel de l'ONAD Communauté française. Par ailleurs, le seul fait qu'une telle procédure ne soit pas expressément prévue par le Standard International pour l'éducation (en abrégé « SIE ») ne suffit pas à justifier qu'elle ne soit pas néanmoins prévue en droit belge. Le dispositif gagnerait également à être complété afin de préciser la procédure de désignation de ces éducateurs, de manière à garantir le respect du principe d'égalité et de non-discrimination entre les candidats à la désignation en tant qu'éducateur.

Article 6

Au 2^o, interrogé quant à la question de savoir si, pour se conformer à l'article 6.1 du SIE, il n'y a pas lieu d'omettre les mots « le cas échéant », le délégué de la Ministre a répondu :

« L'article 6, 2^o, du projet, a été jugé conforme à l'article 6.1 du SIE, par l'AMA. En réalité, le résumé en français ou en anglais, prévu par cette disposition du SIE, vise surtout les nombreux cas où le rapport d'évaluation du programme d'éducation, d'information et de prévention est fourni dans une autre langue que le français ou l'anglais. Dans le cas présent, comme le rapport lui-même est rédigé en français et est transmis à l'AMA, à sa demande, son résumé n'est pas nécessaire mais il pourrait néanmoins également être fourni ».

Il est pris acte de cette réponse.

Article 7

L'alinéa 1^{er}, en ce qu'il mentionne une obligation de développer toute coopération appropriée, n'ajoute ni ne précise rien de plus que ce qui est déjà prévu par l'article 2, alinéa 5, du décret du 14 juillet 2021.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier (28).

En outre, comme évoqué dans l'observation générale n° 3, une énumération d'exemples est, en soi, dépourvue de caractère normatif et trouvera plus adéquatement sa place dans un rapport au Gouvernement.

L'alinéa 1^{er} sera dès lors soit omis, la suite du dispositif devant alors être adaptée en conséquence, soit revu, si l'auteur du projet estime que la répétition de la disposition décréte est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, en omettant les mots « par exemple » et en insérant au début de l'alinéa les mots « Conformément à l'article 2, alinéa 5, du décret ».

Article 9

1. Interrogé quant aux motifs pour lesquels les points 5° et 6° du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ne sont pas visés, au paragraphe 2, alinéa 3, le délégué de la Ministre a précisé ce qui suit :

« À l'article 9, § 2, alinéa 3, du projet, les points 5° et 6°, du § 1^{er}, alinéa 2, ne sont pas visés car l'ONAD dispose elle-même des informations lui permettant de vérifier et/ou peut vérifier si le candidat répond ou non aux conditions prévues par ces deux dispositions ».

Il est pris acte de cette réponse. Cette explication figurera utilement dans le rapport au Gouvernement qu'il est conseillé d'établir.

2. Tout comme pour la candidature spontanée, dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, il convient de préciser les documents qui doivent être fournis lors d'une réponse à un appel à candidatures, afin de démontrer le respect des conditions de nomination visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

3. Il résulte du paragraphe 2, alinéa 4, que tous les candidats remplissant les conditions sont nommés membres de la CAUT.

Une règle analogue est consacrée par les articles 23, § 3, alinéa 3, et 26, § 3, alinéa 3.

Le délégué de la Ministre a confirmé ce qui suit :

« Oui, les candidats qui remplissent les conditions pour être nommés ou désignés membres de la CAUT, médecins contrôleurs ou chaperons sont nommés ou désignés au terme de la procédure prévue. Il est précisé qu'en pratique et historiquement, il n'existe pas un volume important de candidatures pour ces fonctions et que le nombre de membres de la CAUT, de médecins contrôleurs et de chaperons est relativement stable depuis une dizaine d'années ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Gouvernement (29).

Article 10

1. S'il peut être admis que le règlement d'ordre intérieur de la CAUT ne soit plus soumis à l'approbation du Ministre compétent dès lors que les règles essentielles de ce règlement sont précisées par l'article 10, il convient cependant d'en garantir la publicité en imposant, par exemple, sa publication sur le site internet de la CAUT.

2. L'alinéa 2, 9°, prévoit que « les décisions rendues par la CAUT sont motivées ».

Ainsi que l'a déjà fait observer la section de législation dans son avis n° 69.345/4 :

« L'imposition d'une telle obligation de motivation est superflue et ambiguë. Elle est superflue parce que les décisions tombent dans le champ d'application de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' et que l'obligation de motivation formelle découle déjà de cette loi. Elle est ambiguë parce que de telles dispositions donnent erronément à penser que l'obligation de motivation formelle n'existe pas si elle n'est pas expressément prescrite.

À moins que l'intention ne soit de prévoir une obligation de motivation plus étendue que celle qui découle de la loi du 29 juillet 1991, auquel cas il faudra en préciser la portée, la disposition en projet sera omise (30) ».

La même observation vaut s'agissant des décisions prises par le Ministre visées à l'article 23, § 8, alinéa 3, et à l'article 25, § 3, alinéa 4, ainsi que s'agissant des décisions prises par l'ONAD Communauté française visées aux articles 23, § 9, alinéa 3, 26, § 7, alinéa 3, 38, alinéa 1^{er}, 16°, et 62, alinéa 7 (31).

Si l'auteur du projet l'estime nécessaire, le rappel de l'obligation de motivation sera utilement repris dans le rapport au Gouvernement.

Article 17

Le paragraphe 2, alinéa 2, est redondant par rapport à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°. Cet alinéa sera dès lors omis.

Article 18

1. Interrogé quant au nombre de membres désignés pour siéger à la Commission d'appel de la CAUT, le délégué de la Ministre a répondu :

« En ce qui concerne l'article 18 du projet, dans un objectif de souplesse, il n'y a pas à proprement parler de nombre précis de médecins indépendants pouvant être désignés pour siéger au sein de la Commission d'appel de la CAUT. En revanche, pour son fonctionnement, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°, du projet, la Commission d'appel de la CAUT statue valablement avec trois membres. Ces membres sont désignés par la CIDD, comme le prévoit l'article 18, § 1^{er}, du projet ».

Dans un souci de sécurité juridique et afin de garantir une composition indépendante et impartiale de la Commission d'appel de la CAUT, il convient toutefois de préciser, dans le dispositif, le nombre de membres pouvant être désignés pour siéger au sein de celle-ci ou, le cas échéant, de préciser que tous les candidats remplissant les conditions sont nommés membres de celle-ci, à l'instar de ce qui est prévu s'agissant de la composition de la CAUT.

Dans un même souci de sécurité juridique, il convient par ailleurs de compléter le dispositif afin d'indiquer la procédure de désignation qui sera suivie par la CIDD, à l'instar de la procédure décrite à l'article 9, § 2, pour ce qui concerne les membres de la CAUT.

2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 5^o, impose que le membre de la Commission d'appel de la CAUT n'ait pas fait l'objet « d'une suspension provisoire ou d'une période de suspension en vertu du Code ou, si la personne concernée n'était pas soumise au Code, ne pas avoir directement et intentionnellement adopté, au cours des 6 ans à dater de l'introduction d'une candidature, un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne ». Cette condition, tout comme celles énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o et 3^o, est susceptible d'évoluer dans le temps.

Interrogé quant aux motifs pour lesquels il n'est pas également exigé, au paragraphe 3, alinéa 3, que la preuve que cette condition est toujours respectée, accompagne la demande de renouvellement, le délégué de la Ministre a précisé :

« En ce qui concerne l'article 18, § 3, alinéa 3, du projet, lors d'une demande de renouvellement du mandat d'un membre, il ne lui est pas demandé de preuve selon laquelle la condition visée à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, du projet est toujours respectée, pour des raisons de simplification administrative. En effet, à la différence de l'attestation actualisée émanant de l'Ordre des médecins et de l'extrait de casier judiciaire actualisé, auxquels la CIDD n'a pas accès et qui doivent donc nécessairement être fournis, la CIDD, en tant qu'instance disciplinaire compétente en antidopage, a accès à l'information selon laquelle le membre concerné purge ou non une période de suspension en vertu du Code. Il n'est donc pas nécessaire que le membre fournisse à la CIDD de preuve à cet égard. Pour précision, un membre de la Commission d'appel de la CAUT est une personne au sens de l'article 1^{er}, 65^o, du décret, du 14 juillet 2021, susceptible d'être jugée disciplinairement par la CIDD et, le cas échéant, de se voir infliger les conséquences et les sanctions issues du Code, en cas de dopage, conformément à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 2, 9^o, du même décret. Par conséquent, lorsque ce membre introduit une demande de renouvellement de son mandat, le second cas de figure prévu à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, du projet, – lorsque la personne n'était pas soumise au Code – ne peut plus s'appliquer ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Gouvernement qu'il est recommandé d'établir (32).

Article 19

L'alinéa 1^{er}, en ce qu'il prévoit que les règles essentielles de fonctionnement de la Commission d'appel de la CAUT sont celles qu'il cite, « sans préjudice [...] d'éventuelles règles et procédures complémentaires, édictées par la CIDD », n'est pas admissible s'il doit être compris en ce sens que la CIDD serait autorisée à modifier les règles de procédure fixées par le décret du 14 juillet 2021 et le projet. En effet, sans préjudice de l'observation générale n^o 1 formulée ci-dessus et du fait que le règlement d'ordre intérieur d'une juridiction ne peut viser que des aspects purement internes de l'organisation et du fonctionnement de celle-ci (33), le respect de la hiérarchie des normes n'autorise en toute hypothèse pas la CIDD à modifier les règles de procédure fixées par le décret du 14 juillet 2021 et le projet.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

Article 20

De l'accord du délégué de la Ministre, l'alinéa 2 sera complété pour préciser que le délai de notification de la décision est également suspendu en cas de procédure d'appel.

Article 23

1. Le paragraphe 3, alinéa 2, prévoit, en ce qui concerne les candidatures spontanées, que les « documents et attestations actualisés, visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, sont envoyés ultérieurement, à la demande de l'ONAD Communauté française ».

1.1 Tel que rédigé, l'article 23 ne prévoit pas le dépôt de tels documents et attestations actualisés pour les candidatures faisant suite à un appel à candidatures. Afin de respecter les principes d'égalité et de non-discrimination, une telle formalité devrait également être prévue dans cette hypothèse.

Le dispositif sera complété en conséquence.

La même observation vaut s'agissant de l'article 26, § 3, alinéa 2.

1.2 Interrogé quant à la question de savoir si pour les candidatures spontanées, il fallait déduire à contrario de l'article 23, § 3, alinéa 2, que l'ONAD n'est pas nécessairement tenue de les demander et que les documents et attestations ne devront donc pas dans tous les cas être fournis en cas de candidature spontanée, le délégué de la Ministre a précisé :

« En ce qui concerne les articles 23, § 3, alinéa 2 et 26, § 3, alinéa 2, du projet, les documents et attestations concernés doivent être fournis, également en cas de candidature spontanée. En revanche, ceux-ci ne sont pas à joindre lors de l'envoi de la candidature spontanée mais bien ultérieurement, à la demande de l'ONAD Communauté française et ce, à la fois pour des raisons de souplesse, pratiques et organisationnelles et, dans le même temps, pour que ces documents et attestations soient aussi récents et actualisés que possible (notamment et à titre d'exemple, l'extrait de casier judiciaire de modèle 2, les liens éventuels avec des sportifs, organisations sportives ou organisateurs de manifestation et/ou de compétitions sportives ou encore l'attestation de l'Ordre des médecins en ce qui concerne les médecins contrôleurs). De manière plus générale, en ce qui concerne les candidatures spontanées, le but est d'avoir le plus de souplesse possible, tant pour le candidat, qui n'est pas dans l'obligation de joindre immédiatement des documents et attestations, que pour l'ONAD, qui dispose de plus de liberté d'organisation. Lorsque l'ONAD demande au candidat les documents et attestations, ceux-ci sont récents et actualisés ».

Ces explications gagneraient à figurer dans le rapport au Gouvernement qu'il est recommandé d'établir (34).

La même observation vaut s'agissant de l'article 26, § 3, alinéa 2.

2. Dans l'avis n^o 58.217/4 donné le 30 septembre 2009 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 'portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage' (35), la section de législation a fait l'observation suivante, applicable au paragraphe 8, alinéa 1^{er} :

« Il n'est pas admissible que l'exercice des pouvoirs du ministre soit conditionné par la proposition préalable de l'administration, et ce d'autant moins que pareil dispositif peut être interprété comme empêchant le ministre de s'écarter de la proposition. En toute hypothèse, le pouvoir hiérarchique du ministre sur son administration est incompatible avec ce type de disposition.

Par conséquent, les mots 'Sur proposition de l'ONAD de la Communauté française,' seront omis » .

La même observation vaut s'agissant des articles 25, § 3, alinéa 2, et 60.

3. Au paragraphe 9, alinéa 1^{er}, après les mots « fondée sur le § 7 », il est suggéré d'insérer les mots « 1^o à 4^o ».

L'application de la procédure prévue au paragraphe 9 ne paraît en effet pas se justifier dans le cas visé au paragraphe 7, 5^o, qui concerne le cas où le médecin contrôleur sollicite lui-même le retrait de sa reconnaissance (36).

4. Compte tenu de l'article 22 de la Constitution qui soumet toute atteinte à la vie privée, en ce compris les traitements de données à caractère personnel, à un principe de légalité et compte tenu de l'article 15, § 2, alinéa 4, du décret du 14 juillet 2021 qui autorise le Gouvernement à déterminer « les conditions et les procédures de désignation des médecins contrôleurs et des chaperons, ainsi que celles portant sur la reconnaissance de médecins contrôleurs et de chaperons formés par une autre organisation antidopage » et de l'exécution qui est donnée à cette disposition par le projet, le paragraphe 10 ne peut être lu que comme renvoyant aux informations collectées dans le cadre de la désignation des médecins contrôleurs, de leur renouvellement ou de leur évaluation, par référence aux paragraphes 1^{er} à 9.

Article 26

1. Interrogé à cet égard, le délégué de la Ministre a indiqué

« En ce qui concerne, l'article 26, § 3, du projet, cette disposition sera complétée pour insérer un alinéa 5 précisant, à l'instar de ce que prévoit le paragraphe 4, que l'identification visée à l'alinéa 4 se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du chaperon concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge ».

Le dispositif sera par conséquent complété en ce sens.

2. Compte tenu de l'article 22 de la Constitution qui soumet toute atteinte à la vie privée, en ce compris les traitements de données à caractère personnel, à un principe de légalité et compte tenu de l'article 15, § 2, alinéa 4, du décret du 14 juillet 2021 qui autorise le Gouvernement à déterminer « les conditions et les procédures de désignation des médecins contrôleurs et des chaperons, ainsi que celles portant sur la reconnaissance de médecins contrôleurs et de chaperons formés par une autre organisation antidopage » et de l'exécution qui est donnée à cette disposition par le projet, le paragraphe 8 ne peut être lu que comme renvoyant aux informations collectées dans le cadre de la désignation des chaperons, de leur renouvellement ou de leur évaluation, par référence aux paragraphes 1^{er} à 7.

Article 43

Au paragraphe 4, interrogé quant à la portée des mots « mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, h), j) et k) », le délégué de la Ministre a précisé :

« En ce qui concerne l'article 43, § 4, du projet, les mots 'mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, h), j) et k)' signifient que, conformément à ces dernières dispositions, le sportif dispose d'un délai de 20 jours, à dater de la première notification de son résultat d'analyse anormal, pour faire valoir certains droits prévus en vertu du Code, notamment en ses articles 10.7.1, 10.8.1, 10.8.2. Dès lors et à partir du moment où le sportif dispose de ce délai, notamment pour apporter d'éventuelles explications ou pour demander à être entendu suite à la notification de son résultat d'analyse anormal, il est à la fois logique et conforme à l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 14 juillet 2021, de ne pas démultiplier les notifications et donc, d'attendre l'écoulement du délai de 20 jours prévu avant de notifier au sportif, en une seule fois, le résultat de l'analyse de son échantillon B si celle-ci a été demandée et la suite réservée à son dossier suite à l'usage éventuel de l'un ou plusieurs des droits visés à l'article 42, § 3, alinéa 2, du projet.

La même explication et le même raisonnement s'appliquent au sujet des articles 43, § 7, alinéa 2 ; 44, § 5, alinéa 1^{er} et § 7 et 58, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 3. La deuxième et dernière notification intervient toujours après l'écoulement du délai de 20 jours à dater de la première notification et la possibilité pour le sportif, dans ce délai, de faire valoir certains droits ».

Ces explications seront utilement reproduites dans le rapport au Gouvernement qu'il est recommandé d'établir (37).

Article 44

Interrogé quant au statut de l'unité de gestion du passeport de l'athlète (en abrégé « UGPA »), le délégué de la Ministre a répondu :

« L'alinéa 2, de l'article 44, § 1^{er}, du projet reprend la définition de l'UGPA issue du Standard international pour les laboratoires et assure la conformité à celle-ci. L'UGPA n'est pas une composante de l'ONAD et ses membres ne sont pas issus du personnel de l'ONAD. Conformément à sa définition, transposée à l'alinéa 2 précité, l'UGPA est une unité composée d'une ou plusieurs personnes qui est responsable de la gestion en temps opportun des passeports biologiques de l'athlète dans ADAMS au nom de l'ONAD Communauté française. En pratique et pour bonne information, l'UGPA est unité d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA, qui est indépendante du département du laboratoire consacré aux analyses des échantillons ».

Le dispositif sera complété afin d'organiser la désignation de l'unité du laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA en tant qu'UGPA.

Article 45

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, interrogé quant à la portée de la notion de « cercle sportif relevant de la Communauté française » (celle-ci n'étant pas définie dans le décret du 14 juillet 2021), le délégué de la Ministre a répondu :

« À l'article 45, § 1^{er}, du projet, la notion de 'cercles sportif relevant de la Communauté française' vise les cercles ou les clubs sportifs qui relèvent de la Communauté française, soit parce qu'ils sont affiliés à une organisation sportive relevant elle-même de la Communauté française, soit, s'ils sont affiliés à une fédération nationale, parce que leur siège est établi sur le territoire de la région de langue française ».

Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif – ou à tout le moins le rapport au Gouvernement – sera par conséquent complété par la définition de cette notion, en veillant à sa cohérence avec la législation existante (38).

2. Le paragraphe 6 reproduit l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 14 juillet 2021.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier. Si l'auteur du projet estime néanmoins que la répétition de certaines dispositions décrétales est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, il convient, afin de ne laisser subsister aucun doute quant à la nature de ces dispositions, de les identifier expressément (par exemple : « conformément à l'article XX du décret [...] »).

Article 49

À l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'annexe B » seront insérés entre les mots « par l'article B.2.1 ou B.2.4 » et les mots « du Standard ».

Article 51

Interrogé quant à la compatibilité de l'article 51 avec l'article 22, § 4, alinéa 2, du décret du 14 juillet 2021, le délégué de la Ministre a répondu que :

« S'agissant de la durée du reclassement du sportif d'élite en catégorie A, la remarque est exacte ; la disposition sera donc revue pour se conformer à l'article 22, § 4, alinéa 2, du décret du 14 juillet 2021 et prévoir une période maximale de reclassement de 12 mois, pouvant éventuellement être prolongée pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent. Afin d'assurer la pleine conformité avec l'article 22, § 8, du décret du 14 juillet 2021, un alinéa supplémentaire sera ajouté pour préciser que s'il s'agit d'un sportif d'élite de catégorie B (donc également soumis à des obligations de localisation) et que sa période de suspension est toujours en cours à l'issue de son reclassement en sportif d'élite de catégorie A, ses obligations de localisation en tant que sportif d'élite de catégorie B reprendront et resteront en vigueur pendant toute la durée de sa suspension.

En ce qui concerne l'alinéa 2, il vise bien les obligations de localisation de la catégorie A. Il n'existe en réalité pas d'autres obligations spécifiques à cette catégorie de sportifs d'élite, par rapport aux autres catégories. Afin de dissiper tout doute éventuel, la disposition précisera qu'il s'agit des obligations de localisation de la catégorie A ».

Le dispositif sera par conséquent revu en ce sens.

Articles 53 et 54

Les articles 53 et 54 prévoient une prise d'effet de la décision « au plus tard » 16 jours après la notification.

Interrogé quant à la portée des mots « au plus tard », le délégué de la Ministre a répondu :

« À l'article 54, alinéa 2, du projet, l'expression 'au plus tard' signifie qu'il s'agit du délai maximal pour qu'une décision visée à l'alinéa 1^{er} prenne effet. Il s'agit certes du délai de principe mais, conformément à l'alinéa 3 et par dérogation à l'alinéa 2, en cas d'urgence motivée par l'ONAD Communauté française dans sa notification, le délai de prise d'effet d'une décision visée à l'alinéa 1^{er} peut être raccourci. Cette urgence se justifie par exemple si, dans le cadre de programmes antidopage pré-Jeux Olympiques ou pré-Championnats d'Europe ou du Monde, un sportif déterminé doit être soumis à un certain nombre de tests (au moins 3) et que le délai de 16 jours pour la prise d'effets de ses obligations risquerait sérieusement de compromettre la réalisation des tests et, de manière plus générale, le programme dans son ensemble ».

Au vu de la réponse du délégué de la Ministre et afin d'éviter toute confusion, dès lors que le principe est une prise d'effet 16 jours après la notification, sauf en cas d'urgence motivée visée au dernier alinéa des articles 53 et 54, les mots « au plus tard » seront omis.

Article 55

1.1. L'alinéa 2 en ce qu'il organise un droit de recours auprès de la CIDD pour les sportifs amateurs, ne dispose pas d'un fondement juridique dans les articles 22 et 23 du décret du 14 juillet 2021.

1.2. Cet article entend se fonder sur l'article 22, § 4, alinéa 5, du décret du 14 juillet 2021.

L'organisation d'un recours auprès de la CIDD ne peut être considéré comme une modalité ou une procédure complémentaire, au sens de l'article 22, § 4, alinéa 5, du décret, applicable aux sportifs amateurs mentionnés à l'alinéa 3 de cette disposition.

1.3. Par ailleurs, l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 14 juillet 2021, dispose que la CIDD est compétente « pour connaître de tout recours d'un sportif d'élite en matière d'obligations de localisation, comme prévu par l'article 22, § 7, alinéas 2 et 3 » (39).

L'article 22, § 7, alinéa 2, du décret du 14 juillet 2021 dispose dans le même sens que

« [T]out sportif d'élite qui souhaite contester sa soumission aux obligations prévues par le présent article ou tout éventuel manquement lui reproché, par application du présent article, peut former un recours de la décision contestée, auprès de la CIDD, conformément et sans préjudice de l'article 23, § 2 ».

Il faut déduire de ces dispositions que le décret n'a envisagé la possibilité de former un recours auprès de la CIDD qu'en ce qui concerne les « sportifs d'élite ». À défaut de fondement juridique, l'alinéa 2, sera omis.

La faculté discrétionnaire laissée à l'ONAD Communauté française, par l'alinéa 4 de réduire le délai de recours en cas d'application des articles 53, alinéa 4 et 54, alinéa 3, du projet, n'est pas admissible. S'il peut être admis qu'un délai de recours soit raccourci en cas d'urgence, il faut cependant que le délai ainsi raccourci soit fixé à priori, dans le projet afin de garantir le respect des droits de la défense et le principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 64

À l'alinéa 3, la section de législation n'aperçoit pas la portée des mots « Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2 ».

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il est suggéré de rédiger cette phrase introductive de l'alinéa 3 comme suit :

« Les dérogations visées à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du décret et à l'alinéa 2 portent sur les cas suivants : » (40).

Article 6

1. Interrogé quant au délai de conservation des données à caractère personnel relatives aux chaperons visées à l'article 26, § 8, du projet, le délégué de la Ministre a répondu :

« En ce qui concerne l'article 26, § 8, du projet, suite à l'avis n° 162/2021, rendu le 24 septembre 2021 par l'Autorité de protection des données (APD), un délai de conservation maximal des données relatives aux médecins contrôleurs, de dix ans, a été ajouté à l'article 66, alinéa 2, du projet. Cette disposition sera complétée, avec le même délai, en ce qui concerne les chaperons ».

Le dispositif sera par conséquent complété en ce sens.

L'auteur du projet vérifiera que les données à caractère personnel concernant les organisateurs d'événements ou leurs délégués ne sont pas déjà intégralement couvertes par le délai de conservation prévu à l'annexe 2 du décret du 14 juillet 2021 et que l'alinéa 2, n'est, dès lors pas redondant et source d'insécurité juridique à leur égard.

Article 75

1. Il convient de compléter l'article 75 par l'indication de la date d'entrée en vigueur du projet à l'examen.
2. Conformément à l'article 31 du décret du 14 juillet 2021, il convient également de fixer la date d'entrée en vigueur de ce décret.

Observation finale

De nombreux articles du projet sont extrêmement longs, ce qui, pour les destinataires de l'arrêté, complique la consultation rapide du texte, son analyse et les possibilités de retrouver facilement une disposition pertinente. La division de ces articles en paragraphes ne résout pas ce problème. L'auteur du projet est invité à scinder le projet en articles plus succincts, le cas échéant assortis de titres (41).

LE GREFFIER

Anne Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRESIDENT

Martine BAGUET

Notes

(1) Voir notamment l'avis n° 57.218/3 donné le 9 avril 2015 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 29 juillet 2015 'modifiant l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention', *Doc. parl.*, Ass. Réu. C.C.C., 2014-2015, B-30/1, pp. 31 à 51, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/57218.pdf> ; ainsi que l'avis n° 69.345/4 donné le 2 juin 2021 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 14 juillet 2021 'relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2020-2021, n° 262/1, pp. 91 à 114, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69345.pdf>.

(2) Voir en ce sens le courrier de l'AMA du 15 septembre 2021, qui constate que le travail de mise en œuvre du Code n'est pas encore terminé et qui accorde à l'ONAD Communauté française un délai de 4 mois pour ce faire, à défaut de quoi l'ONAD sera d'office jugée non-conforme et différentes conséquences s'appliqueront automatiquement, dont certaines vis-à-vis de tiers.

(3) L'avis de l'Autorité de protection des données ayant ainsi été sollicité en date du 2 août 2021 et l'avis ayant été rendu le 24 septembre 2021.

(4) L'article 25, § 2, alinéa 1^{er} du décret du 3 avril 2014 précisant d'ailleurs bien que « passé ce délai [de 30 jours], les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise valablement par le Gouvernement ».

(5) À noter que le document contenant le « test genre » transmis à la section de législation indique quant à lui la date de « septembre 2017 ». Interrogé à cet égard, le délégué de la Ministre a précisé que « [l]e test genre transmis au Conseil d'État est bien celui réalisé le 1^{er} juillet 2021, la période 'septembre 2017' est en fait celle à laquelle le modèle (vierge) du test a été publié ». La date sera par conséquent corrigée dans le « test genre », pour faire état de celle du 1^{er} juillet 2021.

(6) *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Dans un souci de transparence, pareil tableau accompagnera utilement l'avant-projet de décret, afin d'éclairer le travail des parlementaires. Voir dans ce sens, notamment l'avis n° 58.217/4 donné le 30 septembre 2015 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 'portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58217.pdf>.

(7) <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69345.pdf>.

(8) Voir dans le même sens l'avis n° 58.217/4 donné le 30 septembre 2009 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 'portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58217.pdf> et l'avis n° 66.415/4 donné le 12 août 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 2020 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66415.pdf>.

(9) *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Voir à cet égard le commentaire de l'article 23.

(10) *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : Avis n° 63.435/4 donné le 30 mai 2018 sur un avant-projet devenu le décret du 14 novembre 2018 'modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63435.pdf>.

(11) *Note de bas de page n° 5 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : À savoir le législateur fédéral, le législateur communautaire ne pouvant régler une telle matière que pour autant que les conditions d'un recours aux pouvoirs implicites, telles que consacrées par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', soient réunies. En effet, l'article 161 de la Constitution réserve à l'autorité fédérale la compétence d'établir des juridictions administratives et de définir leurs attributions. Toutefois, la création d'une juridiction administrative par une Communauté et une Région est aujourd'hui admise, tant par la Cour constitutionnelle que par la section de législation du Conseil d'État, sur le fondement des pouvoirs implicites dont disposent les Communautés et Régions en vertu de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980. Il est nécessaire à cet effet que l'empiètement de compétence réalisé par la Communauté ou la Région concernée sur les compétences de l'autorité fédérale soit nécessaire à l'exercice des compétences de cette Communauté ou Région, que la matière se prête à un régime différencié et que l'incidence des dispositions en cause sur la matière ne soit que marginale (voir, à ce propos, C.C., 8/2011, 27 janvier 2011, B.8.4 à B.8.6 et l'avis n° 53.941/AV/3 donné le 17 octobre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de l'Autorité flamande du 4 avril 2014 'betreffende de organisatie en de rechtspleging van sommige Vlaamse bestuursrechtscolleges', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53941.pdf>).

(12) *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir dans le même sens, l'avis n° 43.260 donné le 4 juillet 2007 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des aéronefs ultra-légers motorisés', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/43260.pdf>.

(13) *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Outre le non-respect de l'objet statutaire de la commission disciplinaire mise en place, l'article 5 des statuts prévoit que cette commission est uniquement compétente en première instance. L'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, en projet prévoit cependant que la CIDD est également compétente, le cas échéant, en degré d'appel.

(14) *Note de bas de page n° 8 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Voir notamment Cour eur. D.H. (gde ch.), arrêt *Chassagnou et autres c. France*, 29 avril 1999.

(15) *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité* : Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Cette conclusion se trouve renforcée par le constat que l'objectif de santé publique poursuivi par le dispositif à l'examen – à savoir la prévention et la lutte contre le dopage chez les sportifs –, peut être atteint par d'autres moyens moins attentatoires à la liberté d'association. L'exposé des motifs invoque le fait que « plus de deux ans après l'entrée en vigueur du décret modificatif de 2015 et malgré plusieurs rappels des autorités anti-dopage, certaines fédérations non reconnues – souvent de taille relative en termes de nombre d'affiliés – ne se sont toujours pas dotées de règles et de règlements de procédure antidopage, conforme au décret et au Code 2015 ». Un tel motif ne paraît pas suffire à justifier l'atteinte portée par le texte en projet à la liberté d'association, dès lors que d'autres mécanismes existent, telle la mise en place d'un système de sanctions administratives, afin d'imposer aux organisations sportives le respect de leurs obligations décrétales.

(16) *Note de bas de page n° 10 de l'avis cité* : Qui reprennent le contenu de l'article 13, 1^o, du décret du 14 novembre 2018 'modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité'.

(17) *Note de bas de page n° 11 de l'avis cité* : Qui reprend le contenu de l'article 14 du décret du 14 novembre 2018 'modifiant le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage et modifiant le décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité'.

(18) Avis n° 58.837/3 donné le 9 mars 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 'portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58837.pdf>.

(19) *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 83.

(20) Voir notamment l'article 23, §§ 8 et 9 (décision de retrait de la qualité de médecin contrôleur), l'article 25, § 3 (décision de retrait d'agrément d'un laboratoire), l'article 26, § 7 (s'agissant de la décision de retrait de la qualité de chaperon), l'article 45, § 2 (décision d'inclusion dans le groupe cible de la Communauté française), l'article 49, alinéa 1^{er} (constat de manquement), les articles 50, alinéas 1^{er} et 3, 51, alinéa 1^{er}, et 52, alinéa 1^{er} (décisions de reclassement), l'article 54, alinéa 1^{er} (décision de soumettre le sportif à l'obligation de respecter les obligations de localisation), les articles 62, alinéas 2, 3 et 8, 63, alinéa 5, 64, alinéa 5, et 65, alinéa 4 (en cas de procédure administrative).

(21) Voir notamment les articles 15, alinéa 2, 26, § 1^{er}, alinéa 4 (demande de document complémentaire), l'article 35, § 2, 3^o (notification du passeport biologique), l'article 38, alinéa 1^{er}, 12^o et 14^o (ouverture d'une enquête antidopage et notification des conclusions de l'enquête), l'article 42, § 3, alinéa 1^{er} (notification d'un résultat d'analyse effectivement anormal).

(22) C.C., 29 mars 2006, n° 8/2006, B.5 à B.12 (concernant le délai pour introduire un recours juridictionnel) ; 12 novembre 2009, n° 178/2009, B.8.3 (concernant le délai pour introduire un recours administratif) ; 2 juin 2010, n° 66/2010, B.10 à B.15 (concernant le délai pour réagir à un avis de rectification d'une déclaration à l'impôt sur le revenu).

(23) Voir notamment les articles 23, § 9, alinéa 2, et 26, § 7, alinéa 2, du projet.

(24) Voir par exemple : C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret ; C.E. (8^e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

(25) La section de législation s'est prononcée en ce sens dans l'avis n° 70.259/4 donné le 3 novembre 2021 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la Santé en ce qui concerne la promotion de la santé et la prévention'.

(26) Voir l'observation 2 sous l'article 75 du projet.

(27) Voir l'observation préalable n° 2.

(28) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 80.

(29) Voir dans le même sens, l'avis n° 66.415/2/V.

(30) *Note de bas de page n° 23 de l'avis cité* : Voir dans le même sens, l'avis n° 58.837/3 donné le 23 février 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 'portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention', <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/avis/58837.pdf>.

(31) Voir dans le même sens, l'avis n° 66.415/2/V.

(32) Voir l'observation préalable n° 2.

(33) Voir en ce sens l'avis n° 62.411/2/AG donné le 2 mars 2018 sur un avant-projet de loi « instaurant la Brussels International Business Court », <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62411.pdf>.

(34) Voir l'observation préalable n° 2.

(35) <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66415.pdf>.

(36) Voir dans le même sens, l'avis n° 66.415/2/V.

(37) Voir l'observation préalable n° 2.

(38) Voir le décret du 3 mai 2019 'portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française'.

(39) *Ibidem*.

(40) Voir dans le même sens, l'avis n° 66.415/2/V.

(41) Voir dans le même sens, l'avis n° 58.837/3 donné le 23 février 2016 sur un avant-projet devenu l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 'portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention', l'observation n° 13.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58837.pdf> et l'avis n° 66.415/2/V.

**16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, notamment ses articles 2, alinéa 6, 3, alinéa 4, 4, alinéa 2, 8, alinéa 3, 9, alinéa 1^{er}, 10, § 2, alinéas 2 et 3, § 4, alinéas 1^{er} et 4, § 5, alinéas 2, 4 et 7, et § 8, alinéas 3 et 5, 12, alinéas 4 et 5, 13, § 3, alinéa 2, § 4, alinéa 1^{er}, et § 9, 15, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, alinéas 4 et 5, § 4, alinéa 3, § 5, alinéa 8, § 6, alinéas 2 et 3, § 8, alinéa 2 et § 9, 16, alinéas 3 et 4, 17, § 3, 18, alinéa 2, 19, alinéa 2, 20, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéas 5 et 6, § 3, alinéa 2 et § 4, 21, 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 4, alinéas 1^{er} à 5, § 6, § 7, alinéa 1^{er} et 4 et § 10, 23, § 7, alinéa 3, et § 9, 26, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, alinéa 1^{er}, § 3 et § 4, alinéas 1^{er} et 3, 29, § 6, et 31 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2021 ;

Vu l'accomplissement de la formalité prévue à l'article 11, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 14 juillet 2021 précité, le texte ayant été élaboré et proposé par l'ONAD Communauté française ;

Vu le test « genre » du 1^{er} juillet 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis, rendu le 30 août 2021 par le Conseil supérieur des sports;

Vu l'avis n° 162/2021, donné le 24 septembre 2021 par l'Autorité de protection des données;

Vu l'avis 70.328/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre ayant la lutte contre le dopage dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. – Généralités

Article 1^{er}. Outre les termes définis à l'article 1^{er} du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « décret » : le décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention;

2^o « Ministre » : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la lutte contre le dopage dans ses attributions;

3^o « groupes cibles éducation » : groupes cibles identifiés par l'ONAD Communauté française, dans le cadre et pour l'application du programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, et du plan d'éducation, visé à l'article 4 ;

4^o « LTD » : la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

5^o « RGPD » : le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 2. Conformément à l'article 9 du décret, le Ministre arrête la liste des interdictions et ses mises à jour.

Art. 3. Dans le cadre et pour l'application du programme d'éducation, d'information et de prévention en matière de lutte contre le dopage, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, sans préjudices des objectifs et des principes prévus par le même article, les principes complémentaires suivants sont applicables :

1^o conformément aux fondements du Code, l'esprit sportif, visé à l'article 2, alinéa 2, du décret, et qui constitue l'un des objectifs du programme visé à l'alinéa 1^{er}, valorise la pensée, le corps et l'esprit et se traduit par des valeurs qui se dégagent du sport et de sa pratique, notamment :

- a) la santé ;
- b) l'éthique, le franc jeu et l'honnêteté ;
- c) les droits des sportifs énoncés dans le Code et dans le décret ;
- d) l'excellence dans la performance ;
- e) le caractère et l'éducation ;
- f) le divertissement et la joie ;
- g) le travail d'équipe ;
- h) le dévouement et l'engagement ;
- i) le respect des règles et de la législation ;
- j) le respect de soi et des autres participants ;
- k) le courage ;
- l) l'esprit de groupe et la solidarité

2^o l'esprit sportif visé au 1^o, s'exprime dans la manière dont les sportifs et les personnes visées à l'article 1^{er}, 65^o, du décret, jouent franc jeu ;

3^o le dopage est contraire à l'essence même de l'esprit sportif ;

4^o conformément aux articles 2, alinéa 5 et 3, alinéa 1^{er}, du décret, le programme visé à l'alinéa 1^{er} est susceptible de concerner tous les sportifs, quel que soit leur niveau, mais également et sans limitation, les organisations sportives, le personnel d'encadrement des sportifs, les organisateurs, les gérants et les responsables des salles de fitness, les gérants et les responsables antidopage des salles de fitness labellisées, les médecins contrôleurs, les chaperons, d'autres signataires, les Universités, les établissements d'enseignements et, plus généralement, toute personne telle que visée à l'article 1^{er}, 65^o, du décret ;

5° les principes d'action suivants sont notamment pris en compte pour l'élaboration et la mise en œuvre du programme visé à l'alinéa 1^{er} :

a) l'intégration de l'approche éducative, informative et préventive du dopage dans l'élaboration, l'adaptation et la mise en œuvre de toutes les stratégies opérationnelles de lutte contre le dopage;

b) l'encouragement à la participation du mouvement et du secteur sportif et des citoyens dans les stratégies opérationnelles d'éducation et de prévention du dopage, en ce compris, le cas échéant, par le biais de campagnes ou de projets de sensibilisation et de prévention élaborés et menés conjointement;

6° le programme visé à l'alinéa 1^{er} et/ou un résumé de celui-ci est/sont rendu(s) accessible(s) au public, notamment sur le site internet de l'ONAD Communauté française ;

7° les actions, campagnes, messages et projets de communication, de sensibilisation et de prévention du dopage peuvent, notamment, prendre la forme de campagnes télévisuelles, de presse, de brochures d'information, être disponibles ou téléchargeables sur les sites internet de l'ONAD Communauté française ou encore être véhiculés via les réseaux sociaux;

8° des actions, projets, formations ou séances d'informations peuvent être mis en place, à la demande de sportifs, du personnel d'encadrement de sportifs, d'organisations sportives, d'organismes, de gérants ou de responsables des salles de fitness, de gérants et de responsables antidopage des salles de fitness labellisées, de médecins contrôleurs, de chaperons, d'Universités, d'établissements d'enseignements et, plus généralement, de toute personne telle que visée à l'article 1^{er}, 65°, du décret.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 8°, l'ONAD Communauté française prend les mesures opérationnelles pour répondre au mieux et dans la mesure du possible à la demande de son ou de ses interlocuteurs.

Si, pour des raisons techniques, de disponibilité ou opérationnelles, l'ONAD Communauté française n'est pas en mesure de répondre à une demande qui lui est faite, en application de l'alinéa 1^{er}, 8°, l'ONAD Communauté française en informe sans délai son interlocuteur et lui propose, si possible et le cas échéant, une solution alternative.

Dans le cas où elle peut satisfaire à une demande qui lui est faite, en application de l'alinéa 1^{er}, 8°, l'ONAD Communauté française :

a) en informe sans délai son interlocuteur ;

b) coordonne et supervise l'action, le projet, la formation ou la séance d'information demandé(e) ;

c) analyse et prend en compte la ou les demande(s) spécifique(s) qui lui est/sont faite(s), en attachant une attention particulière au public cible et au type d'action, de projet, de formation ou de séance d'information demandé(e) ;

d) compte tenu de l'analyse réalisée au c), prend les mesures opérationnelles, le cas échéant en dialoguant avec son ou ses interlocuteur(s), afin de permettre la compatibilité de l'action, du projet, de la formation ou de la séance d'information demandé(e), avec le programme visé à l'alinéa 1^{er} ;

e) apporte son soutien, méthodologique, technique et éventuellement humain, pour permettre l'élaboration et la concrétisation de l'action, du projet, de la formation ou de la séance d'information demandée.

9° sans préjudice des actions, projets, formations ou séances d'informations visé(e)s au 8° et réalisé(s) suite à une demande adressée à l'ONAD Communauté française, si le programme visé à l'alinéa 1^{er} prévoit, à moyen terme, la possibilité de systématiser des sessions d'informations ou d'éducation à destination des élèves des établissements d'enseignements, l'ONAD Communauté française se concerta, pour cette partie du programme, avec l'Administration générale de l'Enseignement et avec le Gouvernement ;

10° conformément à l'article 5.1 du Standard international pour l'éducation et sans préjudice de la concertation prévue au 9°, les éventuelles sessions d'information ou d'éducation à destination des élèves des établissements d'enseignements sont fondées sur des valeurs, notamment sur l'esprit sportif et sur les valeurs décrites au 1° ;

11° conformément à l'article 3.3 du Standard international pour l'éducation et sans préjudice du 10°, l'éducation fondée sur des valeurs consiste à réaliser des activités qui mettent l'accent sur le développement des valeurs personnelles et les principes d'un individu ; elle renforce la capacité de l'apprenant à prendre des décisions pour adopter un comportement éthique ;

12° sans préjudice des actions, projets, formations ou séances d'informations visé(e)s au 8° et réalisé(s) suite à une demande adressée à l'ONAD Communauté française, si le programme visé à l'alinéa 1^{er} prévoit, à moyen terme, la possibilité de systématiser des sessions d'informations ou d'éducation à destination des étudiants des établissements de l'enseignement supérieur, l'ONAD Communauté française se concerta, pour cette partie du programme, avec la Direction générale de l'Enseignement supérieur et avec le Gouvernement ;

13° sans préjudice des actions, projets, formations ou séances d'informations visé(e)s au 8° et réalisé(s) suite à une demande adressée à l'ONAD Communauté française, si le programme visé à l'alinéa 1^{er} prévoit, à moyen terme, la possibilité de systématiser des sessions d'informations ou d'éducation à destination du secteur de la jeunesse, l'ONAD Communauté française se concerta, pour cette partie du programme, avec le Service de la Jeunesse et avec le Gouvernement ;

14° sans préjudice et dans le respect des articles 2, alinéas 1^{er} et 5 ; 5, alinéas 7 à 14 et 11, alinéa 1^{er}, 4°, du décret, en cas d'application du 9°, du 12° ou du 13°, le programme visé à l'alinéa 1^{er} est transmis au Gouvernement, pour information.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à l'article 4.1.2 du Standard international pour l'éducation, pour planifier le programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, l'ONAD Communauté française élabore un plan d'éducation, dans lequel elle :

1° évalue la situation actuelle ;

2° identifie et constitue plusieurs groupes cibles éducation spécifiques ;

3° fixe des objectifs mesurables et vérifiables et détermine des activités connexes ;

4° prévoit des mesures d'évaluation et de suivi.

Le plan visé à l'alinéa 1^{er} est transmis à l'AMA et à tout signataire qui en fait la demande.

§ 2. Conformément à l'article 4.2 du Standard international pour l'éducation, dans le cadre de et pour l'évaluation de la situation actuelle, visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, l'ONAD Communauté française :

1° décrit l'environnement au sein duquel elle opère, y compris le milieu sportif, les structures sportives et le contexte communautaire, national et international ;

2° dresse la liste de tous les groupes cibles éducation potentiels, principalement les sportifs et le personnel d'encadrement des sportifs ;

3° le cas échéant, identifie d'autres personnes ou organisations ayant le potentiel de dispenser ou de réaliser des actions d'éducation, en concertation avec l'ONAD Communauté française ;

4° identifie les ressources humaines, financières et matérielles disponibles ou dont elle aurait besoin pour soutenir le programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret ;

5° décrit toutes ses activités d'éducation actuelles et celles qu'elle a déjà menées.

§ 3. Conformément à l'article 4.3 du Standard international pour l'éducation, à partir des différents groupes cibles éducation identifiés, en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, a), du décret, ainsi que du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et du § 2, 2°, l'ONAD Communauté française détermine certains groupes cibles éducation comme étant prioritaires.

En tout état de cause, conformément à l'article 4.3.2 du Standard international pour l'éducation et en cohérence avec l'article 4, alinéa 1^{er}, c) et d), du décret, le groupe cible de la Communauté française visé à l'article 1^{er}, 41°, du décret, est un groupe cible éducation prioritaire, tel que décrit à l'alinéa 1^{er}.

De même, les sportifs dont la période de suspension vient de se terminer font partie d'un autre groupe cible éducation prioritaire.

Sans préjudice des alinéas qui précèdent, l'ONAD Communauté française peut également inclure, dans ses groupes cibles éducation prioritaires, sans que la liste qui suit ne soit exhaustive :

- 1° les sportifs amateurs ;
- 2° les sportifs mineurs ;
- 3° les sportifs considérés comme des personnes protégées ;
- 4° les sportifs récréatifs ;
- 5° le personnel d'encadrement du sportif ;
- 6° les parents du sportif.

Dans la démarche visée au présent paragraphe et plus particulièrement dans le cadre de l'application des alinéas 1^{er} et 4, l'ONAD Communauté française soutient et prend en compte le principe selon lequel la première expérience antidopage d'un sportif devrait passer par l'éducation et non par un contrôle du dopage.

S'agissant du personnel d'encadrement du sportif, conformément à l'article 21.2 du Code et à l'article 4.3.3, alinéa 1^{er}, du Standard international pour l'éducation, indépendamment de son inclusion éventuelle parmi les groupes cibles éducation prioritaires décrits à l'alinéa 1^{er}, les objectifs sont, sans s'y limiter :

- 1° qu'il prenne connaissance des politiques et règles antidopage qui s'appliquent à lui ou aux sportifs qu'il encadre, afin que tous deux respectent celles-ci ;
- 2° qu'il comprenne son rôle et ses responsabilités dans le cadre de la lutte contre le dopage ;
- 3° qu'il puisse promouvoir des valeurs et comportements favorisant les attitudes fair-play et antidopage.

Conformément à l'article 4.3.3, alinéa 2, du Standard international pour l'éducation, si, par application des alinéas 1^{er} à 5, certains sportifs ou certaines catégories de sportifs sont considérés par l'ONAD Communauté française comme faisant partie de ses groupes cibles éducation prioritaires, celle-ci considérera également d'intégrer le personnel d'encadrement des sportifs ou des catégories de sportifs concernés, comme autre groupe cible éducation prioritaire.

Conformément à l'article 4.3.3, alinéa 3, du Standard international pour l'éducation et sans préjudice des alinéas 4 à 7, le personnel d'encadrement du sportif peut notamment recouvrir les personnes ou catégories de personnes suivantes :

- 1° entraîneurs ;
- 2° soigneurs ;
- 3° directeurs sportifs ;
- 4° agents ;
- 5° personnel d'équipe,
- 6° officiels ;
- 7° personnel médical/paramédical ;
- 8° parents ;
- 9° toute personne qui travaille avec, soigne ou assiste un sportif qui participe à des compétitions sportives ou qui s'y prépare.

Conformément aux alinéas 1^{er}, 4 et 5 et sans préjudice des alinéas 6 et 7, l'ONAD Communauté française, peut inclure tout ou partie des personnes ou des catégories de personnes visées à l'alinéa 8, dans un ou plusieurs de ses groupes cibles éducation prioritaires, tels que décrits à l'alinéa 1^{er}.

Conformément à l'article 4.3.4 du Standard international pour l'éducation, si certains sportifs ou catégories de sportifs ou certains membres du personnel d'encadrement du sportif ne sont pas inclus dans un des groupes cibles éducation prioritaires, tels que décrits à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française apportera une explication à ce sujet, dans le plan visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et y précisera comment cette situation sera traitée à l'avenir.

Conformément à l'article 4.3.5, du Standard international pour l'éducation, et sans préjudice de l'article 3, 8° et 9°, les groupes cibles suivants peuvent également être pris en considération par l'ONAD Communauté française, dans le cadre du processus de planification du programme, visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret :

- 1° les enfants et les adolescents ;
- 2° les enseignants ;
- 3° le personnel des universités et les étudiants ;
- 4° les gestionnaires sportifs ;
- 5° les sponsors ;
- 6° les journalistes.

§ 4. Conformément à l'article 4.4 du Standard international pour l'éducation, et sans préjudice des paragraphes 1^{er} à 3, le plan d'éducation visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

1° énonce les objectifs généraux du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret ;

2° prévoit également des objectifs et certaines échéances spécifiques en ce qui concerne les activités prévues pour les groupes cibles éducation prioritaires visés au § 3, alinéa 1^{er}.

§ 5. Conformément à l'article 4.5 du Standard international pour l'éducation, et sans préjudice des paragraphes 1^{er} à 4, le plan d'éducation visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, comporte également des mesures de suivi pour les activités figurant dans le programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, pour faciliter leur suivi et leur évaluation, dans le but de tendre à leur amélioration continue.

Art. 5. § 1^{er}. Conformément à l'article 5.1 du Standard international pour l'éducation, et sans préjudice de l'article 3, 9° et 10°, pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, l'éducation fondée sur des valeurs, telle que décrite à l'article 3, 11°, reste prioritaire, en particulier chez les enfants et les adolescents.

§ 2. Conformément à l'article 18.2 du Code et à l'article 5.2 du Standard international pour l'éducation, les sujets suivants seront inclus dans le programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret :

1° les principes et valeurs associés au sport propre ;

2° les droits et responsabilités des sportifs, des membres du personnel d'encadrement du sportif et des autres groupes, en vertu du Code et du décret ;

3° le principe de la responsabilité objective ;

4° les conséquences du dopage, par exemple en termes de santé physique et mentale, les effets sociaux et économiques et les sanctions ;

5° les violations des règles antidopage ;

6° les substances et méthodes inscrites dans la liste des interdictions ;

7° les risques liés à l'utilisation de compléments alimentaires ;

8° l'usage de médicaments et les AUT ;

9° les procédures de contrôles, y compris les analyses d'urine et de sang et le passeport biologique de l'athlète ;

10° les exigences découlant d'une inclusion dans le groupe cible de la Communauté française visé à l'article 1^{er}, 41°, du décret, y compris en matière de localisation et d'utilisation du système ADAMS ;

11° les moyens de signaler un fait de dopage.

Les sujets visés à l'alinéa 1^{er} et leur contenu sont adaptés aux besoins du public ciblé.

Les informations concernant les sujets visés à l'alinéa 1^{er} sont accessibles au public et disponibles sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, *d*), du décret et à l'article 5.3 du Standard international pour l'éducation, pour les sportifs d'élite inclus dans le groupe cible de la Communauté française visé à l'article 1^{er}, 41°, du décret, les sujets repris à l'alinéa 1^{er}, font l'objet d'une formation et/ou d'une session d'information obligatoire, organisée et dispensée par l'ONAD Communauté française.

Les formations ou sessions d'informations visées à l'alinéa 4 sont organisées et dispensées aux sportifs d'élite suivants, dans l'ordre de priorité suivant :

1° les sportifs d'élite de catégorie A nouvellement inclus ;

2° les sportifs d'élite de catégorie B nouvellement inclus ;

3° les sportifs d'élite de catégorie A déjà inclus ;

4° les sportifs d'élite de catégorie B déjà inclus.

Conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, *f*), du décret, les sportifs d'élite de catégorie C, sont également tenus de suivre une formation et/ou une session d'information obligatoire, organisée et dispensée par l'ONAD Communauté française.

La formation et/ou la session d'information visée à l'alinéa 6, porte sur les sujets visés à l'alinéa 1^{er}.

Les formations et/ou sessions d'informations visées à l'alinéa 6, sont organisées et dispensées aux sportifs d'élite suivants, dans l'ordre de priorité suivant :

1° les sportifs d'élite de catégorie C nouvellement inclus ;

2° les sportifs d'élite de catégorie C déjà inclus.

Sans préjudice des alinéas 6 à 8, les formations et/ou sessions d'informations visées aux alinéas 4 et 5 sont organisées et dispensées prioritairement, par rapport à celles visées aux alinéas 6 à 8.

Conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, *f*), du décret, et en cohérence avec l'article 4, § 3, alinéa 3, les sportifs dont la période de suspension vient de se terminer, à la suite d'une décision de la CIDD, sont également tenus de suivre une formation et/ou une session d'information obligatoire, organisée et dispensée par l'ONAD Communauté française.

La formation et/ou la session d'information visée à l'alinéa 10, porte sur les sujets visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Conformément à l'article 5.4 du Standard international pour l'éducation et en cohérence avec les articles 2, alinéa 4, et 4, alinéa 1^{er}, *b*), du décret, pour chaque groupe cible éducation prioritaire, tel que visé à l'article 4 § 3, alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française détermine des objectifs d'apprentissage.

Les objectifs d'apprentissage visés à l'alinéa 1^{er}, prévoient notamment ce à quoi l'apprenant doit être sensibilisé, ce qu'il doit comprendre et ce qu'il doit être capable de faire pour chaque sujet.

Le but recherché est que l'apprenant puisse faire preuve de ses compétences et aptitudes à chaque stade de son développement.

§ 4. Conformément aux articles 5.5 à 5.7 du Standard international pour l'éducation et en cohérence les articles 2, alinéa 4, et 4, alinéa 1^{er}, *b*), du décret, l'ONAD Communauté française :

1° adapte ses activités d'éducation aux apprenants présentant un handicap ou des besoins spécifiques ;

2° sans préjudice de l'article 3, 9°, adapte ses activités d'éducation destinées aux mineurs, en veillant à ce qu'elles soient adaptées à leur stade de développement et respectent les exigences légales applicables ;

3° de manière générale, choisit des activités d'éducation appropriées pour atteindre les objectifs du plan d'éducation visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les méthodes didactiques utilisées peuvent notamment comprendre, sans que la liste qui suit ne soit exhaustive :

- 1° des sessions physiques ;
- 2° l'apprentissage en ligne ;
- 3° des brochures ;
- 4° des centres de sensibilisation ;
- 5° des sites web.

§ 5. Conformément à l'article 5.8 du Standard international pour l'éducation et sans préjudice de l'article 3, 9°, l'ONAD Communauté française désigne, au sein de son personnel, des éducateurs qui peuvent dispenser des activités d'éducation en présence physique.

Les éducateurs visés à l'alinéa 1^{er}, sont compétents en matière d'éducation fondée sur des valeurs, telle que décrite à l'article 3, 11°, et par rapport aux sujets visés au § 2, alinéa 1^{er}. Ils sont désignés sur base de ces compétences.

§ 6. Conformément à l'article 5.9 du Standard international pour l'éducation et en cohérence avec l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret, l'ONAD Communauté française :

1° veille à permettre aux sportifs de participer à la planification et à l'élaboration du plan d'éducation visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

2° veille à ce que les activités d'éducation proposées soient adaptées au stade de développement des sportifs ;

3° recherche à impliquer des sportifs dans la réalisation de projets ou d'activités en matière d'éducation, de sensibilisation ou de prévention du dopage.

Art. 6. Conformément à l'article 6 du Standard international pour l'éducation, en ce qui concerne l'évaluation du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret :

1° l'ONAD Communauté française y procède annuellement et rédige, à cette fin, un rapport d'évaluation, afin d'alimenter le plan d'éducation visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'année suivante ;

2° le rapport d'évaluation visé au 1° est transmis à l'AMA, à sa demande, et est accompagné, le cas échéant, d'un résumé ;

3° l'évaluation repose sur toutes les informations disponibles en rapport avec les objectifs spécifiques du plan d'éducation visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

4° le rapport d'évaluation visé au 1° indique notamment dans quelle mesure les objectifs spécifiques visés au 3° ont été atteints ;

5° dans la mesure du possible, l'ONAD Communauté française recherchera des partenariats dans le domaine universitaire ou avec d'autres établissements de recherche, en vue d'obtenir un soutien éventuel dans les domaines de l'évaluation et de la recherche ;

6° la recherche en sciences sociales peut également servir à alimenter l'évaluation ;

7° dans le cadre du 6°, les résultats tirés de recherches en sciences sociales, partagés par l'AMA, peuvent être utilisés pour alimenter l'évaluation.

Art. 7. Conformément à l'article 2, alinéa 5, du décret et en cohérence avec l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, du décret, et dans le cadre de leur application, sans préjudice de l'article 3, 9°, pour la mise en œuvre de certaines activités du programme visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret, l'ONAD Communauté française développe toute coopération appropriée, notamment avec des sportifs, des organisations sportives, du personnel d'encadrement de sportifs, des clubs sportifs, des médecins contrôleurs, des chaperons, d'autres signataires, des organisateurs, des gérants et des responsables de salles de fitness, des gérants et responsables antidopage de salles de fitness labellisées, des Universités, des établissements d'enseignements et, plus généralement, avec toute personne telle que visée à l'article 1^{er}, 65°, du décret, dès lors que celle-ci a été identifiée, conformément à l'article 4, § 2, 3°, comme disposant du potentiel pour dispenser ou réaliser des actions d'éducation, en concertation avec l'ONAD Communauté française.

La coopération visée à l'alinéa 1^{er} est automatique lorsqu'elle porte sur des activités qui concernent ou impliquent l'une ou plusieurs des personnes ou organisations visées au même alinéa.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, conformément à l'article 1^{er}, 65°, du décret, et pour autant qu'elles aient été identifiées, comme le prévoit l'article 4, § 2, 3°, comme disposant du potentiel pour dispenser ou réaliser des actions d'éducation, en concertation avec l'ONAD Communauté française, le cas échéant, des personnes bénévoles peuvent dispenser ou réaliser certaines actions ou activités d'éducation, en concertation et à la demande de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'en application de l'alinéa 3, une personne bénévole dispense ou réalise une action ou une activité d'éducation, conformément à l'article 10, alinéas 1^{er} et 4, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires, cette personne a droit au défraiement forfaitaire journalier maximal, au remboursement de ses frais réels de déplacement à concurrence du plafond maximal annuel et est soumise au plafond du défraiement forfaitaire annuel.

CHAPITRE 2. - Autorisations d'usage à des fins thérapeutiques

Section 1^{re}. - Généralités

Art. 8. Les sportifs visés à l'article 10, § 3, alinéa 1^{er}, du décret qui, à des fins thérapeutiques, souhaitent ou doivent user de substances ou méthodes interdites, introduisent une demande d'AUT auprès de la CAUT, dans les conditions et dans les formes prévues à l'article 14.

Section 2. - La Commission de la Communauté française pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 10, § 2, alinéa 2, du décret, la CAUT compte au moins un membre pouvant faire valoir une expérience générale en matière de soins et de traitements de sportifs porteurs de handicap.

Pour pouvoir être nommés, les membres de la CAUT répondent au moins aux conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un master en médecine;

2° ne pas faire ou ne pas avoir précédemment fait l'objet, depuis au moins 6 ans à dater de l'introduction d'une candidature, d'une sanction disciplinaire ou de radiation de l'Ordre des médecins;

3° produire un extrait de casier judiciaire de modèle 1 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit;

4° s'engager, par une attestation sur l'honneur sous seing privé, datée et signée, de respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure de demande et de délivrance des AUT, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires au traitement de tout dossier, en refusant, le cas échéant, le traitement de tout dossier pour lequel le membre pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;

5° conformément à l'article 20.5.11 du Code, ne pas faire l'objet d'une suspension provisoire ou d'une période de suspension en vertu du Code ou, si la personne concernée n'était pas soumise au Code, ne pas avoir directement et intentionnellement adopté, au cours des 6 ans à dater de l'introduction d'une candidature, un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne ;

6° sauf si le retrait est intervenu à leur demande, n'avoir fait l'objet d'aucune décision de retrait de nomination, dans les cinq années précédant celle de la nouvelle demande de nomination;

7° posséder une expérience en matière de soins et de traitement des sportifs, ainsi qu'une bonne connaissance de la médecine clinique et sportive.

Pour autant qu'il réunisse les conditions prévues à l'alinéa qui précède, un membre d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peut également être nommé membre de la CAUT, moyennant le respect de la procédure simplifiée visée au § 2, alinéas 6 et 7.

§ 2. Les membres de la CAUT sont nommés par le Ministre, pour une durée de quatre ans, soit à la suite d'un appel à candidatures organisé par l'ONAD Communauté française, soit sur base d'une candidature spontanée, soit au terme de la procédure simplifiée, visée aux alinéas 6 et 7, pour les membres issus d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

L'appel à candidatures visé à l'alinéa premier est, si besoin, publié dans au moins un titre de presse écrite francophone, spécialement destiné aux professionnels de la santé.

Le candidat qui répond à un appel à candidature, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, communique, dans sa réponse, une lettre de motivation ainsi que les documents ou attestations permettant de vérifier le respect des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 4° et 7°.

La candidature spontanée visée à l'alinéa 1^{er}, est adressée à l'ONAD Communauté française, consiste en une lettre de motivation et est accompagnée des documents ou attestations permettant de vérifier le respect des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 4° et 7°.

Les candidats qui remplissent les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, et qui ont répondu à un appel à candidatures ou transmis une candidature spontanée, comme prévu par les alinéas 1^{er} et 3 ou 4, selon le cas, sont nommés membres de la CAUT.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peuvent, à tout moment, introduire une demande, auprès de l'ONAD Communauté française, pour être nommés membres de la CAUT.

La demande visée à l'alinéa qui précède, consiste en une lettre de motivation et est accompagnée des documents ou attestations permettant de vérifier leur désignation comme membre d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, ainsi que la durée de cette désignation.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, qui remplissent les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, et qui ont introduit une demande, comme prévu par les alinéas 6 et 7, sont également nommés membres de la CAUT.

§ 3. Le mandat des membres de la CAUT peut être renouvelé par le Ministre, chaque fois pour une période de quatre ans.

Le renouvellement du mandat des membres de la CAUT s'obtient sur demande formulée auprès de l'ONAD Communauté française, au moins un mois avant l'échéance du mandat en cours.

La demande de renouvellement du mandat est accompagnée :

1° d'une attestation actualisée émanant de l'Ordre des médecins et faisant état de l'absence de toute sanction disciplinaire depuis au moins 6 ans;

2° d'un extrait de casier judiciaire actualisé de modèle 1 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit.

§ 4. Le secrétariat de la CAUT est assuré par un agent de l'ONAD Communauté française, titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un master en médecine.

Art. 10. La CAUT adopte et applique un règlement d'ordre intérieur, lequel est publié sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Le règlement d'ordre intérieur de la CAUT inclut les règles essentielles suivantes :

1° le siège et le secrétariat de la CAUT sont établis dans les locaux de l'ONAD Communauté française, adresse à laquelle toute correspondance lui est envoyée;

2° les membres de la CAUT exercent leur mission dans la plus stricte confidentialité, en toute indépendance et impartialité. Ils respectent les principes d'objectivité et d'égalité de traitement dans les dossiers qu'ils sont amenés à examiner. Ils refusent, le cas échéant, de traiter tout dossier pour lequel le membre concerné pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;

3° la CAUT statue valablement avec trois membres, dont un président, désignés, pour chaque demande, par le secrétariat, selon les besoins, la spécificité scientifique et/ou médicale du cas à traiter et la disponibilité des membres;

4° le secrétariat est chargé des travaux administratifs préparatoires et d'exécution des décisions relatives aux AUT, notamment de la réception des demandes des AUT, de leur vérification, de leur transmission aux membres de la CAUT, de la rédaction d'une proposition de décision, de la rédaction finale des décisions prises par la CAUT, ainsi que des correspondances avec les sportifs, la CIDD et l'AMA;

5° les demandes d'AUT sont transmises, par le secrétariat de la CAUT, à 3 membres de la CAUT, conformément au 3°. Tout membre qui reçoit une demande mais qui est empêché ou qui estime qu'il se trouve dans une situation potentielle de conflit d'intérêt, le signale sans délai au secrétariat de la CAUT, lequel pourvoit alors au remplacement du membre concerné, sur base des mêmes critères que ceux repris au 3°;

6° nonobstant le 3°, lorsque la demande d'AUT est introduite par un sportif présentant un handicap, la CAUT doit comprendre, parmi ses trois membres siégeant, au moins un membre pouvant faire valoir une expérience générale en matière de soins et de traitements de sportifs porteurs de handicap(s);

7° la CAUT statue par procédure écrite, à la majorité des voix de ses membres;

8° lorsqu'une demande d'AUT leur est transmise conformément au 3° et au 5°, chacun des trois membres peut solliciter tout avis ou expertise médical(e) ou scientifique jugé(e) approprié(e) ;

9° les décisions rendues par la CAUT sont datées et sont signées par le président et le secrétaire de la CAUT.

Ce règlement d'ordre intérieur est conforme aux règles édictées par l'annexe II de la Convention de l'UNESCO, ainsi qu'à celles issues du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Art. 11. Le secrétariat de la CAUT tient à disposition, sur demande, un rapport succinct d'activités dans lequel il indique uniquement, de manière anonymisée et dans le respect du secret médical, le nombre de dossiers traités ainsi que le nombre d'AUT accordées et le nombre de demandes refusées lors de l'année précédente.

Art. 12. Le Ministre détermine les modalités de rétribution des membres de la CAUT.

Art. 13. Le Ministre détermine les modalités de rétribution d'experts médicaux ou scientifiques consultés par la CAUT, par application de l'article 10, § 8, alinéa 3, du décret.

Sans préjudice de l'article 10, § 8, alinéa 4, du décret, les experts visés à l'alinéa 1^{er} sont tenus à un devoir de stricte confidentialité. Ils exercent leurs missions en suivant les instructions et sous la responsabilité des membres de la CAUT.

Section 3. - Procédure de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques

Art. 14. § 1^{er}. Conformément au § 4 de l'article 10 du décret, une demande d'AUT est effectuée dans les formes qui suivent :

1° la demande d'AUT est introduite, par le sportif, auprès du secrétariat de la CAUT, par courrier, par courrier électronique ou via ADAMS;

2° la demande est introduite au moyen du formulaire de demande dont le modèle est fixé par l'ONAD Communauté française, conformément à l'annexe II de la Convention de l'UNESCO et au modèle de formulaire AUT issu du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Le modèle, visé au 2°, comprend :

a) une information au sportif relative à la manière dont ses données à caractère personnel, y compris médicales, seront traitées;

b) une rubrique permettant de connaître la posologie, la fréquence, la voie et la durée d'administration de la substance en principe interdite;

3° le formulaire de demande est dûment complété, daté et signé par le sportif et par le médecin ayant aidé à compléter la demande d'AUT.

§ 2. Pour les sportifs d'élite de niveau national et les sportifs de haut niveau, visés à l'article 10, § 3, alinéa 1^{er}, a) et b), du décret, sauf dans un des cas d'exceptions visés à l'alinéa 3, ou à l'alinéa 5, la demande d'AUT est introduite au plus tard 30 jours avant l'activité sportive pour laquelle l'autorisation est demandée.

Pour les sportifs amateurs, en ce compris les sportifs récréatifs et les personnes protégées, visés à l'article 10, § 3, alinéa 1^{er}, c), du décret, sans préjudice des cas d'exceptions visés à l'alinéa 3, 1°, 3°, et 4°, et à l'alinéa 5, et pour autant qu'ils aient déclaré, lors du contrôle, une prise de médicament, de produit ou de substance de nature à pouvoir aboutir à un résultat d'analyse anormal, la demande d'AUT peut être introduite de manière rétroactive, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception du courrier de l'ONAD Communauté française, leur notifiant cette possibilité.

A titre d'exceptions à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice des alinéas 2 et 5, et conformément à l'article 4.1 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, une AUT peut être demandée, de manière rétroactive, dans un délai de 15 jours, à dater de la notification d'un résultat d'analyse anormal, si l'un des cas suivants s'applique :

1° en cas d'urgence médicale ou lorsqu'un traitement urgent d'une affection médicale était nécessaire ;

2° en cas de circonstances exceptionnelles, dûment justifiées par le sportif et acceptées par la CAUT, par une décision spécifiquement motivée sur ce point, lorsqu'il n'y avait pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le sportif d'élite de niveau national ou pour le sportif de haut niveau de soumettre, ou pour la CAUT, d'examiner, une demande d'AUT avant la collecte de l'échantillon ;

3° en raison de priorités nationales établies dans certains sports, l'ONAD du sportif ne permettait pas à celui-ci de demander une AUT prospective ou ne l'exigeait pas ;

4° le sportif a fait usage, hors compétition, pour des raisons thérapeutiques, d'une substance interdite qui n'est interdite qu'en compétition.

Si un sportif demande l'application de l'une des exceptions prévues à l'alinéa 3, les conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret restent applicables.

A titre d'exception à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice des alinéas 2 et 3, et conformément à l'article 4.3 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, une AUT peut être demandée, de manière rétroactive, dans un délai de 15 jours, à dater de la notification d'un résultat d'analyse anormal si, au vu de l'objectif du Code, il serait manifestement injuste de ne pas accorder d'AUT rétroactive.

Pour les sportifs d'élite de niveau national ou pour les sportifs de haut niveau, l'exception visée à l'alinéa 5 nécessite l'accord préalable de l'AMA.

Pour les sportifs amateurs, en ce compris les sportifs récréatifs et les personnes protégées, l'exception visée à l'alinéa 5 ne nécessite pas l'accord préalable de l'AMA ; toutefois, l'AMA peut à tout moment examiner une décision de la CAUT d'accorder une AUT rétroactive prise en application de l'alinéa 5 et peut, à sa libre et entière appréciation, approuver cette décision ou l'invalidier.

Sans préjudice des alinéas 6 et 7, une AUT peut être accordée en vertu et par application de l'alinéa 5, même si les conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret ne sont pas satisfaites ; toutefois, la satisfaction de ces conditions demeure une considération pertinente pour la décision à prendre.

Une décision prise par l'AMA et/ou par la CAUT, en application de l'alinéa 5 n'est pas susceptible d'appel.

Conformément à l'article 10, § 5, alinéa 1^{er}, c), du décret, sans préjudice de la LTD et du RGPD et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données prévues à l'article 10, § 8, du décret, une décision prise en application de l'alinéa 5, est rapportée dans ADAMS, par le secrétariat de la CAUT, au plus tard dans les 21 jours suivant la réception de la décision.

§ 3. Sans préjudice des paragraphes 1^{er} et 2, la demande d'AUT mentionne également :

1° l'existence de toute autre demande d'AUT introduite antérieurement par le sportif;

2° la ou les substance(s) visée(s) dans cette ou ces demande(s) antérieure(s);

3° l'identité de la ou des organisation(s) antidopage auprès de laquelle ou desquelles cette ou ces demande(s) antérieure(s) a ou ont été introduite(s);

4° la ou les décision(s) antérieure(s) rendue(s) par l'organisation ou les organisations antidopage concernée(s), en matière de demande d'AUT.

Conformément à l'article 10, § 3, alinéa 3, du décret, la CAUT déclare irrecevable toute demande d'AUT fondée sur des motifs identiques à une demande antérieure, portant sur la même période et soumise à une autre organisation antidopage.

Section 4. - Procédure de délivrance de l'autorisation

Art. 15. Le secrétariat de la CAUT vérifie le caractère complet de la demande d'AUT dans les plus brefs délais de sa réception.

Le secrétariat de la CAUT peut, en application de l'alinéa 1^{er}, demander au sportif tout élément ou tout document complémentaire, de manière à compléter sa demande d'AUT, conformément à l'article 14.

Lorsque le secrétariat de la CAUT formule une demande en application de l'alinéa 2, le sportif fournit le ou les élément(s) et/ou le ou les document(s) complémentaire(s) demandés, le plus rapidement possible.

Si le sportif ne répond pas à une demande du secrétariat de la CAUT, formulée en application de l'alinéa 2, dans un délai de 15 jours, la demande d'AUT est considérée comme irrecevable et le secrétariat de la CAUT en informe le sportif.

Dès que la demande d'AUT est considérée comme complète, conformément à l'article 14 et après application éventuelle des alinéas 2 et 3, le secrétariat de la CAUT la transmet, le plus rapidement possible, aux membres de la CAUT, pour examen et décision.

Art. 16. § 1^{er}. Le secrétariat transmet la décision de la CAUT, au sportif concerné, dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la demande complète d'AUT, conformément à l'article 15, alinéa 5 et à l'article 10, § 5, alinéa 1^{er}, b), du décret.

La décision de la CAUT est prise dans le respect de l'annexe II de la Convention de l'Unesco et du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

§ 2. Lorsque la CAUT décide d'accorder l'AUT au sportif, dans le respect des conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret, celle-ci lui est transmise conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

L'ONAD Communauté française détermine le modèle d'AUT, en conformité avec l'annexe II de la Convention de l'Unesco et le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

L'AUT précise, en tout état de cause :

1° l'identité du sportif concerné et sa date de naissance;

2° l'intitulé de la substance et/ou de la méthode ayant été considérée(s) comme thérapeutiquement justifiée(s), par la CAUT, au regard des conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret;

3° la posologie, la fréquence, la voie d'administration de la substance et/ou de la méthode visée(s) au 2°, ainsi que la durée de validité de l'AUT et toute éventuelle condition à laquelle a été subordonnée l'AUT;

Conformément à l'article 10, § 5, alinéa 1^{er}, c), du décret, sans préjudice de la LTD et du RGPD et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données prévues à l'article 10, § 8, du décret, une décision prise en application de l'alinéa 1^{er}, est rapportée dans ADAMS, par le secrétariat de la CAUT, au plus tard dans les 21 jours à dater de la décision.

Section 5. - Refus de délivrance de l'autorisation et recours éventuel

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque la CAUT décide de refuser une AUT au sportif, la décision lui est transmise conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Conformément à l'article 10, § 5, alinéa 1^{er}, c), du décret, sans préjudice de la LTD et du RGPD et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données spécifiées à l'article 10, § 8, du décret, la décision visée à l'alinéa 1^{er}, est rapportée dans ADAMS, par le secrétariat de la CAUT, au plus tard dans les 21 jours à dater de la décision. Celle-ci reprend les informations suivantes :

1° l'identité du sportif concerné et sa discipline sportive ;

2° l'intitulé de la substance et/ou de la méthode n'ayant pas été considérée(s) comme thérapeutiquement justifiée(s), par la CAUT, au regard des conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret ;

3° la motivation de la décision de refus, en ce compris les motifs en faits et en droit.

§ 2. Le recours d'un sportif contre une décision de refus de la CAUT ou en cas d'inaction de celle-ci, dans le cas visé à l'article 10, § 5, alinéa 3, du décret, est à introduire, par courrier, auprès du secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, dans un délai de 15 jours au plus tard, soit à compter de la réception de la décision de la CAUT visée à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit à compter du jour qui suit le terme du délai visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Outre le respect du délai visé à l'alinéa 1^{er}, la recevabilité du recours est subordonnée au respect des autres conditions suivantes :

- 1° la mention de la décision à l'encontre de laquelle il est porté recours ;
- 2° la description de l'objet et des motifs du recours, argumenté en faits et en droit ;
- 3° la mention et la description de l'existence d'un élément neuf par rapport au moment où la demande initiale a été considérée comme complète, par application de l'article 15, alinéa 5 ;
- 4° la jonction, au recours, de toute éventuelle attestation médicale, non jointe au dossier initial, qui pourrait justifier, au regard des conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret, la révision de la décision prise en 1^{ère} instance par la CAUT.

Section 6. - La Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD

Art. 18. § 1^{er}. La CIDD désigne les médecins indépendants visés l'article 10, § 5, alinéa 5, du décret, pour siéger au sein de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, visée à l'article 23, § 7, alinéa 1^{er}, du décret.

Sans préjudice du § 2 et de la condition d'indépendance prévue à l'article 10, § 5, alinéa 5, du décret et sous réserve de conditions d'indépendance complémentaires pouvant être déterminées par la CIDD, les médecins visés à l'alinéa 1^{er}, répondent aux conditions suivantes :

- 1° être titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un master en médecine;
- 2° ne pas faire ou ne pas avoir précédemment fait l'objet, depuis au moins 6 ans, d'une sanction disciplinaire ou de radiation de l'Ordre des médecins;
- 3° produire un extrait de casier judiciaire de modèle 1 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit;
- 4° s'engager, par une attestation sur l'honneur sous seing privé, datée et signée, de respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité des procédures de recours qui leur seront confiées, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires au traitement de tout dossier, en refusant, le cas échéant, le traitement de tout dossier pour lequel un membre pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;
- 5° ne pas faire l'objet d'une suspension provisoire ou d'une période de suspension en vertu du Code ou, si la personne concernée n'était pas soumise au Code, ne pas avoir directement et intentionnellement adopté, au cours des 6 ans précédentes, un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne ;
- 6° posséder une expérience en matière de soins et de traitement des sportifs, ainsi qu'une bonne connaissance de la médecine clinique et sportive.

La CIDD s'assure du respect des conditions visées à l'alinéa 2, avant de désigner les médecins visés à l'alinéa 1^{er}.

Sans préjudice des conditions visées à l'alinéa 2, au moins un des médecins désignés en application de l'alinéa 1^{er}, peut faire valoir une expérience générale en matière de soins et de traitements de sportifs porteurs de handicap.

La CIDD s'assure également du respect de l'alinéa 4, pour désigner les médecins visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour autant qu'il réponde aux conditions prévues au § 1^{er}, alinéa 2, en ce compris celles relatives à l'indépendance, un membre d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peut également être désigné membre de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD.

§ 3. Les membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, sont désignés par la CIDD, pour une durée de quatre ans, soit à la suite d'un appel à candidatures organisé par la CIDD, soit sur base d'une candidature spontanée, soit au terme de la procédure simplifiée, visée aux alinéas 6 et 7, pour les membres issus d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques.

L'appel à candidatures visé à l'alinéa premier est, si besoin, publié dans au moins un titre de presse écrite francophone, spécialement destiné aux professionnels de la santé.

Le candidat qui répond à un appel à candidatures, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, communique, dans sa réponse, une lettre de motivation ainsi que les documents ou attestations permettant de vérifier le respect des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 4° et 6°.

La candidature spontanée visée à l'alinéa 1^{er}, est adressée au secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, consiste en une lettre de motivation et est accompagnée des documents ou attestations permettant de vérifier le respect des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 4° et 6°.

Les candidats qui remplissent les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, et qui ont répondu à un appel à candidatures ou transmis une candidature spontanée, comme prévu par les alinéas 1^{er} et 3 ou 4, selon le cas, sont désignés membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques peuvent, à tout moment, introduire une demande, auprès de la CIDD, pour être désignés membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD.

La demande visée à l'alinéa qui précède, consiste en une lettre de motivation et est accompagnée des documents ou attestations permettant de vérifier leur désignation comme membre d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, ainsi que la durée de cette désignation.

Les membres d'une autre Commission d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, qui remplissent les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 2, et qui ont introduit une demande, comme prévu par les alinéas 6 et 7, sont également désignés membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD.

§ 4. Le mandat des membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD peut être renouvelé par la CIDD, chaque fois pour une période de quatre ans.

Le renouvellement du mandat des membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, s'obtient sur demande formulée auprès de la CIDD, au moins un mois avant l'échéance du mandat en cours.

La demande de renouvellement du mandat est accompagnée :

- 1° d'une attestation actualisée émanant de l'Ordre des médecins et faisant état de l'absence de toute sanction disciplinaire depuis au moins 6 ans;
- 2° d'un extrait de casier judiciaire actualisé de modèle 1 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit.

§ 4. Le secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD est assuré par un titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un master en médecine.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 10, § 5, alinéa 6, du décret, les règles essentielles de fonctionnement de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD sont les suivantes :

1° le siège et le secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD se situe dans les locaux de la CIDD, adresse à laquelle toute correspondance lui est envoyée;

2° les membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, exercent leur mission dans la plus stricte confidentialité, en toute indépendance et impartialité. Ils respectent les principes d'objectivité et d'égalité de traitement dans les dossiers qu'ils sont amenés à examiner. Ils refusent, le cas échéant, de traiter tout dossier pour lequel le membre concerné pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;

3° la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, statue valablement avec trois membres, dont un président, désignés, pour chaque demande, par le secrétariat, selon les besoins, la spécificité scientifique et/ou médicale du cas à traiter et la disponibilité des membres;

4° le secrétariat est chargé des travaux administratifs préparatoires et d'exécution des décisions sur recours, relatives aux AUT, notamment de la réception des recours relatifs aux AUT, de leur transmission aux membres de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, de la rédaction d'une proposition de décision, ainsi que des correspondances avec les sportifs et l'ONAD Communauté française ;

5° les recours relatifs à une demande d'AUT sont transmis, par le secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, à 3 membres de cette Commission, conformément au 3°. Tout membre qui reçoit une demande mais qui est empêché ou qui estime qu'il se trouve dans une situation potentielle de conflit d'intérêt, le signale sans délai au secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, lequel pourvoit alors au remplacement du membre concerné, sur base des mêmes critères que ceux repris au 3°;

6° nonobstant le 3°, lorsque le recours relatif à une demande d'AUT est introduit par un sportif présentant un handicap, la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, doit comprendre, parmi ses trois membres siégeant, au moins un membre pouvant faire valoir une expérience générale en matière de soins et de traitements de sportifs porteurs de handicap(s);

7° la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, statue par procédure écrite, à la majorité des voix de ses membres;

8° lorsqu'un recours relatif à une demande d'AUT leur est transmise conformément au 3° et au 5°, chacun des trois membres peut solliciter tout avis ou expertise médical(e) ou scientifique jugé(e) approprié(e) ;

9° les décisions rendues par la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, sont motivées et datées et sont signées par le président et le secrétaire de cette même Commission.

Les éventuelles règles et/ou procédures complémentaires, édictées par la CIDD, sont conformes aux règles prévues dans l'annexe II de la Convention de l'UNESCO, ainsi qu'à celles issues du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Section 7. - Examens, recherches et/ou études complémentaires

Art. 20. - Conformément aux articles 10, § 8, alinéa 3, et 23, § 7, alinéa 2, du décret, et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données spécifiées à l'article 10, § 8, du décret, la CAUT ou la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD peuvent, dans le cadre de l'examen d'une demande d'AUT ou d'un recours introduit contre une décision relative à une demande d'AUT, solliciter que soient réalisés tous les examens, recherches et/ou études par imagerie complémentaires et estimés pertinents.

Ces examens, recherches et/ou études complémentaires sont effectués aux frais du sportif. Ils suspendent, respectivement et selon le cas, le délai de notification de la décision prévu à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou celui visé à l'article 10, § 5, alinéa 6, b), du décret, en cas de procédure en appel, pendant la durée de leur réalisation.

Section 8. - Annulation d'une AUT

Art. 21. Conformément à l'article 6.12 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, une AUT peut être annulée, selon le cas, par la CAUT ou par la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, si le sportif ne se conforme pas, dans les délais qui lui sont préalablement communiqués, à/aux (l')éventuelle(s) condition(s) à laquelle/auxquelles a/ont été subordonnée(s) l'AUT.

Toute décision d'annulation d'une AUT est notifiée au sportif, selon le cas, par le secrétariat de la CAUT ou par le secrétariat de la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD.

La décision visée à l'alinéa 2 mentionne, en tout état de cause :

1° l'identité du sportif concerné et sa discipline sportive ;

2° l'intitulé de la substance et/ou de la méthode ayant fait l'objet de la délivrance d'une AUT, par la CAUT ou par la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, au regard des conditions prévues à l'article 1^{er}, 11°, du décret;

3° la motivation de la décision d'annulation de l'AUT, en ce compris les motifs en faits et en droit.

Sans préjudice de l'alinéa 2, si la décision d'annulation a été prise par la Commission d'appel de la CAUT, établie auprès de la CIDD, son secrétariat notifie également cette décision au secrétariat de la CAUT, le même jour que celui de la notification faite au sportif.

Sans préjudice de la LTD et du RGPD et dans le respect des règles de sécurité, de confidentialité et de protection des données spécifiées à l'article 10, § 8, du décret, le secrétariat de la CAUT encode, dans la base de données ADAMS, aux fins d'information de l'AMA et des autres organisations antidopage concernées, les décisions d'annulation prises en application de l'alinéa 1^{er} et visées à l'alinéa 2.

L'annulation d'une AUT est effective à dater du lendemain de la notification de la décision, telle que visée à l'alinéa 2.

CHAPITRE 3. - Du contrôle du dopage et des enquêtes

Section 1^{ère}. - Organismes de contrôle

Art. 22. Le Ministre désigne les agents et membres du personnel assermentés de l'ONAD Communauté française, ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 23. § 1^{er}. Sans préjudice de l'alinéa 2, le Ministre désigne les médecins contrôleurs visés à l'article 15, § 2, alinéa 2, du décret, soit après la diffusion d'un appel à candidatures, par l'ONAD Communauté française, soit sur base de candidatures spontanées, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Pour pouvoir être désigné en qualité de médecin contrôleur, le candidat répondra, au moins, aux conditions suivantes :

1° répondre à l'appel à candidatures visé à l'alinéa 1^{er}, diffusé et organisé par l'ONAD Communauté française, dans le délai et, le cas échéant, dans les formes prévu(es) par celui-ci ou transmettre, à tout moment, à celle-ci, une candidature spontanée;

2° être titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un master en médecine, à établir, lors du dépôt de la candidature, par une copie du diplôme ou du master;

3° ne pas faire ou ne pas avoir précédemment fait l'objet, depuis au moins 6 ans à dater de l'introduction d'une candidature, d'une sanction disciplinaire ou de radiation de l'Ordre des médecins, à établir, lors du dépôt de la candidature, par une attestation datée et signée de l'Ordre des médecins;

4° joindre, à la candidature, un extrait de casier judiciaire de modèle 2 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit;

5° faire mention, dans la candidature, de tout éventuel lien privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives;

6° s'engager, par une attestation sur l'honneur sous seing privé, datée et signée, jointe à la candidature, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant, le cas échéant, de pratiquer un contrôle sur tout sportif pour lequel le médecin contrôleur pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;

7° s'engager à respecter et à signer un code de conduite des médecins contrôleurs ;

8° conformément à l'article 20.5.11 du Code, ne pas faire l'objet d'une suspension provisoire ou d'une période de suspension en vertu du Code ou, si la personne concernée n'était pas soumise au Code, ne pas avoir directement et intentionnellement adopté, au cours des 6 ans précédentes, un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne ;

9° sauf si le retrait est intervenu à sa demande, n'avoir fait l'objet d'aucune décision de retrait de la qualité de médecin contrôleur, dans les cinq années précédant celle de la candidature.

L'ONAD Communauté française reçoit les candidatures et vérifie si les conditions reprises aux 1° à 9° sont réunies.

Dans le cadre de la vérification visée au 3^{ème} alinéa, l'ONAD Communauté française peut demander au candidat que celui-ci produise, le plus rapidement possible, tout éventuel document permettant de compléter valablement la candidature.

Si le candidat ne répond pas à une demande de l'ONAD Communauté française, formulée en application de l'alinéa 4, dans un délai de 10 jours, la candidature est considérée comme irrecevable.

§ 2. Lorsque les conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 9°, sont réunies, l'ONAD Communauté française en informe le candidat, par courriel ou par courrier ordinaire.

Le courrier visé à l'alinéa 1^{er}, mentionne également l'obligation, pour le candidat, de suivre et de réussir une formation initiale, organisée par l'ONAD Communauté française, et qui comporte une épreuve théorique et une épreuve pratique.

L'épreuve théorique visée à l'alinéa 2, porte sur la législation en vigueur en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et les procédures de contrôle applicables.

L'épreuve pratique visée à l'alinéa 2, consiste, d'une part et dans un premier temps, à assister, en qualité d'observateur, à la réalisation d'au moins 2 contrôles antidopage par un médecin contrôleur de la Communauté française et, d'autre part et dans un second temps, à réaliser, lui-même, sous la supervision d'un médecin contrôleur de la Communauté française, un contrôle antidopage.

Les épreuves théorique et pratique doivent permettre au candidat de connaître et maîtriser, de manière satisfaisante, les exigences concernant la phase de prélèvement des échantillons.

§ 3. L'appel à candidatures, visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est publié, à tout le moins, sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Le candidat qui répond à un appel à candidature, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, transmet, dans sa réponse, les documents et attestations visés au § 1^{er}, alinéa 2.

Les candidatures spontanées, visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être transmises, à l'ONAD Communauté française, par courriel ou par courrier ordinaire ; elles consistent en une lettre de motivation. Les documents et attestations actualisés, visés au § 1^{er}, alinéa 2, sont envoyés ultérieurement, à la demande de l'ONAD Communauté française.

Les candidats qui remplissent les conditions prévues au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 9°, et qui réussissent les épreuves théorique et pratique de la formation initiale, telle que visée au § 2, alinéa 2, sont désignés médecins contrôleurs, par le Ministre, pour une durée de deux ans.

Les médecins contrôleurs désignés reçoivent un badge les identifiant et indiquant la durée de validité de leur désignation.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

Pour assurer la continuité des activités antidopage, en ce compris le week-end et les jours fériés, le Ministre peut désigner, comme médecin contrôleur, un ou plusieurs membre(s) de l'ONAD Communauté française, titulaire(s) d'un diplôme de docteur en médecine ou de master en médecine.

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa qui précède est/sont dispensé(s) de l'épreuve théorique et de l'épreuve pratique visées au § 2, alinéa 2.

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa 7 reçoit(ven)t également un badge l'/les identifiant et indiquant la durée de validité de sa/leur désignation.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

§ 4. Sans préjudice de l'article 3, § 9, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, mais conformément à l'article 15, § 2, alinéa 4, du décret, et pour son application, des médecins contrôleurs formés par une autre organisation antidopage peuvent être reconnus par l'ONAD Communauté française pour effectuer des contrôles pour celle-ci.

Pour permettre l'application de l'alinéa 1^{er}, les médecins concernés introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courriel ou par courrier, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

- a) une attestation de leur formation comme médecin contrôleur par l'autorité concernée ;
- b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir réaliser également des contrôles directement pour l'ONAD Communauté française ;
- c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1^{er}, alinéa 2 ;
- d) une photo récente d'identité.

S'agissant des médecins contrôleurs formés par une autre organisation antidopage belge, lorsque le dossier, visé à l'alinéa 2, est complet, l'ONAD Communauté française leur notifie leur reconnaissance et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

S'agissant des médecins contrôleurs formés par une organisation antidopage autre que celles visées à l'alinéa 3, lorsque le dossier, visé à l'alinéa 2, est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux médecins contrôleurs concernés et les convoque pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres médecins contrôleurs.

L'entretien, visé à l'alinéa 5, se déroule en français et vise à s'assurer que les médecins contrôleurs concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 5 et 6, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux médecins contrôleurs concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux médecins contrôleurs concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du médecin contrôleur concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

§ 5. Un médecin contrôleur désigné ou reconnu peut obtenir la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, chaque fois, pour une durée de deux ans, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° solliciter la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, par courriel ou par courrier ordinaire, auprès de l'ONAD Communauté française, au plus tard deux mois avant le terme de sa désignation ou de sa reconnaissance en cours de validité ;

2° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, une attestation récente, datée et signée, par l'Ordre des médecins, confirmant l'absence de toute sanction disciplinaire ou d'éventuelle radiation depuis au moins 6 ans ;

3° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, un extrait récent de casier judiciaire, de modèle 2, attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit ;

4° faire mention, dans sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, de tout éventuel lien actuel privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives ;

5° s'engager, par une nouvelle attestation sur l'honneur sous seing privée, datée et signée, jointe à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant, le cas échéant, de pratiquer un contrôle sur tout sportif pour lequel le médecin contrôleur pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité ;

6° s'engager à respecter et à signer, à nouveau, le code de conduite des médecins contrôleurs ;

7° sauf dans le cas visé à l'alinéa 2, et sans préjudice de l'alinéa 3, faire l'objet d'une évaluation théorique, organisée par l'ONAD Communauté française, portant sur les exigences relatives aux contrôles.

Si le médecin contrôleur désigné ou reconnu répond aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6°, mais qu'il n'a effectué aucun contrôle depuis un an à dater de sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, alors il ne fait pas l'objet de l'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, mais il doit suivre et réussir une formation initiale complète, telle que décrite au § 2, alinéas 2 à 4.

Si le médecin contrôleur désigné ou reconnu répond aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6°, mais que des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, alors l'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, porte également pour partie sur ces modifications.

L'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 7°, peut, le cas échéant, se tenir à l'occasion de la formation annuelle des médecins contrôleurs, organisée par l'ONAD Communauté française.

Le dépassement du délai visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'empêche pas, le cas échéant, un médecin contrôleur précédemment désigné, de répondre à un appel à candidatures ultérieur ou de transmettre ultérieurement, à l'ONAD Communauté française, une candidature spontanée, conformément au § 1^{er} et à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Le dépassement du délai visé à l'alinéa 1^{er}, 1° n'empêche pas, le cas échéant, un médecin contrôleur précédemment reconnu d'introduire, auprès de l'ONAD Communauté française, un nouveau dossier simplifié, tel que visé au § 4, alinéa 2.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6, sauf dans le cas visé à l'alinéa 8 et sans préjudice de l'alinéa 9, le médecin contrôleur précédemment désigné ou reconnu est auditionné par l'ONAD Communauté française pour s'assurer que ses connaissances théoriques et pratiques, pour effectuer des contrôles, sont toujours à jour.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6 et en cohérence avec l'alinéa 2, si un médecin contrôleur précédemment désigné ou reconnu n'a effectué aucun contrôle depuis un an à dater d'une nouvelle candidature ou de l'introduction d'un dossier simplifié, alors il ne fait pas l'objet de l'audition visée à l'alinéa 7, mais il doit suivre et réussir une formation initiale complète, telle que décrite au § 2, alinéas 2 à 4.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6 et en cohérence avec l'alinéa 3, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, alors l'audition visée à l'alinéa 7 porte également pour partie sur ces modifications.

Pour l'application des alinéas 3 et 9, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, l'ONAD Communauté française en informe les médecins contrôleurs concernés.

L'information, visée à l'alinéa 10, est communiquée prioritairement lors de sessions d'informations collectives, dispensées, par l'ONAD Communauté française, à l'attention des médecins contrôleurs désignés ou reconnus.

§ 6. Le Ministre peut, au terme de la procédure visée au § 8, décider de retirer la qualité de médecin contrôleur désigné, pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

1° le médecin contrôleur ne répond plus à l'une des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 3° à 8° ;

2° le médecin contrôleur n'a pas été disponible, durant une période de 6 mois, pour effectuer plus de la moitié des contrôles sollicités et lui dûment notifiés par l'ONAD Communauté française ;

3° le médecin contrôleur n'a pas assisté, sauf en cas de force majeure qu'il lui appartient d'établir, à la session de formation annuelle, organisée par l'ONAD Communauté française ;

4° le médecin contrôleur a manqué gravement ou de manière répétée aux dispositions du décret ou du présent arrêté ;

5° le médecin contrôleur a fait l'objet d'une ou de plusieurs évaluation(s) annuelle(s) négative(s) et n'y a pas remédié, après en avoir été informé par l'ONAD Communauté française ;

6° le médecin contrôleur le sollicite lui-même, par courriel ou par courrier ordinaire, adressé à l'ONAD Communauté française.

L'évaluation annuelle visée à l'alinéa 1^{er}, 5° :

a) débute par une auto-évaluation, sur base d'un questionnaire dont le modèle est défini par l'ONAD Communauté française ;

b) porte sur les différents aspects des procédures de contrôle et la manière dont celles-ci sont effectuées en pratique ;

c) peut également être alimentée par des retours éventuels d'informations émanant de sportifs, du personnel d'encadrement de sportifs ou de toute personne, au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret, présente lors de contrôles ;

d) donne lieu à une discussion avec l'ONAD Communauté française lorsque celle-ci n'est pas d'accord avec tout ou partie des éléments contenus dans l'auto-évaluation visée au a) ;

e) permet éventuellement d'identifier certains aspects qui peuvent ou qui doivent être améliorés lors des procédures de contrôles ;

f) permet au médecin contrôleur, si certains manquements ont été identifiés, d'apporter des explications écrites et/ou de demander à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

g) aboutit à une évaluation positive, réservée ou négative, par l'ONAD Communauté française ;

h) en cas d'évaluation réservée ou négative, permet au médecin contrôleur de remédier au(x) manquement(s) constaté(s), dans un délai raisonnable et approprié, en fonction de la nature du manquement identifié ;

i) est établie en deux exemplaires, dont l'un est conservé par l'ONAD Communauté française, dans le dossier du médecin contrôleur concerné et l'autre lui est communiqué.

§ 7. L'ONAD Communauté française peut, au terme de la procédure visée au § 9, décider de retirer la qualité de médecin contrôleur reconnu, pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

1° le médecin contrôleur ne répond plus à l'une des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 3° à 8° ;

2° le médecin contrôleur n'a pas été disponible, durant une période de 6 mois, pour effectuer plus de la moitié des contrôles qui lui ont été proposés et qui lui ont été dûment notifiés par l'ONAD Communauté française ;

3° le médecin contrôleur n'a pas assisté, sauf en cas de force majeure qu'il lui appartient d'établir, à la session de formation annuelle, organisée par l'ONAD Communauté française ;

4° le médecin contrôleur a manqué gravement ou de manière répétée aux dispositions du décret ou du présent arrêté ;

5° le médecin contrôleur le sollicite lui-même, par courriel ou par courrier ordinaire, adressé à l'ONAD Communauté française.

§ 8. Sur proposition de l'ONAD Communauté française, le Ministre informe le médecin contrôleur concerné, par courriel et/ou par courrier, de son intention de lui retirer la qualité de médecin contrôleur et du ou des motif(s) sur le(s)quel(s) se fonde(nt) son intention.

Le médecin contrôleur dispose de 30 jours, à dater de la date d'envoi du courriel et/ou du courrier visé à l'alinéa 1^{er}, pour faire valoir d'éventuelles observations ou justifications écrites, ainsi que, le cas échéant, pour demander à être entendu par l'ONAD Communauté française.

Le Ministre rend une décision et la notifie à l'intéressé par courriel et/ou par courrier, soit après le terme du délai visé à l'alinéa 2, soit après la réception de l'avis de l'ONAD Communauté française, dans le cas où le médecin contrôleur a fait usage de l'un des droits visés au même alinéa.

§ 9. Préalablement à toute décision de retrait, fondée sur le § 7, 1^o à 4^o, l'ONAD Communauté française informe le médecin contrôleur reconnu concerné, par courriel et/ou par courrier, de son intention de lui retirer la qualité de médecin contrôleur reconnu et du ou des motif(s) sur le(s)quel(s) se fonde(nt) son intention.

Le médecin contrôleur reconnu dispose de 30 jours, à dater de la date d'envoi du courriel et/ou du courrier visé à l'alinéa 1^{er}, pour faire valoir d'éventuelles observations ou justifications écrites, ainsi que, le cas échéant, pour demander à être entendu par l'ONAD Communauté française.

L'ONAD Communauté française rend une décision et la notifie à l'intéressé par courriel et/ou courrier, soit après le terme du délai visé à l'alinéa 2, soit après qu'il ait été fait usage de l'un ou des deux droits prévus au même alinéa.

§ 10. Conformément à l'article G.4.4.5 de l'annexe G du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, pour chaque médecin contrôleur désigné ou reconnu, l'ONAD Communauté française conserve un dossier relatif à sa formation, ses compétences et son expérience.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur les informations visées aux paragraphes 1^{er} à 9 et recueillies dans le cadre de la désignation ou de la reconnaissance des médecins contrôleurs, de la procédure de renouvellement de leur désignation ou de leur reconnaissance et de leur(s) évaluation(s).

Art. 24. Le Ministre détermine les conditions de rétribution des médecins contrôleurs désignés ou reconnus.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, portent sur les contrôles antidopage visés à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, et peuvent également porter sur des activités d'éducation, au sens de l'article 1^{er}, 33^o, du décret, demandées par l'ONAD Communauté française.

Art. 25. § 1^{er}. Pour obtenir l'agrément visé à l'article 17, § 3, du décret, le laboratoire répond aux conditions suivantes :

1^o être accrédité ou autrement approuvé par l'AMA;

2^o ne pas être, directement ou indirectement, concerné par le commerce de médicaments, ni employer du personnel susceptible de compromettre l'indépendance du laboratoire;

3^o sauf si le retrait est intervenu à la demande du laboratoire, ne pas avoir fait l'objet d'une décision de retrait d'agrément, dans les cinq années précédant celle de la demande d'agrément.

Lors de l'analyse des échantillons, le laboratoire :

1^o effectue les analyses dans les délais impartis;

2^o signale, à l'ONAD Communauté française, la détection de toute substance ou méthode qui, bien que ne figurant pas sur la liste des interdictions, est susceptible d'améliorer artificiellement les résultats ou performances d'un sportif;

3^o ne révèle pas, à des tiers, le résultat des analyses, à l'exception, de l'organisation sportive internationale concernée, de l'ONAD Communauté française et de l'AMA;

4^o évite tout conflit d'intérêts;

5^o autorise l'ONAD Communauté française, à venir contrôler périodiquement le laboratoire, afin de vérifier le respect des exigences de l'agrément;

6^o établit, en français, tous les rapports et documents écrits liés à l'analyse et assure tout contact avec l'ONAD Communauté française, le sportif et toute personne, telle que visée à l'article 1^{er}, 65^o, du décret, en français.

§ 2. Sous réserve du respect des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 1, l'agrément est accordé, par le Ministre, pour une période de cinq ans, renouvelable par période de cinq ans.

§ 3. Le Ministre peut, au terme de la procédure visée aux alinéas 2 à 4, décider de retirer l'agrément au laboratoire, pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

1^o le laboratoire le sollicite lui-même, par courriel ou courrier ordinaire, adressé à l'ONAD Communauté française;

2^o lorsque le laboratoire ne satisfait plus aux conditions d'agrément prévues au § 1^{er}, alinéa 1^{er};

3^o lorsque le laboratoire manque gravement ou de manière répétée aux dispositions du décret ou du présent arrêté.

Sur proposition de l'ONAD Communauté française, le Ministre informe le laboratoire, par courriel et/ou par courrier, de son intention de lui retirer l'agrément et du ou des motif(s) sur le(s)quel(s) se fonde(nt) son intention.

Le laboratoire dispose de 30 jours, à dater de la date d'envoi du courriel et/ou du courrier visé à l'alinéa 2, pour faire valoir d'éventuelles observations ou justifications écrites, ainsi que, le cas échéant, pour demander être entendu par l'ONAD Communauté française.

Le Ministre rend une décision et la notifie à l'intéressé par courriel et/ou par courrier, soit après le terme du délai visé à l'alinéa 3, soit après la réception de l'avis de l'ONAD Communauté française, dans le cas où le laboratoire a fait usage de l'un des droits visés au même alinéa.

§ 4. Lorsque des analyses particulières doivent être menées et qu'aucun laboratoire agréé par la Communauté française ne peut les réaliser, sur proposition de l'ONAD Communauté française, le Ministre agrée temporairement, pour la durée de l'analyse particulière concernée, un autre laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, qui remplit les conditions visées au § 1^{er}.

En cas d'application de l'alinéa précédent, les §§ 2 et 3 ne s'appliquent pas.

Art. 26. § 1^{er}. Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française désigne les chaperons visés à l'article 1^{er}, 12^o, du décret, soit après avoir diffusé un appel à candidatures, soit sur base de candidatures spontanées, conformément à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Pour pouvoir être désigné en qualité de chaperon, le candidat répondra, au moins, aux conditions suivantes :

1^o être majeur et juridiquement capable;

2° répondre à un appel à candidatures, diffusé et organisé par l'ONAD Communauté française, dans le délai et, le cas échéant, dans les formes prévu(es) dans cet appel ou transmettre, à tout moment, à celle-ci, une candidature spontanée;

3° joindre à la candidature, un extrait de casier judiciaire de modèle 2 attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit;

4° faire mention, dans la candidature, de tout éventuel lien privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives;

5° s'engager, par une attestation sur l'honneur sous seing privé, datée et signée, jointe à la candidature, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant, le cas échéant, d'assister un médecin contrôleur pour tout contrôle sur un sportif pour lequel le chaperon pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité;

6° s'engager à respecter et à signer un code de conduite des chaperons ;

7° conformément à l'article 20.5.11 du Code, ne pas faire l'objet d'une suspension provisoire ou d'une période de suspension en vertu du Code ou, si la personne concernée n'était pas soumise au Code, ne pas avoir directement et intentionnellement adopté, au cours des 6 ans précédentes, un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à ladite personne ;

8° sauf si le retrait est intervenu à sa demande, n'avoir fait l'objet d'aucune décision de retrait de la qualité de chaperon, dans les cinq années précédant celle de la candidature;

9° faire valoir et s'engager à respecter, dans la candidature et dans le cadre de ses fonctions, une large disponibilité horaire, en ce compris, le cas échéant, en soirée, les jours fériés, le samedi et le dimanche.

L'ONAD Communauté française reçoit les candidatures et vérifie si les conditions reprises à l'alinéa 2, 1° à 9°, sont réunies.

Dans le cadre de la vérification visée au 3^{ème} alinéa, l'ONAD Communauté française peut demander au candidat que celui-ci produise, le plus rapidement possible, tout éventuel document permettant de compléter valablement la candidature.

Si le candidat ne répond pas à une demande de l'ONAD Communauté française, formulée en application de l'alinéa 4, dans un délai de 10 jours, la candidature est considérée comme irrecevable.

§ 2. Lorsque les conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 9°, sont réunies, l'ONAD Communauté française en informe le candidat par courriel ou par courrier ordinaire.

Le courrier visé à l'alinéa 1^{er}, mentionne également l'obligation, pour le candidat, de suivre et de réussir une formation initiale, organisée par l'ONAD Communauté française et qui comporte une épreuve théorique et une épreuve pratique.

L'épreuve théorique visée à l'alinéa 2, porte sur une connaissance générale relative à la législation en vigueur en Communauté française en matière de lutte contre le dopage, ainsi qu'une connaissance générale relative à la législation belge en vigueur en matière de protection de la vie privée.

L'épreuve pratique visée à l'alinéa 2, consiste en une simulation, sous la supervision d'un médecin contrôleur de la Communauté française, des actes posés par un chaperon, dans leur ordre chronologique, lors d'un contrôle antidopage.

Les épreuves théorique et pratique doivent permettre au candidat de connaître et maîtriser, de manière satisfaisante, les exigences concernant la phase de prélèvement des échantillons, conformément à la section 2 du présent chapitre et au Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

§ 3. L'appel à candidatures visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est publié, à tout le moins, sur le site internet de l'ONAD Communauté française.

Le candidat qui répond à un appel à candidature, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, transmet, dans sa réponse, les documents et attestations visés au § 1^{er}, alinéa 2.

Les candidatures spontanées visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être transmises, à l'ONAD Communauté française, par courriel ou par courrier ordinaire ; elles consistent en une lettre de motivation. Les documents et attestations actualisés, visés au § 1^{er}, alinéa 2, sont envoyés ultérieurement, à la demande de l'ONAD Communauté française.

Les candidats qui remplissent les conditions prévues au § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 9°, et qui réussissent les épreuves théorique et pratique de la formation initiale, telle que visée au § 2, alinéa 2, sont désignés chaperons, par l'ONAD Communauté française, pour une durée de deux ans.

Les chaperons désignés reçoivent un badge les identifiant et indiquant la durée de validité de leur désignation.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du chaperon concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

Pour assurer la continuité des activités antidopage, en ce compris le week-end et les jours fériés, un ou plusieurs membre(s) du personnel de l'ONAD Communauté française peu(ven)t être désigné(s) chaperon(s).

Le ou les membres désigné(s) par application de l'alinéa qui précède est/sont dispensé(s) de l'épreuve théorique et de l'épreuve pratique visées au § 2, alinéa 2.

§ 4. Sans préjudice de l'article 3, § 9, de l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport, mais conformément à l'article 15, § 2, alinéa 4, du décret, et pour son application, des chaperons formés par une autre organisation antidopage peuvent être reconnus par l'ONAD Communauté française pour effectuer des contrôles pour celle-ci.

Pour permettre l'application de l'alinéa 1^{er}, les chaperons concernés introduisent, auprès de l'ONAD Communauté française, par courriel ou par courrier, un dossier simplifié dans lequel ils joignent :

a) une attestation de leur formation comme chaperon par l'autorité concernée ;

b) une lettre de motivation dans laquelle ils indiquent leur souhait de pouvoir réaliser également des missions de contrôles directement pour l'ONAD Communauté française ;

c) une copie des mêmes documents et attestations que ceux visés au § 1^{er}, alinéa 2 ;

d) une photo récente d'identité.

S'agissant des chaperons formés par une autre organisation antidopage belge, lorsque le dossier, visé à l'alinéa 2, est complet, l'ONAD Communauté française leur notifie leur reconnaissance et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du chaperon concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

S'agissant des chaperons formés par une organisation antidopage autre que celles visées à l'alinéa 3, lorsque le dossier visé à l'alinéa 2, est complet, l'ONAD Communauté française le notifie aux chaperons concernés et les convoque pour un entretien individuel ou collectif, avec d'autres chaperons.

L'entretien visé à l'alinéa 5, se déroule en français et vise à s'assurer que les chaperons concernés disposent de toutes les connaissances théoriques et pratiques pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Après l'entretien visé aux alinéas 5 et 6, si nécessaire, l'ONAD Communauté française peut demander aux chaperons concernés de compléter leur formation de base afin de leur permettre d'effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française.

Lorsqu'ils possèdent les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour effectuer leurs missions, en conformité avec le décret, le présent arrêté, ainsi qu'avec la pratique administrative de l'ONAD Communauté française, celle-ci le notifie aux chaperons concernés et leur délivre un badge les reconnaissant, les identifiant et indiquant la durée de validité de cette reconnaissance, laquelle ne peut être supérieure à deux ans.

L'identification visée à l'alinéa qui précède se concrétise, à tout le moins, par la précision du nom et du prénom du chaperon concerné, ainsi que par une photographie récente de celui-ci, qui apparaissent visiblement sur son badge.

§ 5. Un chaperon désigné ou reconnu peut obtenir la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, chaque fois, pour une durée de deux ans, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° solliciter la prorogation de sa désignation ou de sa reconnaissance, par courriel ou par courrier ordinaire, auprès de l'ONAD Communauté française, au plus tard deux mois avant le terme de sa désignation ou de sa reconnaissance en cours de validité ;

2° joindre, à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, un extrait récent de casier judiciaire, de modèle 2, attestant de l'absence de toute condamnation pour un crime ou un délit ;

3° faire mention, dans sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, de tout éventuel lien actuel privé ou professionnel avec un ou plusieurs sportif(s), organisation(s) sportive(s), organisateur(s) de manifestation(s) et/ou de compétitions sportives ;

4° s'engager, par une nouvelle attestation sur l'honneur sous seing privée, datée et signée, jointe à sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, à respecter, de la manière la plus stricte, la confidentialité de la procédure des contrôles, ainsi que l'indépendance et l'impartialité nécessaires à tout contrôle antidopage, en refusant, le cas échéant, d'assister un médecin contrôleur pour tout contrôle sur un sportif pour lequel le chaperon pourrait être considéré comme ne présentant pas les garanties suffisantes d'indépendance et d'impartialité.

5° s'engager à respecter et à signer, à nouveau, le code de conduite des chaperons ;

6° sauf dans le cas visé à l'alinéa 2, et sans préjudice de l'alinéa 3, faire l'objet d'une évaluation théorique, organisée par l'ONAD Communauté française, portant sur les exigences relatives aux contrôles.

Si le chaperon désigné ou reconnu répond aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°, mais qu'il n'a effectué aucune mission de contrôle depuis un an à dater de sa demande de prorogation de désignation ou de reconnaissance, alors il ne fait pas l'objet de l'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, mais il doit suivre et réussir une formation initiale complète, telle que décrite au § 2, alinéas 2 à 4.

Si le chaperon désigné ou reconnu répond aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°, mais que des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, alors l'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, porte également pour partie sur ces modifications.

L'évaluation théorique visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, peut, le cas échéant, se tenir à l'occasion de la formation annuelle des chaperons, organisée par l'ONAD Communauté française.

Le dépassement du délai visé à l'alinéa 1^{er}, 1° n'empêche pas, le cas échéant, un chaperon précédemment désigné, de répondre à un appel à candidatures ultérieur ou de transmettre ultérieurement, à l'ONAD Communauté française, une candidature spontanée, conformément au § 1^{er} et à la procédure applicable, selon le cas, telle que déterminée au § 3.

Le dépassement du délai visé à l'alinéa 1^{er}, 1° n'empêche pas, le cas échéant, un chaperon précédemment reconnu d'introduire, auprès de l'ONAD Communauté française, un nouveau dossier simplifié, tel que visé au § 4, alinéa 2.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6, sauf dans le cas visé à l'alinéa 8 et sans préjudice de l'alinéa 9, le chaperon précédemment désigné ou reconnu est auditionné par l'ONAD Communauté française pour s'assurer que ses connaissances théoriques et pratiques, pour effectuer des missions de contrôles, sont toujours à jour.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6 et en cohérence avec l'alinéa 2, si un chaperon précédemment désigné ou reconnu n'a effectué aucune mission de contrôle depuis un an à dater d'une nouvelle candidature ou de l'introduction d'un dossier simplifié, alors il ne fait pas l'objet de l'audition visée à l'alinéa 7, mais il doit suivre et réussir une formation initiale complète, telle que décrite au § 2, alinéas 2 à 4.

En cas d'application de l'alinéa 5 ou de l'alinéa 6 et en cohérence avec l'alinéa 3, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, alors l'audition visée à l'alinéa 7 porte également pour partie sur ces modifications.

Pour l'application des alinéas 3 et 9, si des modifications majeures sont intervenues au niveau de la législation ou de la réglementation antidopage en vigueur en Communauté française, l'ONAD Communauté française en informe les chaperons concernés.

L'information, visée à l'alinéa 10, est communiquée prioritairement lors de sessions d'informations collectives, dispensées, par l'ONAD Communauté française, à l'attention des chaperons désignés ou reconnus.

§ 6. L'ONAD Communauté française peut, au terme de la procédure visée au § 7, décider de retirer la qualité de chaperon désigné ou reconnu, pour l'un ou plusieurs des motifs suivants :

1° le chaperon désigné ou reconnu ne répond plus à l'une des conditions visées au § 1^{er}, alinéa 2, 3° à 7° ou 9° ;

2° le chaperon désigné ou reconnu n'a pas été disponible, sur une période de 6 mois, pour effectuer plus de la moitié des missions sollicitées et lui dûment notifiées par l'ONAD Communauté française;

3° le chaperon désigné ou reconnu n'a pas assisté, sauf en cas de force majeure qu'il lui appartient d'établir, à la session de formation annuelle, organisée par l'ONAD Communauté française;

4° le chaperon désigné ou reconnu a manqué gravement ou de manière répétée aux dispositions du décret ou du présent arrêté;

5° le chaperon désigné ou reconnu a fait l'objet d'une ou de plusieurs évaluation(s) annuelle(s) négative(s) et n'y a pas remédié, après en avoir été informé par l'ONAD Communauté française ;

6° le chaperon désigné ou reconnu le sollicite lui-même, par courriel ou par courrier ordinaire, adressé à l'ONAD Communauté française.

L'évaluation annuelle visée à l'alinéa 1^{er}, 5° :

a) débute par une auto-évaluation, sur base d'un questionnaire dont le modèle est défini par l'ONAD Communauté française ;

b) porte sur différents aspects des procédures de contrôle et la manière dont les tâches des chaperons sont effectuées en pratique ;

c) peut également être alimentée par des retours éventuels d'informations émanant de sportifs, du personnel d'encadrement de sportifs ou de toute personne, au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret, présente lors de contrôles ;

d) donne lieu à une discussion avec l'ONAD Communauté française lorsque celle-ci n'est pas d'accord avec tout ou partie des éléments contenus dans l'auto-évaluation visée au a) ;

e) permet éventuellement d'identifier certains aspects qui peuvent ou qui doivent être améliorés lors des procédures de contrôles ;

f) permet au chaperon concerné, si certains manquements ont été identifiés, d'apporter des explications écrites et/ou de demander à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

g) aboutit à une évaluation positive, réservée ou négative, par l'ONAD Communauté française ;

h) en cas d'évaluation réservée ou négative, permet au chaperon concerné de remédier au(x) manquement(s) constaté(s), dans un délai raisonnable et approprié, en fonction de la nature du manquement identifié ;

i) est établie en deux exemplaires, dont l'un est conservé par l'ONAD Communauté française, dans le dossier du chaperon concerné et l'autre lui est communiqué.

§ 7. Sauf dans le cas visé au § 6, alinéa 1^{er}, 6°, préalablement à la décision, l'ONAD Communauté française informe le chaperon désigné ou reconnu, par courriel et/ou par courrier, de son intention de lui retirer la qualité de chaperon désigné ou reconnu et du ou des motif(s) sur le(s)quel(s) se fonde(nt) son intention.

Le chaperon désigné ou reconnu dispose de 30 jours, à dater de la date d'envoi du courriel et/ou du courrier visé à l'alinéa 1^{er}, pour faire valoir d'éventuelles observations ou justifications écrites, ainsi que, le cas échéant, pour demander être entendu par l'ONAD Communauté française.

L'ONAD Communauté française rend une décision et la notifie à l'intéressé, par courriel et/ou courrier, soit après le terme du délai visé à l'alinéa 2, soit après qu'il ait été fait usage de l'un ou des deux droits prévus au même alinéa.

§ 8. Conformément à l'article G.4.4.5 de l'annexe G du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, pour chaque chaperon désigné ou reconnu, l'ONAD Communauté française conserve un dossier relatif à sa formation, ses compétences et son expérience.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er}, porte sur les informations visées aux paragraphes 1^{er} à 7 et recueillies dans le cadre de la désignation ou de la reconnaissance des chaperons, de la procédure de renouvellement de leur désignation ou de leur reconnaissance et de leur(s) évaluation(s).

Art. 27. Le Ministre détermine, s'il y a lieu, les conditions de rétribution des chaperons désignés ou reconnus.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, portent sur les missions de contrôles antidopage visés à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, auxquelles participent les chaperons désignés ou reconnus ; elles peuvent également porter sur des activités d'éducation, au sens de l'article 1^{er}, 33°, du décret, demandées par l'ONAD Communauté française.

Section 2. - Des contrôles et des enquêtes

Art. 28. § 1^{er}. Sans préjudice des principes et des dispositions prévues par l'article 15, § 1^{er}, alinéas 3 à 5, du décret, les principes complémentaires visés aux paragraphes 2 à 6 sont applicables au plan de répartition des contrôles antidopage visé à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, du décret.

§ 2. Conformément à l'article 4.5.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les facteurs suivants peuvent également être pris en considération par l'ONAD Communauté française pour la détermination d'un ordre de priorité entre les sportifs à contrôler ainsi que, le cas échéant, pour la planification et la réalisation de contrôles ciblés, sur certains sportifs déterminés :

a) une ou plusieurs violations antérieures des règles antidopage;

b) les antécédents en matière de contrôles, y compris tout paramètre biologique atypique ;

c) l'historique des performances sportives, en particulier une amélioration soudaine et significative des performances sportives ou des performances usuelles et/ou de haut niveau, non accompagnées d'un historique de tests correspondant;

d) des manquements répétés aux obligations de localisation, telles que visées à l'article 22 du décret;

e) des transmissions tardives d'informations en ce qui concerne les données de localisation;

f) un déménagement ou un entraînement en un lieu éloigné ou difficilement accessible pour un contrôle;

g) le retrait ou l'absence à une compétition ou plusieurs compétition(s) prévue(s);

h) l'association avec un tiers, tel un équipier, un entraîneur ou un médecin, ayant été impliqué pour des faits de dopage;

i) une blessure;

j) l'âge et/ou le stade de la carrière, notamment le passage d'une catégorie d'âge à une autre, la possibilité de décrocher un contrat, l'approche de la fin d'un contrat ou l'approche de la retraite;

k) les incitations financières à l'amélioration des performances, telles que les primes ou des possibilités de partenariats et de sponsorings; et/ou

l) des informations fiables, provenant de tiers, vérifiées et recoupées par l'ONAD Communauté française dans le cadre de son pouvoir d'enquête, tel que visé à l'article 8, du décret.

§ 3. Le plan de répartition, visé au § 1^{er}, tient compte d'une stratégie écrite pour la conservation des échantillons, élaborée par l'ONAD Communauté française, de façon à permettre des analyses additionnelles d'échantillons, à une date ultérieure, conformément aux articles 6.2, 6.5 et 6.6 du Code et 4.7.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, ainsi qu'aux exigences du Standard international pour les laboratoires et à celles du Standard international pour la protection des renseignements personnels.

Cette stratégie tient également compte des éléments suivants :

- 1° les recommandations du laboratoire agréé par la Communauté française,
- 2° le besoin potentiel d'analyses rétroactives en lien avec le programme du passeport biologique de l'athlète,
- 3° de nouvelles méthodes de détection susceptibles d'être introduites à l'avenir et de concerner le sportif, le sport et/ou la discipline;
- 4° le fait que des échantillons émanent de sportifs d'élite de niveau national ou international et/ou de sportifs remplissant tout ou partie des critères repris au § 2 ;
- 5° d'informations pertinentes, fiables et vérifiées par l'ONAD Communauté française, dont celles pouvant émaner de son pouvoir d'enquête, tel que visé à l'article 8 du décret, et qui justifient la conservation ou l'analyse additionnelle d'échantillons.

§ 4. Pour l'évaluation documentée des risques de dopage, visée à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4, d), du décret, les critères prévus à l'article 4.2.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, dont l'ONAD Communauté française tient compte, sont les suivants :

- a) les exigences physiques et les autres exigences, notamment physiologiques, des sports et/ou disciplines sportives concerné(e)s;
- b) les substances interdites et/ou les méthodes interdites qu'un sportif jugerait les plus susceptibles d'améliorer les performances dans le(s) sport(s)/discipline(s) concerné(e)s
- c) les récompenses et les autres incitations potentielles au dopage disponibles aux différents niveaux de ces sports/disciplines sportives;
- d) l'historique du dopage dans ces sports/disciplines sportives;
- e) les statistiques et la recherche disponibles sur les tendances en matière de dopage, notamment par le biais de rapports des statistiques des contrôles et des violations des règles antidopage publiés par l'AMA et d'articles revus par les pairs;
- f) les informations reçues et les renseignements obtenus, notamment dans le cadre du pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française, tel que visé à l'article 8, du décret;
- g) les résultats issus de la mise en oeuvre des plans précédents de répartition des contrôles;
- h) les moments dans la carrière sportive durant lesquels un sportif serait le plus susceptible de se doper;
- i) au vu de la structure de la saison pour le sport/ la discipline sportive en question, en ce compris le calendrier standard des compétitions et les périodes d'entraînement, les moments de l'année sportive au cours desquels un sportif serait le plus susceptible de se livrer à des pratiques dopantes.

§ 5. Une fois élaboré, le plan de répartition des contrôles visé au paragraphe 1^{er} est mis en œuvre, conformément aux articles 30 et suivants et peut être modifié, à tout moment, en cours d'année, en tenant compte de toute information analytique ou non analytique pertinente et vérifiée, par l'ONAD Communauté française, notamment sur base des contrôles antidopage effectués par d'autres organisations antidopage et des renseignements traités dans le cadre du pouvoir d'enquête tel que visé à l'article 8 du décret.

§ 6. Pour permettre une planification efficace et éviter une répétition inutile des contrôles, conformément à l'article 5.4.2 du Code, ceux-ci font l'objet d'une coordination, sur une base trimestrielle, avec les autres organisations antidopage ayant un lien, soit sportif, soit national, avec le sportif, au moyen d'un enregistrement dans ADAMS, effectué par l'ONAD Communauté française.

Pour l'application de l'article 12, alinéa 3, du décret, l'ONAD Communauté française adresse sa demande, à l'organisation antidopage sous l'égide de laquelle la manifestation est organisée, en principe 35 jours avant le début de la manifestation sportive concernée.

En cas d'urgence spécialement motivée et reposant sur au moins un des facteurs visés au § 2, le délai visé à l'alinéa 2, peut être réduit à 5 jours.

Art. 29. La communication des informations transmises à l'ONAD Communauté française par les organisateurs, pour l'application de l'article 21, du décret, s'effectue par courriel et/ou via le site internet de l'organisateur concerné et comprend les éléments suivants :

- 1° l'intitulé de la manifestation ou compétition sportive organisée;
- 2° le lieu, la date et les heures de commencement et de fin de cette manifestation ou compétition sportive;
- 3° la ou les disciplines sportives pratiquée(s) lors de cette manifestation ou compétition sportive;
- 4° le niveau international, national ou local de la manifestation ou compétition sportive, ainsi que les catégories d'âge des participants et leur nombre, effectif ou présumé;
- 5° les nom, prénom, adresse postale et/ou électronique et numéro de téléphone du délégué de l'organisateur de la manifestation ou compétition et, le cas échéant, du délégué des organisations sportives participantes;
- 6° le nombre de sportifs d'élite de niveau national et de niveau international participant, à la connaissance de l'organisateur, à la manifestation ou la compétition sportive concernée.

Les informations visées à l'alinéa 1^{er} sont :

- 1° communiquées avant le début de saison, le plus rapidement possible après que le calendrier sportif ait été établi ;
- 2° mises à jour, en fonction des éventuelles modifications du calendrier sportif, ainsi que de la participation ou au contraire de l'absence de participation de sportif(s) d'élite à l'une ou plusieurs manifestation(s) ou compétition(s) programmée(s) par l'organisateur concerné.

Art. 30. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 15, § 1^{er}, alinéas 2 et 5, du décret, tous les contrôles antidopage et la mise en oeuvre du plan de répartition des contrôles, telle que visée à l'article 28, § 5, s'effectuent de la manière et dans le respect des principes suivants :

1° sur la base du plan de répartition des contrôles, tel que visé à l'article 28, § 1^{er}, des informations transmises par les organisateurs, conformément à l'article 29 ou encore de toute information analytique ou non analytique pertinente et vérifiée, par l'ONAD Communauté française, celle-ci identifie, tout au long de l'année, les sportifs qu'elle souhaite contrôler, ainsi que les entraînements, manifestations, compétitions et activités sportives durant lesquelles elle souhaite faire réaliser des contrôles antidopage;

2° conformément aux articles 5.2 et 5.2.5 du Code et à l'article 4.5.5 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, tout sportif, y compris mineur, relevant de l'ONAD Communauté française, peut être tenu de lui fournir un échantillon, à tout moment et en tout lieu.

§ 2. L'ONAD Communauté française désigne, au moyen d'une feuille de mission, dont elle fixe le modèle, le médecin contrôleur chargé de procéder au(x) contrôle(s) programmé(s).

La feuille de mission, visée à l'alinéa qui précède, contient au moins les informations suivantes :

1° le lieu, la date et l'heure de commencement, ainsi que la durée, au moins estimée, de la manifestation, de la compétition, de l'activité sportive ou de l'entraînement durant laquelle ou lequel le ou les contrôle(s) est/sont programmé(s) ou, dans le cas d'un contrôle hors compétition, une référence aux informations de localisation du sportif, telles que renseignées dans ADAMS, pour une période déterminée;

2° la discipline sportive, ainsi que, le cas échéant, l'intitulé de la manifestation, de la compétition, de l'activité sportive ou de l'entraînement durant lequel un ou plusieurs contrôle(s) a/ont été programmé(s);

3° le caractère en ou hors compétition du contrôle, conformément aux définitions prévues à l'article 1^{er}, 25°, 26° et 34° du décret;

4° la dénomination et l'adresse de l'organisation sportive éventuelle à laquelle est affilié le sportif à contrôler ou de l'organisateur responsable de la manifestation, de la compétition, de l'entraînement ou de l'activité sportive, ainsi que les nom, prénom, et numéro de téléphone de leur délégué;

5° le type sanguin et/ou urinaire du ou des contrôle(s) à réaliser, en ce compris le nombre souhaité et le moment du ou des contrôle(s) à effectuer;

6° le mode de désignation des sportifs ou, dans le cadre de contrôle(s) ciblé(s), l'identité du ou des sportif(s) qui doit/doivent se présenter au contrôle;

7° les nom et prénom du médecin contrôleur chargé de procéder au(x) contrôle(s) programmé;

8° les coordonnées et la dénomination du laboratoire agréé chargé des analyses.

La feuille de mission est signée par le ou la Directeur/Directrice de l'ONAD Communauté française et est établie en double exemplaire, dont l'un est destiné au médecin contrôleur et l'autre à l'ONAD Communauté française.

§ 3. La feuille de mission est transmise au médecin contrôleur, au plus tôt, selon le cas :

a) 72 h avant le ou les contrôle(s) antidopage projeté(s), pour les contrôles en compétition.

b) trois mois avant le ou les contrôle(s) projeté(s), pour les contrôles hors compétition;

Le cas échéant, pour les contrôles en compétition, l'ONAD Communauté française informe le ou les chaperon(s) chargé(s) d'assister le médecin contrôleur au plus tôt 72 heures avant le ou les contrôle(s) projeté(s).

§ 4. L'ONAD Communauté française ou, le cas échéant, le médecin contrôleur peut solliciter, si la sécurité physique de ce dernier est menacée, qu'un ou plusieurs représentant(s) des forces de l'ordre soi(en)t présent(s) lors du ou des contrôle(s) antidopage à effectuer.

Art. 31. § 1^{er}. Le médecin contrôleur, désigné par l'ONAD Communauté française, au moyen de la feuille de mission, visée à l'article 30, § 2, organise, effectue et dirige le ou les contrôle(s) antidopage programmé(s).

Le médecin contrôleur veille, dans la mesure du possible, à effectuer son contrôle en respectant le déroulement normal de l'activité sportive.

§ 2. Si le contrôle a lieu durant une activité sportive, le délégué de l'organisation sportive ou l'organisateur désigne une personne pour assister le médecin contrôleur et lui mettre à sa disposition, à proximité directe du lieu où se déroule l'activité sportive, un local approprié, qui présente les garanties suffisantes en matière d'hygiène, de confidentialité, de préservation de l'intimité et de sécurité.

§ 3. Le médecin contrôleur, avec l'aide éventuelle du/des chaperon(s) qui l'accompagne(nt), le cas échéant, identifie(nt), au moyen d'un document officiel, et désigne(nt), conformément à la feuille de mission, le ou les sportif(s) qui doi(ven)t se présenter au contrôle antidopage.

Préalablement à l'identification visée à l'alinéa qui précède, le médecin contrôleur et, le cas échéant, le ou les chaperon(s) qui l'accompagne(nt), s'identifie(nt) lui-même/eux-mêmes, au moyen du/des badge(s) visé(s), selon le cas, à/aux (l') article(s) 23, § 3, alinéa 4, ou 8, 23, § 4, alinéa 3, ou 8, 26, § 3, alinéa 4, ou 26, § 4, alinéa 3, ou 8.

Après les identifications visées aux alinéas 1^{er} et 2, le médecin contrôleur, avec l'aide éventuelle du/des chaperon(s) qui l'accompagne(nt), notifie(nt) et informe(nt) personnellement tout sportif à contrôler, sur base d'un FCD, tel que visé à l'article 15, § 5, alinéa 1^{er}, du décret et dont le modèle est fixé par l'ONAD Communauté française, conformément aux exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, du type de contrôle à réaliser et de son déroulement.

Sans préjudice des mentions prévues à l'article 15, § 5, alinéa 2, du décret, le FCD visé à l'alinéa 3, mentionne également les données suivantes :

1° la date et l'heure auxquelles il a été complété;

2° la nature du prélèvement d'échantillons à effectuer.

Lors de la notification visée à l'alinéa 3, le médecin contrôleur, le cas échéant avec l'assistance du chaperon qui l'accompagne, informe également verbalement, le sportif contrôlé, des éléments suivants :

1° du fait qu'il doit se soumettre à un prélèvement d'échantillon ;

2° de l'autorité sous laquelle le prélèvement d'échantillon sera effectué ;

3° du type de prélèvement d'échantillon et de toute condition à respecter avant le prélèvement ;

4° les éventuelles conséquences encourues par le sportif, s'il ne se présente pas au contrôle dans le délai imparti ou s'il refuse de signer le FCD, à savoir, selon le cas, l'entame d'un constat de la violation de l'une des règles antidopage visées à l'article 6, 3° ou 5°, du décret ou le constat d'un contrôle manqué, tel que prévu à l'article 49 ;

5° la possibilité, pour le sportif de demander que la procédure de contrôle soit réalisée en présence d'une personne de son choix ainsi que, si nécessaire et en fonction des disponibilités, d'un interprète;

6° la nécessité, pour le sportif mineur, d'être accompagné par un de ses représentants légaux ou par une personne qui a été habilitée par au moins un de ceux-ci pour ce faire;

7° la possibilité, pour le sportif porteur d'un handicap, d'être accompagné et assisté par une personne de son choix, conformément à l'annexe A du Standard international pour les contrôles et les enquêtes;

8° la possibilité, pour le sportif, d'obtenir, auprès de l'ONAD Communauté française, tout renseignement complémentaire par rapport au contrôle antidopage et à la procédure ultérieure applicable;

9° la possibilité, pour le sportif, pour l'une des raisons exceptionnelles reprises ci-dessous, à la libre appréciation du médecin contrôleur, de demander un délai pour se présenter au poste de contrôle antidopage :

a) pour les contrôles en compétition :

i) assister à une cérémonie protocolaire de remise des médailles;

ii) s'acquitter d'obligations envers les médias;

iii) participer à d'autres compétitions;

iv) effectuer une récupération;

v) se soumettre à un traitement médical nécessaire;

vi) chercher un représentant et/ou un interprète;

vii) se procurer une photo d'identification ou;

viii) toute autre circonstance raisonnable telle qu'acceptée par le médecin contrôleur, avec l'accord de l'ONAD Communauté française;

b) pour les contrôles hors compétition :

i) localiser un représentant;

ii) achever une séance d'entraînement;

iii) recevoir un traitement médical nécessaire;

iv) se procurer une photo d'identification; ou

v) toute autre circonstance raisonnable telle qu'acceptée par le médecin contrôleur, avec l'accord de l'ONAD Communauté française.

Les quatre exemplaires du FCD, visés à l'article 15, § 5, alinéa 5, du décret, sont signés par le médecin contrôleur, le chaperon éventuellement présent et le sportif contrôlé.

Dans le cas où le sportif contrôlé est mineur ou n'a pas la capacité juridique, les quatre exemplaires du FCD sont signés par un de ses représentants légaux ou par une personne dûment habilitée par ceux-ci.

Si le sportif refuse de signer le FCD, s'il est absent ou en retard au poste de contrôle, conformément aux alinéas 3 à 5, ce fait est consigné, par le médecin contrôleur, dans le FCD, et peut donner lieu à l'application des conséquences visées à l'alinéa 5, 4°.

Pour l'application de l'article 15, § 6, alinéa 1^{er}, du décret et de l'alinéa 7, les organisateurs demandent, à l'un des représentants légaux de tout sportif mineur, lors de son inscription, que ce représentant légal désigne et autorise, par une procuration écrite, datée et signée, une personne majeure faisant partie de l'organisation sportive ou étant membre de l'organisateur, afin que cette personne puisse signer le FCD et accompagner le sportif mineur lors d'un contrôle antidopage, en cas d'absence d'un représentant légal du sportif.

§ 4. Tout sportif ayant été notifié, conformément au § 3, alinéas 3 à 5, demeure sous observation directe du médecin contrôleur ou, le cas échéant, du ou des chaperon(s) désigné(s) à cette fin et ce, depuis la notification, telle que prévue au § 3, alinéas 3 à 5, jusqu'à la signature du FCD, par le sportif, conformément à l'article 32, § 4, alinéa 1^{er}.

Tout incident susceptible de compromettre le bon déroulement du contrôle et constaté par le médecin contrôleur est consigné par lui dans le FCD.

En cas d'application de l'alinéa 2, le médecin contrôleur indique également, dans le FCD, s'il estime que le contrôle peut être maintenu et y procède, le cas échéant.

En cas d'application des alinéas 2 et 3, si le contrôle ne peut être maintenu et si l'incident visé à l'alinéa 2 est imputable au sportif, ce dernier s'expose à l'application des conséquences visées au § 3, alinéa 5, 4°.

§ 5. Tout sportif ayant été notifié, conformément au § 3, alinéas 3 à 5, se présente immédiatement pour le prélèvement d'échantillons.

Le médecin contrôleur vérifie l'identité du sportif et, le cas échéant, de la personne qui l'accompagne, au moyen d'un document officiel.

Sans préjudice de l'application du § 4, alinéas 2 à 4, si le sportif ne se présente pas immédiatement au contrôle ou s'il interrompt la procédure de contrôle, celle-ci lui est néanmoins, dans la mesure du possible, appliquée hors délai.

En cas d'application de l'alinéa 3, le sportif reste néanmoins sous la supervision du chaperon.

§ 6. Tout sportif ayant été notifié, conformément au § 3, alinéas 3 à 5, peut demander, au médecin contrôleur, que la procédure de contrôle soit réalisée en présence d'une personne de son choix, sauf pendant que le sportif fournit un échantillon d'urine et pour autant que cela ne perturbe pas le déroulement normal du prélèvement d'échantillons.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, si le médecin contrôleur estime que la présence de la personne choisie par le sportif est de nature à perturber le déroulement normal du prélèvement d'échantillons, il le fait savoir au sportif et consigne ces éléments dans le FCD.

Tout sportif porteur d'un handicap ayant été notifié, conformément au § 3, alinéas 3 à 5, peut demander que la procédure de contrôle soit réalisée en présence et avec l'assistance éventuelle d'une personne de choix.

En cas d'application de l'alinéa 3, le médecin contrôleur accède automatiquement à la demande.

Tout sportif mineur ou n'ayant pas la capacité juridique ayant été notifié, conformément au § 3, alinéas 3 à 5, est accompagné, lors de la procédure de contrôle, par un de ses représentants légaux ou par une personne dûment autorisée par celui-ci.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} à 5, le médecin contrôleur n'autorise l'accès au local de contrôle ou à la pièce dans laquelle est réalisé le contrôle, qu'aux personnes suivantes :

- 1° le sportif contrôlé;
- 2° la personne choisie par le sportif contrôlé, conformément à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 3;
- 3° le cas échéant, si nécessaire et en fonction des disponibilités, un interprète ;
- 4° un représentant légal ou une personne dûment autorisée par celui-ci, lorsque le sportif contrôlé est mineur ou n'a pas capacité juridique;
- 5° le ou les chaperon(s) éventuellement désigné(s), pour autant qu'il(s) soi(en)t du même sexe que le sportif contrôlé;
- 6° un médecin délégué de l'organisation sportive nationale ou internationale, dont le sportif contrôlé est membre ;
- 7° le cas échéant, un observateur désigné par l'AMA au titre du programme des observateurs indépendants ou, selon le cas, un auditeur de l'AMA ;
- 8° une personne autorisée qui est impliquée dans la formation des médecins contrôleurs et des chaperons ou dans un éventuel audit de l'ONAD Communauté française.

§ 7. Sans préjudice du respect du § 4, alinéa 1^{er}, le médecin contrôleur peut autoriser, uniquement pour l'une des raisons visées au § 3, alinéa 5, 9°, respectivement pour les contrôles en compétition et pour ceux hors compétition, le sportif à quitter le poste de contrôle antidopage.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le médecin contrôleur indique, dans le FCD, l'heure de départ et celle de retour du sportif au poste de contrôle ainsi que la raison pour laquelle le sportif a été autorisé à quitter le poste de contrôle antidopage.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le sportif n'évacue pas d'urine avant d'être revenu au poste de contrôle du dopage.

§ 8. Si, pour une raison quelconque, un contrôle prévu dans la feuille de mission, visée à l'article 30, § 2, n'a pas pu avoir lieu, le médecin contrôleur le mentionne dans le FCD, en y indiquant la ou les raison(s).

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le médecin contrôleur transmet le FCD, à l'ONAD Communauté française, au plus tard le premier jour ouvrable suivant le jour auquel le contrôle était prévu.

Sans préjudice et hormis le cas d'application éventuelle de l'article 49, pour les sportifs d'élite de catégorie A ou B et/ou de l'article 38, alinéa 1^{er}, 11°, pour tout sportif, après avoir réceptionné le FCD, l'ONAD Communauté française en adresse sans délai une copie au sportif concerné.

Le sportif dispose de quinze jours pour faire valoir ses arguments et demander, le cas échéant, à être entendu par l'ONAD Communauté française.

A défaut d'explication ou si les arguments du sportif sont jugés insuffisants ou non probants, il s'expose à l'application des conséquences visées au § 3, alinéa 5, 4°.

Art. 32. - § 1^{er}. Après la notification visée à l'article 31, § 3, alinéas 3 à 5, mais avant tout prélèvement d'échantillon urinaire ou sanguin, le médecin contrôleur a un entretien avec le sportif contrôlé sur tout médicament, dispositif médical ou alimentation particulière en cours d'utilisation, soumis ou non à prescription médicale.

Le médecin contrôleur consigne, dans le FCD, le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et alimentation particulière pris par le sportif contrôlé, dans les 7 jours précédant le contrôle et, si l'échantillon à prélever est sanguin, les éventuelles transfusions sanguines reçues par le sportif dans les 3 derniers mois.

Après l'entretien visé à l'alinéa 1^{er} mais avant tout prélèvement d'échantillon urinaire ou sanguin, le médecin contrôleur propose au sportif contrôlé de s'hydrater, exclusivement avec de l'eau minérale, en évitant que cette hydratation ne soit excessive.

L'eau minérale visée à l'alinéa 3, est mise à disposition par l'organisateur de la manifestation, de la compétition, de l'activité sportive ou de l'entraînement, sous format conditionné et sécurisé.

Le contrôle antidopage est mené de manière à garantir l'intimité, la dignité et le respect de la vie privée des sportifs contrôlés, ainsi que l'intégrité, la sécurité et l'identité des échantillons prélevés.

Le matériel de contrôle est à usage unique et seuls les conditionnements fournis par l'ONAD Communauté française sont utilisés pour le prélèvement d'échantillons.

§ 2. La procédure de contrôle et son déroulement sont constatés par le médecin contrôleur dans le FCD.

Outre les informations prévues à l'article 15, § 5, alinéa 2 du décret et à l'article 31, § 3, alinéa 4, sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le FCD mentionne également :

- a) le cas échéant, le(s) nom(s) de l'entraîneur et du médecin du sportif;
- b) l'adresse du sportif;
- c) la mention éventuelle des médicaments et compléments alimentaires pris par le sportif au cours des 7 derniers jours;
- d) si l'échantillon à prélever est sanguin, la mention éventuelle des transfusions sanguines reçues par le sportif dans les 3 derniers mois ;
- e) le numéro de code de l'échantillon prélevé correspondant;
- f) l'heure d'arrivée du sportif au local de contrôle ;
- g) tous les constats qu'a pu faire le médecin contrôleur durant la procédure de contrôle, ainsi que tout incident éventuellement survenu, conformément à l'article 31, § 4, alinéa 2.

Si le médecin contrôleur ne dispose pas de suffisamment d'espace pour faire toutes les annotations nécessaires ou souhaitées, sur le FCD, il l'indique dans la rubrique prévue à cet effet de ce dernier formulaire et utilise alors, en outre, un formulaire de rapport supplémentaire, dont le modèle est fixé par l'ONAD Communauté française.

§ 3. Le médecin contrôleur, éventuellement assisté d'un/de chaperon(s), et, le cas échéant, d'un ou de plusieurs représentant(s) des forces de l'ordre, prend toutes les mesures appropriées pour éviter toute falsification ou tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage, au sens de l'article 6, 5°, du décret.

Il est éventuellement fait mention de ces mesures dans le FCD et/ou, le cas échéant, dans le formulaire de rapport supplémentaire, conformément au § 2, alinéas 2 et 3, ainsi qu'à l'article 31, § 4, alinéa 2.

Il est interdit au sportif contrôlé, ainsi qu'à quiconque autorisé par le médecin contrôleur à être présent dans local de contrôle ou dans la pièce dans laquelle est réalisé le contrôle, conformément à l'article 31, § 6, de filmer, de photographier ou d'enregistrer, sur quelque support que ce soit, le déroulement de la procédure de contrôle.

Le non-respect de l'alinéa qui précède est constaté, par le médecin contrôleur, dans le FCD et/ou, le cas échéant, dans le formulaire de rapport supplémentaire, conformément au § 2, alinéas 2 et 3, ainsi qu'à l'article 31, § 4, alinéa 2.

L'application de l'alinéa qui précède entraîne l'entame éventuelle d'un constat de falsification ou de tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage, au sens de l'article 6, 5°, du décret.

§ 4. Après que le contrôle ait été effectué, sans préjudice des éventuelles remarques visées à l'article 33, § 1^{er}, 14°, ou à l'article 34, 13°, les quatre exemplaires du FCD sont signés par le sportif concerné, par le médecin contrôleur et, le cas échéant, par le ou les chaperon(s) présent(s) ainsi que par toute personne ayant assisté au contrôle, dans le respect de l'article 31, § 6.

Si le sportif contrôlé est mineur ou n'a pas la capacité juridique, sans préjudice des éventuelles remarques visées à l'article 33, § 1^{er}, 14°, ou à l'article 34, 13°, les quatre exemplaires du FCD sont signé(s) par un de ses représentants légaux ou par une personne juridiquement capable, dûment habilitée par celui-ci.

L'exemplaire du FCD destiné au laboratoire ne laisse apparaître aucune mention permettant d'identifier le sportif contrôlé.

Le refus de signer le FCD par le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, par son représentant légal ou par une autre personne dûment habilitée par celui-ci, expose le sportif concerné à l'entame d'une procédure de constat de violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret.

Le modèle de FCD, fixé par l'ONAD Communauté française, précise, aux fins d'information du sportif, la manière dont ses données à caractère personnel seront traitées, ainsi que les mesures de confidentialité et de sécurité applicables, conformément à l'article 13, du décret.

Sans préjudice de l'alinéa 5, le modèle de FCD indique notamment :

- 1° le nom du responsable de traitement, ainsi que son adresse e-mail ;
- 2° les coordonnées du délégué à la protection des données ;
- 3° la ou les finalité(s) de la collecte de données ;
- 4° la base juridique du traitement de données ;
- 5° les destinataires potentiels des données ;
- 6° la possibilité pour le sportif d'accéder à ses données, de compléter des données incomplètes ou de rectifier des données erronées le concernant ;
- 7° le caractère obligatoire de la communication de données ainsi que les conséquences d'un défaut de communication de celles-ci ;
- 8° la durée de conservation des données collectées ;
- 9° la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données.

Art. 33. § 1^{er}. La procédure de contrôle par prélèvement d'échantillon d'urines s'opère, sauf application des §§ 2 et 3, de la manière et dans l'ordre qui suivent :

1° le sportif choisit, parmi un lot, un récipient collecteur, l'ouvre, vérifie qu'il est vide et propre et le remplit d'un volume convenant à l'analyse, sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur ou d'un chaperon, pour autant que ce dernier soit du même sexe que le sportif. Il incombe au médecin contrôleur ou au chaperon d'être témoin direct de la miction ;

2° si le volume d'urine fourni par le sportif est suffisant, le sportif choisit, parmi un lot de kits scellés, un kit de prélèvement contenant deux flacons portant le même numéro de code, suivi de la lettre « A » pour le premier flacon constituant l'échantillon principal, et de la lettre « B » pour le second flacon, constituant l'échantillon de réserve pour la contre-expertise éventuelle;

3° en cas et après l'application des étapes prévues au 1° et au 2°, le sportif descelle le kit choisi et l'ouvre, vérifie que les flacons sont vides et propres et verse le volume minimum d'urine convenant pour l'analyse dans le flacon B, soit au moins 30 ml, puis le reste de l'urine dans le flacon A, avec un volume minimal de 60 ml;

4° le médecin contrôleur demande au sportif de laisser une petite quantité d'urine dans le récipient collecteur, en expliquant que cela doit permettre au médecin contrôleur de contrôler l'urine résiduelle;

5° le sportif scelle ensuite les deux flacons A et B selon les directives du médecin contrôleur, qui vérifie, à la vue du sportif, que les échantillons sont correctement scellés;

6° le médecin contrôleur vérifie l'urine résiduelle dans le récipient collecteur afin de déterminer si l'échantillon présente une gravité spécifique convenant pour l'analyse, et ce à l'aide d'un réfractomètre;

7° si le réfractomètre indique que l'échantillon n'a pas la densité spécifique convenant à l'analyse, le médecin contrôleur peut demander un ou plusieurs autres prélèvement(s) d'urine, dans le respect de la procédure visée au 1° à 5°, jusqu'à ce l'exigence de gravité spécifique soit satisfaite ;

8° dans le cas visé au 7°, les prélèvements seront envoyés au laboratoire ;

9° après application des étapes prévues de 1° à 6° ou, le cas échéant, de 1° à 8°, le médecin contrôleur et le sportif vérifient que le numéro de code inscrit sur les flacons A et B et celui figurant sur leur conteneur d'expédition est identique;

10° le médecin contrôleur reporte le même numéro de code, tel que visé au 9°, sur le FCD;

11° le sportif vérifie que le numéro de code reporté sur le FCD est identique à celui repris sur les flacons A et B et sur le conteneur d'expédition;

12° le sportif place, sous la surveillance du médecin contrôleur, les deux flacons A et B dans le conteneur d'expédition;

13° le médecin contrôleur élimine, à la vue du sportif, le volume résiduel d'urine qui ne sera pas destiné à l'analyse du laboratoire;

14° le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, son représentant légal ou une autre personne juridiquement capable dûment habilitée par celui-ci, certifiée, en signant le FCD, que la procédure s'est déroulée conformément au présent paragraphe, sous réserve, le cas échéant, de toute irrégularité ou remarque que le sportif ou l'autre personne ayant éventuellement assisté au contrôle, dans le respect de l'article 31, § 6, souhaiterait formuler et qui sera, dans ce cas, consignée dans le FCD et/ou dans un formulaire de rapport supplémentaire.

§ 2. S'il n'y a pas d'émission d'urine ou si la quantité d'urine prévue au § 1^{er}, 1°, n'est pas atteinte, le sportif demeure sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur ou, le cas échéant, du chaperon qui l'assiste et ce jusqu'à ce que la quantité prescrite soit atteinte, conformément à la procédure prévue au § 3.

Dans le cas visé à l'alinéa qui précède, de l'eau minérale sous conditionnement sécurisé est mise à la disposition du sportif par l'organisateur de l'activité sportive ou par le sportif lui-même, le cas échéant, lorsque le contrôle a lieu hors compétition, à son lieu de résidence habituel.

§ 3. Si le sportif fournit un volume d'urine insuffisant, la procédure de prélèvement partiel d'échantillon est appliquée, dans l'ordre qui suit :

1° le sportif choisit un kit de prélèvement parmi un lot de kits scellés, il l'ouvre et vérifie que les flacons A et B qui s'y trouvent sont vides et propres;

2° le sportif verse, dans le flacon A, l'urine contenue dans le récipient collecteur, sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur et, le cas échéant, en présence d'un chaperon, pour autant que ce dernier soit du même sexe que lui;

3° le sportif choisit un kit de procédure de prélèvement partiel parmi un lot de kits scellés, il l'ouvre et referme le flacon A à l'aide du bouchon se trouvant dans le kit de procédure de prélèvement partiel choisi;

4° le sportif vérifie qu'il n'y a pas de fuite;

5° le sportif replace le flacon A dans le kit d'analyse choisi puis il referme celui-ci et dépose ce kit ainsi fermé dans le sac de procédure de prélèvement partiel prévu à cet effet;

6° le sportif détache la bande de protection autocollante du sachet et scelle ce dernier;

7° le médecin contrôleur vérifie que le numéro de code inscrit sur la bande de protection détachable et celui figurant sur le sachet est identique;

8° le médecin contrôleur reporte le même numéro de code, tel que visé au 7°, ainsi que le volume d'échantillon insuffisant sur le FCD;

9° le médecin contrôleur conserve le conteneur de prélèvement partiel jusqu'à ce que le sportif puisse fournir un autre échantillon;

10° quand le sportif est en mesure de fournir un autre échantillon, la procédure de prélèvement décrite au § 1^{er}, est répétée jusqu'à l'obtention d'un volume d'urine suffisant, en mélangeant l'échantillon initial aux échantillons additionnels ;

11° dès que le médecin contrôleur estime que les exigences du volume d'urine convenant pour l'analyse sont satisfaites, sous le contrôle de ce dernier, le sportif vérifie que le conteneur est intact et que le numéro de code reporté sur le FCD est identique à celui inscrit sur sa bande de protection détachable et sur le sachet;

12° le sportif ouvre le sachet scellé ainsi que le flacon A, muni de son bouchon provisoire;

13° le sportif verse, sous la surveillance du médecin contrôleur, dans un pot collecteur, l'urine contenue dans le flacon A et celle contenue dans le second échantillon, pour assurer le mélange des deux échantillons collectés;

14° si la quantité d'urine mélangée ainsi obtenue est encore inférieure à 90 ml, la procédure décrite de 1° à 13° est répétée jusqu'à obtention des 90 ml d'urine requis;

15° lorsque le volume de 90 ml d'urine requis est obtenu, la procédure visée au § 1^{er}, 2° à 14°, est d'application.

Art. 34. La procédure de contrôle par prélèvement d'échantillons sanguins s'opère de la manière et dans l'ordre qui suivent :

1° le sportif choisit, parmi un lot, une trousse de prélèvement, vérifie le scellé de l'équipement, l'ouvre et vérifie qu'elle est vide et propre;

2° le médecin contrôleur et le sportif vérifient que le numéro de code inscrit sur les flacons et sur les étiquettes est identique et le médecin contrôleur consigne avec exactitude ce numéro sur le FCD;

3° le médecin contrôleur veille à ce que le sportif soit placé dans des conditions confortables et lui demande de rester en position assise normale, avec les pieds par terre, pendant au moins 10 minutes avant le prélèvement;

4° le médecin contrôleur évalue l'endroit convenant le mieux pour la ponction veineuse de manière à ne pas porter préjudice au sportif, ni à ses performances. Il doit s'agir du bras non dominant, sauf si le médecin contrôleur estime que l'autre bras convient mieux ;

5° le médecin contrôleur nettoie la peau du sportif avec un coton ou un tampon désinfectant stérile et pose un garrot, si nécessaire;

6° le médecin contrôleur recueille l'échantillon de sang, dans le tube de prélèvement, à partir d'une veine superficielle. Le cas échéant, le garrot est immédiatement retiré après la ponction veineuse ;

7° la quantité de sang prélevée doit être suffisante pour répondre aux exigences d'analyse du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ;

8° si la quantité de sang recueillie à la première tentative est insuffisante, comme prévu au 7°, le médecin contrôleur répète la procédure, sans pouvoir faire plus de trois tentatives;

9° si le médecin contrôleur ne parvient pas à obtenir la quantité de sang suffisante, comme prévu au 7° après les trois tentatives maximales, comme prévu au 8°, il suspend le prélèvement des échantillons de sang et le justifie dans le FCD;

10° à la suite des étapes prévues de 1° à 7° ou, le cas échéant de 1° à 8° ou à 9°, le médecin contrôleur applique un pansement à l'endroit ou aux endroits de ponction;

11° le médecin contrôleur se débarrasse de manière appropriée de l'équipement de prélèvement d'échantillons sanguins qui n'est pas nécessaire pour achever la procédure de prélèvement des échantillons;

12° le sportif scelle ses échantillons dans la trousse de prélèvement, selon les directives du médecin contrôleur, qui vérifie, à la vue du sportif, que les échantillons sont correctement scellés;

13° les échantillons, avant leur transfert vers le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA et, notamment, pour le transport, sont placés dans un système qui maintient constamment l'intégrité des échantillons, dans un environnement frais et constant, mesuré par un enregistreur de température quels que soient les changements de température extérieurs;

14° le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, son représentant légal ou une autre personne juridiquement capable dûment habilitée par celui-ci, certifiée, en signant le FCD, que la procédure s'est déroulée conformément au présent article, sous réserve, le cas échéant, de toute irrégularité ou remarque que le sportif ou l'autre personne ayant éventuellement assisté au contrôle, dans le respect de l'article 31, § 6, souhaiterait formuler et qui sera, dans ce cas, consignée dans le FCD et/ou dans un formulaire de rapport supplémentaire.

Art. 35. § 1^{er}. La procédure de contrôle effectuée dans le cadre du passeport biologique du sportif, conformément aux articles 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 16, du décret, est réalisée à partir d'échantillons sanguins, prélevés selon la procédure visée à l'article 34.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, avant le prélèvement, le médecin contrôleur signale au sportif que ses échantillons sanguins seront analysés et contrôlés dans le cadre du passeport biologique du sportif.

Sans préjudice du respect de l'alinéa 1^{er}, le médecin contrôleur veille, en outre, à ce que l'échantillon de sang ne soit pas prélevé moins de deux heures après la fin de l'activité sportive, le cas échéant.

En cas d'application du présent article, le médecin contrôleur mentionne :

1° dans le FCD, que les échantillons sanguins ont été prélevés à des fins d'analyse et de contrôle, dans le cadre du passeport biologique du sportif ;

2° dans un formulaire de rapport supplémentaire :

a) si le sportif est bien resté assis pendant au moins 10 minutes, les pieds par terre, avant le prélèvement de sang ;

b) si l'échantillon a bien été prélevé immédiatement après au moins 3 jours consécutifs de compétition d'endurance intense ;

c) si le sportif a eu une session d'entraînement ou de compétition dans les 2 heures précédant le prélèvement de sang ;

d) si le sportif s'est entraîné, a concouru ou a séjourné dans un lieu se trouvant à une altitude supérieure à 1500 mètres au cours des 2 semaines précédentes et si oui, ou en cas de doute, le nom de ce lieu et la durée du séjour. L'altitude estimée doit être indiquée si cette information est connue ;

e) si le sportif a eu recours à un dispositif de simulation d'altitude, notamment un tente ou un masque hypoxique au cours des 2 dernières semaines et si oui, la précision du type de dispositif utilisé et le contexte d'utilisation, notamment sa fréquence, sa durée et son intensité ;

f) si le sportif a reçu du sang ou a subi des pertes de sang au cours des 3 derniers mois et si oui, la précision du volume estimé ;

g) si le sportif a été exposé à des conditions environnementales extrêmes au cours des 2 heures précédant la prise de sang, y compris des séances dans une chaleur artificielle telle un sauna et si oui, la précision de ces conditions, notamment sa description et sa durée.

§ 2. Les règles de procédure, visées à l'article 16, alinéa 3, du décret, pour l'établissement, la gestion et le suivi du passeport biologique, sont les suivantes :

1° le passeport biologique ne peut être établi et/ou géré et/ou utilisé, par l'ONAD Communauté française que dans le respect des conditions prévues à l'article 16, du décret;

2° le passeport biologique ne peut être établi et/ou géré et/ou utilisé, par l'ONAD Communauté française que pour l'une au moins des finalités visées à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou 16, alinéa 2, du décret;

3° en cas d'établissement d'un passeport biologique, par l'ONAD Communauté française, celle-ci notifie, au sportif d'élite de niveau national concerné, au moins les éléments suivants :

a) l'établissement d'un passeport biologique applicable à ce sportif d'élite;

b) les finalités possibles de l'utilisation des données liées au passeport biologique, ainsi que la durée maximale de conservation de ces données, conformément à l'annexe 2, du décret ;

c) l'organisation antidopage responsable de la gestion et du suivi du passeport biologique;

d) la possibilité, pour le sportif d'élite de niveau national concerné, de contester, dans les 15 jours suivant la notification, l'établissement d'un passeport biologique, lui applicable et demander, le cas échéant, à être entendu par l'ONAD Communauté française, en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin de son choix;

4° en cas d'application du 3°, d), l'ONAD Communauté française notifie sa décision, au sportif d'élite de niveau national concerné :

a) après réception de sa contestation et de son éventuelle audition;

b) le cas échéant, après concertation avec l'AMA.

Art. 36. La procédure de contrôle par prélèvement d'échantillons d'autres fluides corporels ou de ravitaillement du sportif s'opère, mutatis mutandis, selon les mêmes étapes que celles prévues dans la procédure de contrôle par prélèvement d'échantillons d'urines, telle que visée à l'article 33, sans préjudice du respect des règles suivantes :

1° les échantillons sont placés dans des conditionnements adéquats et scellés;

2° des prélèvements destinés à d'éventuelles analyses additionnelles et futures peuvent être effectués, conformément aux articles 6.2, 6.5 et 6.6 du Code;

3° le conditionnement est scellé en présence du sportif concerné;

4° un numéro de code, dont le sportif est informé, est apposé sur chaque conditionnement et est reporté dans le FCD.

Art. 37. Si, lors du contrôle, des doutes apparaissent quant à l'origine, l'authenticité ou l'intégrité d'un échantillon, un nouvel échantillon est prélevé.

Tout refus du sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, de son représentant légal ou de la personne dûment habilitée par celui-ci, de se soumettre au nouveau prélèvement est considéré comme un refus du prélèvement d'échantillon, entraînant l'entame d'un éventuel constat de violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 3°, du décret.

Art. 38. Dans le respect et dans le cadre de l'application du pouvoir d'enquête de l'ONAD Communauté française, tel que visé à l'article 8, du décret, les modalités additionnelles suivantes sont applicables :

1° l'entame de toute procédure d'enquête a pour objectifs potentiels soit d'exclure une violation potentielle des règles antidopage ou une implication potentielle dans une violation des règles antidopage, soit de réunir des preuves en vue de l'ouverture d'une procédure en violation des règles antidopage, conformément à l'article 59;

2° l'entame de la procédure d'enquête visée à l'article 8, alinéa 2, a), du décret, portant sur une ou plusieurs violation(s) éventuelle(s) des règles antidopage, telles que visées à l'article 6, du décret, repose sur des informations et/ou renseignements fiables, croisés et vérifiés par l'ONAD Communauté française;

3° les sources disponibles visées à l'article 8, alinéa 2, a), du décret, sont notamment, les sportifs, les membres du personnel d'encadrement des sportifs, les médecins contrôleurs, les chaperons, les laboratoires accrédités ou autrement approuvés par l'AMA, les organisations sportives, d'autres organisations antidopage, les organisateurs, les responsables ou gérants de salles de fitness, les médias, d'autres organismes publics, l'AMA;

4° conformément à l'article 12.2.2 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, toute enquête est menée équitablement, impartialement, à charge et à décharge;

5° conformément aux articles 11.2.1 et 11.4.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et sans préjudice des 1° à 4°, l'ONAD Communauté française utilise, pour mener ses enquêtes, toute information utile disponible, notamment celles émanant d'ADAMS et celles émanant d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 39;

6° l'évaluation des informations et des preuves identifiées au cours des enquêtes, les conclusions, les liens et les résultats des enquêtes doivent être consignés par écrit, par l'ONAD Communauté française;

7° en ce compris les informations et les renseignements qui seraient obtenus au moyen d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 39, toutes les informations et les renseignements sont obtenus et traités de manière confidentielle, par les membres du personnel de l'ONAD Communauté française qui exercent le pouvoir d'enquête;

8° dans le respect des 1° à 7°, l'ONAD Communauté française collabore, de manière privilégiée, avec l'AMA et les autres organisations antidopage;

9° pour l'application de l'article 8, alinéa 2, c), du décret et conformément à l'article 12.1, b), du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, l'ONAD ouvre une enquête et examine confidentiellement toute information analytique ou non analytique lorsqu'il existe des raisons légitimes de soupçonner une violation des règles antidopage;

10° pour l'application du 9° et sans préjudice du 2°, l'obtention, par l'ONAD Communauté française, d'informations et/ou de renseignements au moyen d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 39, peut constituer une raison légitime de soupçonner une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage ;

11° pour l'application de l'article 8, alinéa 2, c), du décret, l'ONAD Communauté française ouvre automatiquement une enquête lorsque le FCD ou le formulaire de rapport supplémentaire, visés à l'article 32, § 2, mentionne qu'un sportif s'est soustrait à un prélèvement d'échantillon, a refusé ou a manqué de se soumettre à un prélèvement d'échantillon, a refusé de signer le FCD ou qu'il a entravé, d'une quelconque manière, le bon déroulement de la procédure individuelle de contrôle;

12° en cas d'application du 9°, du 11°, de l'article 8, alinéa 2, d), du décret, ou de l'ouverture d'une enquête effectuée suite et en application de l'article 8, alinéa 2, b), du décret, l'ONAD Communauté française notifie, au sportif concerné ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, à son représentant légal ou encore, le cas échéant, à une personne, au sens de l'article 1^{er}, 65^b, du décret, l'ouverture d'une enquête antidopage le concernant;

13° la notification visée au 12° mentionne :

a) une description succincte des faits ayant été pris en compte pour l'ouverture d'une enquête;

b) la mention des preuves ou des éléments de preuve étayant les faits visés au a), qui permettent de considérer que le sportif ou l'autre personne a pu avoir commis une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage ;

c) la mention de la violation de la règle antidopage alléguée et les conséquences applicables si la violation devait être avérée;

d) la mention de la base décrétable et de la procédure applicable pour l'ouverture de l'enquête;

e) le droit du sportif ou de l'autre personne, dans un délai de 20 jours à dater de la notification visée au 12°, de fournir une explication écrite et/ou de demander à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

f) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif ou l'autre personne de fournir une aide substantielle, au sens de l'article 1^{er}, 7°, du décret ;

g) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif ou l'autre personne, s'il s'agit d'une allégation de violation des règles antidopage passible d'une période de suspension de quatre ans ou plus, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification visée au 12°, en vue de prétendre, le cas échéant, à la réduction de la période de suspension d'un an, visée à l'article 10.8.1 du Code ;

h) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif ou l'autre personne, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification visée au 12°, en vue de prétendre, le cas échéant, à une réduction de la période de suspension en principe applicable et éventuellement à l'avancement du début de la période de suspension à compter de la date de prélèvement de l'échantillon ou à la date de la violation des règles antidopage concernée, comme le prévoient l'article 10.8.2 du Code ;

i) l'obligation de se tenir à la disposition de l'ONAD Communauté française, en vue d'une éventuelle convocation pour une audition avec la possibilité de se faire assister ou représenter par un conseil et/ou un médecin lors d'une telle audition;

j) conformément à l'article 12.2.4 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, la mention selon laquelle le défaut de collaboration au bon déroulement de l'enquête peut conduire l'ONAD Communauté française à entamer une procédure en violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret;

14° conformément à l'article 5.3.2.3 du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée au 13° est transmise, le même jour, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif ou l'autre personne, ainsi qu'à la fédération internationale concernée ; elle est également rapportée dans ADAMS dans un délai raisonnable ;

15° endéans un délai de principe de 4 mois à dater de la notification visée au 13°, l'ONAD Communauté française notifie, au sportif concerné ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, à son représentant légal ou encore, le cas échéant, à l'autre personne à l'encontre de laquelle l'enquête a été ouverte, les conclusions de son enquête et sa décision de clôturer le dossier ou de le transmettre à la CIDD et/ou au parquet, aux fins d'application, respectivement de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, et/ou de l'article 27 du décret;

16° conformément à l'article 12.3.3.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et à l'article 5.4 du Standard international pour la gestion des résultats, l'ONAD Communauté française notifie, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif ou l'autre personne, à la fédération internationale concernée, ainsi qu'aux autres parties visées à l'article 13.2.3 du Code et à l'article 23, § 5, du décret, toute décision de clôturer le dossier, prise en application du 15°; cette décision est notifiée le même jour que la notification faite au sportif ou à l'autre personne ;

17° si l'ONAD Communauté française n'a pas notifié sa décision dans le délai visé au 15°, le dossier est réputé comme clôturé par une décision d'absence de constat de violation des règles antidopage;

18° en cas d'application du 17°, conformément à l'article 13.3 du Code et à l'article 12.3.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, l'AMA peut faire appel, auprès du TAS, de la décision réputée d'absence de constat de violation des règles antidopage;

19° lorsqu'en application du 15°, l'ONAD Communauté française décide de transmettre le dossier à la CIDD, aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, la notification visée au 15° correspond à celle prévue à l'article 23, § 3, alinéa 5, du décret ;

20° en cas d'application et sans préjudice du 19°, la notification visée au 15°, précise en outre :

a) que si la CIDD constate une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage et prononce une ou plusieurs sanction(s) prévue(s) en vertu de l'article 10 du Code, cette/ces sanction(s) aura ou auront un effet contraignant pour tous les signataires, dans tous les sports et pays, conformément à l'article 15 du Code ;

b) si le sportif a contesté ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée au 13°, en fournissant une explication écrite et/ou en demandant à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

c) si le sportif a avoué ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée au 13° ;

d) si le sportif a ou non fourni une aide substantielle à la suite de la notification visée au 13° ;

e) que conformément à l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret c'est la CIDD qui décidera, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononcera la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret ;

f) que le sportif peut encore, le cas échéant, lors de la première audience devant la CIDD, fournir une aide substantielle et/ou éventuellement avouer la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s), et qu'il peut, dans un ou plusieurs de ces cas, demander à la CIDD de pouvoir bénéficier des règles prévues respectivement, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, pour autant que les conditions matérielles, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, soient réunies et puissent être constatées par la CIDD ;

21° conformément à l'article 12.3.2 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et à l'article 7.2 du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée au 19°, est transmise, le même jour, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif ou l'autre personne, ainsi qu'à la fédération internationale concernée ; elle est également rapportée dans ADAMS dans un délai raisonnable ;

22° sans préjudice et aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret, la transmission d'un dossier d'enquête, par l'ONAD Communauté française, à la CIDD :

a) est précédée d'une convocation du sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, de celle d'au moins un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, de toute autre personne à l'encontre de laquelle une enquête a été ouverte, en vue d'être auditionné(e), en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin de son choix ;

b) repose sur un écrit, étayé par des éléments de preuve admis par le décret, le Code et généralement admis en droit belge ;

c) est motivée en faits et en droit;

d) est effectuée conformément à l'article 23, § 3, alinéas 1^{er} et 2, du décret et à l'article 59 ;

23° la saisine de la police, par l'ONAD Communauté française, en vue de poser des actes policiers, repose sur des informations et/ou renseignements fiables, croisés et vérifiés par l'ONAD Communauté française;

24° les informations et/ou renseignements visés au 23°, peuvent, pour son application, provenir d'un système de signalement sécurisé, tel que visé à l'article 39 ;

25° aux fins d'application de l'article 27, du décret, la transmission d'un dossier d'enquête, par l'ONAD Communauté française, au parquet, en vue de l'ouverture éventuelle d'un dossier répressif, à l'encontre d'un sportif ou d'une autre personne au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret :

a) est précédée d'une convocation du sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, de celle d'au moins un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, d'une autre personne au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret, en vue d'être auditionné(e), en présence éventuelle d'un conseil et/ou d'un médecin de son choix ;

b) repose sur un écrit, étayé par des éléments de preuve admis par le décret, le Code et généralement admis en droit belge ;

c) est motivée en faits et en droit;

26° sans préjudice du 23° et du 25°, les rapports entre, d'une part, l'ONAD Communauté française et, d'autre part, la police et/ou la justice, peuvent être modalisés dans un protocole de coopération;

27° les convocations visées au 22°, *a)*, et 25°, *a)*, sont envoyées, par l'ONAD Communauté française, au moins quinze jours avant l'audition prévue, avec la mention :

a) de son objet et de l'ouverture d'une enquête à l'encontre du sportif ou d'une autre personne au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret ;

b) d'un résumé des éléments de faits pris en compte pour l'ouverture de l'enquête et qui sont reprochés au sportif ou à une autre personne au sens de l'article 1^{er}, 65°, du décret ;

c) de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 6 du décret ;

d) le cas échéant, de la ou des violation(s) alléguée(s) de la ou des règle(s) antidopage concernée(s), telle(s) que visée(s) à l'article 27, du décret ;

e) de la date et de l'heure prévues pour l'audition, ainsi que du lieu où elle se tiendra ou, le cas échéant, que celle-ci se tiendra à distance ;

f) du droit d'y être assisté ou représenté par un conseil et/ou un médecin choisi par le sportif ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, par l'un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, par le membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif ;

g) que le défaut, lors de l'audition, entraîne la transmission automatique du dossier d'enquête, selon le cas, à la CIDD et/ou au parquet;

28° dans le cas où l'ONAD Communauté française décide, en application du 15°, de transmettre le dossier à la CIDD et/ou au parquet, la notification visée au 15°, est transmise au sportif et, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, à l'un de ses représentants légaux, ou, le cas échéant, au membre concerné du personnel d'encadrement d'un sportif, après l'audition visée au 22°, *a)*, ou 25°, *a)*, ou, en cas de défaut, après la date à laquelle était prévue cette audition.

Conformément à l'article 23, § 1^{er}, du décret, la CIDD est exclusivement compétente, sur le plan disciplinaire et, par conséquent, c'est elle qui décide, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage alléguée(s) a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononce la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret.

Compte tenu de l'alinéa 2, si un sportif ou une autre personne fait usage de l'un ou plusieurs des droits visés à l'alinéa 1^{er}, 13°, *f)* à *h)* :

a) l'ONAD Communauté française en fait mention, le cas échéant, dans sa notification visée à l'alinéa 1^{er}, 15°, ainsi que lors de la transmission du dossier d'enquête à la CIDD, visée à l'alinéa 1^{er}, 22° ;

b) la CIDD vérifie et décide si les conditions matérielles prévues respectivement et, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, sont réunies et, si tel est le cas, elle applique les règles qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, prévues par ces dispositions.

Art. 39. Dans le respect et dans le cadre de l'application de l'article 8, alinéas 1^{er} et 2, *a)*, du décret et sans préjudice de l'article 38, alinéa 1^{er}, 5°, 7°, 10° et 24°, l'ONAD Communauté française peut, conformément et en application de l'article 8, alinéa 3, du décret, mettre en place et utiliser un système de signalement sécurisé.

Le système de signalement sécurisé visé à l'alinéa 1^{er} :

a) constitue un moyen direct permettant à l'ONAD d'obtenir, de traiter et ensuite d'évaluer, de manière confidentielle, le cas échéant avant l'ouverture formelle d'une enquête au sens de l'article 38, alinéa 1^{er}, 12° et 13°, toute information ou renseignement antidopage potentiellement utile ;

b) garantit l'anonymat à toute personne qui en fait la demande, sauf les cas imposés par la loi ou lorsque la personne a elle-même consenti, par écrit, à lever son anonymat, pour les besoins de l'enquête ;

c) vise à préserver et à protéger les droits des sportifs qui ne se dopent pas et donc, au final, à contribuer à l'égalité des chances entre les sportifs et, plus généralement, à l'équité sportive ;

d) se concrétise par un lien électronique accessible sur le site internet de l'ONAD Communauté française, lequel permet, ensuite, de remplir en ligne un formulaire standard de renseignements ;

e) fait l'objet d'un traitement et d'un suivi, uniquement par les membres de l'ONAD Communauté française qui exercent le pouvoir d'enquête et qui sont, à ce titre, strictement tenus de respecter la confidentialité des données reçues et de ne traiter celles-ci qu'à des fins exclusives de lutte contre le dopage.

Sans préjudice de l'alinéa 2, *c)*, le système de signalement sécurisé visé à l'alinéa 1^{er}, a aussi pour but, de manière générale, à tendre à améliorer l'efficacité de la lutte antidopage.

Aussi, en cohérence avec l'alinéa 3 et sans préjudice des recours et sanctions prévus par le RGPD, toute personne soumise au décret et au présent arrêté, qui communique volontairement des informations erronées ou qui utilise, à d'autres fins que celles visées par le présent article, le système sécurisé visé à l'alinéa 1^{er}, s'expose, le cas échéant, à l'entame d'une enquête le concernant.

L'enquête, visée à l'alinéa 4, peut, dans le respect et conformément à l'article 38, mener à la transmission du dossier, par l'ONAD Communauté française, à la CIDD, aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret, sur la base et en raison d'une allégation de violation de la règle antidopage visée à l'article 6, 5°, du décret.

Sauf application éventuelle des alinéas 4 et 5, toute donnée à caractère personnel, communiquée via le système sécurisé visé à l'alinéa 1^{er}, mais sans rapport avec les finalités du présent article, est supprimée, par l'ONAD Communauté française, le plus rapidement possible.

Section 3. - De l'analyse des échantillons

Art. 40. § 1^{er}. Une fois la procédure de contrôle effectuée, selon le cas, conformément à l'article 33, 34, 35 ou 36, le médecin contrôleur conserve les échantillons scellés jusqu'à leur transmission à un membre du personnel de l'ONAD Communauté française, chargé du transport.

Avant la transmission des échantillons, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, le médecin contrôleur s'assure du bon état de leur conditionnement, notamment pour leur transport et de leur entreposage et ce, afin d'éviter leur dégradation potentielle.

A partir de la réception des échantillons telle que visée à l'alinéa 1^{er} et jusqu'à leur transmission à des fins d'analyse, au laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, l'ONAD Communauté française prend les mesures de conservation nécessaires.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède, à partir de la réception des échantillons telle que visée à l'alinéa 1^{er} et jusqu'à leur transmission à des fins d'analyse au laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, en cas de doute sur l'intégrité, l'identification ou l'authenticité d'un ou de plusieurs échantillon(s), l'ONAD Communauté française peut décider d'invalider le ou les échantillon(s) concerné(s).

Dans le cas visé à l'alinéa qui précède, pour autant que le ou les échantillon(s) invalidé(s) concerné(s) permet(tent) d'identifier, sans aucun doute, le sportif duquel il(s) a ou ont été prélevé(s), celui-ci est averti de cette invalidation, par notification, par courriel ou, à défaut, par courrier, de l'ONAD Communauté française.

§ 2. L'ONAD Communauté française remet les échantillons urinaires scellés ou, le cas échéant, les échantillons scellés d'autres fluides corporels ou de ravitaillement du sportif, à un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang.

L'ONAD Communauté française remet les échantillons sanguins scellés, à un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang.

L'ONAD Communauté française remet les échantillons scellés prélevés dans le cadre de la procédure de contrôle effectuée dans le cadre du passeport biologique du sportif, à un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA dans les délais prescrits dans les lignes directrices, en vigueur, de l'AMA, relatives aux prélèvements d'échantillon d'urine et de sang.

L'ensemble des échantillons visés aux alinéas 1 à 3, qui sont remis au laboratoire, sont repris sur un document portant la dénomination « chaîne de sécurité », dont le modèle est défini par l'ONAD Communauté française, contre signature du directeur du laboratoire ou une autre personne dûment autorisée à cette fin.

S'agissant des échantillons urinaires, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA procède sans délai à l'analyse de l'échantillon A et prend immédiatement toute mesure nécessaire à la conservation, propre à une analyse ultérieure éventuelle, de l'échantillon B, ainsi qu'à l'application éventuelle de l'article 28, § 3.

S'agissant des autres échantillons, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA procède sans délai à leur analyse et prend immédiatement toute mesure nécessaire à la conservation de ceux-ci, aux fins de l'application éventuelle de l'article 28, § 3.

§ 3. En cas de force majeure ou si les délais de transport des échantillons risquent manifestement d'être mis en péril par l'application du § 1^{er}, il peut, à titre exceptionnel, être dérogé à celui-ci.

L'accord, par courriel, de l'ONAD Communauté française, au médecin contrôleur concerné, est nécessaire à l'application éventuelle de l'alinéa 1^{er}.

Lorsque le médecin contrôleur a reçu l'accord écrit de l'ONAD Communauté française visé à l'alinéa 2, c'est lui qui se charge du transport des échantillons vers le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

Dans le cas visé à l'alinéa 3, le médecin contrôleur :

a) s'assure, comme à l'habitude, du bon état du conditionnement des échantillons, notamment pour leur transport et leur entreposage et ce, afin d'éviter toute dégradation potentielle ;

b) prend toutes les mesures de conservation nécessaires des échantillons, et ce, jusqu'à leur transmission, à des fins d'analyse, au laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ;

c) signale immédiatement, à l'ONAD Communauté française, le moindre doute sur l'intégrité, l'identification ou l'authenticité :

i) d'un ou de plusieurs échantillons à transporter ;

ii) de la documentation écrite se rapportant aux échantillons à transporter.

Lorsque l'ONAD Communauté française est avertie par le médecin contrôleur, dans le cas visé à l'alinéa 4, c), elle peut décider d'invalider le ou les échantillon(s) concerné(s).

En cohérence avec les alinéas 4 et 5, le médecin contrôleur ne peut jamais, seul, décider d'invalider un ou plusieurs échantillons dont il a la charge du transport vers le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

Dans le cas visé à l'alinéa 5, si l'ONAD Communauté française décide finalement d'invalider un ou plusieurs échantillons mais que celui-ci ou ceux-ci a/ont néanmoins permis d'identifier, sans le moindre doute, le sportif au(x)quel(s) il(s) se rapporte(nt), celui-ci est en averti, par courriel ou, à défaut, par courrier, par l'ONAD Communauté française.

En cas d'application du présent paragraphe :

a) les alinéas 1^{er} à 3 du § 2, s'appliquent mutatis mutandis au médecin contrôleur ;

b) les alinéas 4 et 5 du § 2 sont également applicables.

Art. 41. § 1^{er}. Le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA transmet le rapport d'analyse, tel que visé à l'article 18, alinéa 1^{er}, du décret, à l'ONAD Communauté française, par courriel, dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception de l'échantillon.

Au sein de l'ONAD Communauté française, seul(s) l'/les agent(s) qui est/est professionnel(s) de la santé peu(ven)t assurer le traitement du rapport visé à l'alinéa 1^{er}.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est suspendu durant les périodes de fermeture du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA.

Lorsque la procédure de contrôle a eu lieu durant une compétition ou manifestation internationale organisée par une organisation sportive internationale, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA communique également, via ADAMS, tout résultat d'analyse anormal, à l'organisation sportive internationale concernée.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne :

- 1° la date et l'heure de la réception des échantillons;
- 2° le numéro de code des échantillons;
- 3° une description succincte de l'aspect extérieur des flacons et de l'aspect et de l'état des scellés;
- 4° les constatations relatives au volume, au pH et à la densité de l'échantillon A;
- 5° les résultats de l'analyse et les conclusions;
- 6° l'endroit et les conditions de conservation de l'échantillon B.

§ 2. Les copies des rapports et dossiers de documentation relatifs à chaque analyse sont conservés par le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA pendant une période de 10 ans, à dater de leur rédaction.

§ 3. Conformément et aux fins d'application éventuelle de l'article 28, § 3, les échantillons sont conservés, par le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, pour une période de 10 ans, à dater de leur réception, conformément à l'annexe 2, du décret.

Section 4. - Des suites de l'analyse et des notifications des résultats

Art. 42. § 1^{er}. Si le résultat de l'analyse est négatif, le sportif contrôlé en est informé, par courriel ou, à défaut, par courrier, par l'ONAD Communauté française, dans les sept jours ouvrables qui suivent la réception, par celle-ci, du rapport d'analyse du laboratoire, tel que visé à l'article 41, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La notification, visée à l'alinéa qui précède, mentionne également l'application éventuelle et future de l'article 28, § 3.

§ 2. Si le résultat de l'analyse est anormal, conformément à l'article 5.1.1 du Standard international pour la gestion des résultats, l'ONAD Communauté française procède sans délai à un examen initial, pour vérifier :

- a) si une AUT a été accordée ou sera accordée conformément au Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ;
- b) s'il existe un écart apparent au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal ; et/ou
- c) s'il est manifeste que le résultat d'analyse anormal a été causé par la prise de la substance interdite concernée par une voie d'administration autorisée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, a), l'ONAD Communauté française consulte le dossier du sportif dans ADAMS, ainsi que toute organisation antidopage susceptible d'avoir accordé une AUT au sportif.

Si, au terme de la vérification, visée à l'alinéa 1^{er}, a), il s'avère que le sportif dispose d'une AUT, l'ONAD Communauté française procède à tout examen complémentaire pour déterminer si les exigences spécifiques de l'AUT ont été satisfaites.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, b), l'ONAD Communauté française se réfère, le cas échéant, à la documentation produite par le laboratoire pour étayer le résultat d'analyse anormal, au formulaire de contrôle du dopage concerné, ainsi qu'aux autres éventuels documents de contrôle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, c), si le résultat d'analyse anormal implique une substance interdite autorisée par une ou plusieurs voie(s) d'administration spécifique(s), conformément à la liste des interdictions, l'ONAD Communauté française consulte toute documentation disponible pertinente, telle que le formulaire de contrôle du dopage concerné, afin de déterminer si la prise de la substance interdite semble résulter d'une prise par une voie d'administration autorisée. Si tel est le cas, elle consulte un expert pour déterminer si le résultat d'analyse anormal est compatible avec la voie d'administration apparente.

§ 3. Au terme de l'examen initial prévu au § 2, lorsque l'ONAD Communauté française aboutit à une conclusion négative concernant les vérifications décrites à l'alinéa 1^{er}, a) à c), du § 2, et qu'elle en conclut donc que le résultat d'analyse est effectivement anormal, elle notifie ce résultat au sportif, le plus rapidement possible.

Conformément et sans préjudice des articles 19 et 20, § 1^{er}, du décret, la notification visée à l'alinéa 1^{er}, s'effectue conformément à l'article 5.1.2 du Standard international pour la gestion des résultats et précise, dès lors, les éléments suivants :

- a) le résultat d'analyse anormal ;
- b) le fait que le résultat d'analyse anormal peut mener à une violation des règles antidopage visée à l'article 6, 1° et/ou 2°, du décret ;
- c) les conséquences en principe applicables si la ou les violation(s) devai(en)t être avérée(s) ;
- d) la mention selon laquelle une copie du formulaire de contrôle du dopage est disponible, sur demande ;
- e) la mention selon laquelle le rapport d'analyse, visé à l'article 18, du décret, est annexé ;
- f) la mention selon laquelle si le sportif demande l'analyse de l'échantillon B, la date, l'heure et le lieu prévus pour cette analyse lui seront communiqués le plus rapidement possible après qu'il ait effectué cette demande ;
- g) la mention selon laquelle si la date visée au f) ne convient pas au sportif ni/ou à son représentant, deux dates de remplacement seront proposées et que si ces dates ne conviennent pas non plus au sportif ni à son représentant, alors l'ONAD Communauté française demandera au laboratoire de procéder à l'analyse de l'échantillon B en désignant un témoin indépendant afin de vérifier que le flacon de cet échantillon ne présente aucun signe de falsification et que les numéros d'identification correspondent à ceux de la documentation du prélèvement ;
- h) la possibilité pour le sportif, dans un délai de 20 jours à dater de la notification, de fournir une explication écrite et/ou de demander à être entendu par l'ONAD Communauté française ;
- i) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 4 et 5, la possibilité pour le sportif de fournir une aide substantielle, au sens de l'article 1^{er}, 7°, du décret ;

j) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 4 et 5, la possibilité pour le sportif, s'il s'agit d'une allégation de violation des règles antidopage passible d'une période de suspension de quatre ans ou plus, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification, en vue de prétendre, le cas échéant, à la réduction de la période de suspension d'un an, visée à l'article 10.8.1 du Code ;

k) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 4 et 5, la possibilité pour le sportif, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification, en vue de prétendre, le cas échéant, à une réduction de la période de suspension en principe applicable et éventuellement à l'avancement du début de la période de suspension à compter de la date de prélèvement de l'échantillon ou à la date de la violation des règles antidopage concernée, comme le prévoit l'article 10.8.2 du Code ;

l) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 4 et 5, s'il s'agit d'une substance interdite non spécifiée, la précision selon laquelle l'article 7.4.1 du Code, relatif aux suspensions provisoires obligatoires, est d'application.

Outre les éléments visés à l'alinéa 2, si le résultat d'analyse anormal concerne les substances interdites suivantes, l'ONAD Communauté française :

a) pour du salbutamol ou du formotérol : précise également, dans sa notification, que le sportif peut prouver, par une étude pharmacocinétique contrôlée, que le résultat d'analyse anormal était la conséquence d'une dose thérapeutique par inhalation ne dépassant pas la dose maximale indiquée pour la classe S3 de la liste des interdictions.

L'attention du sportif sera également attirée sur les principes directeurs clés pour la réalisation d'une étude pharmacocinétique contrôlée et recevra une liste de laboratoires capables d'effectuer une telle étude.

Le sportif dispose alors d'un délai de 7 jours pour indiquer s'il entend entreprendre une étude pharmacocinétique contrôlée, à défaut de quoi, l'ONAD Communauté française peut poursuivre le processus de gestion des résultats.

b) pour de la gonadotrophine chorionique humaine urinaire : suivre les procédures prévues à l'article 6 du document technique rapport et gestion des résultats de la gonadotrophine chorionique humaine (HCG) urinaire et de l'hormone lutéinisante (LH) chez les sportifs de sexe masculin ou toute version ultérieure de ce document technique ;

c) pour toute autre substance interdite soumise à des exigences spécifiques en matière de gestion des résultats dans un document technique ou tout autre document publié par l'AMA : suivre les procédures stipulées par le document technique en question ou par tout autre document publié par l'AMA.

Conformément à l'article 23, § 1^{er}, du décret, la CIDD est exclusivement compétente, sur le plan disciplinaire et, par conséquent, c'est elle qui décide, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage allégué(s) a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononce la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret.

Compte tenu de l'alinéa 4, dans la notification visée à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française :

a) reproduit l'alinéa 4 ;

b) précise, que si un sportif fait usage de l'un ou plusieurs des droits visés à l'alinéa 2, i) à k), c'est la CIDD qui vérifiera et décidera si les conditions matérielles prévues respectivement et, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, sont réunies et, si tel est le cas, c'est elle qui appliquera les règles qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, prévues par ces dispositions.

c) précise, si l'alinéa 2, l), est d'application, que c'est la CIDD qui prononcera la suspension provisoire obligatoire.

§ 4. Conformément à l'article 5.1.2.8 du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée au § 3, est transmise, le plus rapidement possible, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif, ainsi qu'à la fédération internationale concernée, le cas échéant ; elle est également rapportée rapidement dans ADAMS.

§ 5. Au terme de l'examen initial prévu au § 2, lorsque l'ONAD Communauté française décide de ne pas présenter le résultat d'analyse comme étant effectivement anormal, elle notifie cette décision le plus rapidement possible au sportif.

Conformément à l'article 5.4 du Standard international pour la gestion des résultats, en cas d'application de l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française en informe, le plus rapidement possible et de manière motivée, l'AMA, la ou les ONAD(s) dont relève le sportif et, le cas échéant, la fédération internationale concernée et les autres parties visées à l'article 13.2.3 du Code et à l'article 23, § 5, du décret.

§ 6. Si le résultat de l'analyse est atypique, conformément à l'article 5.2.1 du Standard international pour la gestion des résultats, l'ONAD Communauté française procède à un examen, pour vérifier :

a) si une AUT a été accordée ou sera accordée conformément au Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques ;

b) s'il existe un écart apparent au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires ayant causé le résultat atypique ; et/ou

c) s'il est apparent que la prise de la substance interdite s'est faite par une voie d'administration autorisée.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er} et de réponse positive suite à l'une des vérifications prévues de a) à c), du même alinéa, l'ONAD Communauté française en informe le sportif concerné, en concluant à un résultat d'analyse négatif, conformément au § 1^{er}.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er} et de réponse négative suite aux vérifications prévues de a) à c), du même alinéa, l'ONAD Communauté française procède aux mesures d'enquête requises.

Conformément à l'article 5.2.2 du Standard international pour la gestion des résultats, l'ONAD Communauté française ne notifie pas de résultat d'analyse atypique tant qu'elle n'a pas décidé de considérer le résultat comme étant un résultat d'analyse anormal, à moins que l'une des circonstances suivantes ne soit d'application :

a) si l'ONAD Communauté française décide que l'échantillon B devrait être analysé avant l'achèvement de son enquête, elle peut réaliser l'analyse de l'échantillon B après avoir notifié le sportif, cette notification devant inclure une description du résultat atypique, ainsi que les informations suivantes :

1° le droit du sportif de réclamer l'analyse de l'échantillon B ou, en l'absence d'une telle demande, le fait que l'analyse de l'échantillon B pourra être considérée comme ayant été abandonnée ;

2° la possibilité pour le sportif et/ou son représentant d'assister à l'ouverture de l'échantillon B et à son analyse, conformément au Standard international pour les laboratoires ;

3° le droit du sportif de demander la copie de la documentation du laboratoire pour l'échantillon A, incluant les informations requises par le Standard international pour les laboratoires ;

4° la mention selon laquelle la date, l'heure et le lieu de l'analyse de l'échantillon B seront rapidement précisés au sportif, s'il demande l'analyse de l'échantillon B ;

b) si l'ONAD Communauté française reçoit une demande émanant soit d'une organisation responsable de grandes manifestations peu avant l'une de ses manifestations internationales, soit d'une organisation sportive responsable du respect d'un délai imminent pour sélectionner des membres d'une équipe pour une manifestation internationale, en vue de divulguer si un sportif, identifié sur une liste fournie par l'organisation responsable de grandes manifestations ou par l'organisation sportive, a un résultat atypique en instance, l'ONAD Communauté française identifiera tout sportif après avoir préalablement notifié au sportif le résultat atypique ; ou

c) si, de l'avis du personnel médical ou expert qualifié, le résultat atypique est susceptible d'être lié à une pathologie grave nécessitant une attention médicale urgente.

Si, au terme des analyses complémentaires visées à l'alinéa 3, l'ONAD Communauté française décide de considérer le résultat atypique comme un résultat d'analyse négatif, le paragraphe 1^{er} est d'application.

Si, au terme des analyses complémentaires visées à l'alinéa 3, l'ONAD Communauté française décide de considérer le résultat atypique comme un résultat anormal, les paragraphes 3 et 4 sont d'application.

Art. 43. § 1^{er}. En cas de notification d'un résultat d'analyse anormal, conformément à l'article 42, § 3, le sportif contrôlé peut solliciter, dans les cinq jours ouvrables suivant cette notification, par courrier recommandé ou par courrier électronique, auprès de l'ONAD Communauté française, qu'il soit procédé à l'analyse de l'échantillon B, par le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ayant déjà effectué le premier rapport d'analyse.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le sportif contrôlé peut aussi demander à être présent ou représenté lors de l'ouverture de l'échantillon B.

§ 2. En cas d'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française charge, le lendemain de la réception de la demande du sportif et, au plus tard dans les 15 jours suivant la notification par le laboratoire du résultat d'analyse anormal de l'échantillon A, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA ayant procédé à la première analyse, d'effectuer l'analyse de l'échantillon B.

Suite à l'application de l'alinéa 1^{er}, le laboratoire visé au même alinéa, informe l'ONAD Communauté française de la date, du lieu et de l'heure auxquels il sera procédé à l'analyse de l'échantillon B.

Suite à l'application de l'alinéa 2, l'ONAD Communauté française informe, le plus rapidement possible, le sportif, de la date, du lieu et de l'heure auxquels il sera procédé à l'analyse de l'échantillon B.

Si la date et l'heure visées aux alinéas 2 et 3 ne conviennent pas au sportif ni/ou à son représentant, deux dates de remplacement sont proposées.

Si les dates de remplacement ne conviennent pas non plus au sportif ni à son représentant, alors l'ONAD Communauté française demande au laboratoire de procéder à l'analyse de l'échantillon B en désignant un témoin indépendant afin de vérifier que le flacon de cet échantillon ne présente aucun signe de falsification et que les numéros d'identification correspondent à ceux de la documentation du prélèvement.

§ 3. En cas d'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA effectue l'analyse de l'échantillon B aux date et heure annoncées au sportif, conformément au § 2, alinéa 3, 4 ou 5.

Après l'analyse de l'échantillon B, le laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA rédige un rapport d'analyse qui contient, mutatis mutandis, les mêmes éléments que ceux visés à l'article 41, § 1^{er}, alinéa 5.

Le rapport d'analyse visé à l'alinéa 2 est transmis à l'ONAD Communauté française, au plus tard dans les 20 jours qui suivent la réalisation de l'analyse de l'échantillon B.

§ 4. Le sportif contrôlé est informé du résultat de l'analyse de l'échantillon B rapidement après la réception du rapport d'analyse par l'ONAD Communauté française, mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, h), j) et k).

§ 5. Sans préjudice du § 4, si le résultat d'analyse de l'échantillon B est négatif, la procédure se termine et le sportif en est informé par l'ONAD Communauté française.

Conformément à l'article 5.4 du Standard international pour la gestion des résultats, en cas d'application de l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française en informe, le plus rapidement possible, l'AMA, la ou les ONAD(s) dont relève le sportif, la fédération internationale concernée et les autres parties visées à l'article 13.2.3 du Code et l'article 23, § 5, du décret.

§ 6. Sans préjudice du § 4, si le résultat d'analyse de l'échantillon B est anormal, l'ONAD Communauté française le notifie au sportif conformément à l'article 20, § 2, du décret.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, la notification prévue au même alinéa précise en outre :

a) un résumé des faits sur lesquels repose l'allégation de violation des règles antidopage, en joignant toute éventuelle preuve qui n'aurait pas déjà été produite dans la notification visée à l'article 42, § 3 ;

b) que si la CIDD constate une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage et prononce une ou plusieurs sanction(s) prévue(s) en vertu de l'article 10 du Code, cette/ces sanction(s) aura ou auront un effet contraignant pour tous les signataires, dans tous les sports et pays, conformément à l'article 15 du Code ;

c) sans préjudice du g) et du i), s'il s'agit d'une substance interdite non spécifiée, la précision selon laquelle l'article 7.4.1 du Code, relatif aux suspensions provisoires obligatoires, est d'application ;

d) si le sportif a contesté ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée à l'article 42, § 3, en fournissant une explication écrite et/ou en demandant à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

e) si le sportif a avoué ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée à l'article 42, § 3 ;

f) si le sportif a ou non fourni une aide substantielle à la suite de la notification visée à l'article 42, § 3 ;

g) que conformément à l'article 23, § 1^{er}, du décret, la CIDD est exclusivement compétente, sur le plan disciplinaire et, par conséquent, c'est elle qui décidera, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage alléguée(s) a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononcera la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret ;

h) que le sportif peut encore, le cas échéant, lors de la première audience devant la CIDD, fournir une aide substantielle et/ou éventuellement avouer la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s), et qu'il peut, dans un ou plusieurs de ces cas, demander à la CIDD de pouvoir bénéficier des règles prévues respectivement, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, pour autant que les conditions matérielles, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, soient réunies et soient constatées par la CIDD ;

i) si le *c)*, est d'application, que c'est la CIDD qui prononcera la suspension provisoire obligatoire.

§ 7. Si le sportif n'a pas demandé l'analyse de l'échantillon B, à la suite de la notification visée à l'article 42, § 3, l'ONAD Communauté française confirme le résultat d'analyse comme étant définitivement anormal et procède à la notification au sportif, conformément à l'article 20, § 2, du décret.

La notification visée à l'alinéa 1^{er} intervient après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, *h)*, *j)* et *k)*.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, la notification visée à l'alinéa 1^{er} précise également les mêmes éléments que ceux visés au § 6, alinéa 2.

§ 8. Conformément à l'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, *a)*, du décret et à l'article 7.2 du Standard international pour la gestion des résultats, les notifications visées respectivement aux §§ 6 et 7 sont transmises, le plus rapidement possible, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif, ainsi que, le cas échéant, la fédération internationale concernée ; elles sont également rapportée dans ADAMS dans un délai raisonnable.

Conformément à l'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, *b)*, du décret, et à l'article 58, § 1^{er}, les notifications visées respectivement aux §§ 6 et 7 sont transmises, le même jour, à la CIDD, aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret.

Art. 44. § 1^{er}. Une unité de gestion du passeport de l'athlète, ci-après UGPA, est chargée de la gestion des passeports biologiques de l'athlète, tels que visés à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret et établis par l'ONAD Communauté française.

L'UGPA est une unité composée d'une ou plusieurs personnes et qui est responsable de la gestion en temps opportun des passeports biologiques de l'athlète dans ADAMS au nom de l'ONAD Communauté française.

Sans préjudice de l'alinéa 2, l'UGPA est une unité du laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA, qui a obtenu l'agrément visé à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, indépendante du département du laboratoire consacré aux analyses des échantillons.

§ 2. Conformément à l'annexe C, du Standard international pour la gestion des résultats, l'approche progressive de l'examen du passeport biologique de l'athlète se déroule comme suit :

a) l'examen commence par l'application du modèle adaptatif, qui est un modèle mathématique conçu pour identifier les résultats longitudinaux inhabituels des sportifs. Ce modèle calcule la probabilité d'un profil longitudinal des valeurs de marqueurs en supposant que le sportif est dans un état physiologique normal ;

b) en cas de résultat de passeport atypique ou si l'UGPA estime qu'un examen est justifié pour d'autres raisons, un expert procède à un examen initial et rend une évaluation basée sur les informations disponibles à ce moment-là ;

c) en cas d'examen initial « dopage probable », le passeport est soumis à un examen par trois experts, y compris l'expert qui a effectué l'examen initial ;

d) en cas de consensus de « dopage probable » entre les trois experts, le processus se poursuit avec la création d'un dossier de documentation du passeport biologique de l'athlète ;

e) un résultat de passeport anormal est rapporté par l'UGPA à l'ONAD Communauté française si les experts confirment leur avis après avoir examiné toutes les informations disponibles à ce stade, y compris le dossier de documentation du passeport biologique de l'athlète ;

f) le sportif est notifié du résultat de passeport anormal et se voit offrir la possibilité de fournir des explications, conformément au § 3 ;

g) si, après examen des explications fournies par le sportif, les experts confirment leur conclusion unanime qu'il est fortement probable que le sportif ait fait usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, une violation des règles antidopage est alléguée contre le sportif par l'ONAD Communauté française, par une notification.

§ 3. Conformément à l'article C.5.2 de l'annexe C du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée au § 2, *f)*, mentionne :

a) la/les violation(s) des règles antidopage concernée(s) et les conséquences applicables ;

b) les circonstances factuelles pertinentes sur lesquelles reposent les allégations ;

c) les preuves pertinentes étayant ces faits et dont l'ONAD Communauté française considère qu'elles démontrent que le sportif a pu avoir commis une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage ;

d) le fait que le dossier de documentation du passeport biologique de l'athlète et le rapport conjoint des experts sont annexés ;

e) la possibilité pour le sportif de fournir une explication dans un délai de 20 jours à dater de la notification ;

f) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif de fournir une aide substantielle, au sens de l'article 1^{er}, 7^o, du décret ;

g) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif, s'il s'agit d'une allégation de violation des règles antidopage passible d'une période de suspension de quatre ans ou plus, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification, en vue de prétendre, le cas échéant, à la réduction de la période de suspension d'un an, visée à l'article 10.8.1 du Code ;

h) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, la possibilité pour le sportif, d'avouer la violation, au plus tard dans un délai de 20 jours à dater de la notification, en vue de prétendre, le cas échéant, à une réduction de la période de suspension en principe applicable et éventuellement à l'avancement du début de la période de suspension à compter de la date de prélèvement de l'échantillon ou à la date de la violation des règles antidopage concernée, comme le prévoient l'article 10.8.2 du Code ;

i) sans préjudice de l'article 23, § 1^{er}, du décret et des alinéas 2 et 3, s'il s'agit d'une substance interdite non spécifiée, la précision selon laquelle l'article 7.4.1 du Code, relatif aux suspensions provisoires obligatoires, est d'application.

Conformément à l'article 23, § 1^{er}, du décret, la CIDD est exclusivement compétente, sur le plan disciplinaire et, par conséquent, c'est elle qui décide, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage alléguée(s) a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononce la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret.

Compte tenu de l'alinéa 2, dans la notification visée à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française :

a) reproduit l'alinéa 2 ;

b) précise, que si un sportif fait usage de l'un ou plusieurs des droits visés à l'alinéa 1^{er}, f) à h), c'est la CIDD qui vérifiera et décidera si les conditions matérielles prévues respectivement et, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, sont réunies et, si tel est le cas, c'est elle qui appliquera les règles qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, prévues par ces dispositions ;

c) précise, si l'alinéa 1^{er}, i), est d'application, que c'est la CIDD qui prononcera la suspension provisoire obligatoire.

Conformément à l'article 5.3.2.3 du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée aux alinéas 1^{er} à 3, est transmise, le plus rapidement possible, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif, ainsi qu'à la fédération internationale concernée ; elle est également rapportée dans ADAMS dans un délai raisonnable.

§ 4. Conformément à l'article C.6 de l'annexe C du Standard international pour la gestion des résultats, dès réception des explications et informations complémentaires du sportif fournies, le cas échéant, en application du § 3, alinéa 1^{er}, e), l'UGPA les transmet au groupe d'experts, pour examen avec tous les renseignements supplémentaires que le groupe d'experts jugera nécessaire pour rendre son avis en coordination avec l'ONAD Communauté française et avec l'UGPA.

Suite à l'application de l'alinéa 1^{er}, le groupe d'experts réévalue l'affaire ou renouvelle ses allégations et parvient à l'une des conclusions suivantes :

a) avis unanime de « dopage probable » rendu par les experts sur la base des informations figurant dans le passeport et de toute explication donnée par le sportif ; ou

b) sur la base des informations disponibles, impossibilité pour les experts de parvenir à une conclusion unanime de « dopage probable ».

§ 5. Si le groupe d'experts exprime l'avis énoncé au § 4, alinéa 2, a), l'ONAD Communauté française est informée par l'UGPA et procède à la notification au sportif après l'écoulement du délai de 20 jours visé au § 3, alinéa 1^{er}, e), g) et h).

La notification visée à l'alinéa 1^{er} mentionne :

a) la/les dispositions des règles antidopage dont la violation par le sportif est/sont alléguée(s) ;

b) un résumé des faits pertinents sur lesquels repose l'allégation, en joignant toute preuve qui n'aurait pas déjà été produite dans la notification visée au § 3 ;

c) les conséquences applicables, en vertu du Code et du décret, dans le cas où la/les violation(s) des règles antidopage est/sont avérée(s) et confirmée(s) par la CIDD et la précision selon laquelle ces éventuelles conséquences auront un effet contraignant pour tous les signataires, dans tous les sports et pays, conformément à l'article 15 du Code ;

d) sans préjudice du h) et du j), s'il s'agit d'une substance interdite non spécifiée, la précision selon laquelle l'article 7.4.1 du Code, relatif aux suspensions provisoires obligatoires, est d'application ;

e) si le sportif a contesté ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée au § 3, en fournissant une explication écrite et/ou en demandant à être entendu par l'ONAD Communauté française ;

f) si le sportif a avoué ou non la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s) à la suite de la notification visée à l'article au § 3 ;

g) si le sportif a ou non fourni une aide substantielle à la suite de la notification visée au § 3 ;

h) que conformément à l'article 23, § 1^{er}, du décret, la CIDD est exclusivement compétente, sur le plan disciplinaire et, par conséquent, c'est elle qui décidera, sur base des règles du Code, du décret et du présent arrêté, si une ou plusieurs violation(s) des règles antidopage alléguée(s) a/ont été commise(s) et, si tel est le cas, qui prononcera la ou les sanction(s) applicable(s), en vertu de l'article 10 du Code et du décret ;

i) que le sportif peut encore, le cas échéant, lors de la première audience devant la CIDD, fournir une aide substantielle et/ou éventuellement avouer la ou les violation(s) des règles antidopage alléguée(s), et qu'il peut, dans un ou plusieurs de ces cas, demander à la CIDD de pouvoir bénéficier des règles prévues respectivement, selon le cas, aux articles 10.7.1, 10.8.1 et 10.8.2 du Code, qui permettent d'atténuer la période de suspension en principe applicable, pour autant que les conditions matérielles, à l'exception des conditions formelles de ces dispositions, soient réunies et soient constatées par la CIDD ;

j) si le d), est d'application, que c'est la CIDD qui prononcera la suspension provisoire obligatoire.

§ 6. Conformément à l'article 7.2 du Standard international pour la gestion des résultats, la notification visée au § 5 est transmise, le plus rapidement possible, à l'AMA, à la ou aux ONAD(s) dont relève le sportif, ainsi qu'à la fédération internationale concernée ; elle est également rapportée dans ADAMS dans un délai raisonnable.

Conformément à l'article 58, § 2, la notification visée au § 5 est transmise, le même jour, à la CIDD, aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret.

§ 7. Si le groupe d'experts exprime l'avis énoncé au § 4, alinéa 2, b), l'ONAD Communauté française le notifie au sportif et à l'AMA après l'écoulement du délai de 20 jours visé au § 3, alinéa 1^{er}, e), g) et h).

§ 8. Conformément à l'article C.7, de l'annexe C, du Standard international pour la gestion des résultats, lorsqu'un sportif a été reconnu par la CIDD, en application de l'article 23, § 1^{er}, du décret, comme ayant commis une violation des règles antidopage sur base du passeport biologique de l'athlète, le passeport du sportif est réinitialisé par l'ONAD Communauté française au début de la période de suspension concernée.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, une nouvelle identification du passeport biologique sera attribuée dans ADAMS afin de préserver l'anonymat du sportif pour les éventuels examens futurs de l'UGPA et des groupes d'experts.

Lorsqu'un sportif est reconnu par la CIDD, en application de l'article 23, § 1^{er}, du décret, comme ayant commis une violation des règles antidopage sur une autre base que le passeport biologique de l'athlète, le passeport hématologique et/ou stéroïdien restera en vigueur, sauf dans les cas où la substance interdite ou la méthode interdite a provoqué, respectivement, une altération des marqueurs hématologiques ou stéroïdiens.

Pour déterminer si les marqueurs hématologiques ou stéroïdiens ont été altérés, dans le cas visé à l'alinéa 3, l'ONAD Communauté française consulte l'UGPA, afin de déterminer si une réinitialisation du passeport est justifiée.

Si, suite à l'application des alinéas 3 et 4, les marqueurs hématologiques ou stéroïdiens ont été altérés et qu'une réinitialisation du passeport est dès lors justifiée, le passeport du sportif est réinitialisé par l'ONAD Communauté française à partir de la date du début de la période de suspension concernée.

CHAPITRE 4. - De la localisation des sportifs d'élite

Art. 45. § 1^{er}. Après consultation des organisations sportives, de l'Administration générale des sports et, le cas échéant, des cercles sportifs relevant de la Communauté française et qui évoluent dans la plus haute division ou catégorie nationale, l'ONAD Communauté française établit une liste des sportifs d'élite de niveau national, qui font partie du groupe cible de la Communauté française, conformément et par application des critères repris à l'article 1^{er}, 89° et 41°, du décret.

Les cercles sportifs relevant de la Communauté française visés à l'alinéa 1^{er}, désignent les cercles ou les clubs sportifs qui relèvent de la Communauté française, soit parce qu'ils sont affiliés à une organisation sportive relevant elle-même de la Communauté française, soit, s'ils sont affiliés à une fédération nationale, parce que leur siège est établi sur le territoire de la région de langue française.

La liste visée à l'alinéa 1^{er}, est au moins trimestriellement mise à jour, selon les mêmes modalités de consultation que celles prévues au même alinéa.

Conformément à l'article 4.8.14.2 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les organisations sportives et les cercles sportifs qui les composent sont tenus de faire tous les efforts possibles pour aider l'ONAD Communauté française :

- a) dans le cadre des consultations visées aux alinéas 1^{er} et 3;
- b) en lui signalant spontanément et sans délai, par courriel, le cas échéant après concertation avec le sportif d'élite concerné, que celui-ci répond désormais aux critères prévus à l'article 1^{er}, 89° et 41°, du décret ou au contraire qu'il n'y répond plus ;
- c) dans le recueil des informations sur la localisation des sportifs d'élite qui relèvent de leur compétence.

§ 2. Toute décision d'inclusion dans le groupe cible de la Communauté française est notifiée, par l'ONAD Communauté française, par courriel et/ou par courrier, au sportif d'élite concerné.

Sauf application du recours prévu à l'article 55, toute décision visée à l'alinéa 1^{er}, prend effet 16 jours après la notification au sportif d'élite concerné.

La notification de la décision, visée à l'alinéa 1^{er}, précise notamment :

- 1° la catégorie A, B, ou C, à laquelle le sportif d'élite appartient, conformément à l'annexe 1, du décret;
- 2° l'étendue et la description de ses obligations en matière de localisation et/ou d'AUT, conformément, respectivement, à l'article 22 et à l'article 10 du décret;
- 3° la date de commencement de ses obligations;
- 4° les deux causes de fin des obligations de localisation, à savoir la retraite sportive ou le fait, pour une autre raison, de ne plus répondre à l'un au moins des critères prévus à l'article 1^{er}, 41° ou 89°, du décret;
- 5° la procédure applicable en cas de retraite sportive, telle que prévue à l'article 47;
- 6° les conséquences potentielles, pour le sportif d'élite concerné, en cas de manquement à ses obligations en matière de localisation et/ou d'AUT ;
- 7° le fait qu'il peut également être contrôlé par d'autres organisations antidopage ayant compétence sur lui en matière de contrôles ;
- 8° le fait que le sportif d'élite concerné est tenu de se soumettre à une formation et/ou une session d'information obligatoire, comme prévu à l'article 5, § 2, alinéa 4.

§ 3. Sans préjudice de l'article 22, § 9, du décret et conformément à l'article 5.5 du Code et à l'article 4.8.12.2 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, l'ONAD Communauté française, après l'établissement de la liste visée au § 1^{er} et notification de la décision au sportif d'élite concerné, selon les modalités prévues au § 2, met, via ADAMS, sa liste de sportifs d'élite faisant partie du groupe cible de la Communauté française, à disposition de l'AMA et des autres organisations antidopage compétentes pour contrôler les sportifs concernés.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède, toute autre organisation antidopage signataire du Code peut, sur demande écrite et motivée, demander à l'ONAD Communauté française sa liste de sportifs d'élite faisant partie de son groupe cible.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, l'ONAD Communauté française motive, en fait et en droit, tout éventuel refus ou accède à la demande qui lui a été formulée.

§ 4. Toute décision d'exclusion du groupe cible de la Communauté française est notifiée, par l'ONAD Communauté française, par courriel et/ou par courrier, au sportif d'élite concerné, avec la précision, selon le cas, de l'une des causes de fin de ses obligations, telles que prévues au § 2, alinéa 3, 4°.

Toute décision visée à l'alinéa 1^{er} prend effet le jour de la notification au sportif d'élite concerné et met fin à ses obligations spécifiques en matière d'AUT telles que prévues à l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, et, s'il est de catégorie A ou B, à celles en matière de localisation telles que prévues par l'article 22, du décret et précisées par les dispositions du présent chapitre.

§ 5. Après la notification de la décision d'exclusion du groupe cible de la Communauté française, au sportif d'élite concerné, selon les modalités prévues au § 4, l'ONAD Communauté française en informe, via ADAMS, l'AMA et les autres organisations antidopage compétentes pour contrôler le sportif concerné.

§ 6. Conformément à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, du décret et sans préjudice de l'article 22, § 4, alinéa 6, du décret, les disciplines sportives correspondant aux catégories A et B sont celles reprises à l'annexe 1, du décret.

Art. 46. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 22, § 1^{er}, du décret, les sportifs d'élite de niveau national de catégorie A ou B qui font partie du groupe cible de la Communauté française publient, chaque trimestre, dans ADAMS, les données de localisation visées à l'article 22, § 2 ou § 3, du décret, selon le cas, en fonction de la catégorie A ou B à laquelle ils appartiennent.

Les données de localisation visées à l'alinéa 1^{er} sont publiées, au plus tard, 7 jours avant le début de chaque trimestre, soit, au plus tard, aux dates suivantes :

- 1° le 24 décembre;
- 2° le 25 mars;
- 3° le 24 juin;
- 4° le 24 septembre.

Sans préjudice de l'article 22, § 2 ou § 3, du décret, selon le cas, et conformément à l'article 4.8.8.2, *d*), du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les données de localisation visées aux alinéas 1^{er} et 2 portent sur les activités régulières ainsi que sur les horaires habituels de celles-ci, pour les sportifs d'élite concernés.

Conformément à l'article 4.8.8.5 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les données de localisation visées aux alinéas 1^{er} à 3 doivent être renseignées de manière exacte et avec suffisamment de détails pour permettre à l'ONAD Communauté française de localiser le sportif d'élite concerné, en vue d'un contrôle, quel que soit le jour donné durant le trimestre, aux heures et aux lieux indiqués par le sportif dans ADAMS, pour le jour en question,

Conformément à l'article 4.8.8.6 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et sans préjudice des alinéas 4 et 6, les données de localisation visées aux alinéas 1^{er} à 3 sont mises à jour, via ADAMS, le cas échéant, de manière quotidienne, par le sportif d'élite concerné ou la personne qu'il a dûment mandatée pour ce faire, en fonction des éventuels changements de son calendrier sportif ou par rapport à ses activités régulières ou aux horaires de celles-ci.

En cas d'impossibilité, pour des raisons techniques ou autres, d'effectuer les mises à jour via ADAMS, conformément à l'alinéa 5, celles-ci peuvent, le cas échéant, être effectuées par courriel adressé à l'ONAD Communauté française.

Conformément à l'article 4.8.8.3 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, la période quotidienne de 60 minutes à communiquer, par les sportifs d'élite de catégorie A, en vertu de l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, *li*), du décret, est comprise entre 5 h et 23 h.

§ 2. Pour l'application de l'article 22, § 6, du décret, sans préjudice du § 1^{er} et conformément à l'article 5.5 du Code et à l'article 4.8.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, les droits et obligations des sportifs d'élite en matière de localisation reposent sur les principes suivants :

1° les informations sur la localisation ne sont pas une fin en soi mais un moyen de parvenir à une fin, à savoir la réalisation efficace de contrôles inopinés;

2° la proportionnalité entre le type et l'étendue des données communiquées par rapport à la fin visée au 1° ;

3° sans préjudice de l'article 13 du décret, les informations sur la localisation sont traitées et utilisées dans le plus stricte confidentialité, uniquement afin de planifier, de coordonner ou de réaliser des contrôles du dopage, de fournir des informations pertinentes pour le passeport biologique de l'athlète ou d'autres résultats d'analyses, de contribuer à une enquête relative à une violation éventuelle des règles antidopage ou de contribuer à une procédure alléguant une violation des règles antidopage;

4° les informations sur la localisation sont détruites dès qu'elles ne sont plus utiles aux finalités visées au 3°, conformément au Standard international pour la protection des renseignements personnels et à l'article 5.1.c), du RGPD ;

5° le délai maximal pour la conservation des données de localisation est celui précisé à l'annexe 2, du décret.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, conformément aux articles 4.8.8.3, 4.8.8.5 et 4.8.8.6 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, le non respect, par un sportif d'élite de catégorie A ou B, de ses obligations telles que visées au § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 5, s'il est de catégorie B, ou 1^{er} à 6, s'il est de catégorie A, entraîne l'application de la procédure en constat de manquement aux obligations de localisation, telle que visée à l'article 49.

Sans préjudice de l'alinéa 2, conformément aux articles 4.8.8.5, *c*) et *d*), et 4.8.9.1 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, le défaut, pour un sportif d'élite de catégorie A, d'être présent pour se soumettre à un contrôle durant la période de 60 minutes, visée au § 1^{er}, alinéa 6, entraîne, mutatis mutandis, à l'exception de la notification au sportif d'élite concerné, l'application la procédure visée à l'article 31, § 8.

En cas d'application et sans préjudice de l'alinéa 3, conformément à l'article 4.8.8.5, *d*), du Standard international pour les contrôles et les enquêtes, le médecin contrôleur reste au lieu et à l'endroit indiqués sur la feuille de mission jusqu'au terme de la période de 60 minutes, visée au § 1^{er}, alinéa 6.

Art. 47. Tout sportif d'élite de niveau national, de catégorie A ou B, faisant partie du groupe cible de la Communauté française et qui souhaite prendre sa retraite sportive, en informe l'ONAD Communauté française, par courriel ou par courrier, avec la précision de la date envisagée pour la prise de cette retraite.

Suite à l'application de l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française procède à la notification de la décision d'exclusion du groupe cible de la Communauté française, conformément aux modalités prévues à l'article 45, § 4, et en faisant mention des conditions à respecter, telles que prévues par l'article 5.6.1 du Code, en cas de retour à la compétition, ainsi que des conséquences telles que prévues à l'article 5.6.1.1 du Code, dans le cas où les conditions prévues à l'article 5.6.1 du Code devaient ne pas être respectées.

Art. 48. § 1^{er}. Tout ancien sportif d'élite de niveau national, de catégorie A ou B, ayant pris sa retraite sportive, conformément à l'article 47, mais qui souhaite reprendre la compétition au niveau national et/ou international, ne peut prendre part à aucune compétition, sans avoir préalablement averti, par courriel ou par courrier, l'ONAD Communauté française et sa fédération internationale, dans un délai de six mois précédant la date du retour envisagé.

Conformément à l'article 5.6.1 du Code, l'AMA peut, en concertation avec l'ONAD Communauté française, accorder une dérogation à la règle du préavis de 6 mois, visée à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'application stricte de cette règle serait inéquitable pour le sportif d'élite concerné.

Pour prétendre à l'application de la dérogation visée à l'alinéa 2, le sportif d'élite concerné indique, dans le courriel ou le courrier visé à l'alinéa 1^{er}, la ou les raisons sur laquelle ou lesquelles s'appuie(nt) sa demande.

Toute décision prise en application de l'alinéa 2, est susceptible d'appel, devant la CIDD, à introduire, par courrier, dans les 15 jours suivant la notification de la décision, à l'adresse du secrétariat de la CIDD.

Sans préjudice de l'alinéa 2, conformément à l'article 5.6.1.1 du Code, tout résultat obtenu en violation de l'alinéa 1^{er}, sera annulé, à moins que le sportif ne soit en mesure d'établir qu'il n'aurait pas raisonnablement pu savoir qu'il s'agissait d'une compétition de niveau international ou national.

§ 2. Conformément à l'article 5.6.2 du Code, si un ancien sportif d'élite de niveau national, de catégorie A ou B, a pris sa retraite pendant une période de suspension consécutive à une décision disciplinaire passée en force de chose jugée et établissant une violation de règle(s) antidopage dans son chef, il ne pourra prendre part à aucune compétition de niveau national et/ou international, sans avoir préalablement averti, par courriel ou par courrier, l'ONAD Communauté française et sa fédération internationale, dans un délai de six mois précédant la date du retour envisagé, ou dans un délai équivalent à la période de suspension restant à purger à la date de sa retraite, si cette période était supérieure à 6 mois.

§ 3. A dater de son avertissement par courriel ou par courrier, dans un des cas visés au § 1^{er} ou 2, l'ONAD Communauté française peut soumettre l'ancien sportif d'élite concerné à des contrôles hors compétition.

En outre, après l'avertissement visé à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française notifie, à l'ancien sportif d'élite de catégorie A ou B concerné, mutatis mutandis selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 45, § 2, la reprise de ses obligations en matière de localisation, conformément à la catégorie à laquelle il appartenait au moment de la prise d'effet de sa retraite sportive.

Art. 49. Dans le respect des exigences prévues respectivement, selon le cas, par l'article B.2.1 ou B.2.4 de l'annexe B du Standard international pour la gestion des résultats, l'ONAD Communauté française notifie un constat de manquement, par courriel et/ou par courrier, à tout sportif d'élite de niveau national, de catégorie A ou B, faisant partie de son groupe cible :

1° soit qui ne respecte pas ses obligations de localisation, telles que prévues par l'article 22, du décret, et précisées par les dispositions du présent chapitre;

2° soit qui manque un contrôle, tel que constaté par le médecin contrôleur, dans le formulaire de tentative manquée, conforme aux exigences du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et dont le modèle est fixé par l'ONAD Communauté française.

La notification, visée à l'alinéa 1^{er}, fait au moins mention des éléments qui suivent :

1° elle reprend une description des faits pris en compte pour le constat du manquement;

2° elle précise si d'autres manquements aux obligations de localisation ont été constatés à l'encontre du sportif d'élite concerné, au cours des 12 mois précédents ;

3° elle lui rappelle, en fonction de la catégorie A ou B à laquelle il appartient, la ou les conséquence(s) potentielle(s) à laquelle ou auxquelles il s'expose, en vertu du décret, en cas de nouveau(x) manquement(s);

4° elle précise le droit du sportif d'élite concerné de contester le manquement, conformément à l'article 22, § 7, alinéas 2 à 4, du décret, en suivant les modalités prévues à l'article 55 ;

5° elle invite le sportif d'élite concerné à se conformer scrupuleusement à ses obligations ;

6° en cas d'informations manquantes sur sa localisation, elle invite le sportif concerné à les compléter le plus rapidement possible et au plus tard dans les 48 h suivant la réception de la notification.

Sauf application du recours prévu à l'article 55, toute décision de constat de manquement visée à l'alinéa 1^{er} prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Conformément à l'article B.3.3 du Standard international pour la gestion des résultats, lorsqu'un constat de manquement concerne un sportif d'élite de catégorie A, la notification visée à l'alinéa 1^{er} est rapportée confidentiellement, par l'ONAD Communauté française, à l'AMA et aux autres organisations antidopage concernées, par le biais d'ADAMS, rapidement après l'expiration du délai de 16 jours visé à l'alinéa 3, sauf application du recours visé à l'article 55.

Art. 50. Toute combinaison, pour un sportif d'élite de niveau national, de catégorie B, faisant partie du groupe cible de la Communauté française, sur une période de douze mois à dater du premier manquement, de trois contrôles manqués et/ou manquements aux obligations de localisation telles que prévues à l'article 22, § 3, du décret, et précisées à l'article 46, entraîne son reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, pour une période de 6 mois, après notification effectuée par courriel ou à défaut par courrier, par l'ONAD Communauté française.

Le reclassement visé à l'alinéa 1^{er}, entraîne la soumission du sportif d'élite concerné, aux obligations de la catégorie A, durant cette même période de 6 mois.

En cas de nouveau manquement, par le sportif d'élite concerné, aux obligations de la catégorie A, durant la période de 6 mois, le reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, est prolongé de 12 mois à dater du dernier manquement, après notification effectuée par courriel ou à défaut par courrier, par l'ONAD Communauté française.

En cas d'application de l'alinéa 3, le sportif d'élite concerné reste soumis aux obligations de la catégorie A, durant la période de 12 mois prévue par le même alinéa.

Sauf application du recours prévu à l'article 55, toute décision visée à l'alinéa 1^{er} ou 3, prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Art. 51. Lorsqu'un sportif d'élite de niveau national, de catégorie B ou C, fait l'objet d'une suspension, suite à l'application de l'article 23, § 1^{er}, du décret, l'ONAD Communauté française lui notifie, par courriel ou à défaut par courrier, son reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, pour une période maximale de 12 mois.

Le reclassement visé à l'alinéa 1^{er}, entraîne la soumission du sportif d'élite concerné, aux obligations de localisation de la catégorie A, durant cette même période maximale de 12 mois.

Dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent durant la période maximale de 12 mois visée à l'alinéa 1^{er}, le reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, peut être prolongé pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires, après notification effectuée par courriel ou à défaut par courrier, par l'ONAD Communauté française.

En cas d'application de l'alinéa 3, le sportif d'élite concerné reste soumis aux obligations de localisation la catégorie A, durant la seconde période maximale de 12 mois prévue par le même alinéa.

Conformément à l'article 22, § 8, du décret, s'il s'agit d'un sportif d'élite de catégorie B et que sa période de suspension est toujours en cours à l'issue de son reclassement en sportif d'élite de catégorie A, ses obligations de localisation en tant que sportif d'élite de catégorie B reprendront et resteront en vigueur pendant toute la durée de sa suspension.

Sauf application du recours prévu à l'article 55, toute décision visée à l'alinéa 1^{er} ou 3, prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Art. 52. Lorsqu'un sportif d'élite de niveau national, de catégorie B ou C, présente une amélioration soudaine et importante de ses performances ou de sérieux indices de dopage, l'ONAD Communauté française peut lui notifier, par courriel ou à défaut par courrier, son reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, pour une période maximale de 12 mois.

Le reclassement visé à l'alinéa 1^{er}, entraîne la soumission du sportif d'élite concerné, aux obligations de localisation de la catégorie A, durant cette même période maximale de 12 mois.

Dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent durant la période maximale de 12 mois visée à l'alinéa 1^{er}, le reclassement en sportif d'élite de niveau national, de catégorie A, peut être prolongé pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires, après notification effectuée par courriel ou à défaut par courrier, par l'ONAD Communauté française.

En cas d'application de l'alinéa 3, le sportif d'élite concerné reste soumis aux obligations de localisation de la catégorie A, durant la seconde période maximale de 12 mois prévue par le même alinéa.

Sauf application du recours prévu à l'article 55, toute décision visée à l'alinéa 1^{er} ou 3, prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Art. 53. Lorsque l'ONAD Communauté française dispose de sérieux indices de dopage à l'encontre d'un sportif, dans le cadre d'une enquête antidopage menée, le cas échéant, en coopération avec une ou plusieurs autre(s) organisation(s) antidopage et/ou les services de police et/ou de justice, l'ONAD Communauté française peut notifier à ce sportif, par courriel ou à défaut par courrier, son obligation de respecter les obligations de localisation conformément à la catégorie A, pour une période maximale de 12 mois.

Dans le cas où les indices sérieux de dopage se confirment et persistent durant la période maximale de 12 mois visée à l'alinéa 1^{er}, les obligations de localisation de la catégorie A, peuvent être prolongées pour une nouvelle période maximale de 12 mois supplémentaires, après notification au sportif effectuée par courriel ou à défaut par courrier, par l'ONAD Communauté française.

Sauf application du recours prévu à l'article 55 et sans préjudice de l'alinéa 4, toute décision visée à l'alinéa 1^{er} ou 2, prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Par dérogation à l'alinéa 3, en cas d'urgence motivée par l'ONAD Communauté française dans sa notification, le délai de prise d'effet d'une décision visée à l'alinéa 1^{er} ou 2, peut être raccourci.

Art. 54. Lorsqu'un sportif est inscrit sur une liste de présélection à des Jeux Olympiques, Paralympiques, Championnats d'Europe ou du Monde, et qu'il ne fait pas déjà partie du groupe cible de la Communauté française, l'ONAD Communauté française peut notifier à ce sportif, par courriel ou à défaut par courrier, son obligation de respecter les obligations de localisation conformément à la catégorie A, pour une période maximale de 12 mois.

Sauf application du recours prévu à l'article 55 et sans préjudice de l'alinéa 3, toute décision visée à l'alinéa 1^{er}, prend effet 16 jours après la notification, au sportif d'élite concerné.

Par dérogation à l'alinéa 2, en cas d'urgence motivée par l'ONAD Communauté française dans sa notification, le délai de prise d'effet d'une décision visée à l'alinéa 1^{er}, peut être raccourci.

Art. 55. Sans préjudice et conformément aux articles 22, § 7, alinéas 2 à 4, et 23, § 2, du décret, tout sportif d'élite peut introduire un recours, auprès de la CIDD, pour contester :

- a) sa soumission aux obligations prévues par l'article 22, du décret ou ;
- b) tout éventuel manquement lui reproché, sur base de l'article 22, du décret et par application de l'article 49.

En outre, conformément à l'article 22, § 4, alinéa 5, du décret, en cas d'application de l'article 22, § 4, alinéa 3 ou 4, du décret, un sportif amateur, au sens de l'article 1^{er}, 83° du décret, peut également introduire un recours, auprès de la CIDD, pour contester sa soumission temporaire aux obligations de localisations de la catégorie A, qui lui a été notifiée par l'ONAD Communauté française, en application de l'article 53 ou 54.

Sans préjudice et en cohérence avec l'article 22, § 7, alinéa 3, du décret, pour les cas visés à l'alinéa 1^{er}, le recours visé à l'alinéa 2, a effet suspensif et est introduit, en principe, dans les quinze jours à dater de la notification de la décision contestée.

Par dérogation à l'alinéa 3, en cas d'application de l'article 53, alinéa 4, ou de l'article 54, alinéa 3, le délai de recours visé à l'alinéa 3, peut être raccourci à 4 jours ; dans ce cas, il est précisé par l'ONAD Communauté française, dans sa notification de décision visée à l'article 53, alinéa 1^{er} ou 2, ou 54, alinéa 1^{er}.

Le recours, visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, tend à réviser la décision initiale prise par l'ONAD Communauté française dans ce cadre.

Le recours, visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, est introduit par courrier auprès du secrétariat de la CIDD, situé Allée du Bol d'air, 13/15, à 4031 Angleur, et fait mention des éléments suivants :

- 1° la décision administrative contestée et la mention de la sollicitation de la révision de celle-ci ;
- 2° les explications et, le cas échéant, les justifications, en faits et droit, apportées ;
- 3° la demande éventuelle d'être entendu par la CIDD, le cas échéant en présence d'un conseil ou de toute personne au choix du sportif concerné.

En cas d'application du 3°, de l'alinéa 6, la CIDD peut siéger avec un juge disciplinaire unique.

La CIDD, statuant sur un recours, tel que visé à l'alinéa 1^{er} ou 2 :

- a) informe l'ONAD Communauté française de la réception du recours, le jour-même de celle-ci ;
- b) pour les cas visés à l'alinéa 1^{er}, peut demander, à l'ONAD Communauté française, outre l'avis visé à l'article 23, § 2, alinéa 2, du décret, une copie des documents administratifs initiaux ainsi que toute éventuelle information complémentaire, notamment issue d'ADAMS, dans la mesure strictement nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

c) pour les cas visés à l'alinéa 2, peut demander, à l'ONAD Communauté française, tout éventuel avis, une copie des documents administratifs initiaux ainsi que toute éventuelle information complémentaire, dans la mesure strictement nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;

d) peut siéger avec un juge disciplinaire unique ;

e) motive sa décision, en faits et en droit ;

f) spécifie, de manière expresse, dans sa décision, si elle a décidé de confirmer ou, au contraire, de réformer la décision initiale contestée, en faisant référence à celle-ci et à la date à laquelle cette dernière a été prise.

Sans préjudice et en cohérence avec l'article 23, § 2, alinéas 6 et 7, du décret, pour les cas visés à l'alinéa 1^{er}, la décision de la CIDD concernant les cas visés à l'alinéa 2, est notifiée par écrit au sportif ainsi qu'à l'ONAD Communauté française, au plus tard dans les 14 jours à dater de la réception du recours ou, le cas échéant, dans les 14 jours à dater de l'audition du sportif, si celui-ci a demandé à être entendu dans son recours.

A défaut de notification de la décision de la CIDD, dans l'un des délais visés à l'alinéa 9, selon le cas, la décision contestée est réputée être réformée.

Toute décision prise par la CIDD, à la suite d'un recours tel que visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, prend effet à la date de sa notification au sportif concerné.

La notification visée à l'alinéa 11, est présumée intervenir :

i) le jour de la notification de la décision de la CIDD, au sportif concerné, par courriel ou, à défaut ;

ii) le premier jour ouvrable qui suit celui où un pli recommandé a été présenté au domicile légal ou élu du sportif, si son domicile est situé en Belgique ou ;

iii) le troisième jour ouvrable qui suit celui où un pli recommandé a été déposé aux services de la poste, lorsque le domicile légal ou élu du sportif est situé en dehors de la Belgique.

L'ONAD Communauté française, qui reçoit notification de la décision de la CIDD, en application de l'article 23, § 2, alinéa 6, du décret, ou de l'alinéa 9, procède ensuite aux classements et archivages administratifs nécessaires et, le cas échéant, aux encodages nécessaires dans ADAMS.

Art. 56. Les éléments visés à l'article 22, § 9, du décret, sont, dans les limites et pour l'application de ce dernier article, communiqués, par l'ONAD Communauté française, par le biais du logiciel ADAMS.

CHAPITRE 5. - Du suivi des contrôles et de certains éléments relatifs aux procédures disciplinaires

Art. 57. Toute procédure individuelle de contrôle, menée conformément aux dispositions prévues par la section 2 du chapitre 3 fait l'objet d'un dossier administratif comportant la notification et les éléments compris dans celle-ci, tels que visés à l'article 42, § 3, en cas de résultat d'analyse anormal.

Tout sportif contrôlé ou, s'il est mineur ou n'a pas la capacité juridique, son représentant légal, peut demander, quel que soit le résultat de l'analyse de ses échantillons, par courrier ou par courriel, à l'ONAD Communauté française, que lui soit remis une copie de son dossier de contrôle.

L'ONAD Communauté transmet le dossier au sportif ou, s'il est mineur, à son représentant légal, dans les 30 jours à dater de la demande visée à l'alinéa 2.

Art. 58. § 1^{er}. Aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret, en cas de résultat d'analyse définitivement anormal, sans préjudice de l'article 43, § 8, la saisine de la CIDD, par l'ONAD Communauté française, est effectuée par la transmission du dossier administratif, visé à l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Sans préjudice de l'article 23, § 3, alinéa 2, du décret, et pour son application, le dossier administratif visé à l'alinéa 1^{er}, se compose des éléments qui suivent :

a) une lettre de saisine qui reprend les différents éléments, visés à l'article 20, § 2, du décret, et à l'article 43, § 6 ou § 7, selon le cas, également notifiés au sportif ;

b) une copie de la première notification au sportif visée à l'article 42, § 3, ainsi que des pièces relatives à la procédure individuelle de contrôle, telles qu'annexées à cette notification ;

c) une copie de la seconde notification au sportif visée à l'article 43, § 6 ou § 7, selon le cas, ainsi que des éventuelles pièces annexées à cette notification ;

d) une copie de toute éventuelle pièce complémentaire notifiée au sportif lors de la procédure individuelle de contrôle.

La transmission, visée à l'alinéa 1^{er}, intervient le plus rapidement possible après que le résultat d'analyse ait été confirmé comme étant anormal, mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 42, § 3, alinéa 2, *h*), *j*) et *k*), et, en tout cas, le même jour que celui auquel l'ONAD Communauté française effectue la notification, au sportif, conformément à l'article 23, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 3, alinéa 3, du décret.

§ 2. Aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret, en cas de résultat de passeport anormal, sans préjudice de l'article 44, § 6, la saisine de la CIDD, par l'ONAD Communauté française, est effectuée par la transmission du dossier administratif, visé à l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Sans préjudice de l'article 23, § 3, alinéa 2, du décret, et pour son application, le dossier administratif visé à l'alinéa 1^{er}, se compose des éléments qui suivent :

a) une lettre de saisine qui reprend les différents éléments, visés à l'article 44, § 5, également notifiés au sportif ;

b) une copie de la première notification au sportif visée à l'article 44, § 3, ainsi que des pièces annexées à cette notification ;

c) une copie de la seconde notification au sportif visée à l'article 44, § 5, ainsi que des éventuelles pièces annexées à cette notification ;

d) une copie de toute éventuelle pièce complémentaire notifiée au sportif lors de la procédure individuelle de contrôle.

La transmission, visée à l'alinéa 1^{er}, intervient le plus rapidement possible après que le résultat du passeport ait été confirmé comme étant anormal, mais après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'article 44, § 3, alinéa 1^{er}, *e*), *g*) et *h*), et, en tout cas, le même jour que celui auquel l'ONAD Communauté française effectue la notification, au sportif, conformément à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret.

Art. 59. Aux fins d'application de l'article 23, §§ 1^{er} et 3, du décret, pour toute éventuelle violation des règles antidopage, à l'exception de celles visées à l'article 6, 1^o et 2^o, du décret, la saisine de la CIDD, par l'ONAD Communauté française, est effectuée par la transmission du dossier administratif, visé à l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Sans préjudice de l'article 23, § 3, alinéa 2, du décret et pour son application, le dossier administratif visé à l'alinéa 1^{er}, se compose des éléments qui suivent :

a) une lettre de saisine reprenant les différents éléments, visés à l'article 23, § 3, alinéa 5, de b) à g), du décret, également notifiés au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée ;

b) si une enquête a été ouverte, le dossier et les conclusions de l'enquête, dans le respect de l'article 38, alinéa 1^{er}, 22^o ;

c) une copie de toute éventuelle pièce complémentaire notifiée au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée.

La transmission, visée à l'alinéa 1^{er}, intervient le plus rapidement possible et, en tout cas, le même jour que celui auquel l'ONAD Communauté française effectue la notification, au sportif ou à l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, conformément à l'article 23, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 3, alinéa 5, du décret.

Art. 60. Sur proposition de l'ONAD Communauté française, le Ministre peut adopter un modèle de règlement de procédure, tel que celui visé à l'article 23, § 4, alinéa 2, 11^o, du décret.

Art. 61. La CIDD effectue les notifications visées à l'article 23, § 6, alinéa 1^{er}, du décret, au plus tard dans les 7 jours à dater du prononcé des décisions concernées, que ce soit en première instance ou en degré d'appel.

Dans les 5 jours ouvrables suivant la notification visée à l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française transmet, aux organisations sportives et, le cas échéant, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, tel que désignés conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité, par le canal de communication sécurisé, tel que décrit à l'alinéa 4, un extrait de la décision rendue, tant en première instance, qu'en degré d'appel, avec la mention de son prononcé, de sa motivation, des nom, prénom et coordonnées du sportif ou de l'autre personne éventuellement suspendu(e), de la discipline sportive concernée, ainsi que de la période de suspension éventuellement prononcée.

Conformément à l'article 23, § 6, alinéa 2, du décret, dans le même délai de 5 jours ouvrables, que celui visé à l'alinéa 2, l'extrait et les mentions visés à l'alinéa 2 sont également rapportés dans ADAMS et notifiés confidentiellement, par l'ONAD Communauté française, à l'attention du responsable concerné par la gestion des résultats antidopage, respectivement, des autres ONADs belges, de l'AMA, des organisations sportives nationales et, le cas échéant, de la fédération internationale compétente, de la ou des ONAD(s) étrangère(s) dont relève le sportif ou l'autre personne, ainsi que du C.I.O. ou du C.I.P. selon le cas, quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer.

Le canal de communication sécurisé visé à l'alinéa 2 consiste en un système d'information, par voie électronique mais dont l'accès est uniquement réservé, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe, aux seuls membres et représentants des organisations sportives compétents en matière de lutte contre le dopage ainsi que, le cas échéant, aux responsables antidopage des salles de fitness labellisées, tel que désignés conformément à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 mai 2013 instaurant une procédure de reconnaissance des salles de fitness de qualité.

Pour l'application de l'article 23, § 6, alinéa 2, du décret et des alinéas 2 et 4, les organisations sportives désignent, en leur sein, deux représentants compétents en matière de lutte contre le dopage.

CHAPITRE 6. - Des procédures et des amendes administratives

Art. 62. Tout fait porté à la connaissance de l'ONAD Communauté française et qui est susceptible de constituer un manquement aux obligations prévues par le décret ou par le présent arrêté, commis par une organisation sportive ou par un organisateur engendre, à son encontre, l'ouverture d'une procédure administrative.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, l'ONAD Communauté française notifie, à l'organisation sportive ou à l'organisateur concerné, par courriel ou à défaut par courrier, les éléments qui suivent :

1^o la description des éléments factuels pris en compte pour l'ouverture de la procédure administrative;

2^o la mention de la disposition décrétole ou réglementaire dont le manquement est reproché;

3^o le manquement reproché et sa motivation en fait et en droit;

4^o la mention de la possibilité de formuler des observations écrites et/ou de demander à être entendu par l'ONAD Communauté française, dans un délai de 20 jours à dater de la notification.

Si l'organisation sportive ou l'organisateur concerné(e) a demandé à être entendu(e), par l'ONAD Communauté française, en exerçant son droit prévu à l'alinéa 2, 4^o, celle-ci la ou le convoque, par courriel ou à défaut par courrier.

La convocation visée à l'alinéa 3, précise que l'organisation sportive ou l'organisateur peut se faire assister ou représenter par un conseil.

Lors de l'audition visée à l'alinéa 2, 4^o, l'ONAD Communauté française peut également entendre toute personne pouvant contribuer utilement au traitement du dossier.

Sans préjudice de l'alinéa 7, après l'écoulement du délai de 20 jours visé à l'alinéa 2, 4^o, ou après l'audition éventuellement demandée par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, l'ONAD Communauté française décide, le cas échéant, de constater un manquement aux obligations prévues par le décret ou par le présent arrêté.

L'ONAD Communauté française notifie sa décision, par courriel ou à défaut par courrier, à l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, au plus tard dans les 60 jours qui suivent la notification initiale, telle que visée à l'alinéa 2.

A défaut de notification de la décision de l'ONAD Communauté française, dans le délai visé à l'alinéa 7, la procédure administrative est réputée clôturée et l'organisation sportive ou l'organisateur concerné ne peut plus faire l'objet d'une amende administrative pour le manquement initialement lui reproché.

Au terme de la procédure visée aux alinéas 1^{er} à 7, lorsque l'ONAD Communauté française décide de constater un manquement aux obligations prévues par le décret ou par le présent arrêté, elle inflige une amende de 1.000 à 10.000 euros, à l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, en fonction de la gravité du manquement constaté.

Les critères suivants sont pris en considération par l'ONAD Communauté française pour l'appréciation de la gravité du manquement constaté :

- 1° les antécédents éventuels de l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, en matière de manquement aux obligations prévues par le décret ou par le présent arrêté;
- 2° la nature du manquement constaté;
- 3° la durée du manquement constaté;
- 4° les justifications éventuelles ayant pu être apportées par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, durant la procédure administrative.

A l'exception du montant des amendes administratives, la procédure visée aux alinéas qui précèdent s'applique également en cas de récidive éventuelle par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné.

Sauf justification apportée par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné durant la procédure visée aux alinéas qui précèdent, le montant de l'amende infligée pour un premier manquement constaté à l'obligation visée à l'article 26, § 3, du décret, s'élève à 10.000 euros.

Art. 63. Pour l'application de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la notification au sportif d'élite de niveau national, de catégorie A concerné, s'effectue conformément aux modalités prévues à l'article 49.

Si le sportif d'élite de niveau national, de catégorie A souhaite éviter l'application de l'amende administrative de 250 euros, il introduit un recours, conformément à l'article 55, pour solliciter la révision de la décision contestée.

Si la décision de constat du second manquement est révisée par la CIDD ou est réputée être révisée administrativement, suite à l'application de l'alinéa 2, aucune amende administrative ne sera infligée, à l'encontre du sportif d'élite de niveau national, de catégorie A concerné.

Si la décision de constat du second manquement est confirmée par la CIDD, suite à l'application de l'alinéa 2, l'amende administrative de 250 euros est confirmée et est notifiée, par l'ONAD Communauté française, au sportif d'élite de niveau national, de catégorie A concerné.

L'ONAD Communauté française procède à la confirmation et à la notification visées à l'alinéa 4, par courriel ou à défaut par courrier, au plus tard dans les 60 jours qui suivent la notification de la décision de la CIDD, telle que visée et effectuée conformément à l'article 23, § 2, alinéa 6, du décret.

Art. 64. Conformément à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, et pour son application, l'ONAD Communauté française tient compte des critères de pondération suivants, pour apprécier la gravité de la violation de la règle antidopage constatée par la CIDD et déterminer, en conséquence, le montant de l'amende administrative à infliger au sportif ou à l'autre personne concerné(e) :

- 1° le type de violation des règles antidopage constatée ;
- 2° le cas échéant, le type de substance interdite prise ou la méthode interdite utilisée, ainsi que le contexte en compétition, hors compétition ou sans aucun rapport avec la compétition dans lequel cette prise de substance ou de méthode interdite a eu lieu ;
- 3° le niveau amateur ou d'élite du sportif ou de l'autre personne convaincu(e) de dopage ;
- 4° le fait que le sportif soit mineur, autrement incapable juridiquement ou une personne protégée;
- 5° le cas échéant, la politique répressive applicable concernant la ou les substance(s) interdite(s) prise(s) par le sportif ;
- 6° le cas échéant, le fait que la violation des règles antidopage concerne une substance d'abus ;
- 7° les antécédents éventuels du sportif ou de l'autre personne convaincu(e) de dopage ;
- 8° le cas échéant, la durée de la violation de la règle antidopage constatée ;
- 9° toute autre élément ou circonstance objective, mis(e) en avant par la CIDD, dans sa décision, de nature, soit à atténuer le degré de faute ou de négligence du sportif ou de l'autre personne à l'encontre duquel ou de laquelle une violation des règles antidopage a été prononcée, ou, au contraire, à aggraver ce degré de faute ou de négligence.

Nonobstant l'alinéa 1^{er} et dans les limites de celui-ci, les amendes suivantes sont infligées par l'ONAD Communauté française, dans les cas suivants :

- a) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation de l'une des règles antidopage visées à l'article 6, 6°, alinéa 3, à 10°, du décret ;
- b) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode non spécifiée, à l'exception des dérogations visées à l'alinéa 3, a), ou b) ;
- c) une amende de 1000 euros, en cas de première condamnation pour une violation de l'une des règles antidopage visées à l'article 6, 3°, 5°, ou 6°, alinéa 2, du décret, par un sportif d'élite ;
- d) une amende de 600 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 4°, du décret, par un sportif d'élite de catégorie A ;
- e) une amende de 750 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode spécifiée, à l'exception des dérogations visées à l'alinéa 3, c), ou d) ;
- f) une amende de 300 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode non spécifiée, à l'exception des dérogations visées à l'alinéa 3, e), ou f) ;
- g) une amende de 250 euros, en cas de première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1°, ou 2°, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode spécifiée, à l'exception des dérogations visées à l'alinéa 3, g), ou h).

Les dérogations visées à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du décret et à l'alinéa 2 portent sur les cas suivants :

a) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode non spécifiée, à l'exception d'une substance d'abus, et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance ou l'utilisation de cette méthode était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 350 euros ;

b) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance non spécifiée, qui est une substance d'abus et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 250 euros ;

c) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode spécifiée, à l'exception d'une substance d'abus, mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance ou l'utilisation de cette méthode était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 250 euros ;

d) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif d'élite, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée, qui est une substance d'abus et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 150 euros ;

e) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode non spécifiée, à l'exception d'une substance d'abus, et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance ou l'utilisation de cette méthode était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 100 euros ;

f) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance non spécifiée, qui est une substance d'abus et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 50 euros ;

g) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un amateur, lorsque cette violation concerne une substance ou une méthode spécifiée, à l'exception d'une substance d'abus, mais qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance ou l'utilisation de cette méthode était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 50 euros ;

h) une première condamnation pour une violation des règles antidopage basée sur l'article 6, 1^o, ou 2^o, du décret, par un sportif amateur, lorsque cette violation concerne une substance spécifiée, qui est une substance d'abus et qu'il apparaît, dans la décision de la CIDD, que cette prise de substance était sans aucun rapport avec la compétition, auquel cas le montant de l'amende est néanmoins fixé à 25 euros.

En dehors des cas visés aux alinéas 2 et 3 et sans préjudice de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, l'ONAD Communauté française respecte les critères de pondération visés à l'alinéa 1^{er} et détermine un montant d'amende administrative proportionné, en fonction de ceux-ci, dans la fourchette de 250 à 1000 euros prévue à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, du décret.

Les notifications des amendes administratives prévues par le présent article sont effectuées, par l'ONAD Communauté française, par courriel ou à défaut par courrier, sur base et après la réception des décisions de la CIDD, passées en force de chose jugée, aux termes desquelles un sportif ou une autre personne est convaincu(e) de dopage et qui lui ont été transmises, conformément à l'article 61, alinéa 1^{er}.

Art. 65. Pour l'application de l'article 26, § 4, alinéa 3, du décret, les modalités suivantes de perception des amendes administratives sont d'application :

L'ONAD Communauté française est chargée du recouvrement des amendes infligées par application des dispositions du décret et du présent chapitre, le cas échéant, par voie de contrainte, qu'elle a le pouvoir de dresser.

Elle peut désigner en son sein, un ou plusieurs fonctionnaires chargé(s) de ce recouvrement.

Au terme d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la décision lui infligeant une amende administrative, préalablement à la contrainte, l'ONAD Communauté française notifie au débiteur de l'amende, par courriel ou à défaut par courrier, une invitation à payer l'amende dans un délai de 30 jours à dater de cette mise en demeure.

La mise en demeure visée à l'alinéa 4, réprécise la référence de la décision de l'ONAD Communauté française, le montant de l'amende infligée, ainsi que le numéro de compte sur lequel elle doit être versée.

En cas de non paiement de l'amende dans le délai visé à l'alinéa 4, l'ordonnateur dresse une contrainte le lendemain du deuxième mois qui suit l'échéance de paiement.

Toutefois, l'ordonnateur ne dresse pas de contrainte en cas de recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de la décision de l'ONAD Communauté française d'infliger une amende administrative.

En cas d'application de l'alinéa qui précède, l'ordonnateur dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de la réception de l'arrêt du Conseil d'Etat.

La contrainte est exécutoire dans les huit jours de la signification de celle-ci au débiteur de l'amende.

Elle est exécutée par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice.

A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du Ministre en charge de la lutte contre le dopage, dans le mois de la signification de la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé, selon le cas, la résidence habituelle ou le siège social du débiteur.

CHAPITRE 7. – Dispositions relatives à la protection des données

Art. 66. Les dispositions du présent arrêté portant sur des traitements de données à caractère personnel visent exclusivement à poursuivre la concrétisation des éléments essentiels de ces traitements, tels que déterminés à l'article 13 et à l'annexe 2, du décret, ainsi qu'à l'article 10, § 8, du décret, pour ce qui concerne les données relatives aux AUT.

Sans préjudice de l'annexe 2, du décret, le délai de conservation maximal des données relatives aux organisateurs d'événements, aux médecins contrôleurs et aux chaperons est de dix ans.

Sans préjudice de l'annexe 2, du décret, le délai de conservation maximal des données relatives aux personnes identifiées comme disposant du potentiel pour dispenser ou réaliser des actions d'éducation est de deux ans.

CHAPITRE 8. – Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 67. Sans préjudice des articles 68 à 70 et 75, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage est abrogé.

Art. 68. Par dérogation à l'article 67, les décisions d'inclusion des sportifs d'élite dans le groupe cible de la Communauté française, et de précision de la catégorie A à D à laquelle le sportif concerné appartient, prises par application de l'arrêté du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 précité, continuent à produire leurs effets, sauf notification contraire, par l'ONAD Communauté française, prise en application du décret et du présent arrêté.

S'agissant des sportifs d'élite de catégorie B qui, par application du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention et du présent arrêté, vont être reclassés en sportifs d'élite de catégorie A, la notification visée à l'alinéa 1^{er} précisera que les manquements éventuels à leurs obligations de localisation constatés précédemment en tant que sportifs d'élite de catégorie B, ne seront pas comptabilisés en tant que manquements à leurs obligations de localisation en tant que sportifs d'élite de catégorie A.

Art. 69. Par dérogation à l'article 67, toute procédure initiée sur base et par application de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, se poursuit et se conclut, conformément et par application de celles-ci, telles qu'elles étaient en vigueur au moment où la procédure a été initiée.

Conformément à l'alinéa 1^{er} et par dérogation à l'article 67, la liste des interdictions pour l'année 2022, arrêtée par le Ministre sur base et par application de l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, reste valable et continue à produire ses pleins effets pendant toute l'année 2022, sauf si une mise à jour de cette liste devait être effectuée en 2022. Dans ce dernier cas, cette mise à jour serait effectuée et adoptée sur base et par application du présent arrêté.

Art. 70. Sans préjudice de l'article 69 et par dérogation à l'article 67, les décisions de désignation, de nomination, de reconnaissance, d'agrément, ainsi que celles relatives au renouvellement ou à la prorogation de ces nominations, désignations, reconnaissances ou agréments, prises en application de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, continuent à sortir leurs pleins effets, jusqu'à leur terme.

Art. 71. Sans préjudice des articles 72 à 74, le décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 72. Par dérogation à l'article 71, les décisions d'inclusion des sportifs d'élite dans le groupe cible de la Communauté française, et de précision de la catégorie A à D à laquelle le sportif concerné appartient, prises par application du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, continuent à produire leurs effets, sauf notification contraire, par l'ONAD Communauté française, prise en application du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention.

S'agissant des sportifs d'élite de catégorie B qui, par application du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention, vont être reclassés en sportifs d'élite de catégorie A, la notification visée à l'alinéa 1^{er} précisera que les manquements éventuels à leurs obligations de localisation constatés précédemment en tant que sportifs d'élite de catégorie B, ne seront pas comptabilisés en tant que manquements à leurs obligations de localisation en tant que sportifs d'élite de catégorie A.

Art. 73. Par dérogation à l'article 71, toute procédure initiée sur base et par application de dispositions du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, se poursuit et se conclut, conformément et par application de celles-ci, telles qu'elles étaient en vigueur au moment où la procédure a été initiée.

Conformément à l'alinéa 1^{er} et par dérogation à l'article 71, la liste des interdictions pour l'année 2022, arrêtée par le Ministre sur base et par application de l'article 7, du décret du 20 octobre 2011 précité et de l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement du 21 octobre 2015 portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, reste valable et continue à produire ses pleins effets pendant toute l'année 2022, sauf si une mise à jour de cette liste devait être effectuée en 2022. Dans ce dernier cas, cette mise à jour serait effectuée et adoptée sur base et par application du décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention et du présent arrêté.

Art. 74. Sans préjudice de l'article 73 et par dérogation à l'article 71, les décisions de désignation, de nomination, de reconnaissance, d'agrément, ainsi que celles relatives au renouvellement ou à la prorogation de ces nominations, désignations, reconnaissances ou agréments, prises en application de dispositions du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, continuent à sortir leurs pleins effets, jusqu'à leur terme.

Art. 75. Sans préjudice des articles 67 à 70, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 76. Le Ministre qui a la lutte contre le dopage dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
P-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43488]

16 DECEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 2021 betreffende de bestrijding van doping en de preventie daarvan, inzonderheid op de artikelen 2, zesde lid; 3, vierde lid; 4, tweede lid; 8, derde lid; 9, eerste lid; 10, § 2, tweede en derde lid, § 4, eerste en vierde lid, § 5, tweede, vierde en zevende lid, en § 8, derde en vijfde lid; 12, vierde en vijfde lid; 13, § 3, tweede lid, § 4, eerste lid, en § 9; 15, § 1, derde lid, § 2, vierde en vijfde lid, § 4, derde lid, § 5, achtste lid, § 6, tweede en derde lid, § 8, tweede lid, en negende lid; 16, derde en vierde lid; 17, § 3; 18, tweede lid; 19, tweede lid; 20, § 1, tweede lid, vijfde en zesde lid, § 3, tweede lid, en vierde lid; 21; 22, § 1, eerste lid, § 4, eerste tot en met vijfde lid, § 6, § 7, eerste en vierde lid, en § 10; 23, § 7, derde lid, en § 9; 26, § 1, tweede lid, § 2, eerste lid, § 3, en § 4, eerste en derde lid; 29, § 6; en 31;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 7 juli 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 15 juli 2021;

Gelet op de vervulling van de formaliteit bedoeld in artikel 11, eerste lid, 7°, van voormeld decreet van 14 juli 2021, zijnde de tekst opgesteld en voorgesteld door de NADO Franse Gemeenschap;

Gelet op de voltooiing, op 1 juli 2021, van de "gender"-test die verplicht is gesteld krachtens de artikelen 4 en 6 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap en artikel 2 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 10 mei 2017 tot invoering van het model van de gendertest ter uitvoering van de artikelen 4 en 6 van voornoemd decreet van 7 januari 2016;

Gelet op het advies van de Hoge Sportraad van 30 augustus 2021;

Gelet op het advies van de gegevensbeschermingsautoriteit nr.162/2021, verleend op 24 september 2021;

Gezien het advies 70.328/4 van de Raad van State, uitgebracht op 26 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister bevoegd voor dopingbestrijding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. - Algemeen

Artikel 1. - Naast de in artikel 1 van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie gedefinieerde termen, wordt voor de toepassing van dit besluit onder de volgende termen verstaan:

1° "decreet": het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie;

2° "Minister": de minister van de regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor dopingbestrijding;

3° "educatieve doelgroepen": doelgroepen die door de Franse Gemeenschap NADO worden geïdentificeerd in het kader en voor de toepassing van het programma inzake opvoeding, voorlichting en preventie in de strijd tegen doping, bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, en van het educatieprogramma bedoeld in artikel 4.

4° "WVP": de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

5° "AVG": Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet stelt de Minister de lijst van verbodsbepalingen en de bijwerkingen ervan vast.

Art. 3. In het kader en voor de toepassing van het programma inzake opvoeding, voorlichting en preventie op het gebied van dopingbestrijding, als bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, zijn, onverminderd de in hetzelfde artikel vastgelegde doelstellingen en beginselen, de volgende aanvullende beginselen van toepassing:

1° overeenkomstig de grondslagen van de Code, bevordert de sportiviteit, bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het decreet, en die een van de doelstellingen vormt van het in het eerste lid bedoelde programma, het denkvermogen, het lichaam en de geest en komt zij tot uiting in de waarden die uit de sport en de beoefening ervan voortvloeien, inzonderheid:

a) gezondheid;

b) ethiek, fair play en eerlijkheid;

c) de rechten van sporters zoals vastgelegd in de Code en het decreet;

d) uitmuntende prestaties;

e) karakter en opvoeding;

f) vermaak en vreugde;

g) teamwerk;

h) toewijding en inzet;

i) eerbiediging van de regels en de wetgeving;

j) respect voor zichzelf en andere deelnemers;

k) moed;

l) groepsgeest en solidariteit.

2° de sportiviteit bedoeld in 1° komt tot uiting in de wijze waarop de sporters en de personen bedoeld in artikel 1, 65°, van het decreet fair spelen;

3° doping is in strijd met de essentie van sportiviteit;

4° overeenkomstig de artikelen 2, vijfde lid, en 3, eerste lid, van het decreet, kan het in het eerste lid bedoelde programma betrekking hebben op alle sporters, ongeacht hun niveau, maar ook, en zonder beperking, op sportorganisaties, begeleidingspersoneel van sporters, organisatoren, beheerders en verantwoordelijken van fitnesszalen, beheerders en verantwoordelijken van gelabelde fitnesszalen, controleartsen, chaperons, andere ondertekenaars, universiteiten, onderwijsinstellingen en, meer algemeen, elke persoon bedoeld in artikel 1, 65° van het decreet;

5° bij de opstelling en de uitvoering van het in het eerste lid bedoelde programma worden inzonderheid de volgende actiebeginselen in acht genomen:

a) de integratie van de educatieve, voorlichtende en preventieve benadering van doping bij de ontwikkeling, aanpassing en uitvoering van alle operationele antidopingstrategieën;

b) de aanmoediging van de betrokkenheid van de sportbeweging, de sportsector en de burgers bij operationele strategieën voor dopingpreventie en -opvoeding, onder meer, waar passend, door middel van gezamenlijk ontwikkelde en uitgevoerde bewustmakings- en preventiecampagnes of -projecten;

6° het in het eerste lid bedoelde programma en/of een samenvatting ervan worden toegankelijk gemaakt voor het publiek, inzonderheid op de website van de NADO Franse Gemeenschap;

7° de acties, campagnes, boodschappen en projecten inzake communicatie, sensibilisering en dopingpreventie kunnen, inzonderheid, de vorm innemen van televisiecampagnes, perscampagnes, informatiebrochures, beschikbaar of downloadbaar zijn op de website van de NADO Franse Gemeenschap of verspreid worden via de sociale netwerken;

8° acties, projecten, opleidingen of informatiesessies kunnen worden opgezet op aanvraag van sporters, begeleidingspersoneel van sporters, sportorganisaties, organisatoren, beheerders of verantwoordelijken van fitnesszalen, beheerders en antidopingverantwoordelijken van gelabelde fitnesszalen, controleartsen, chaperons, universiteiten, onderwijsinstellingen en, meer algemeen, elke persoon als bedoeld in artikel 1, 65° van het decreet.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 8°, neemt de NADO Franse Gemeenschap operationele maatregelen om zo goed mogelijk tegemoet te komen aan de aanvraag van haar gesprekspartner(s).

Indien de NADO Franse Gemeenschap om technische, beschikbaarheids- of operationele redenen niet kan ingaan op een aanvraag die haar, met toepassing van het eerste lid, 8°, wordt gedaan, brengt de NADO Franse Gemeenschap haar gesprekspartner hiervan onverwijld op de hoogte en stelt zij, indien mogelijk en in voorkomend geval, een alternatieve oplossing voor.

In geval zij in staat is te voldoen aan een aanvraag die haar, met toepassing van het eerste lid, 8°, wordt gedaan, zal de NADO Franse Gemeenschap:

a) haar gesprekspartner onverwijld op de hoogte brengen;

b) de gevraagde actie, het gevraagde project, de gevraagde opleiding of de gevraagde voorlichtingsbijeenkomst coördineren en superviseren;

c) de bij haar ingediende specifieke aanvraag/aanvragen analyseren en in aanmerking nemen met bijzondere aandacht voor de doelgroep en het soort actie, project, opleiding of voorlichtingssessie waarom wordt verzocht;

d) in het licht van de analyse onder c) operationele maatregelen nemen, zo nodig in dialoog met haar gesprekspartner(s), om ervoor te zorgen dat de gevraagde actie, het gevraagde project, de gevraagde opleiding of informatiesessie verenigbaar is met het in het eerste lid bedoelde programma;

e) methodologische, technische en eventueel personele steun verlenen om de ontwikkeling en uitvoering van de gevraagde actie, het gevraagde project, de gevraagde opleiding of informatiebijeenkomst mogelijk te maken.

9° Onverminderd de acties, projecten, opleidingen of informatiesessies bedoeld in 8° en uitgevoerd naar aanleiding van een aanvraag gericht aan de NADO Franse Gemeenschap, overlegt deze laatste, indien het programma bedoeld in het eerste lid op middellange termijn voorziet in de mogelijkheid om informatie- of vormingssessies voor leerlingen van onderwijsinstellingen te systematiseren, voor dit onderdeel van het programma met de Algemene Directie van het Onderwijs en met de Regering;

10° overeenkomstig artikel 5.1 van de *International Standard for Education (ISE)* en onverminderd het in 9° bedoelde overleg, wordt bij elke voorlichting of opvoeding van leerlingen in onderwijsinstellingen uitgegaan van waarden, inzonderheid van de sportieve geest en de in 1° omschreven waarden;

11° overeenkomstig artikel 3.3 van de *International Standard for Education (ISE)* en onverminderd 10°, bestaat waardengericht onderwijs uit activiteiten die gericht zijn op de ontwikkeling van de persoonlijke waarden en beginselen van een individu; het versterkt het vermogen van de leerling om beslissingen te nemen met het oog op ethisch verantwoord gedrag;

12° Onverminderd de acties, projecten, opleidingen of informatiesessies bedoeld in 8° en uitgevoerd naar aanleiding van een verzoek gericht aan de NADO Franse Gemeenschap, overlegt deze laatste, indien het programma bedoeld in het eerste lid op middellange termijn voorziet in de mogelijkheid om informatie- of vormingssessies voor studenten van instellingen van hoger onderwijs te systematiseren, voor dit onderdeel van het programma met de Algemene Directie Hoger Onderwijs en met de Regering;

13° Onverminderd de acties, projecten, opleidingen of informatiesessies bedoeld in 8° en uitgevoerd naar aanleiding van een verzoek gericht aan NADO Franse Gemeenschap, overlegt deze laatste, indien het programma bedoeld in het eerste lid op middellange termijn voorziet in de mogelijkheid om informatie- of vormingssessies voor de jeugdsector te systematiseren, voor dit onderdeel van het programma met de Jeugddienst en met de Regering;

14° Onverminderd en met inachtneming van de artikelen 2, eerste en vijfde lid; 5, zevende tot en met veertiende lid en 11, eerste lid, 4°, van het decreet, wordt bij toepassing van 9°, 12° of 13°, het in het eerste lid bedoelde programma ter informatie toegezonden aan de Regering.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 4.1.2 van de *International Standard for Education (ISE)* stelt de NADO Franse Gemeenschap, met het oog op de programmaplaning bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, een opvoedingsprogramma op, waarin zij:

1° de huidige situatie evalueert;

2° verschillende specifieke educatieve doelgroepen identificeert en samenstelt;

3° meetbare en verifieerbare doelstellingen bepaalt en de daarmee samenhangende activiteiten vastlegt;

4° voorziet in evaluatie- en opvolgmaatregelen.

Het in het eerste lid bedoelde programma wordt toegezonden aan het WADA en aan elke ondertekenaar die daarom verzoekt.

§ 2. De NADO Franse Gemeenschap, in overeenstemming met artikel 4.2 van de *International Standard for Education (ISE)*, in het kader van en voor de evaluatie van de huidige toestand, bedoeld in § 1, eerste lid, 1°:

1° beschrijft de omgeving waarin zij opereert, met inbegrip van het sportmilieu, de sportstructuren en de gemeenschaps-, nationale en internationale context;

2° stelt een lijst op van alle potentiële educatieve doelgroepen, voornamelijk sporters en het begeleidingspersoneel van sporters;

3° wijst, in voorkomend geval, andere personen of organisaties aan die onderwijsactiviteiten kunnen verzorgen of uitvoeren in overleg met de NADO Franse Gemeenschap;

4° bepaalt welke menselijke, financiële en materiële middelen beschikbaar of nodig zijn om het programma bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet te ondersteunen;

5° beschrijft al haar huidige en vroegere onderwijsactiviteiten.

§ 3. Overeenkomstig artikel 4.3 van de *International Standard for Education (ISE)* bepaalt de NADO Franse Gemeenschap, op basis van de verschillende educatieve doelgroepen geïdentificeerd bij toepassing van artikel 4, eerste lid, a) van het decreet, alsook van § 1, eerste lid, 2°, en § 2, 2°, bepaalde educatieve doelgroepen als prioritair.

In elk geval is de doelgroep van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, 41°, van het decreet, overeenkomstig artikel 4.3.2 van de *International Standard for Education (ISE)* en in samenhang met artikel 4, eerste lid, c) en d), van het decreet, een prioritair educatieve doelgroep, zoals omschreven in het eerste lid.

Ook sporters die net hun opschortingsperiode achter de rug hebben, behoren tot een andere prioritair educatieve doelgroep.

Onverminderd de voorgaande leden kan de NADO Franse Gemeenschap in haar prioritair educatieve doelgroepen ook de volgende doelgroepen opnemen, zonder dat de volgende lijst uitputtend is:

1° amateursporters;

2° minderjarige sporters;

3° sporters die als beschermde personen worden beschouwd;

4° recreatieve sporters;

5° het begeleidingspersoneel van de sporter;

6° de ouders van de sporter;

In de in deze paragraaf bedoelde benadering en meer in het bijzonder in het kader van de toepassing van het eerste en vierde lid, steunt en houdt de NADO Franse Gemeenschap rekening met het beginsel dat de eerste antidopingervaring van een sporter via opvoeding en niet via dopingcontrole dient te geschieden.

Met betrekking tot het begeleidingspersoneel van sporters, in overeenstemming met artikel 21.2 van de Code en artikel 4.3.3, eerste lid van de *International Standard for Education (ISE)*, ongeacht of de sporter eventueel tot de in het eerste lid beschreven prioritair educatieve doelgroepen behoort, zijn de doelstellingen, maar niet enkel:

1° dat het op de hoogte is van het antidopingbeleid en de antidopingregels die op het begeleidingspersoneel of op de sporters die het ondersteunt van toepassing zijn, zodat beiden zich daaraan houden;

2° dat het zich bewust is van zijn rol en verantwoordelijkheden in de strijd tegen doping;

3° dat het waarden en gedragingen ten gunste van fair play en antidoping attitudes kan bevorderen.

In overeenstemming met artikel 4.3.3, tweede lid, van de *International Standard for Education (ISE)*, zal de NADO Franse Gemeenschap, indien door toepassing van het eerste tot vijfde lid, bepaalde sporters of bepaalde categorieën van sporters door de NADO Franse Gemeenschap tot haar prioritair educatieve doelgroepen worden gerekend, eveneens overwegen om het begeleidingspersoneel van de betrokken sporters of categorieën van sporters als een andere prioritair educatieve doelgroep op te nemen.

In overeenstemming met artikel 4.3.3, derde lid, van de *International Standard for Education (ISE)* en onverminderd het vierde tot zevende lid, kan het begeleidingspersoneel van een sporter de volgende personen of categorieën personen omvatten:

1° coaches;

2° verzorgers;

3° sportdirecteurs;

4° agenten;

5° teampersoneel;

6° officieel personeel;

7° medisch/paramedisch personeel;

8° ouders;

9° eenieder die een sporter die deelneemt aan of zich voorbereidt op sportwedstrijden, begeleidt, verzorgt of bijstaat.

Overeenkomstig het eerste, vierde en vijfde lid en onverminderd het zesde en zevende lid, kan de NADO Franse Gemeenschap alle of sommige van de in het achtste lid bedoelde personen of categorieën van personen opnemen in één of meer van haar prioritair educatieve doelgroepen, zoals beschreven in het eerste lid.

In overeenstemming met artikel 4.3.4 van de *International Standard for Education (ISE)* zal de NADO Franse Gemeenschap, indien bepaalde sporters of begeleidingspersonen van sporters niet zijn opgenomen in een van de prioritair educatieve doelgroepen zoals beschreven in het eerste lid, dit in het programma toelichten zoals bedoeld in § 1, eerste lid en aangeven hoe in de toekomst met deze situatie zal worden omgegaan.

In overeenstemming met artikel 4.3.5 van de *International Standard for Education (ISE)*, en onverminderd artikel 3, 8° en 9°, kunnen de volgende doelgroepen door de NADO Franse Gemeenschap eveneens in aanmerking worden genomen bij de programmaplaning bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet:

- 1° kinderen en adolescenten;
- 2° de leraren;
- 3° personeel en studenten van de universiteit;
- 4° sportbeheerders;
- 5° sponsors;
- 6° journalisten.

§ 4. In overeenstemming met artikel 4.4 van de *International Standard for Education (ISE)*, en onverminderd de paragrafen 1 tot en met 3, worden de volgende elementen in het in § 1, eerste lid, bedoelde opvoedingsprogramma opgenomen:

- 1° de algemene doelstellingen van het programma, bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet;
- 2° specifieke doelstellingen en termijnen met betrekking tot de geprogrammeerde activiteiten voor de prioritaire educatieve doelgroepen bedoeld in § 3, eerste lid.

§ 5. In overeenstemming met artikel 4.5 van de *International Standard for Education (ISE)*, en onverminderd de eerste tot en met de vierde paragraaf, omvat het opvoedingsprogramma, bedoeld in § 1, eerste lid, tevens maatregelen voor de follow-up van de activiteiten die zijn opgenomen in het programma, bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, teneinde de follow-up en de evaluatie ervan te vergemakkelijken, met het oog op het nastreven van een voortdurende verbetering ervan.

Art. 5. § 1. In overeenstemming met artikel 5.1 van de *International Standard for Education (ISE)*, en onverminderd artikel 3, 9° en 10°, blijft voor de uitvoering van het programma bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, het waardenonderwijs, zoals omschreven in artikel 3, 11°, een prioriteit, in het bijzonder voor kinderen en adolescenten.

§ 2. Overeenkomstig artikel 18.2 van de Code en artikel 5.2 van de *International Standard for Education (ISE)* worden de volgende onderwerpen in het in artikel 2, eerste lid, van het decreet bedoelde programma opgenomen:

- 1° de beginselen en waarden verbonden aan schone sport;
- 2° de rechten en verantwoordelijkheden van sporters, begeleidingspersoneel van sporters en andere groepen op grond van de Code en het decreet;
- 3° het beginsel van objectieve verantwoordelijkheid;
- 4° de gevolgen van dopinggebruik, bijvoorbeeld op het gebied van de lichamelijke en geestelijke gezondheid, de sociale en economische gevolgen en de sancties;
- 5° overtredingen van de antidopingregels;
- 6° stoffen en methoden die op de verboden lijst staan;
- 7° de risico's verbonden aan het gebruik van voedingssupplementen;
- 8° het gebruik van geneesmiddelen en TTN's;
- 9° de controleprocedures, met inbegrip van urine- en bloedonderzoek en het biologisch paspoort van de sporter;
- 10° de vereisten die voortvloeien uit de opnemings- en de opnameprocedures in de doelgroep van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, 41° van het decreet, met inbegrip van de verblijfsgegevens en het gebruik van het ADAMS-systeem;
- 11° de wijze waarop een dopingincident kan worden gemeld.

De in het eerste lid bedoelde onderwerpen en de inhoud ervan worden aangepast aan de behoeften van het doelpubliek.

De informatie betreffende de in het eerste lid bedoelde onderwerpen is toegankelijk voor het publiek en beschikbaar op de website van de NADO Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 4, eerste lid, *d)*, van het decreet en artikel 5.3 van de *International Standard for Education (ISE)*, moeten, voor de topsporters die behoren tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1, 41°, van het decreet, de in het eerste lid opgesomde onderwerpen worden opgenomen in een verplichte opleiding en/of voorlichtingssessie, georganiseerd en gegeven door de NADO Franse Gemeenschap.

De in het vierde lid bedoelde opleidings- of voorlichtingssessies worden georganiseerd en gegeven aan de volgende elitesporters, in onderstaande volgorde van prioriteit:

- 1° nieuw opgenomen elitesporters van categorie A;
- 2° nieuw opgenomen elitesporters van categorie B;
- 3° reeds opgenomen elitesporters van categorie A;
- 4° reeds opgenomen elitesporters van categorie B.

Overeenkomstig artikel 4, eerste lid, *f)*, van het decreet, moeten ook de elitesporters van categorie C een verplichte opleiding en/of informatiesessie volgen die door de Franse Gemeenschap NADO wordt georganiseerd en verstrekt.

De in het zesde lid bedoelde opleidings- en/of informatiesessie heeft betrekking op de in het eerste lid bedoelde onderwerpen.

De in het zesde lid bedoelde opleidings- en/of voorlichtingssessies worden georganiseerd en gegeven aan de volgende elitesporters, in de volgende prioriteitsvolgorde:

- 1° nieuw opgenomen elitesporters van categorie C;
- 2° reeds opgenomen elitesporters van categorie C;

Onverminderd het zesde tot achtste lid, worden de in het vierde en vijfde lid bedoelde opleidings- en/of voorlichtingssessies bij voorrang georganiseerd en verstrekt ten opzichte van het zesde tot en met achtste lid bedoelde sessies.

In overeenstemming met artikel 4, eerste lid, *f*), van het decreet, en in samenhang met artikel 4, § 3, derde lid, moeten sporters die net hun opschortingsperiode achter de rug hebben, als gevolg van een beslissing van de CIDD, een verplichte opleiding en/of informatiesessie volgen, georganiseerd en verzorgd door de NADO Franse Gemeenschap.

De in het tiende lid bedoelde opleidings- en/of informatiesessie heeft betrekking op de in het eerste lid bedoelde onderwerpen.

§ 3. In overeenstemming met artikel 5.4 van de *International Standard for Education (ISE)* en in samenhang met de artikelen 2, vierde lid, en 4, eerste lid, *b*), van het decreet bepaalt de NADO Franse Gemeenschap de leerdoelen voor elke prioritaire onderwijsdoelgroep, bedoeld in artikel 4, § 3, eerste lid.

De in het eerste lid genoemde leerdoelen zijn voor elk onderwerp gericht op de bewustmaking, het begrijpen en het kunnen in de praktijk brengen.

Het doel is dat de leerling zijn vaardigheden en bekwaamheden in elk stadium van zijn ontwikkeling kan aantonen.

§ 4. In overeenstemming met de artikelen 5.5 tot 5.7 van de *International Standard for Education (ISE)* en in samenhang met de artikelen 2, vierde lid, en 4, eerste lid, *b*), van het decreet, zorgt de NADO Franse Gemeenschap:

- 1° voor de aanpassing van haar onderwijsactiviteiten aan leerlingen met een handicap of bijzondere behoeften;
- 2° onverminderd artikel 3, 9°, voor aanpassing van haar onderwijsactiviteiten aan minderjarigen, waarbij zij erop toeziet dat deze afgestemd zijn op hun ontwikkelingsfase en voldoen aan de toepasselijke wettelijke voorschriften;
- 3° er in het algemeen voor dat zij geschikte onderwijsactiviteiten kiest om de doelstellingen van het onderwijsprogramma bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, te bereiken.

De gebruikte onderwijsmethoden kunnen, zonder zich daartoe te beperken, het volgende omvatten:

- 1° fysieke sessies;
- 2° e-learning;
- 3° brochures;
- 4° bewustmakingscentra;
- 5° websites.

§ 5. In overeenstemming met artikel 5.8 van de *International Standard for Education (ISE)* en onverminderd artikel 3, 9°, stelt de NADO Franse Gemeenschap, binnen haar personeel, opvoeders aan die educatieve activiteiten in fysieke aanwezigheid kunnen verzorgen.

De opvoeders bedoeld in het eerste lid zijn bekwaam op het gebied van het waardenonderwijs zoals omschreven in artikel 3, 11° en met betrekking tot de onderwerpen bedoeld in § 2, eerste lid. Zij worden aangewezen op basis van deze bevoegdheden.

§ 6. In overeenstemming met artikel 5.9 van de *International Standard for Education (ISE)* en in samenhang met artikel 3, eerste lid, van het decreet, zal de NADO Franse Gemeenschap:

- 1° ervoor zorgen dat de sporters kunnen deelnemen aan de planning en de ontwikkeling van het opleidingsplan bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid;
- 2° ervoor zorgen dat de aangeboden educatieve activiteiten aangepast zijn aan het ontwikkelingsstadium van de sporters;
- 3° sporters proberen te betrekken bij projecten of activiteiten die verband houden met opvoeding, bewustmaking of dopingpreventie.

Art. 6. In overeenstemming met artikel 6 van de *International Standard for Education (ISE)*, met betrekking tot de evaluatie van het programma, bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet:

- 1° voert de NADO Franse Gemeenschap jaarlijks een evaluatie uit en stelt zij hierbij een evaluatieverslag op, als input voor het onderwijsplan bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, voor het volgende jaar;
- 2° wordt het in 1° bedoelde evaluatierapport op verzoek aan het WADA toegezonden, in voorkomend geval vergezeld van een samenvatting;
- 3° wordt de evaluatie gebaseerd op alle beschikbare informatie met betrekking tot de specifieke doelstellingen van het in artikel 4, § 1, eerste lid, bedoelde onderwijsprogramma;
- 4° vermeldt het in 1° bedoelde evaluatieverslag in het bijzonder in welke mate de in 3° bedoelde specifieke doelstellingen zijn bereikt;
- 5° zal de NADO Franse Gemeenschap in de mate van het mogelijke zoeken naar partnerschappen op universitair vlak of met andere onderzoeksinstellingen, met het oog op mogelijke ondersteuning voor evaluatie en onderzoek;
- 6° kan sociaal-wetenschappelijk onderzoek ook worden gebruikt om de evaluatie te onderbouwen;
- 7° kunnen, in het kader van 6°, de resultaten van sociaal-wetenschappelijk onderzoek die door het WADA worden gedeeld, worden gebruikt om de evaluatie te onderbouwen.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 2, vijfde lid, van het decreet, en in samenhang met artikel 3, lid 1 en 2 van het decreet, en in het kader van hun toepassing, onverminderd artikel 3, 9°, voor de uitvoering van bepaalde activiteiten van het programma bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het decreet, ontwikkelt de NADO Franse Gemeenschap elke passende samenwerking, in het bijzonder met sporters, sportorganisaties, begeleidingspersoneel, sportclubs, controleartsen, chaperons, andere ondertekenaars, organisatoren, beheerders en verantwoordelijken van fitnesscentra, beheerders en antidopingverantwoordelijken van erkende fitnesscentra, universiteiten, onderwijsinstellingen en, meer algemeen, met elke persoon bedoeld in artikel 1, 65° van het decreet, op voorwaarde dat deze persoon overeenkomstig artikel 4, § 2, 3°, is geïdentificeerd als potentiële kracht om educatieve activiteiten te verstrekken of uit te voeren, in overleg met de NADO Franse Gemeenschap.

De in het eerste lid bedoelde samenwerking geschiedt automatisch wanneer zij betrekking heeft op activiteiten die een of meer van de in dat lid bedoelde personen of organisaties betreffen of activiteiten waarbij zij betrokken zijn.

Onverminderd het eerste en tweede lid, kunnen vrijwilligers, in overleg met en op verzoek van de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 1, 65° van het decreet, en voor zover zij, zoals bepaald in artikel 4, § 2, 3°, zijn geïdentificeerd als potentiële kracht om, in voorkomend geval, in overleg met de NADO Franse Gemeenschap, bepaalde educatieve acties of activiteiten te verzorgen of uit te voeren.

Wanneer een vrijwilliger in toepassing van het derde lid een educatieve activiteit verzorgt of uitvoert overeenkomstig artikel 10, eerste en vierde lid, van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, heeft hij recht op de maximale forfaitaire dagvergoeding, op de vergoeding van zijn werkelijke reiskosten tot het jaarlijkse maximum en is hij onderworpen aan het jaarlijkse forfaitaire vergoedingsmaximum.

HOOFDSTUK 2. - Toestemming wegens Therapeutische Noodzaak

Afdeling 1 - Algemeen

Art. 8. De sporters bedoeld in artikel 10, § 3, eerste lid, van het decreet, die voor therapeutische doeleinden verboden stoffen of methoden willen of moeten gebruiken, dienen een TTN-aanvraag in bij de CTTN, onder de voorwaarden en in de vorm bepaald in artikel 14.

Afdeling 2. - Commissie van de Franse gemeenschap voor het verlenen van de toestemming wegens therapeutische noodzaak

Art. 9. § 1. Onverminderd artikel 10, § 2, tweede lid, van het decreet, telt de CTTN ten minste één lid met algemene ervaring in de verzorging en behandeling van sportbeoefenaars met een handicap.

Om voor benoeming in aanmerking te komen, moeten leden van de CTTN ten minste aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° in het bezit zijn van een diploma van doctor in de medische wetenschappen of van een masterdiploma in de geneeskunde;

2° niet onderworpen zijn of onderworpen geweest zijn aan een tuchtsanctie of een schrapping van de lijst van de Orde der artsen, in een periode van ten minste 6 jaar voorafgaand aan de indiening van de kandidaatstelling;

3° een uittreksel model 1 uit het strafregister overleggen waaruit blijkt dat zij niet veroordeeld zijn voor een misdrijf of misdaad;

4° zich ertoe verbinden, door middel van een ondertekende en gedateerde beëdigde verklaring, om op de meest strikte wijze het vertrouwelijk karakter van de procedure tot aanvraag en toekenning van TTN's te eerbiedigen, alsook de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die noodzakelijk zijn voor de behandeling van elk dossier, door in voorkomend geval de behandeling te weigeren van elk dossier waarvan zou kunnen worden geoordeeld dat het lid niet voldoende waarborgen biedt voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid;

5° overeenkomstig artikel 20.5.11 van de Code, niet onderworpen zijn aan een voorlopige schorsing of een schorsingsperiode op grond van de Code of, indien de betrokkene niet onderworpen was aan de Code, zich niet rechtstreeks en opzettelijk schuldig hebben gemaakt aan gedrag dat een inbreuk op de antidopingregel zou hebben gevormd, binnen een periode van 6 jaar voorafgaand aan de indiening van de kandidaatstelling, indien op de betrokkene regels van toepassing waren geweest overeenkomstig de Code;

6° tenzij de intrekking op hun verzoek gebeurt, mogen zij in de vijf jaar voorafgaand aan het jaar van de nieuwe aanvraag tot benoeming niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot intrekking van hun benoeming;

7° ervaring hebben in de verzorging en behandeling van sporters, en een goede kennis hebben van klinische geneeskunde en sportgeneeskunde.

Mits hij aan de in het vorige lid gestelde voorwaarden voldoet, kan ook een lid van een andere Commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak tot lid van de CTTN worden benoemd, met inachtneming van de in § 2, leden 6 en 7, bedoelde vereenvoudigde procedure.

§ 2. De leden van de CTTN worden benoemd door de Minister voor een periode van vier jaar, hetzij na een door de NADO Franse Gemeenschap georganiseerde oproep tot kandidaatstelling, hetzij op basis van een spontane kandidatuur, hetzij volgens de vereenvoudigde procedure bedoeld in het zesde en zevende lid voor leden afkomstig uit een andere commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak.

De in het eerste lid bedoelde oproep tot het indienen van kandidaturen wordt, zo nodig, gepubliceerd in ten minste één Franstalige gedrukt persmedium dat speciaal bestemd is voor beroepsbeoefenaars in de gezondheidszorg.

De kandidaat die ingaat op een oproep tot kandidatuurstelling, bedoeld in het eerste lid, bezorgt in zijn antwoord een motivatiebrief alsook de documenten of attesten die het mogelijk maken na te gaan of de voorwaarden, bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 4° en 7°, vervuld zijn.

De spontane aanvraag bedoeld in het eerste lid is gericht aan de NADO Franse Gemeenschap, bestaat uit een motivatiebrief en is vergezeld van documenten of attesten die het mogelijk maken na te gaan of aan de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 4° en 7°, is voldaan.

Kandidaten die voldoen aan de in § 1, tweede lid, genoemde voorwaarden en die hebben gereageerd op een sollicitatieoproep of een open sollicitatie hebben ingediend, zoals bepaald in het eerste en derde of vierde lid, naar gelang van het geval, worden benoemd tot lid van de CTTN.

Leden van een andere commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak kunnen te allen tijde aan de NADO Franse Gemeenschap vragen om benoemd te worden als lid van de CTTN.

De in het vorige lid bedoelde aanvraag bestaat uit een schriftelijke motivering en gaat vergezeld van documenten of certificaten die hun aanstelling als lid van een andere commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak staven, alsmede van de duur van die aanstelling.

Leden van een andere Commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak die voldoen aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, en die een aanvraag hebben ingediend, zoals bepaald in het zesde en zevende lid, worden ook benoemd tot lid van de CTTN.

§ 3. Het mandaat van de leden van de CTTN kan door de Minister worden verlengd, telkens voor een periode van vier jaar.

De hernieuwing van het mandaat van de leden van de CTTN kan worden bekomen op aanvraag bij de NADO Franse Gemeenschap, ten minste één maand voor het verstrijken van het huidige mandaat.

Het verzoek om verlenging van het mandaat gaat vergezeld van:

1° een geactualiseerd attest van de Orde der artsen waaruit blijkt dat er in de voorbije periode van minstens 6 jaar geen tuchtsanctie is opgelegd;

2° een bijgewerkt uittreksel model 1 uit het strafregister waaruit blijkt dat er geen veroordeling bestaat voor een misdrijf of overtreding.

§ 4. Het secretariaat van de CTTN wordt waargenomen door een agent van de Franse Gemeenschap NADO, die in het bezit is van een diploma van doctor in de medische wetenschappen of van een diploma van master in de geneeskunde.

Art. 10. De CTTN stelt een huishoudelijk reglement vast, dat bekendgemaakt wordt op de website van de NADO Franse Gemeenschap, en past dit toe.

Het huishoudelijk reglement van de CTTN omvat de volgende essentiële regels:

1° de zetel en het secretariaat van de CTTN zijn gevestigd in de lokalen van de NADO Franse Gemeenschap, naar welk adres alle briefwisseling wordt gezonden;

2° de leden van de CTTN voeren hun opdracht uit in strikte vertrouwelijkheid, in volle onafhankelijkheid en onpartijdigheid. Zij eerbiedigen de beginselen van objectiviteit en gelijke behandeling in de zaken die zij onderzoeken. Zij weigeren in voorkomend geval een zaak te behandelen wanneer het betrokken lid kan worden geacht niet voldoende waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden;

3° de CTTN beslist geldig met drie leden, onder wie een voorzitter, voor elke aanvraag aangewezen door het secretariaat, in functie van de noden, de wetenschappelijke en/of medische specificiteit van het te behandelen geval en de beschikbaarheid van de leden;

4° het secretariaat staat in voor de administratieve voorbereiding en uitvoering van beslissingen in verband met TTN's, met name de ontvangst van TTN-aanvragen, de verificatie ervan, het doorsturen ervan naar de leden van de CTTN, het opstellen van een voorstel tot beslissing, de definitieve redactie van de door de CTTN genomen beslissingen, alsook de briefwisseling met de sporters, de CIDD en het WADA;

5° De TTN-aanvragen worden door het secretariaat van de CTTN overgemaakt aan 3 leden van de CTTN, overeenkomstig 3°. Elk lid dat een verzoek ontvangt maar verhinderd is of meent in een situatie van potentieel belangenconflict te verkeren, meldt dit onverwijld aan het secretariaat van de CTTN, dat vervolgens zorgt voor de vervanging van het betrokken lid, op basis van dezelfde criteria als deze bepaald in 3°;

6° in afwijking van 3°, wanneer de aanvraag voor een TTN wordt ingediend door een sporter met een handicap, moet de CTTN onder zijn drie zetelende leden ten minste één lid tellen met algemene ervaring in de verzorging en behandeling van sporters met een handicap;

7° de CTTN beslist bij schriftelijke procedure, bij meerderheid van stemmen van zijn leden;

8° wanneer hen overeenkomstig 3° en 5° een verzoek om een TTN wordt voorgelegd, kan elk van de drie leden elk passend geacht medisch of wetenschappelijk advies of elke passend geachte deskundigheid inwinnen;

9° de beslissingen van de CTTN worden gedateerd en worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de CTTN.

Deze procedureregels zijn in overeenstemming met de regels van bijlage II van het UNESCO-verdrag, alsmede met die van de *International Standard for Therapeutic Use Exemption*.

Art. 11. Het secretariaat van de CTTN stelt op verzoek een beknopt activiteitenverslag ter beschikking waarin het, op anonieme wijze en met inachtneming van het medisch beroepsgeheim, alleen het aantal behandelde dossiers, het aantal toegekende TTN's en het aantal geweigerde aanvragen gedurende het voorgaande jaar vermeldt.

Art. 12. De Minister stelt de bezoldiging van de leden van de CTTN vast.

Art. 13. De Minister bepaalt de voorwaarden voor de bezoldiging van de door de CTTN geraadpleegde medische of wetenschappelijke deskundigen, met toepassing van artikel 10, § 8, derde lid, van het decreet.

Onverminderd artikel 10, § 8, vierde lid, van het decreet, zijn de in het eerste lid bedoelde deskundigen gehouden tot strikte geheimhouding. Zij voeren hun taken uit volgens de instructies en onder de verantwoordelijkheid van de leden van de CTTN.

Afdeling 3. - Aanvraagprocedure voor een toestemming wegens therapeutische noodzaak

Art. 14. § 1. Overeenkomstig artikel 10, § 4, van het decreet wordt een aanvraag voor een TTN op de volgende wijze ingediend:

1° De TTN-aanvraag wordt door de sporter ingediend bij het secretariaat van de CTTN per post, per e-mail of via ADAMS;

2° de aanvraag wordt ingediend met gebruikmaking van het aanvraagformulier waarvan het model is vastgesteld door de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig bijlage II van het UNESCO-verdrag en het modelformulier TTN van de *International Standard for Therapeutic Use Exemption*.

Het model, bedoeld in 2°, omvat:

a) informatie aan de sporter over de wijze waarop zijn persoonsgegevens, met inbegrip van medische gegevens, zullen worden verwerkt;

b) een rubriek waarin de dosering, de frequentie, de wijze en de duur van toediening van de in beginsel verboden stof worden vermeld;

3° het aanvraagformulier is naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend door de sporter en door de arts die heeft meegewerkt aan het invullen van de TTN-aanvraag.

§ 2. Voor elitesporters van nationaal niveau en topsporters van hoog niveau, bedoeld in artikel 10, § 3, eerste lid, a) en b), van het decreet, wordt, behoudens in een van de uitzonderingsgevallen, bedoeld in het derde lid of het vijfde lid, de aanvraag voor een TTN ingediend uiterlijk 30 dagen voorafgaand aan de sportactiviteit waarvoor de toestemming wordt gevraagd.

Voor amateursporters, met inbegrip van recreatieve sporters en beschermde personen, bedoeld in artikel 10, § 3, eerste lid, c), van het decreet, onverminderd de uitzonderingen bedoeld in het derde lid, 1°, 3° en 4°, en het vijfde lid, en op voorwaarde dat zij op het ogenblik van de keuring hebben verklaard een geneesmiddel of een stof te hebben gebruikt die tot een abnormaal analyseresultaat zou kunnen leiden, kan de TTN-aanvraag met terugwerkende kracht worden ingediend, binnen 15 werkdagen na ontvangst van de brief van de NADO Franse Gemeenschap waarin deze van deze mogelijkheid op de hoogte wordt gebracht.

Als uitzondering op het eerste lid, onverminderd het tweede en vijfde lid, en in overeenstemming met artikel 4.1 van de *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, kan binnen de 15 dagen na de kennisgeving van een afwijkend analysesresultaat met terugwerkende kracht een TTN worden aangevraagd:

1° indien er sprake is van een medische noodsituatie of wanneer een dringende behandeling van een medische aandoening noodzakelijk was;

2° in uitzonderlijke omstandigheden, naar behoren gemotiveerd door de sporter en aanvaard door de CTTN, door een specifiek gemotiveerde beslissing ter zake, wanneer er onvoldoende tijd of gelegenheid was voor de elitesporter van nationaal niveau of de topsporter om een TTN-aanvraag in te dienen of voor de CTTN om deze in overweging te nemen vóór de monsterneming;

3° omwille van nationale prioriteiten die in bepaalde sporten zijn vastgelegd, heeft de NADO van de sporter niet toegestaan of geëist dat deze een prospectieve TTN aanvroege;

4° wanneer de sporter buiten wedstrijdverband, om therapeutische redenen, een verboden stof gebruikt die alleen in wedstrijdverband verboden is.

Indien een sporter verzoekt om toepassing van één van de uitzonderingen voorzien in het derde lid, blijven de voorwaarden voorzien in artikel 1, 11° van het decreet van toepassing.

In afwijking van het eerste lid, onverminderd het tweede en derde lid, en in overeenstemming met artikel 4.3 van de *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, kan een TTN met terugwerkende kracht worden aangevraagd binnen 15 dagen na de kennisgeving van een afwijkend analysesresultaat, indien het, gelet op het doel van de Code, kennelijk onbillijk zou zijn om geen TTN met terugwerkende kracht toe te kennen.

Voor elitesporters van nationaal niveau of topsporters is voor de uitzondering in het vijfde lid de voorafgaande goedkeuring van het WADA vereist.

Voor amateursporters, met inbegrip van recreatieve sporters en beschermde personen, is voor de uitzondering van het vijfde lid geen voorafgaande goedkeuring van het WADA vereist; het WADA kan echter te allen tijde een besluit van de CTTN om op grond van het vijfde lid met terugwerkende kracht een TTN toe te kennen, herzien en kan, naar eigen goeddunken, een dergelijk besluit goedkeuren of afwijzen.

Onverminderd het zesde en zevende lid kan krachtens en in toepassing van het vijfde lid een TTN worden verleend, ook indien niet is voldaan aan de voorwaarden gesteld in artikel 1, 11° van het decreet; de vervulling van deze voorwaarden blijft evenwel een relevante overweging voor de te nemen beslissing.

Tegen een beslissing van het WADA en/of de CTTN uit hoofde van het vijfde lid kan geen beroep worden aangetekend.

Overeenkomstig artikel 10, § 5, eerste lid, c), van het decreet wordt, onverminderd de WVP en de AVG en met inachtneming van de regels inzake veiligheid, vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens bedoeld in artikel 10, § 8, van het decreet, een beslissing genomen in toepassing van het vijfde lid, door het secretariaat van de CTTN gemeld in ADAMS, uiterlijk binnen 21 dagen na de ontvangst van de beslissing.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in de paragrafen 1 en 2 wordt in de aanvraag voor een TTN tevens het volgende vermeld:

1° het bestaan van een andere TTN-aanvraag die eerder door de sporter is ingediend;

2° de stof(fen) bedoeld in die eerdere aanvraag of aanvragen;

3° de identiteit van de antidopingorganisatie(s) waarbij de vorige aanvraag of aanvragen is of zijn ingediend;

4° de vorige beslissing(en) van de betrokken antidopingorganisatie(s) betreffende de TTN-aanvraag.

Overeenkomstig artikel 10, § 3, derde lid, van het decreet verklaart de CTTN elke TTN-aanvraag onontvankelijk die gebaseerd is op dezelfde gronden als een eerdere aanvraag, die betrekking heeft op dezelfde periode en ingediend is bij een andere antidopingorganisatie.

Afdeling 4. - Procedure voor de afgifte van de vergunning

Art. 15. Het secretariaat van de CTTN controleert de volledigheid van de TTN-aanvraag zo spoedig mogelijk na de ontvangst ervan.

Het secretariaat van de CTTN kan de sporter op grond van het eerste lid om aanvullende informatie of documentatie verzoeken om zijn TTN-aanvraag overeenkomstig artikel 14 te vervolledigen.

Wanneer het secretariaat van de CTTN op grond van het tweede lid een verzoek indient, verstrekt de sporter zo spoedig mogelijk het (de) gevraagde aanvullende element(en) en/of document(en).

Indien de sporter niet binnen 15 dagen gehoor geeft aan een verzoek van het secretariaat van de CTTN als bedoeld in het tweede lid, wordt de TTN-aanvraag geacht niet ontvankelijk te zijn en stelt het secretariaat van de CTTN de sporter daarvan in kennis.

Zodra de TTN-aanvraag overeenkomstig artikel 14 volledig wordt geacht en na de eventuele toepassing van het tweede en derde lid, zendt het secretariaat van de CTTN deze zo spoedig mogelijk ter behandeling en beslissing toe aan de leden van de CTTN.

Art. 16. § 1. Het secretariaat zendt de beslissing van de CTTN binnen 15 werkdagen na ontvangst van de volledige TTN-aanvraag aan de betrokken sporter, overeenkomstig artikel 15, vijfde lid, en artikel 10, § 5, eerste lid, b), van het decreet.

De beslissing van de CTTN wordt genomen overeenkomstig bijlage II bij het UNESCO-verdrag en de *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*.

§ 2. Wanneer de CTTN beslist de TTN toe te kennen aan de sporter, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 1, 11° van het decreet, wordt de TTN aan de CTTN overgemaakt overeenkomstig § 1, eerste lid

De NADO Franse Gemeenschap bepaalt het model van de TTN, overeenkomstig Bijlage II van het UNESCO-Verdrag en de *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*.

De TTN vermeldt in ieder geval:

1° de identiteit van de betrokken sporter en zijn geboortedatum;

2° de benaming van de stof en/of de methode die door de CTTN als therapeutisch gerechtvaardigd werd beschouwd, met betrekking tot de voorwaarden voorzien in artikel 1, 11° van het decreet;

3° de dosering, de frequentie, de wijze van toediening van de onder 2° bedoelde stof en/of methode, alsmede de geldigheidsduur van de TTN en alle eventuele voorwaarden waaraan de TTN verbonden is;

2. Overeenkomstig artikel 10, § 5, eerste lid, c), van het decreet, onverminderd de WVP en de AVG en met inachtneming van de regels inzake veiligheid, vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens, bedoeld in artikel 10, § 8, van het decreet, wordt een op grond van het eerste lid genomen beslissing door het secretariaat van de CTTN uiterlijk binnen 21 dagen na de datum van de beslissing in ADAMS gemeld.

Afdeling 5. - Weigering van de toelating en mogelijk beroep

Art. 17. § 1. Wanneer de CTTN beslist een sporter een TTN te weigeren, wordt de beslissing overeenkomstig artikel 16, § 1, eerste lid, aan de sporter medegedeeld.

Overeenkomstig artikel 10, § 5, eerste lid, c), van het decreet, onverminderd de WVP en de AVG en met inachtneming van de regels inzake veiligheid, vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens bedoeld in artikel 10, § 8, van het decreet, wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing door het secretariaat van de CTTN uiterlijk binnen 21 dagen na de datum van de beslissing gemeld in ADAMS. Zij vermeldt de volgende informatie:

1° de identiteit van de betrokken sporter en zijn sportdiscipline;

2° de benaming van de stof en/of de methode die door het CTTN niet als therapeutisch gerechtvaardigd werd beschouwd in het licht van de voorwaarden bepaald in artikel 1, 11° van het decreet;

3° de motivering van de weigeringsbeslissing, met inbegrip van de redenen feitelijk en rechtens.

§ 2. Het beroep van een sporter tegen een beslissing tot weigering van de CTTN of in geval van niet-handelen van de CTTN, in het geval bedoeld in artikel 10, § 5, derde lid, van het decreet, wordt per brief ingediend bij het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, uiterlijk binnen 15 dagen, hetzij vanaf de ontvangst van de beslissing van de CTTN bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid, hetzij vanaf de dag volgend op het einde van de termijn bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid.

Naast de inachtneming van de in het eerste lid bedoelde termijn, is de ontvankelijkheid van het beroep afhankelijk van de inachtneming van de volgende andere voorwaarden:

1° de vermelding van de beslissing waartegen beroep wordt aangetekend;

2° een beschrijving van het voorwerp en de gronden van het beroep, met argumenten feitelijk en rechtens;

3° de vermelding en de beschrijving van het bestaan van een nieuw element ten opzichte van het tijdstip waarop de oorspronkelijke aanvraag als volledig werd beschouwd, in toepassing van artikel 15, vijfde lid;

4° het bijvoegen bij het beroep van elk medisch attest dat niet bij het oorspronkelijk dossier was gevoegd en dat, gelet op de voorwaarden bepaald in artikel 1, 11°, van het decreet, de herziening zou kunnen rechtvaardigen van de beslissing die in eerste aanleg door de CTTN is genomen.

Afdeling 6. - De beroepscommissie van de CTTN, gevestigd bij de CIDD

Art. 18. § 1. De onafhankelijke artsen bedoeld in artikel 10, § 5, vijfde lid, van het decreet worden door de CIDD aangesteld om zitting te nemen in de binnen de CIDD ingestelde beroepscommissie van de CTTN, bedoeld in artikel 23, § 7, eerste lid, van het decreet.

Onverminderd § 2 en de voorwaarde van onafhankelijkheid bepaald in artikel 10, § 5, vijfde lid, van het decreet en onder voorbehoud van bijkomende voorwaarden van onafhankelijkheid die door de CIDD kunnen worden bepaald, moeten de artsen bedoeld in § 1 aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° in het bezit zijn van een diploma van doctor in de medische wetenschappen of van een masterdiploma in de geneeskunde;

2° gedurende ten minste 6 jaar niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een tuchtsanctie of een schrapping van de lijst van de Orde der artsen;

3° een uittreksel model 1 uit het strafregister overleggen waaruit blijkt dat zij niet veroordeeld zijn voor een misdrijf of misdaad;

4° zich ertoe verbinden, door middel van een ondertekende en gedateerde beëdigde verklaring, om op de meest strikte wijze de vertrouwelijkheid van de beroepsprocedures die aan hen zijn toevertrouwd te eerbiedigen, alsook de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die noodzakelijk zijn voor de behandeling van elke zaak, door in voorkomend geval te weigeren een zaak te behandelen waarvoor een lid zou kunnen worden geacht niet voldoende waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden;

5° niet onderworpen zijn aan een voorlopige schorsing of een schorsingsperiode op grond van de Code of, indien de betrokkene niet onderworpen was aan de Code, zich in de voorafgaande zes jaar niet rechtstreeks en opzettelijk schuldig hebben gemaakt aan gedragingen die een overtreding van de antidopingregel zouden hebben gevormd indien op de betrokkene regels van toepassing waren geweest overeenkomstig de Code;

6° ervaring hebben in de verzorging en behandeling van sporters, en een goede kennis hebben van klinische geneeskunde en sportgeneeskunde.

De CIDD ziet erop toe dat aan de in het tweede lid bedoelde voorwaarden is voldaan alvorens de in het eerste lid bedoelde artsen te benoemen.

Onverminderd de in het tweede lid bedoelde voorwaarden moet ten minste één van de overeenkomstig het eerste lid aangestelde artsen algemene ervaring hebben met de verzorging en behandeling van sporters met een handicap.

De CIDD zorgt ook voor de naleving van het vierde lid, teneinde de in het eerste lid bedoelde artsen aan te wijzen.

§ 2. Mits hij voldoet aan de voorwaarden van § 1, tweede lid, met inbegrip van de voorwaarden inzake onafhankelijkheid, kan ook een lid van een andere commissie voor de toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak worden benoemd tot lid van de beroepscommissie van de CTTN, die bij de CIDD is ingesteld.

§ 3. De leden van de beroepscommissie van de CTTN, die bij de CIDD is ingesteld, De leden van de Commissie van beroep van de CTTN, die binnen de CIDD is ingesteld, worden door de CIDD benoemd voor een periode van vier jaar, hetzij na een door de CIDD georganiseerde oproep tot het indienen van kandidaten, hetzij op grond van een open sollicitatie, hetzij aan het einde van de in de leden 6 en 7 bedoelde vereenvoudigde procedure voor leden die afkomstig zijn van een andere CTTN.

De in het eerste lid bedoelde oproep tot gegadigden wordt, indien nodig, bekendgemaakt in ten minste één Franstalige gedrukte uitgave die speciaal bestemd is voor beroepsbeoefenaren in de gezondheidszorg.

De kandidaat die ingaat op een oproep tot kandidatuurstelling, bedoeld in het eerste lid, deelt in zijn antwoord een motivatiebrief mee, alsook de documenten of attesten die toelaten na te gaan of de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 4° en 6°, vervuld zijn.

Het in § 1 bedoelde spontane verzoek wordt gericht aan het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN, gevestigd bij de CIDD, bestaat uit een motivatiebrief en gaat vergezeld van de documenten of attesten aan de hand waarvan kan worden nagegaan of de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 4° en 6° vervuld zijn.

Kandidaten die voldoen aan de voorwaarden van § 1, lid 2, en die hebben gereageerd op een oproep tot kandidaatstelling of die een open sollicitatie hebben ingediend, zoals bepaald in lid 1 en lid 3 of lid 4, naar gelang van het geval, worden benoemd tot lid van de beroepscommissie van de CTTN, die is ingesteld bij de CIDD.

Leden van een andere CTTN kunnen te allen tijde bij de CIDD een aanvraag indienen om te worden benoemd tot lid van de bij de CIDD ingestelde CTTN-beroepscommissie.

De in het vorige lid bedoelde aanvraag bestaat uit een schriftelijke motivering en gaat vergezeld van documenten of certificaten aan de hand waarvan de aanwijzing als lid van een ander CTTN, alsmede de duur van die aanwijzing kunnen worden gecontroleerd.

Leden van een andere CTTN die voldoen aan de voorwaarden van § 1, lid 2, en die een aanvraag hebben ingediend als bedoeld in de leden 6 en 7, worden tevens benoemd tot lid van de bij de CIDD ingestelde beroepscommissie van de CTTN.

§ 4. Het mandaat van de leden van de CTTN-beroepscommissie, ingesteld bij de CIDD, kan door de CIDD worden verlengd, telkens voor een periode van vier jaar.

De verlenging van het mandaat van de leden van de beroepscommissie van de CTTN, die bij de CIDD is ingesteld, kan worden verkregen door ten minste één maand voor het verstrijken van het lopende mandaat een verzoek daartoe in te dienen bij de CIDD.

Het verzoek om verlenging van het mandaat moet vergezeld gaan van:

1° een geactualiseerd attest van de Orde der Geneeheren waaruit blijkt dat er sinds minstens 6 jaar geen tuchtsanctie is geweest;

2° een bijgewerkt uittreksel model 1 uit het strafregister waaruit blijkt dat er geen veroordeling is voor een misdrijf of overtreding.

§ 5. Het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN, die bij de CIDD is ingesteld, wordt verzorgd door een houder van een doctorsgraad in de medische wetenschappen of een masterdiploma in de geneeskunde.

Art. 19. Onverminderd artikel 10, § 5, zesde lid, van het decreet, luiden de essentiële werkingsregels van de beroepscommissie van de CTTN, die bij de CIDD is ingesteld, als volgt:

1° de zetel en het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN zijn gevestigd in de lokalen van de CIDD, op welk adres alle briefwisseling wordt gezonden;

2° de leden van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, voeren hun opdracht uit in strikte vertrouwelijkheid, in volle onafhankelijkheid en onpartijdigheid. Zij eerbiedigen de beginselen van objectiviteit en gelijke behandeling in de zaken die zij onderzoeken. Zij weigeren in voorkomend geval een zaak te behandelen wanneer het betrokken lid kan worden geacht niet voldoende waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden;

3° de beroepscommissie van de CTTN, opgericht binnen de CIDD, beslist geldig met drie leden, onder wie een voorzitter, voor elke aanvraag aangewezen door het secretariaat, in functie van de noden, de wetenschappelijke en/of medische specificiteit van het te behandelen geval en de beschikbaarheid van de leden;

4° het secretariaat staat in voor de administratieve voorbereiding en de uitvoering van de beslissingen betreffende de beroepen met betrekking tot de TTN's, met name de ontvangst van de beroepen met betrekking tot de TTN's, hun doorzending aan de leden van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, het opstellen van een voorstel van beslissing, alsook de briefwisseling met de sporters en met de NADO Franse Gemeenschap;

5° de beroepen met betrekking tot een TTN-aanvraag worden door het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, overgemaakt aan drie leden van deze raad, overeenkomstig 3°. Elk lid dat een verzoek ontvangt maar verhinderd is, of dat meent in een situatie van potentieel belangenconflict te verkeren, meldt dit onverwijld aan het secretariaat van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, die vervolgens zorgt voor de vervanging van het betrokken lid, op basis van dezelfde criteria als die welke in 3° zijn uiteengezet;

6° in afwijking van 3°, moet, wanneer het beroep van een TTN-aanvraag wordt ingesteld door een sporter met een handicap, de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, onder haar drie zittende leden ten minste één lid tellen met algemene ervaring in de verzorging en behandeling van sporters met een handicap;

7° de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, beslist bij schriftelijke procedure, bij meerderheid van stemmen van haar leden;

8° wanneer hen overeenkomstig 3° en 5° een beroep betreffende een aanvraag voor een TTN wordt voorgelegd, kan elk van de drie leden alle nuttig geachte medische of wetenschappelijke adviezen of deskundigheid inwinnen;

9° de beslissingen van de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, worden gemotiveerd en gedateerd en worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van diezelfde commissie.

De eventuele door de CIDD uitgevaardigde en in het eerste lid bedoelde aanvullende voorschriften en/of procedures zijn in overeenstemming met de voorschriften van bijlage II bij het UNESCO-verdrag, alsmede met die welke voortvloeien uit de *International Standard for Therapeutic Use Exemption*.

Afdeling 7. - Bijkomende analyse, onderzoek en/of studies

Art. 20. Overeenkomstig de artikelen 10, § 8, derde lid, en 23, § 7, tweede lid, van het decreet, en met inachtneming van de regels inzake veiligheid, vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens bepaald in artikel 10, § 8, van het decreet, kan de CTTN of de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, in het kader van de behandeling van een TTN-aanvraag of van een beroep tegen een beslissing met betrekking tot een TTN-aanvraag, verzoeken om alle relevant geachte aanvullende analyses, onderzoeken en/of beeldvormingsonderzoeken uit te voeren.

Dergelijke analyses, onderzoeken en/of aanvullende studies worden uitgevoerd op kosten van de sporter. Zij schorsen, respectief en naargelang het geval, de in artikel 16, § 1, eerste lid, bedoelde termijn voor kennisgeving van de beslissing of de termijn bedoeld in artikel 10, § 5, zesde lid, *b*), van het decreet, in geval van een beroep, voor de duur van de verwezenlijking ervan.

Afdeling 8. - Annulering van een TTN

Art. 21. In overeenstemming met artikel 6.12 van de International Standard for Therapeutic Use Exemptions kan een TTN worden geannuleerd, al naar gelang het geval, door de CTTN of door de bij de CIDD ingestelde beroepscommissie, indien de sporter zich niet binnen de vooraf aan hem meegedeelde termijn houdt aan de voorwaarde(n) waaraan de TTN was onderworpen.

Elke beslissing tot annulering van een TTN wordt aan de sporter meegedeeld, al naar gelang het geval, door het secretariaat van de CTTN of door het secretariaat van de bij de CIDD ingestelde beroepscommissie van de CTTN.

De in het tweede lid bedoelde beslissing vermeldt in ieder geval:

1° de identiteit van de betrokken sporter en zijn sportdiscipline;

2° de benaming van de stof en/of methode waarvoor een TTN werd toegekend door de CTTN of door de beroepscommissie van de CTTN, ingesteld bij de CIDD, met betrekking tot de voorwaarden bepaald in artikel 1, 11° van het decreet;

3° de motivering voor de beslissing tot annulering van de TTN, met inbegrip van de redenen feitelijk en rechtens.

Onverminderd het tweede lid stelt, indien de beslissing tot annulering door de bij de CIDD ingestelde beroepscommissie van de CTTN is genomen, het secretariaat van deze laatste ook het secretariaat van de CTTN daarvan in kennis, op dezelfde dag als die waarop de sporter van de beslissing in kennis is gesteld.

Onverminderd de WVP en de AVG en met inachtneming van de regels inzake veiligheid, vertrouwelijkheid en bescherming van gegevens, bedoeld in artikel 10, § 8, van het decreet, codeert het secretariaat van de CTTN de overeenkomstig het eerste lid genomen en in het tweede lid bedoelde annuleringsbesluiten in de ADAMS-databank, met het oog op de informatieverstrekking aan het WADA en de andere betrokken antidopingorganisaties.

De annulering van een TTN gaat in op de dag na de kennisgeving van de beslissing, zoals bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK 3. - Dopingcontroles en -onderzoeken*Afdeling 1. - Controleorganen*

Art. 22. De Minister wijst de beëdigde ambtenaren en personeelsleden van de NADO Franse Gemeenschap aan die het statuut van officier van de gerechtelijke politie hebben.

Art. 23. § 1. Onverminderd het tweede lid, wijst de Minister de controleartsen aan bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, van het decreet, hetzij na een oproep tot kandidaatstelling door de NADO van de Franse Gemeenschap, hetzij op basis van spontane kandidaatstelling, volgens de toepasselijke procedure, al naar gelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Om tot controlearts te kunnen worden aangesteld, moet de kandidaat voldoen aan ten minste de volgende voorwaarden:

1° antwoorden op de in § 1 bedoelde oproep tot kandidaten, verspreid en georganiseerd door de NADO Franse Gemeenschap, binnen de termijn en, in voorkomend geval, in de vormen zoals door deze laatste bepaald, of op elk moment, een spontane kandidatuur indienen;

2° houder zijn van het diploma van doctor in de medische wetenschappen of van het diploma van master in de geneeskunde, bij de kandidaatstelling te staven door een kopie van het diploma;

3° gedurende ten minste 6 jaar te rekenen vanaf de datum van indiening van de kandidatuur, niet onderworpen zijn of geweest zijn aan een tuchtsanctie of schrapping uit de Orde der artsen, bij de indiening van de kandidatuur te staven door een gedagtekend en ondertekend attest van de Orde der artsen;

4° bij de kandidatuur een uittreksel model 2 uit het strafregister voegen waaruit geen veroordeling blijkt voor een misdrijf of overtreding;

5° in de kandidatuur melding maken van elk privé- of professioneel verband met één of meer sporters, sportorganisatie(s), organisator(s) van evenementen en/of sportcompetitie(s);

6° zich ertoe verbinden, door middel van een bij de aanvraag gevoegde ondertekende en gedateerde verklaring, om op de meest strikte wijze het vertrouwelijk karakter van de testprocedure, alsook de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die voor elke dopingcontrole noodzakelijk zijn, te eerbiedigen, door in voorkomend geval te weigeren een test uit te voeren op een sporter van wie zou kunnen worden geoordeeld dat de controlearts onvoldoende waarborgen biedt voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid;

7° zich ertoe verbinden een gedragscode voor controleartsen na te leven en te ondertekenen;

8° overeenkomstig artikel 20.5.11 van de Code, niet onderworpen zijn aan een voorlopige schorsing of een schorsingsperiode op grond van de Code of, indien de betrokkene niet onderworpen was aan de Code, zich in de voorafgaande zes jaar niet rechtstreeks en opzettelijk schuldig hebben gemaakt aan gedragingen die een overtreding van de antidopingregel zouden hebben gevormd indien regels overeenkomstig Code op de betrokkene van toepassing waren geweest;

9° behalve als de intrekking op zijn aanvraag geschiedt, geen beslissing tot intrekking van de hoedanigheid van controlearts hebben ondergaan gedurende de vijf jaar voorafgaand aan het jaar van de indiening van de kandidatuur.

De NADO Franse Gemeenschap ontvangt de kandidaturen en gaat na of de voorwaarden onder 1° tot 9° vervuld zijn.

In het kader van de in het derde lid bedoelde verificatie kan de NADO Franse Gemeenschap de kandidaat vragen zo snel mogelijk elk document te bezorgen dat is nodig om de kandidatuur geldig te vervolledigen.

Als de kandidaat niet binnen de 10 dagen antwoordt op een aanvraag van NADO Franse Gemeenschap, gedaan in toepassing van het vierde lid, wordt de kandidatuur als onontvankelijk beschouwd.

§ 2. Wanneer de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 9° vervuld zijn, brengt de NADO Franse Gemeenschap de kandidaat daarvan op de hoogte per e-mail of per gewone briefpost.

Wanneer de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 9° vervuld zijn, brengt de NADO Franse Gemeenschap de kandidaat daarvan op de hoogte per e-mail of per gewone briefpost.

De in het tweede lid bedoelde theoretische proef heeft betrekking op de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving inzake dopingbestrijding en de toepasselijke controleprocedures.

De in het tweede lid bedoelde praktische proef bestaat er enerzijds en vooreerst in, als waarnemer aanwezig te zijn bij de uitvoering van minstens 2 dopingcontroles door een controlearts van de Franse Gemeenschap, en anderzijds zelf een dopingcontrole uit te voeren onder toezicht van een controlearts van de Franse Gemeenschap.

De theoretische en praktische delen moeten de kandidaat in de mogelijkheid stellen om de eisen betreffende de fase van monstername op voldoende wijze te kennen en te beheersen.

§ 3. De oproep tot kandidatuurstelling, bedoeld in § 1, eerste lid, wordt ten minste bekendgemaakt op de website van de NADO Franse Gemeenschap.

De kandidaat die reageert op een oproep tot het indienen van kandidaatstelling als bedoeld in het eerste lid, legt in zijn reactie de in § 1, tweede lid, bedoelde documenten en certificaten over.

Spontane kandidaturen, zoals bedoeld in § 1, eerste lid, kunnen per e-mail of per gewone post naar de NADO Franse Gemeenschap worden gestuurd; ze bestaan uit een motivatiebrief. De bijgewerkte documenten en attesten bedoeld in § 1, tweede lid, worden op verzoek van de NADO Franse Gemeenschap op een later tijdstip toegezonden.

De kandidaten die voldoen aan de voorwaarden, vermeld in § 1, tweede lid, 1° tot 9° en die slagen voor de theoretische en praktisch proeven van de basisopleiding, vermeld in § 2, tweede lid, worden door de Minister aangesteld als controlearts voor een periode van twee jaar.

De aangestelde controleartsen ontvangen een badge die hen identificeert en waarop de geldigheidsduur van hun aanstelling staat vermeld.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts, en een recente foto van deze laatste, zichtbaar op de badge aangebracht.

Om de continuïteit van de antidopingactiviteiten te waarborgen, inclusief tijdens de weekenden en op feestdagen, kan de Minister één of meer leden van de NADO Franse Gemeenschap, die in het bezit zijn van het diploma van doctor of master in de geneeskunde, aanwijzen om als controlearts op te treden.

Het lid of de leden die door toepassing van het voorgaande lid zijn aangesteld, zijn vrijgesteld van het in § 2, tweede lid, bedoelde theoretische en praktische proeven.

Het lid of de leden die door toepassing van het zevende lid is (zijn) aangesteld, krijgt (krijgen) eveneens een badge die hem/ze identificeert en waarop de duur van de geldigheid van zijn/hun aanwijzing vermeld is.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts, en een recente foto van deze laatste, zichtbaar op de badge aangebracht.

§ 4. Onverminderd artikel 3, § 9, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de preventie en bestrijding van doping in de sport, maar overeenkomstig artikel 15, § 2, vierde lid, van het decreet, en voor de toepassing ervan, kunnen de door een andere antidopingorganisatie opgeleide controleartsen door de NADO Franse Gemeenschap worden erkend om voor haar controles uit te voeren.

Om de toepassing van het eerste lid mogelijk te maken, dienen de betrokken artsen per e-mail of per post een vereenvoudigd dossier in bij de NADO Franstalige Gemeenschap, met bijvoeging van:

- a) een verklaring van de betrokken overheid betreffende hun opleiding tot controlearts;
- b) een schriftelijke motivering waarin zij bevestigen dat zij ook rechtstreeks controles willen uitvoeren voor de NADO Franse Gemeenschap;
- c) een kopie van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, tweede lid;
- d) een recente pasfoto.

Wat de door een andere Belgische antidopingorganisatie opgeleide controleartsen betreft, zal de NADO Franse Gemeenschap, wanneer het in het tweede lid bedoelde dossier volledig is, hen op de hoogte stellen van hun erkenning en hen een badge uitreiken waarmee zij worden erkend en geïdentificeerd en waarop de geldigheidsduur van deze erkenning is vermeld, die niet meer dan twee jaar mag bedragen.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts, en een recente foto van deze laatste, zichtbaar op de badge aangebracht.

In het geval van controleartsen opgeleid door een andere antidopingorganisatie dan die bedoeld in het derde lid, zal de NADO Franse Gemeenschap, wanneer het in het tweede lid bedoelde dossier volledig is, de betrokken controleartsen hiervan op de hoogte brengen en hen uitnodigen voor een individueel of collectief gesprek met andere controleartsen.

Het gesprek, bedoeld in het vijfde lid, wordt gevoerd in het Frans en heeft tot doel na te gaan of de betrokken controleartsen over alle theoretische en praktische kennis beschikken die nodig is om hun opdrachten uit te voeren, overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Het gesprek, bedoeld in het vijfde lid, wordt gevoerd in het Frans en heeft tot doel na te gaan of de betrokken controleartsen over alle theoretische en praktische kennis beschikken die nodig is om hun opdrachten uit te voeren, overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun taken uit te voeren, overeenkomstig het decreet, het onderhavige decreet en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap, deelt deze laatste dit mee aan de betrokken controleartsen en verstrekt hen een badge die hen erkent, identificeert en de geldigheidsduur van deze erkenning vermeldt, die niet meer dan twee jaar mag bedragen.

De in het vorige lid bedoelde identificatie moet minstens bestaan uit de naam en voornaam van de betrokken controlearts, en een recente foto van deze laatste, zichtbaar op de badge aangebracht.

§ 5. Een aangestelde of erkende controlearts kan een verlenging van zijn aanstelling of erkenning verkrijgen, telkens voor een periode van twee jaar, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° uiterlijk twee maanden voor het verstrijken van zijn huidige aanstelling of erkenning, per e-mail of per gewone post, bij de NADO Franse Gemeenschap een aanvraag tot verlenging van zijn aanstelling of erkenning indienen;

2° bij de aanvraag tot verlenging van de aanstelling of erkenning een recent attest voegen, gedateerd en ondertekend door de Orde der artsen, waarin wordt bevestigd dat er gedurende minstens 6 jaar geen enkele disciplinaire sanctie of eventuele schrapping van de lijst heeft plaatsgevonden;

3° bij de aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning een recent uittreksel uit het strafregister, model 2, voegen, waaruit blijkt dat er geen veroordeling wegens een misdad of een misdrijf werd uitgesproken;

4° in de aanvraag tot verlenging van de aanstelling of de erkenning melding maken van eventuele lopende privé- of beroepsmatige banden met een of meer sportbeoefenaars, sportorganisaties, organisatoren van sportevenementen en/of -wedstrijden;

5° zich ertoe verbinden door middel van een nieuwe, gedateerde en ondertekende onderhandse verklaring op erewoord, die bij zijn aanvraag tot verlenging van de aanstelling of erkenning wordt gevoegd, de vertrouwelijkheid van de testprocedure, alsmede de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die nodig zijn voor een eventuele antidopingcontrole, zo strikt mogelijk te eerbiedigen, en in voorkomend geval te weigeren een sporter te testen voor wie de controlearts zou kunnen worden geacht onvoldoende waarborgen voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden;

6° zich ertoe te verbinden de gedragscode voor controleartsen na te leven en opnieuw te ondertekenen;

7° behalve in het geval bedoeld in het tweede lid, en onverminderd het derde lid, deelnemen aan een theoretische evaluatie, georganiseerd door de NADO Franse Gemeenschap, inzake de vereisten met betrekking tot de controles.

Indien de aangestelde of erkende controlearts voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 6°, maar gedurende één jaar na de datum van zijn aanvraag tot verlenging van de aanstelling of erkenning geen enkele controle heeft uitgevoerd, wordt hij niet onderworpen aan de theoretische beoordeling, vermeld in het eerste lid, 7°, maar moet hij een volledige basisopleiding volgen en met goed gevolg afleggen, zoals beschreven in § 2, tweede tot en met vierde lid.

Indien de aangestelde of erkende controlearts voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 6°, maar er hebben zich belangrijke wijzigingen voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving van kracht in de Franse Gemeenschap, dan heeft de theoretische beoordeling bedoeld in het eerste lid, 7°, eveneens betrekking op deze wijzigingen.

De theoretische evaluatie bedoeld in het eerste lid, 7°, kan, in voorkomend geval, plaatsvinden ter gelegenheid van de jaarlijkse opleiding van de controleartsen, georganiseerd door de NADO Franse Gemeenschap.

Het overschrijden van de in het eerste lid, 1°, bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder erkende controlearts bij de NADO Franse Gemeenschap een nieuw vereenvoudigd dossier indient volgens de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Het overschrijden van de in het eerste lid, 1° bedoelde termijn belet niet dat een voorheen erkende controlearts een nieuw vereenvoudigd dossier indient bij de NADO Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in § 4, tweede lid.

In geval van toepassing van het vijfde of zesde lid, behalve in het geval bedoeld in het achtste lid en onverminderd het negende lid, wordt de voordien aangestelde of erkende controlearts door de NADO Franse Gemeenschap gehoord om zich ervan te vergewissen dat zijn theoretische en praktische kennis voor het afnemen van examens nog actueel is.

Indien het vijfde of zesde lid van toepassing is en overeenkomstig het tweede lid, indien een eerder aangestelde of erkende controlearts gedurende een jaar vanaf de datum van een nieuwe aanvraag of de indiening van een vereenvoudigd dossier geen controleopdracht heeft uitgevoerd, wordt hij niet onderworpen aan het in het zevende lid bedoelde gehoor, maar moet hij een volledige basisopleiding volgen en met goed gevolg afleggen zoals beschreven in § 2, tweede tot en met vierde lid.

In geval van toepassing van het vijfde of zesde lid en in samenhang met het derde lid, heeft de hoorzitting bedoeld in het zevende lid, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap, eveneens betrekking op deze wijzigingen.

Voor de toepassing van het derde en negende lid zal de NADO Franse Gemeenschap, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap, de betrokken controleartsen hiervan op de hoogte brengen.

De in het tiende lid bedoelde informatie wordt bij voorrang meegedeeld tijdens de collectieve voorlichtingsbijeenkomsten die door de Franse Gemeenschap NADO worden georganiseerd voor de aangestelde of erkende controleartsen.

§ 6. De Minister kan volgens de in § 8 bedoelde procedure beslissen de hoedanigheid van aangestelde controlearts in te trekken op een of meer van de volgende gronden:

1° de controlearts voldoet niet meer aan één van de in § 1, tweede lid, 3° tot 8° bedoelde voorwaarden;

2° de controlearts is gedurende een periode van 6 maanden niet beschikbaar geweest, om meer dan de helft van de aangevraagde en hem door het NADO Franse Gemeenschap behoorlijk meegedeelde controles uit te voeren;

3° de controlearts heeft de jaarlijkse opleidingssessie van de NADO Franse Gemeenschap niet bijgewoond, behalve in geval van overmacht, die hij zelf moet bewijzen;

4° de controlearts heeft de bepalingen van het decreet of dit besluit ernstig of herhaaldelijk overtreden;

5° de controlearts is het voorwerp geweest van één of meer negatieve jaarlijkse evaluaties en heeft deze situatie niet rechtgezet, na hiervan op de hoogte te zijn gebracht door de NADO Franse Gemeenschap;

6° de controlearts vraagt dit zelf aan, per e-mail of per gewone post, gericht aan de NADO Franse Gemeenschap.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde jaarlijkse evaluatie:

a) begint met een zelfevaluatie, gebaseerd op een vragenlijst waarvan het model is vastgesteld door de NADO Franse Gemeenschap;

b) behandelt de verschillende aspecten van de controleprocedures en de wijze waarop deze in de praktijk worden uitgevoerd;

c) kan ook worden gevoed door eventuele feedback van sporters, begeleidingspersoneel van sporters of elke persoon, in de zin van artikel 1, 65° van het decreet, die bij de controles aanwezig is;

d) geeft aanleiding tot een discussie met de NADO Franse Gemeenschap wanneer zij het niet eens is met het geheel of een deel van de elementen uit de onder a) bedoelde zelfevaluatie;

e) kan eventueel aangeven welke aspecten van de controleprocedures kunnen of moeten worden verbeterd;

f) geeft de controlearts, in geval bepaalde tekortkomingen zijn vastgesteld, de mogelijkheid om schriftelijke uitleg te geven en/of te vragen gehoord te worden door de NADO Franse Gemeenschap;

g) resulteert in een gunstige, voorbehouden of ongunstige evaluatie door de NADO Franse Gemeenschap;

h) stelt de controlearts in geval van een voorbehouden of ongunstige beoordeling in staat de vastgestelde tekortkoming(en) te verhelpen binnen een redelijke en passende termijn, afhankelijk van de aard van de vastgestelde tekortkoming;

i) wordt opgemaakt in twee exemplaren, waarvan het ene door de NADO Franse Gemeenschap wordt bewaard in het dossier van de betrokken controlearts en het andere aan hem wordt bezorgd.

§ 7. De NADO Franse Gemeenschap kan, aan het einde van de in § 9 bedoelde procedure besluiten de hoedanigheid van erkend controlearts in te trekken om een of meer van de volgende redenen:

1° de controlearts voldoet niet meer aan één van de in § 1, tweede lid, 3° tot 8° bedoelde voorwaarden;

2° de controlearts is gedurende een periode van 6 maanden niet beschikbaar geweest, om meer dan de helft van de aangevraagde en hem door het NADO Franse Gemeenschap behoorlijk meegedeelde controles uit te voeren;

3° de controlearts heeft de jaarlijkse opleidingssessie van de NADO Franse Gemeenschap niet bijgewoond, behalve in geval van overmacht, die hij zelf moet bewijzen;

4° de controlearts heeft de bepalingen van het decreet of dit besluit ernstig of herhaaldelijk overtreden;

5° de controlearts vraagt dit zelf aan, per e-mail of per gewone post, gericht aan de NADO Franse Gemeenschap.

§ 8. Op voorstel van de NADO Franse Gemeenschap brengt de Minister de betrokken controlearts per e-mail en/of per brief op de hoogte van zijn voornemen hem de hoedanigheid van controlearts in te trekken en van de reden(en) van dit voornemen.

De controlearts beschikt over 30 dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending van de in het eerste lid bedoelde e-mail en/of brief, om eventuele schriftelijke opmerkingen of motiveringen in te dienen en, zo nodig, te verzoeken om door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord.

De Minister geeft een beslissing en deelt ze mee aan de belanghebbende per e-mail en/of per post, hetzij na het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn, hetzij na ontvangst van het advies van de NADO Franse Gemeenschap, ingeval de controlearts een van de in hetzelfde lid bedoelde rechten heeft uitgeoefend.

§ 9. Voorafgaand aan elke beslissing tot intrekking op basis van § 7, 1° tot 4°, brengt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken erkende controlearts per e-mail en/of per brief op de hoogte van haar voornemen om zijn of haar statuut van erkend controlearts in te trekken en van de reden(en) waarop haar voornemen is gebaseerd.

De erkende controlearts beschikt over een termijn van 30 dagen, vanaf de datum van verzending van de in het eerste lid bedoelde e-mail en/of brief, om eventuele schriftelijke opmerkingen of verantwoording in te dienen en, in voorkomend geval, te verzoeken door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord.

De NADO Franse Gemeenschap neemt een beslissing en stelt de betrokkene per e-mail en/of per post op de hoogte, hetzij na overschrijding van de in het tweede lid bedoelde termijn, hetzij na uitoefening van een of beide in dat lid genoemde rechten.

§ 10. Overeenkomstig artikel G.4.4.5 van bijlage G van de *International Standard for Testing and Investigations* houdt de NADO Franse Gemeenschap voor elke aangestelde of erkende controlearts een dossier bij betreffende de opleiding, bekwaamheid en ervaring van deze arts.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat de in de paragrafen 1 tot en met 9 bedoelde gegevens die zijn verzameld in het kader van de aanwijzing of erkenning van de controleartsen, de procedure voor de verlenging van hun aanwijzing of erkenning en hun beoordeling(en).

Art. 24. De Minister bepaalt de bezoldigingsvoorwaarden van de aangestelde of erkende controleartsen.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid hebben betrekking op de dopingcontroles bedoeld in artikel 15, § 2, eerste lid van het decreet, en kunnen eveneens betrekking hebben op de vormingsactiviteiten, in de zin van artikel 1, 33° van het decreet, aangevraagd door de NADO Franse Gemeenschap.

Art. 25. § 1. Om de in artikel 17, derde lid, van het decreet, bedoelde erkenning te verkrijgen, moet het laboratorium aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° door het WADA zijn geaccrediteerd of anders goedgekeurd;

2° niet rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zijn bij de handel in geneesmiddelen, noch personeel in dienst hebben dat de onafhankelijkheid van het laboratorium in het gedrang kan brengen;

3° tenzij de intrekking op aanvraag van het laboratorium is geschied, geen beslissing tot intrekking van de erkenning hebben ondergaan, binnen de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag om erkenning.

Bij de analyse van de monsters:

1° voert het laboratorium de analyses binnen de gestelde termijn uit;

2° meldt het laboratorium aan de NADO Franse Gemeenschap de detectie van elke stof of methode die, alhoewel ze niet in de lijst van verboden stoffen en methodes opgenomen is, de resultaten of prestaties van een sporter kunstmatig zou kunnen verbeteren;

3° maakt het laboratorium het resultaat van de analyses niet bekend aan derden, met uitzondering van de betrokken internationale sportorganisatie, de NADO Franse Gemeenschap en het WADA;

4° vermijdt het laboratorium elk belangenconflict;

5° machtigt het laboratorium de NADO Franse Gemeenschap tot periodieke controles om na te gaan of het voldoet aan de eisen van de erkenning;

6° stelt het in het Frans alle schriftelijke verslagen en documenten in verband met de analyse op en zorgt het voor elk contact met de NADO Franse Gemeenschap, de sporter en elke andere persoon die betrokken is bij de uitvoering van dit besluit, in het Frans.

§ 2. Mits aan de in § 1, eerste lid, bedoelde voorwaarden wordt voldaan, wordt de erkenning door de Minister verleend voor een periode van vijf jaar, hernieuwbaar met perioden van vijf jaar.

§ 3. Op het einde van de in het tweede tot en met het vierde lid bedoelde procedure kan de Minister beslissen de erkenning van het laboratorium in te trekken, om één of meerdere van de volgende redenen:

- 1° het laboratorium vraagt dit zelf aan, per e-mail of per gewone post, gericht aan de NADO Franse Gemeenschap;
- 2° wanneer het laboratorium niet meer voldoet aan de in § 1, eerste lid bedoelde erkenningsvoorwaarden;
- 3° wanneer het laboratorium ernstig of herhaaldelijk de bepalingen van het decreet of dit besluit overtreedt.

Op voordracht van de NADO Franse Gemeenschap brengt de Minister het laboratorium per e-mail en/of per brief op de hoogte van zijn voornemen om de erkenning in te trekken en van de reden(en) van dit voornemen.

Het laboratorium beschikt over 30 dagen, te rekenen vanaf de toezending van de in het tweede lid bedoelde e-mail en/of brief, om eventuele schriftelijke opmerkingen of rechtvaardigingen te laten kennen, en om, in voorkomend geval, te vragen te worden gehoord door de NADO Franse Gemeenschap.

De Minister neemt een beslissing en geeft er kennis van aan betrokkene per e-mail en/of per post, hetzij na de overschrijding van de in het derde lid bedoelde termijn, hetzij na ontvangst van het advies van de NADO Franse Gemeenschap, als het laboratorium één van de in hetzelfde lid bedoelde rechten heeft gebruikt.

§ 4. Wanneer bijzondere analyses moeten worden uitgevoerd en geen door de Franse Gemeenschap erkend laboratorium die kan uitvoeren, erkent de Minister, op voorstel van de NADO Franse Gemeenschap, tijdelijk, voor de periode van de betrokken bijzondere analyse, een ander laboratorium dat door het WADA wordt geaccrediteerd of anders goedgekeurd, dat de in § 1 bedoelde voorwaarden vervult.

Bij toepassing van het vorige lid zijn de §§ 2 en 3 niet van toepassing.

Art. 26. § 1. Onverminderd het tweede lid wijst de NADO Franse Gemeenschap de in artikel 1, 12°, van het decreet, bedoelde chaperons aan, hetzij na een oproep tot het indienen van kandidaatstellingen, hetzij op basis van spontane kandidaatstellingen, overeenkomstig de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Om tot chaperon te kunnen worden aangesteld, moet de kandidaat voldoen aan ten minste de volgende voorwaarden:

- 1° meerderjarig en rechtsbekwaam zijn;
- 2° op een oproep tot kandidaten, die door de NADO van de Franse Gemeenschap wordt verspreid en georganiseerd, antwoorden binnen de termijn en, in voorkomend geval, in de bij die oproep vereiste vormen of op enig moment een spontane kandidaatstelling daartoe indienen;
- 3° bij de kandidatuur een uittreksel uit het strafregister van model 2 voegen, dat bevestigt dat de kandidaat niet wegens een misdrijf of een misdaad werd veroordeeld.
- 4° in de kandidatuur melding maken van elk privé- of professioneel verband met één of meer sporters, sportorganisatie(s), organisator(s) van evenementen en/of sportcompetitie(s);
- 5° zich ertoe verbinden, door middel van een bij de kandidatuur gevoegd onderhands attest op erewoord, gedateerd en getekend, op de meest strikte wijze het vertrouwelijk karakter van de controleprocedure, alsook de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die noodzakelijk zijn voor elke dopingcontrole, te eerbiedigen, en daarbij in voorkomend geval te weigeren een controlearts bij te staan bij de controle op een sporter waarvoor de chaperon geen voldoende waarborg inzake onafhankelijkheid en onpartijdigheid zou bieden;
- 6° zich ertoe verbinden een gedragscode voor chaperons na te leven en te ondertekenen;
- 7° overeenkomstig artikel 20.5.11 van de Code, niet onderworpen zijn aan een voorlopige schorsing of een schorsingsperiode op grond van de Code of, indien de betrokkene niet onderworpen was aan de Code, zich in de voorafgaande zes jaar niet rechtstreeks en opzettelijk schuldig hebben gemaakt aan gedragingen die een overtreding van de antidopingregel zouden hebben gevormd indien regels overeenkomstig Code op de betrokkene van toepassing waren geweest;
- 8° behalve als de intrekking op zijn aanvraag geschiedt, geen beslissing tot intrekking van de hoedanigheid van chaperon hebben ondergaan gedurende de vijf jaar voorafgaand aan het jaar van de indiening van de kandidatuur;
- 9° de kandidaat moet verklaren in zijn kandidatuur dat hij bereid is in de uitoefening van zijn ambt inzake tijdsbesteding zeer beschikbaar te zijn, zo nodig ook 's avonds, op feestdagen en op zaterdag en zondagen.

De NADO Franse Gemeenschap ontvangt de kandidaturen en gaat na of de voorwaarden vermeld in het tweede lid, 1° tot 9°, vervuld zijn.

In het kader van de in het derde lid bedoelde verificatie kan de NADO Franse Gemeenschap de kandidaat vragen zo snel mogelijk elk document te bezorgen om de kandidatuur geldig te kunnen vervolledigen.

Als de kandidaat niet binnen de 10 dagen antwoordt op een aanvraag van NADO Franse Gemeenschap, gedaan in toepassing van het vierde lid, wordt de kandidatuur als onontvankelijk beschouwd.

§ 2. Wanneer de voorwaarden bedoeld in § 1, tweede lid, 1° tot 9° vervuld zijn, brengt de NADO Franse Gemeenschap de kandidaat daar op de hoogte van per e-mail of per gewone post.

De in het eerste lid bedoelde brief vermeldt eveneens de verplichting voor de kandidaat om een basisopleiding met succes te volgen, die door de NADO Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en die een theoretische proef en een praktische proef omvat.

De in het eerste lid bedoelde brief vermeldt eveneens de verplichting voor de kandidaat om een basisopleiding met succes te volgen, die door de NADO Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en die een theoretische proef en een praktische proef omvat.

De in het tweede lid bedoelde praktische proef bestaat erin, onder de supervisie van een controlearts van de Franse Gemeenschap, de handelingen van een chaperon te simuleren, in de chronologische volgorde, bij een dopingcontrole.

De theoretische en praktische proeven moeten de kandidaat in de mogelijkheid stellen om de eisen betreffende de fase van monsterneming op voldoende wijze te kennen en te beheersen, overeenkomstig afdeling 2 van dit hoofdstuk en de *International Standard for Testing and Investigations*.

§ 3. De oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in § 1, eerste lid, wordt, ten minste, bekendgemaakt op de website van de NADO Franse Gemeenschap.

De kandidaat die reageert op een oproep tot het indienen van aanvragen als bedoeld in het eerste lid, legt in zijn reactie de in § 1, tweede lid, bedoelde documenten en certificaten over.

De spontane kandidaturen bedoeld in § 1, eerste lid, kunnen per e-mail of per gewone post naar de NADO Franse Gemeenschap worden gestuurd; ze bestaan uit een motivatiebrief. De bijgewerkte documenten en attesten bedoeld in § 1, tweede lid, worden op verzoek van de NADO Franse Gemeenschap op een later tijdstip toegezonden.

Kandidaten die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 1, tweede lid, 1° tot 9°, en die slagen voor de theoretische en praktische proeven van de basisopleiding, vermeld in § 2, tweede lid, worden door de Franse Gemeenschap NADO aangesteld als chaperon voor een periode van twee jaar.

De aangestelde chaperons krijgen een badge die hen identificeert en waarop de geldigheidsduur van hun aanstelling staat vermeld.

De in het vorige lid bedoelde identificatie geschiedt ten minste door vermelding van de naam en voornaam van de betrokken chaperon, alsmede door een recente foto van de chaperon, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht.

Om de continuïteit van de antidopingactiviteiten te waarborgen, met inbegrip van de weekenden en feestdagen, kunnen één of meer personeelsleden van de NADO Franse Gemeenschap als chaperon worden aangesteld.

Het lid of de leden die door toepassing van het voorgaande lid zijn aangesteld, zijn vrijgesteld van de in § 2, tweede lid, bedoelde theoretische en praktische proeven.

§ 4. - Onverminderd artikel 3, § 9, van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de preventie en bestrijding van doping in de sport, maar overeenkomstig artikel 15, § 2, vierde lid, van het decreet, en voor de toepassing daarvan, kunnen chaperons die door een andere antidopingorganisatie zijn opgeleid, door de NADO Franse Gemeenschap worden erkend om voor haar controles uit te voeren.

Om de toepassing van het eerste lid mogelijk te maken, dienen de betrokken chaperons per e-mail of per post een vereenvoudigd dossier in bij de NADO Franse Gemeenschap, met bijvoeging van:

- a) een certificaat van hun opleiding als chaperon door de relevante autoriteit;
- b) een schriftelijke motivering waarin zij hun wens te kennen geven om controleopdrachten rechtstreeks voor de NADO Franse Gemeenschap te kunnen uitvoeren;
- c) een kopie van dezelfde documenten en attesten als die bedoeld in § 1, tweede lid;
- d) een recente pasfoto.

Wanneer het om chaperons gaat die door een andere Belgische antidopingorganisatie werden opgeleid, stelt de NADO Franse Gemeenschap, wanneer het in het tweede lid bedoelde dossier volledig is, hen in kennis van hun erkenning en verstrekt zij hen een badge waarmee zij worden erkend, waarbij zij worden geïdentificeerd en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, wordt vermeld.

De in het vorige lid bedoelde identificatie geschiedt ten minste door vermelding van de naam en voornaam van de betrokken chaperon, alsmede door een recente foto van de chaperon, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht.

Wat de chaperons betreft die door een andere dan de in het derde lid bedoelde antidopingorganisatie zijn gevormd, stelt de NADO Franse Gemeenschap, wanneer het in het tweede lid, bedoelde dossier volledig is, de betrokken chaperons op de hoogte en nodigt hen uit voor een individueel of collectief gesprek met andere chaperons.

Het in het vijfde lid bedoelde onderhoud wordt in het Frans gevoerd en heeft tot doel ervoor te zorgen dat de betrokken controleartsen over alle theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten uit te voeren overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Na het in het vijfde en zesde lid bedoelde onderhoud, kan de Franse Gemeenschap NADO, indien nodig, de betrokken chaperons vragen hun basisopleiding af te ronden om hen in staat te stellen hun opdrachten uit te voeren overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap.

Wanneer zij over voldoende theoretische en praktische kennis beschikken om hun opdrachten overeenkomstig het decreet, dit besluit en de administratieve praktijk van de NADO Franse Gemeenschap uit te voeren, stelt deze laatste de betrokken chaperons er op de hoogte van en verstrekt hen een badge die hen laat erkennen, identificeert en de geldigheidsduur van deze erkenning, die niet meer dan twee jaar mag bedragen, vermeldt.

De in het vorige lid bedoelde identificatie geschiedt ten minste door vermelding van de naam en voornaam van de betrokken chaperon, alsmede door een recente foto van de chaperon, die zichtbaar op zijn badge moet zijn aangebracht.

§ 5. Een aangestelde of erkende chaperon kan een verlenging van de aanstelling of erkenning krijgen, telkens voor een periode van twee jaar, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° uiterlijk twee maanden voor het verstrijken van zijn huidige aanstelling of erkenning, per e-mail of per gewone post, bij de NADO Franse Gemeenschap een aanvraag tot verlenging van zijn aanstelling of erkenning indienen;

2° bij de aanvraag om verlenging van de aanstelling of erkenning een recent uittreksel uit het strafregister, model 2, voegen, waaruit blijkt dat er geen veroordeling wegens een misdaad of een misdrijf werd uitgesproken;

3° in de aanvraag tot verlenging van de aanstelling of de erkenning melding maken van eventuele lopende privé- of beroepsmatige banden met een of meer sportbeoefenaars, sportorganisaties, organisatoren van sportevenementen en/of -wedstrijden;

4° zich ertoe verbinden, door middel van een nieuwe, gedateerde en ondertekende onderhandse verklaring op erewoord, die bij zijn aanvraag tot verlenging van de aanstelling of erkenning wordt gevoegd, de betrouwbaarheid van de testprocedure, alsmede de onafhankelijkheid en onpartijdigheid die nodig zijn voor een eventuele antidopingcontrole, zo strikt mogelijk te eerbiedigen, en in voorkomend geval te weigeren een sporter te testen voor wie de controlearts zou kunnen worden geacht onvoldoende waarborgen voor onafhankelijkheid en onpartijdigheid te bieden.

5° zich ertoe verbinden de gedragscode voor chaperons na te leven en opnieuw te ondertekenen;

6° behalve in het geval bedoeld in het tweede lid, en onverminderd het derde lid, deelnemen aan een theoretische evaluatie, georganiseerd door de NADO Franse Gemeenschap, inzake de vereisten met betrekking tot de controles.

Indien de aangestelde of erkende chaperon voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 5°, maar gedurende één jaar na de datum van zijn aanvraag tot verlenging van de aanwijzing of erkenning geen controlemissie heeft uitgevoerd, wordt hij niet onderworpen aan de theoretische evaluatie bedoeld in het eerste lid, 6°, maar moet hij een volledige basisopleiding volgen en met goed gevolg afleggen zoals beschreven in § 2, tweede tot en met vierde lid.

Indien de aangestelde of erkende chaperon voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 5°, maar er zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap, dan heeft de theoretische evaluatie bedoeld in het eerste lid, 6°, ook betrekking op deze wijzigingen.

De theoretische evaluatie bedoeld in het eerste lid, 6°, kan, in voorkomend geval, plaatsvinden ter gelegenheid van de jaarlijkse opleiding van de chaperons, georganiseerd door de NADO Franse Gemeenschap.

Overschrijding van de in het eerste lid, 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder aangestelde chaperon zou ingaan op een volgende oproep tot kandidaatstelling of later een spontane kandidatuur indient bij de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig § 1 en de toepasselijke procedure, naargelang het geval, zoals bepaald in § 3.

Overschrijding van de in het eerste lid, 1° bedoelde termijn belet niet dat, in voorkomend geval, een eerder erkende chaperon een nieuw vereenvoudigd dossier indient bij de NADO Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in § 4, tweede lid.

In geval van toepassing van het vijfde of zesde lid, behalve in het geval bedoeld in het achtste lid en onverminderd het negende lid, wordt de vooraf aangestelde of erkende chaperon door de NADO Franse Gemeenschap gehoord om zich ervan te vergewissen dat zijn theoretische en praktische kennis, om controleopdrachten uit te voeren, nog altijd up-to-date is.

In geval van toepassing van het vijfde of zesde lid en overeenkomstig het tweede lid wordt een eerder aangestelde of erkende chaperon, indien hij gedurende één jaar na de datum van zijn aanvraag tot verlenging van de aanwijzing of erkenning geen controleopdracht heeft uitgevoerd, niet onderworpen aan het in het zevende lid bedoelde hoorzitting, maar moet hij een volledige basisopleiding volgen en met goed gevolg afleggen zoals beschreven in § 2, tweede tot en met vierde lid.

In geval van toepassing van het vijfde of zesde lid en in samenhang met het derde lid, heeft de hoorzitting bedoeld in het zevende lid, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap, eveneens betrekking op deze wijzigingen.

Voor de toepassing van het derde en negende lid dient de NADO Franse Gemeenschap, indien zich belangrijke wijzigingen hebben voorgedaan in de antidopingwetgeving of -regelgeving die van kracht is in de Franse Gemeenschap, de betrokken chaperons hierover te informeren.

De in het tiende lid bedoelde informatie wordt bij voorrang meegedeeld tijdens de collectieve voorlichtingsbijeenkomsten die door de NADO Franse Gemeenschap worden georganiseerd voor de aangestelde of erkende chaperons.

§ 6. Op het einde van de in § 7 bedoelde procedure, kan de NADO Franse Gemeenschap beslissen de hoedanigheid van aangestelde of erkende chaperon in te trekken, om één of meer van de volgende redenen:

1° de aangestelde of erkende chaperon voldoet niet meer aan één van de in § 1, tweede lid, 3° tot en met 7° of 9° bedoelde voorwaarden;

2° de aangestelde of erkende chaperon is gedurende een periode van 6 maanden niet beschikbaar geweest, om meer dan de helft van de opdrachten uit te voeren die hem door de NADO Franse Gemeenschap werden gevraagd en behoorlijk meegedeeld;

3° de aangestelde of erkende chaperon heeft, behalve bij overmacht die hij moet aantonen, niet kunnen deelnemen aan de jaarlijkse opleidings sessie, die door de NADO Franse Gemeenschap werd georganiseerd;

4° de aangestelde of erkende chaperon heeft de bepalingen van het decreet of dit besluit ernstig of herhaaldelijk overtreden;

5° de aangestelde of erkende chaperon is het voorwerp geweest van één of meer negatieve jaarlijkse evaluaties en heeft de situatie niet rechtgezet, na door de NADO Franse Gemeenschap op de hoogte te zijn gebracht;

6° de aangestelde of erkende chaperon vraagt dit zelf aan, per e-mail of per gewone post, gericht aan de NADO Franse Gemeenschap.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde jaarlijkse evaluatie:

a) begint met een zelfevaluatie, gebaseerd op een vragenlijst waarvan het model is vastgesteld door de NADO Franse Gemeenschap;

b) behandelt verschillende aspecten van de controleprocedures en de wijze waarop de taken van de chaperons in de praktijk worden uitgevoerd;

c) kan ook worden gevoed door eventuele feedback van sporters, begeleidingspersoneel van sporters of elke persoon, in de zin van artikel 1, 65° van het decreet, die bij de controles aanwezig is;

d) geeft aanleiding tot een discussie met de NADO Franse Gemeenschap wanneer zij het niet eens is met het geheel of een deel van de elementen uit de onder a) bedoelde zelfevaluatie;

e) kan eventueel aangeven welke aspecten van de controleprocedures kunnen of moeten worden verbeterd;

f) geeft de betrokken chaperon, indien bepaalde tekortkomingen werden vastgesteld, de mogelijkheid om schriftelijke uitleg te geven en/of te vragen om gehoord te worden door de Franse Gemeenschap van de NADO;

g) resulteert in een gunstige, voorbehouden of ongunstige evaluatie door de NADO Franse Gemeenschap;

h) biedt de betrokken chaperon de mogelijkheid om in geval van een voorbehouden of ongunstige beoordeling, de vastgestelde tekortkoming(en) te verhelpen binnen een redelijke en passende termijn, afhankelijk van de aard van de vastgestelde tekortkoming;

i) wordt opgesteld in twee exemplaren, waarvan het ene door de NADO Franse Gemeenschap wordt bewaard in het dossier van de betrokken chaperon en het andere aan hem wordt bezorgd.

§ 7. Behalve in het in § 6, eerste lid, 6°, bedoelde geval brengt de NADO Franse Gemeenschap, voordat de beslissing wordt genomen, de aangestelde of erkende chaperon per e-mail en/of per brief op de hoogte van haar voornemen om hem de hoedanigheid van aangestelde of erkende chaperon in te trekken en van de reden(en) van dit voornemen.

De aangestelde of erkende chaperon beschikt over 30 dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending van de in het eerste lid bedoelde e-mail en/of brief, om eventuele schriftelijke opmerkingen of motiveringen in te dienen en, in voorkomend geval, om te vragen door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord.

De NADO Franse Gemeenschap neemt een beslissing en deelt ze aan de betrokkene mee, per e-mail en/of per post, hetzij na het verstrijken van de in het tweede lid bedoelde termijn, hetzij nadat één of beide in datzelfde lid bedoelde rechten werden uitgeoefend.

§ 8. In overeenstemming met artikel G.4.4.5 van bijlage G van de *International Standard for Testing and Investigations*, zal de NADO Franse Gemeenschap voor elke aangestelde of erkende chaperon een dossier bijhouden van zijn opleiding, bekwaamheid en ervaring.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat de in de paragrafen 1 tot en met 7 bedoelde gegevens die zijn ingezameld in het kader van de aanwijzing of erkenning van chaperons, de procedure voor de verlenging van hun aanwijzing of erkenning en hun beoordeling(en).

Art. 27. De Minister bepaalt in voorkomend geval de bezoldigingsvoorwaarden van de aangestelde of erkende chaperons.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarden hebben betrekking op de dopingcontroleopdrachten bedoeld in artikel 15, § 2, eerste lid, van het decreet, waaraan aangestelde of erkende chaperons deelnemen; zij kunnen ook betrekking hebben op educatieve activiteiten, in de zin van artikel 1, 33°, van het decreet, aangevraagd door de NADO Franse Gemeenschap.

Afdeling 2. - Controles en onderzoeken

Art. 28. § 1. Onverminderd de beginselen en bepalingen van artikel 15, § 1, derde tot en met vijfde lid, van het decreet, zijn de in de paragrafen 2 tot en met 6 bedoelde aanvullende beginselen van toepassing op het in artikel 15, § 1, derde lid, van het decreet bedoelde plan voor de verdeling van de antidopingcontroles.

§ 2. In overeenstemming met artikel 4.5.3 van de *International Standard for Testing and Investigations* kunnen de volgende factoren ook door de Franse Gemeenschap van het NADO in aanmerking worden genomen voor de bepaling van de voorrang van de te controleren sporters en, in voorkomend geval, voor de planning en de uitvoering van gerichte controles op welbepaalde sporters:

- a) een of meer vroegere overtredingen van antidopingregels;
- b) antecedenten op het vlak van controles, met inbegrip van alle atypische biologische parameters;
- c) de historiek van de sportprestaties, inzonderheid een plotse en aanzienlijke verbetering van de sportprestaties of van de gebruikelijke prestaties en/of prestaties op hoog niveau, die niet gepaard gaat met een overeenkomstige historiek van tests;
- d) herhaaldelijke tekortkomingen aan de verplichting inzake mededeling van de verblijfsgegevens, zoals bedoeld in artikel 22 van het decreet;
- e) laattijdige mededelingen van verblijfsgegevens;
- f) verhuizing of een training op een afgelegen plaats of een plaats die moeilijk toegankelijk is voor inspectie;
- g) terugtrekking uit of afwezigheid bij een of meerdere geplande wedstrijden;
- h) de vereniging met een derde, zoals een teamgenoot, trainer of arts, die betrokken is geweest bij dopingfeiten;
- i) een kwetsuur;
- j) de leeftijd en/of het stadium in de loopbaan, inzonderheid de overgang van een leeftijdscategorie naar een andere, de mogelijkheid om een contract te krijgen, het naderende einde van een contract of de nabij komende pensionering;
- k) financiële stimulansen om de prestaties te verbeteren, zoals premies of kansen op partnerschappen en sponsoring; en/of
- l) betrouwbare inlichtingen van derden, geverifieerd en getoetst door de NADO Franse Gemeenschap in het kader van haar onderzoeksbevoegdheden, zoals bedoeld in artikel 8 van het decreet.

§ 3. Het in § 1 bedoelde verdelingsplan houdt rekening met een geschreven strategie voor de bewaring van de monsters, opgesteld door de NADO Franse Gemeenschap, om op een later tijdstip aanvullende analyses van monsters mogelijk te maken, overeenkomstig de artikelen 6.2, 6.5 en 6.6 van de Code en 4.7.3 van de *International Standard for Testing and Investigations*, alsmede de vereisten van de *International Standard for Laboratories* en de *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*.

Deze strategie houdt ook rekening met de volgende elementen:

- 1° de aanbevelingen van het door de Franse Gemeenschap erkende laboratorium,
- 2° de eventuele noodzaak van retroactieve analyses in verband met het programma van het biologisch paspoort van de sporter,
- 3° nieuwe opsporingsmethodes die in de toekomst kunnen worden ingevoerd en die betrekking kunnen hebben op de sporter, de sport en/of de discipline;
- 4° het feit dat monsters worden geleverd door elitesporters van nationaal of internationaal niveau en/of sporters die voldoen aan alle of een deel van de criteria opgesomd in § 2;
- 5° relevante, betrouwbare en door de NADO Franse Gemeenschap geverifieerde informatie, met inbegrip van die welke kan voortvloeien uit haar onderzoeksbevoegdheden, bedoeld in artikel 8 van het decreet, en die de bewaring of de aanvullende analyse van monsters rechtvaardigt.

§ 4. Voor de gedocumenteerde beoordeling van dopingrisico's, bedoeld in artikel 15, § 1, vierde lid, d), van het decreet, gelden de criteria, bedoeld in artikel 4.2.1 van de *International Standard for Testing and Investigations*, waarmee de NADO Franse Gemeenschap rekening houdt, namelijk:

- a) de fysieke eisen en de andere eisen, inzonderheid de fysiologische eisen, van de betrokken sporten en/of sportdisciplines;

- b) verboden stoffen en/of verboden methoden die een sporter het meest geschikt zou achten om de prestaties in de betrokken sport(en)/discipline(s) te verbeteren;
- c) de beschikbare beloningen en de andere aansporingen tot doping op de verschillende niveaus van die sporten en/of sportdisciplines;
- d) de historiek van het dopinggebruik in deze sporten/sportdisciplines;
- e) beschikbare statistieken en onderzoek over de tendensen inzake doping, onder meer aan de hand van door het WADA gepubliceerde verslagen van de statistieken van de controles en de overtredingen van antidopingregels en door vakgenoten beoordeelde artikelen;
- f) de ontvangen informatie en de verkregen inlichtingen, in het bijzonder in het kader van de onderzoeksbevoegdheden van de NADO Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 8 van het decreet;
- g) de resultaten uit de uitvoering van de vorige plannen voor de verdeling van de controles;
- h) de perioden in de sportloopbaan waarin een sporter het meest zou geneigd zijn doping te gebruiken;
- i) de perioden in het sportjaar waarin een sporter het meest geneigd zou zijn doping te gebruiken, in het licht van de structuur van het seizoen voor de betrokken sport en/of sportdiscipline, met inbegrip van het standaardwedstrijdschema en de trainingsperioden.

§ 5. Nadat het in paragraaf 1 bedoelde plan voor de verdeling van de controles opgemaakt is, wordt het uitgevoerd, overeenkomstig de artikelen 30 en volgende en kan het te allen tijde, gedurende het jaar, worden gewijzigd, rekening houdend met elke relevante en geverifieerde analytische of niet analytische inlichting, door de NADO Franse Gemeenschap, inzonderheid op grond van de dopingcontroles die door andere antidopingorganisaties worden uitgevoerd en van de inlichtingen die worden behandeld in het kader van de in artikel 8 van het decreet bedoelde onderzoeksbevoegdheid.

§ 6. Om een doeltreffende planning mogelijk te maken en een onnodige herhaling van de controles te vermijden, overeenkomstig artikel 5.4.2 van de Code, worden deze driemaandelijks gecoördineerd met de andere antidopingorganisaties die een band met de sporter ofwel op sportniveau ofwel op nationaal niveau hebben, door middel van een registratie in ADAMS, uitgevoerd door de NADO Franse Gemeenschap.

Met het oog op de toepassing van artikel 12, derde lid, van het decreet, richt de NADO Franse Gemeenschap haar aanvraag aan de antidopingorganisatie die bevoegd is voor het georganiseerde evenement, in principe 35 dagen vóór het begin van het betrokken sportevenement.

In geval van een bijzondere, met redenen omklede spoedeisendheid en op basis van minstens één van de in § 2 genoemde factoren, kan de in het tweede lid bedoelde termijn worden teruggebracht tot 5 dagen.

Art. 29. De mededeling van de aan de NADO Franse Gemeenschap door de organisatoren toegezonden inlichtingen, voor de toepassing van artikel 21 van het decreet, geschiedt per post of e-mail en omvat de volgende gegevens:

- 1° de naam van het georganiseerde sportevenement of van de georganiseerde sportwedstrijd;
- 2° de plaats, de datum en de uren van begin en einde van dat sportevenement of van die sportwedstrijd;
- 3° de sportdiscipline(s) die bij dat sportevenement of die sportwedstrijd wordt (worden) beoefend;
- 4° het internationale, nationale of lokale niveau van het sportevenement of de sportwedstrijd, alsook de leeftijds categorieën van de deelnemers en hun werkelijke of vermoede aantal;
- 5° de naam, voornaam, het postadres en/of elektronisch adres en telefoonnummer van de afgevaardigde van de organisator van het evenement of de wedstrijd en, in voorkomend geval, van de afgevaardigde van de deelnemende sportorganisaties;
- 6° het aantal elitesporters op nationaal niveau en internationaal niveau die, naar weten van de organisator, aan het betrokken sportevenement of de betrokken sportwedstrijd deelnemen.

De in het eerste lid bedoelde informatie wordt:

- 1° meegedeeld voor de aanvang van het seizoen, zo snel mogelijk na de vaststelling van de sportkalender;
- 2° bijgewerkt op basis van eventuele wijzigingen in de sportkalender en het al dan niet deelnemen van elitesporters aan één of meer evenementen of wedstrijden die door de betrokken organisator zijn gepland.

Art. 30. § 1. Onverminderd artikel 15, § 1, tweede en vijfde lid, van het decreet worden alle dopingcontroles en de uitvoering van het verdeelplan voor de controles, bedoeld in artikel 28, § 5, uitgevoerd op de volgende wijze en overeenkomstig de volgende beginselen:

- 1° op grond van het plan voor de verdeling van de controles, zoals bedoeld in artikel 28, § 1, van de inlichtingen die door de organisatoren, overeenkomstig artikel 29 worden meegedeeld, of van elke analytische of niet-analytische inlichting die relevant is en door de NADO Franse Gemeenschap wordt geverifieerd, identificeert deze gedurende het hele jaar de sporters die zij wenst te controleren, alsook de trainingen, sportevenementen en sportwedstrijden gedurende dewelke zij wenst dopingcontroles te doen uitvoeren;
- 2° Overeenkomstig de artikelen 5.2 en 5.2.5 van de Code en artikel 4.5.5 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, kan elke sporter, ook een minderjarige sporter, die onder de NADO Franse Gemeenschap ressorteert, ertoe worden verplicht haar, te allen tijde en op alle plaatsen, een monster te leveren.

§ 2. De NADO Franse Gemeenschap stelt, door middel van een opdrachtenblad, waarvan ze het model vaststelt, de controlearts aan die wordt belast met de uitvoering van de geplande controle(s).

Het in het vorige lid bedoelde opdrachtenblad omvat minstens de volgende gegevens:

- 1° de plaats, de datum en uur van het begin, alsook de geschatte duur van het evenement, de wedstrijd, de sportactiviteit of de training in het kader waarvan de controle(s) wordt (zijn) gepland of, als de controle buiten wedstrijdverband geschiedt, een verwijzing naar de verblijfplaatsgegevens van de sporter zoals die voor een bepaalde periode in ADAMS zijn ingevoerd;
- 2° de sportdiscipline en, in voorkomend geval, de benaming van het evenement, de wedstrijd, de sportactiviteit of de training in het kader waarvan een of meer controles werden gepland;
- 3° of de controle binnen of buiten wedstrijdverband geschiedt, overeenkomstig de definities bepaald in artikel 1, 25°, 26° en 34° van het decreet;

4° de benaming en het adres van de eventuele sportorganisatie waarbij de te testen sporter is aangesloten of van de organisator die verantwoordelijk is voor het evenement, de wedstrijd, de training of de sportactiviteit, alsook de naam, de voornaam en het telefoonnummer van hun afgevaardigde;

5° het soort bloed- en/of urinetest(s) dat moet worden uitgevoerd, met inbegrip van het gewenste aantal en het ogenblik van de uit te voeren controle(s);

6° de wijze waarop de sporters worden aangewezen of, in geval van gerichte controle(s), de identiteit van de sporter(s) die zich bij de controle moeten aanmelden;

7° de naam en voornaam van de controlearts die belast wordt met de uitvoering van de geplande controle(s);

8° de gegevens en het naam van het erkende laboratorium dat met de analyses wordt belast.

Het opdrachtenblad wordt ondertekend door de directeur/directrice van de NADO Franse Gemeenschap en wordt in tweevoud opgemaakt, waarbij één exemplaar bestemd is voor de controlearts en het andere voor de NADO Franse Gemeenschap.

§ 3. Het opdrachtenblad wordt aan de controlearts meegegeed, uiterlijk, naar gelang van het geval:

a) 72 uur vóór de geplande dopingcontrole(s), voor de controles binnen wedstrijdverband;

b) drie maanden vóór de geplande dopingcontrole(s), voor de controles buiten wedstrijdverband.

In voorkomend geval, informeert de NADO Franse Gemeenschap, voor de controles binnen wedstrijdverband, de chaperon(s) die de controlearts begeleiden ten vroegste 72 uur vóór de geplande dopingcontrole(s).

§ 4. De NADO Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, de controlearts kan, indien de fysieke veiligheid van deze laatste bedreigd wordt, vragen dat één of meer vertegenwoordigers van de ordediensten aanwezig zijn bij de uit te voeren dopingcontrole(s).

Art. 31. § 1. De controlearts, die door de NADO Franse Gemeenschap, door middel van het in artikel 30, § 2, bedoelde opdrachtenblad, wordt aangesteld, organiseert, verricht en leidt de geplande dopingcontrole(s).

De controlearts voert, voor zover dit mogelijk is, zijn controle uit met respect voor het normale verloop van de sportactiviteit.

§ 2. Als de controle tijdens een sportactiviteit plaatsvindt, wijst de afgevaardigde van de sportorganisatie of de organisator een persoon aan die de controlearts bijstaat en hem een geschikte ruimte in de directe omgeving van de plaats waar de sportactiviteit plaatsvindt ter beschikking stelt, die voldoende waarborgen biedt op het gebied van hygiëne, vertrouwelijkheid, privacy en veiligheid.

§ 3. De controlearts identificeert, met de eventuele hulp van de chaperon of chaperons die hem begeleiden, in voorkomend geval, door middel van een officieel document, en bepalen, overeenkomstig het opdrachtenblad, de sporter(s) die zich bij de dopingcontrole moet(en) aanmelden.

Voorafgaand aan de in het vorige lid bedoelde identificatie identificeren de controlearts en, in voorkomend geval, de begeleidende chaperon(s) zich door middel van de in de artikel(en) 23, § 3, vierde of achtste lid; 23, § 4, derde of achtste lid; 26, § 3, vierde lid, of 26, § 4, derde of achtste lid, naar gelang van het geval, bedoelde badge(s).

Na de in het eerste en tweede lid bedoelde identificaties verwittigt en informeert de controlearts, met de eventuele hulp van de chaperon(s) die hem begeleidt/begeleiden, persoonlijk elke te controleren sporter, op grond van een dopingcontroleformulier, zoals bedoeld in artikel 15, § 5, eerste lid, van het decreet en waarvan het model door de NADO Franse Gemeenschap wordt vastgesteld, overeenkomstig de eisen van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, van de aard van de controle die uit te voeren is en het verloop ervan.

Onverminderd de in artikel 15, § 5, tweede lid, van het decreet bedoelde gegevens, bevat het in het derde lid bedoelde formulier ook de volgende gegevens:

1° de datum en het tijdstip waarop het werd ingevuld;

2° de aard van de uit te voeren monstername.

Bij de in het derde lid bedoelde verwittiging brengt de controlearts, in voorkomend geval met de bijstand van de chaperon die hem begeleidt, de gecontroleerde sporter ook mondeling op de hoogte van de volgende gegevens:

1° het feit dat hij zich moet onderwerpen aan een monstername;

2° de autoriteit onder dewelke het monster zal worden genomen;

3° de aard van het af te nemen monster en de eventuele voorwaarden die moeten worden nageleefd voordat het monster wordt genomen;

4° de gevolgen die de sporter zou kunnen ondergaan, als hij zich niet binnen de gestelde termijn bij de controle aanmeldt of als hij weigert het dopingcontroleformulier te ondertekenen, namelijk, naargelang het geval, de vaststelling van de overtreding van één van de antidopingregels bedoeld in artikel 6, 3° of 5° van het decreet of van een gemiste controle, zoals bepaald in artikel 49;

5° de mogelijkheid voor de sporter om te vragen dat de controleprocedure wordt uitgevoerd in aanwezigheid van een persoon naar keuze en, alsook, als dit noodzakelijk en mogelijk is, van een tolk;

6° de noodzakelijkheid voor de minderjarige sporter, te worden begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een persoon die door één van deze daartoe werd gemachtigd;

7° de mogelijkheid voor de sporter met een handicap om om te worden begeleid en bijgestaan door een persoon naar keuze, overeenkomstig bijlage A van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken;

8° de mogelijkheid voor de sporter om bij de NADO Franse Gemeenschap elke bijkomende inlichting te bekomen betreffende de dopingcontrole en de later toe te passen procedure;

9° de mogelijkheid voor de sporter om, om één van de hieronder vermelde uitzonderlijke redenen, volgens het vrij oordeel van de controlearts, een termijn te vragen om zich bij de dopingcontroleplaats te kunnen aanmelden:

a) voor de controles binnen wedstrijdverband:

i) een protocollaire ceremonie voor het uitdelen van medailles bijwonen;

ii) voldoen aan verplichtingen ten overstaan van de media;

iii) aan andere wedstrijden deelnemen;

iv) recuperatie;

- v) een noodzakelijke medische behandeling te ondergaan;
 - vi) naar een vertegenwoordiger en/of tolk zoeken;
 - vii) het verkrijgen van een identificatiefoto of;
 - viii) elke andere redelijke omstandigheid die door de controlearts, met de instemming van de NADO Franse Gemeenschap, wordt aanvaard;
- b) voor de controles buiten wedstrijdverband:
- i) naar een vertegenwoordiger zoeken;
 - ii) een trainingssessie voltooien;
 - iii) een noodzakelijke medische behandeling krijgen;
 - iv) het verkrijgen van een identificatiefoto; of
 - v) elke andere redelijke omstandigheid die door de controlearts, met de instemming van de NADO Franse Gemeenschap, wordt aanvaard.

De vier exemplaren van het dopingcontroleformulier, bedoeld in artikel 15, § 5, vijfde lid, van het besluit, worden ondertekend door de controlearts, de eventueel aanwezige chaperon en de gecontroleerde sporter.

Indien de gecontroleerde sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, worden de vier exemplaren van het dopingcontroleformulier ondertekend door een van zijn wettelijke vertegenwoordigers of een door deze daartoe behoorlijk gemachtigde persoon.

Indien de sporter weigert het dopingcontroleformulier te ondertekenen, afwezig is, of zich te laat aanmeldt op de controleplaats, overeenkomstig het derde tot en met vijfde lid, wordt dit feit door de controlearts opgenomen in het dopingcontroleformulier en kan dit leiden tot de toepassing van de in het vijfde lid, 4°, bedoelde gevolgen.

Voor de toepassing van artikel 15, § 6, eerste lid, van het decreet en het zevende lid, vragen de organisatoren aan één van de wettelijke vertegenwoordigers van een minderjarige sporter, op het ogenblik van zijn inschrijving, dat deze wettelijke vertegenwoordiger door middel van een schriftelijke, gedateerde en ondertekende volmacht een meerderjarige persoon die deel uitmaakt van de sportorganisatie of die lid is van de organisator, aanwijst en machtigt, zodat deze persoon het dopingcontroleformulier kan ondertekenen en de minderjarige sporter bij een dopingcontrole kan begeleiden, in geval van afwezigheid van een wettelijke vertegenwoordiger van de sporter.

§ 4. Elke sporter die overeenkomstig § 3, derde tot vijfde lid, werd verwittigd, blijft onder het rechtstreekse toezicht van de controlearts of, in voorkomend geval, van de daartoe aangestelde chaperon(s), sedert de verwittiging, zoals bepaald in § 3, derde tot vijfde lid, tot de ondertekening van het dopingcontroleformulier door de sporter, overeenkomstig artikel 32, § 4, eerste lid.

Elk incident dat het goede verloop van de controle in het gedrang kan brengen en dat door de controlearts wordt vastgesteld, wordt door hem in het dopingcontroleformulier opgenomen.

Bij toepassing van het tweede lid vermeldt de controlearts eveneens in het dopingcontroleformulier of hij van mening is dat de controle kan worden behouden, en, in voorkomend geval, voert hij die uit.

Bij toepassing van het tweede en derde lid, indien de controle niet kan worden behouden en indien het in het tweede lid bedoelde incident aan de sporter te wijten is, kunnen de in § 3, vijfde lid, 1°, bedoelde gevolgen op hem worden toegepast.

§ 5. Elke sporter die werd verwittigd, overeenkomstig § 3, derde tot vijfde lid, meldt zich onmiddellijk voor het afnemen van monsters,

De controlearts verifieert de identiteit van de sporter en, in voorkomend geval, van de persoon die hem begeleidt, door middel van een officieel document.

Onverminderd de toepassing van § 4, tweede tot vierde lid, indien de sporter zich niet onmiddellijk bij de controle aanmeldt of indien hij de controleprocedure onderbreekt, wordt deze controle niettemin buiten de termijn op hem toegepast.

Bij toepassing van het derde lid blijft de sporter niettemin onder toezicht van de chaperon.

§ 6. Elke sporter die werd verwittigd, overeenkomstig § 3, derde tot vijfde lid, kan de controlearts vragen dat de controleprocedure in aanwezigheid van een persoon naar keuze kan worden uitgevoerd, behalve op het moment dat de sporter een urinestaal verstrekt en voor zover dit het normale verloop van de monsternamen niet stoort.

Indien de controlearts bij toepassing van het eerste lid van oordeel is dat de aanwezigheid van de door de sporter gekozen persoon het normale verloop van de monsternamen kan verstoren, laat hij dit aan de sporter weten en neemt hij deze elementen in het dopingcontroleformulier op.

Elke sporter met een handicap die werd verwittigd, overeenkomstig § 3, derde tot vijfde lid, kan vragen dat de controleprocedure wordt uitgevoerd in aanwezigheid en met de eventuele steun van een persoon naar keuze.

Bij toepassing van het derde lid, willigt de controlearts automatisch het verzoek in.

Indien een sporter die minderjarig of rechtsonbekwaam is, werd verwittigd overeenkomstig § 3, derde tot vijfde lid, wordt hij bij de controleprocedure begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een door deze daartoe behoorlijk gemachtigde persoon.

Onverminderd de toepassing van het eerste tot vijfde lid, verleent de controlearts slechts toegang tot het controlelokaal of het vertrek waarin de controle wordt uitgevoerd, aan de volgende personen:

- 1° de gecontroleerde sporter;
- 2° de persoon die door de gecontroleerde sporter wordt gekozen, overeenkomstig het eerste lid of het derde lid;
- 3° indien nodig, en afhankelijk van de beschikbaarheid, een tolk ;
- 4° een wettelijke vertegenwoordiger of een door deze naar behoren gemachtigde persoon, wanneer de gecontroleerde sporter minderjarig is of rechtsonbekwaam is;
- 5° de eventueel aangestelde chaperon(s), voor zover deze van hetzelfde geslacht is (zijn) als de gecontroleerde sporter;
- 6° een afgevaardigde arts van de nationale of internationale sportorganisatie, waarvan de gecontroleerde sporter lid is;

7° in voorkomend geval, een waarnemer aangesteld door het WADA in het kader van het programma van onafhankelijke waarnemers of, al naargelang het geval, een WADA-auditor;

8° een gemachtigde persoon die betrokken is bij de opleiding van controleartsen en chaperons of bij een eventuele audit van de NADO Franse Gemeenschap.

§ 7. Onverminderd de naleving van § 4, eerste lid, kan de controlearts, uitsluitend om een van de in § 3, vijfde lid, 9°, bedoelde redenen, de sporter toelaten het dopingcontrolestation te verlaten, respectief voor de controles binnen wedstrijdverband en buiten wedstrijdverband.

Bij toepassing van het eerste lid, vermeldt de controlearts in het dopingcontroleformulier het tijdstip van vertrek en terugkeer van de sporter bij het controlestation, alsook de reden waarom de sporter werd toegelaten het dopingcontrolestation te verlaten.

Bij toepassing van het eerste lid mag de sporter geen urine lozen totdat hij is teruggekeerd bij het dopingcontrolestation.

§ 8. Indien de controle voorzien in het opdrachtenblad bedoeld in het artikel 30, § 2, om welke reden dan ook, niet plaats heeft kunnen vinden, vermeldt de controlearts dit in het dopingcontroleformulier, met opgave van de rede(nen) daarvoor.

Bij toepassing van het eerste lid, bezorgt de controlearts het dopingcontroleformulier aan de NADO Franse Gemeenschap uiterlijk op de eerste werkdag volgend op de dag waarop de controle vastgesteld was.

Onverminderd en behoudens de eventuele toepassing van artikel 49, voor sporters van elitecategorie A of B en/of artikel 38, eerste lid, 11°, voor elke sporter, stuurt de NADO Franse Gemeenschap na ontvangst van het dopingcontroleformulier onmiddellijk een kopie naar de betrokken sporter.

De sporter beschikt over een termijn van vijftien dagen om zijn argumenten te doen gelden, en om, in voorkomend geval, te vragen door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord.

Bij ontstentenis van uitleg of als de argumenten van de sporter als onvoldoende of niet overtuigend worden beschouwd, kunnen op hem de in § 3, vijfde lid, 4° bedoelde maatregelen worden toegepast.

Art. 32. § 1. Na de in artikel 31, § 3, derde tot vijfde lid bedoelde verwittiging, maar vóór elke afname van een urine- of bloedmonster, voert de controlearts een gesprek met de gecontroleerde sporter, over elk geneesmiddel, elke medische behandeling of bijzondere voeding die momenteel worden gebruikt, die al dan niet aan een medisch voorschrift worden onderworpen.

De controlearts neemt in het dopingcontroleformulier de opgave op van de geneesmiddelen, medische behandeling en bijzondere voeding, die door de gecontroleerde sporter werden gebruikt in de zeven dagen voorafgaand aan de controle, alsook, indien een bloedmonster moet worden afgenomen, van de eventuele bloedtransfusies die de sporter in de laatste drie maanden heeft ondergaan.

Na het in het eerste lid bedoelde gesprek, maar vóór elke afname van een urine- of bloedmonster, stelt de controlearts de sporter voor zich te hydrateren, uitsluitend met mineraalwater, waarbij die hydratatie niet overdreven mag zijn.

Het in het derde lid bedoelde mineraalwater wordt ter beschikking gesteld door de organisator van het evenement, de wedstrijd of de training, in de vorm van een beveiligde verpakking.

De dopingcontrole wordt op zodanige wijze uitgevoerd dat de intimiteit, de waardigheid en het respect voor de privacy van de gecontroleerde sporter worden gewaarborgd, alsook de integriteit, de veiligheid en de identiteit van de verzamelde monsters.

Het controlemateriaal is voor eenmalig gebruik en alleen de door de NADO Franse Gemeenschap geleverde verpakkingen worden gebruikt voor de afname van monsters.

§ 2. De controleprocedure en het verloop ervan worden door de controlearts in het dopingcontroleformulier vastgelegd.

Naast de in artikel 15, § 5, tweede lid, van het decreet en in artikel 31, § 3, vierde lid, bepaalde inlichtingen, onverminderd het eerste lid, vermeldt het dopingcontroleformulier eveneens:

- a) in voorkomend geval, de naam en voornaam van de trainer en/of sportarts;
- b) het adres van de sporter;
- c) de eventuele vermelding van de geneesmiddelen of voedingssupplementen die de sporter gedurende de laatste 7 dagen heeft genomen;
- d) indien een bloedmonster moet worden afgenomen, de eventuele vermelding van de bloedtransfusies die de sporter in de laatste 3 maanden heeft ondergaan;
- e) het codenummer van het overeenstemmende afgenomen monster;
- f) het uur van aankomst van de sporter bij het controlestation;
- g) alle vaststellingen die de controlearts gedurende de controleprocedure heeft gedaan, alsook elk eventueel incident, overeenkomstig artikel 31, § 4, tweede lid.

Indien de controlearts niet voldoende ruimte heeft om alle noodzakelijke of gewenste aantekeningen op het dopingcontroleformulier aan te brengen, dient hij dit in het daartoe bestemde deel van het formulier aan te geven en vervolgens een aanvullend verslagformulier te gebruiken, waarvan het model door de NADO Franse Gemeenschap is vastgesteld.

§ 3. De controlearts, eventueel begeleid door één of meer chaperons, en in voorkomend geval een of meer politiefunctionarissen, neemt alle passende maatregelen om elke vervalsing of poging tot vervalsing van enig element van de dopingcontrole, in de zin van artikel 6, 5°, van het decreet, te vermijden.

Deze maatregelen worden in voorkomend geval vermeld op het dopingcontroleformulier en/of, indien van toepassing, op het aanvullende verslagformulier, overeenkomstig § 2, tweede en derde lid, en artikel 31, § 4, tweede lid.

Het is de sporter, alsook iedereen die door de controlearts overeenkomstig artikel 31, § 6, wordt toegelaten aanwezig te zijn in het controlelokaal of in het vertrek waarin de controle wordt uitgevoerd, verboden het verloop van de controleprocedure op ongeacht welke drager te filmen, te fotograferen of op te nemen.

Niet-naleving van het voorgaande lid wordt door de controlearts in het dopingcontroleformulier vermeldt en/of, indien van toepassing, in het aanvullende verslagformulier, overeenkomstig § 2, tweede en derde lid, en artikel 31, § 4, tweede lid.

De toepassing van het vorige lid kan aanleiding geven tot de vaststelling van de vervalsing of van de poging tot vervalsing van elk gegeven betreffende de dopingcontrole, in de zin van artikel 6, 5°, van het decreet.

§ 4. Nadat de controle is uitgevoerd, onverminderd de eventuele opmerkingen bedoeld in artikel 33, § 1, 14° of artikel 34, 13°, worden de vier exemplaren van het dopingcontroleformulier ondertekend door de betrokken sporter, de controlearts en, in voorkomend geval, door de aanwezige chaperon(s), alsook door elke persoon die bij de controle aanwezig was, met inachtneming van artikel 31, § 6.

Indien de gecontroleerde sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, worden de vier exemplaren van het dopingcontroleformulier ondertekend door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een door hen daartoe naar behoren gemachtigde rechtsbekwame persoon, onverminderd eventuele opmerkingen bedoeld in artikel 33, § 1, 14° of artikel 34, 13°.

Het exemplaar van het dopingcontroleformulier dat voor het laboratorium is bestemd, vermeldt geen gegevens waarmee de gecontroleerde sporter zou kunnen worden geïdentificeerd.

Indien de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger of een andere door deze behoorlijk gemachtigde persoon, weigert het dopingcontroleformulier te ondertekenen, wordt tegen de betrokken sporter een procedure voor de vaststelling van de overtreding van de in artikel 6, 5° van het decreet.

Het model van het dopingcontroleformulier, dat door de NADO Franse Gemeenschap wordt vastgesteld, detailleert, met het oog op de informatie van de sporter, de wijze waarop zijn persoonlijke gegevens zullen worden behandeld, alsook de in overeenstemming met artikel 13, van het decreet, toepasselijke maatregelen voor vertrouwelijkheid en veiligheid.

Onverminderd het vijfde lid, vermeldt het model van het dopingcontroleformulier met name:

- 1° de naam van de verantwoordelijke voor de verwerking en zijn e-mailadres;
- 2° de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming;
- 3° het doel of de doelen van de gegevensverzameling;
- 4° de rechtsgrondslag van de gegevensverwerking;
- 5° de potentiële ontvangers van de gegevens;
- 6° de mogelijkheid voor de sporter om toegang te krijgen tot zijn gegevens, om onvolledige gegevens aan te vullen of om onjuiste gegevens te corrigeren;
- 7° het verplichte karakter van de mededeling van gegevens en de gevolgen van niet-mededeling ervan;
- 8° de duur van de opslag van de verzamelde gegevens;
- 9° de mogelijkheid om een klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Art. 33. § 1. De procedure voor de controle door middel van de afname van urinemonsters geschiedt, onverminderd de toepassing van de §§ 2 en 3, op de volgende wijze en in deze volgorde:

1° de sporter kiest een opvangbeker uit een partij, opent die, vergewist zich ervan dat hij leeg en proper is, en vult hem met een hoeveelheid die voor de analyse vereist is, onder het visuele toezicht van de controlearts of van een chaperon, voor zover deze laatste van hetzelfde geslacht als de sporter is; De controlearts of chaperon dient rechtstreeks getuige te zijn van het urineren;

2° indien de hoeveelheid urine die door de sporter wordt geproduceerd voldoende is, kiest de sporter uit een partij verzegelde kits een verzamelkit die twee flesjes bevat met hetzelfde codenummer, gevolgd door de letter "A" voor het eerste flesje, dat het voornaamste monster inhoudt, en de letter "B" voor het tweede flesje, dat het reservemonster inhoudt voor de eventuele contra-expertise;

3° ingeval de in 1° en 2° bepaalde stappen werden toegepast, ontzegt de sporter de gekozen kit, opent hij die en kijkt hij na of de flesjes leeg en proper zijn en giet hij de minimumhoeveelheid urine die voor de analyse vereist is in het flesje B, dit is minstens 30 ml, dan de rest van de urine in het flesje A, met een minimumhoeveelheid van 60 ml;

4° de controlearts vraagt de sporter een kleine hoeveelheid urine in de opvangbeker te laten en hij legt uit dat dit is om hem in staat te stellen de resturine te controleren;

5° de sporter verzegelt dan beide flesjes A en B volgens de richtlijnen van de controlearts, die, vóór de ogen van de sporter, nakijkt of de monsters correct verzegeld zijn;

6° de controlearts controleert met behulp van een refractometer de urine die in de opvangbeker overblijft om na te gaan of het monster een voor de analyse geschikte dichtheid heeft;

7° indien de refractometer aangeeft dat het monster niet de voor analyse geschikte dichtheid heeft, kan de controlearts, met inachtneming van de in 1° tot 5° bedoelde procedure, om een of meer nieuwe urinemonsters verzoeken, totdat aan de vereiste dichtheid is voldaan;

8° in het in 7° bedoelde geval worden de monsters naar het laboratorium gezonden;

9° na toepassing van de in 1° tot en met 6° of, in voorkomend geval, 1° tot en met 8° vermelde stappen, gaan de controlearts en de sporter na of het codenummer op de A- en B-flesjes en het codenummer op de verzendingstas identiek zijn;

10° de controlearts vermeldt hetzelfde codenummer, zoals bedoeld in 9°, op het dopingcontroleformulier;

10° de controlearts vermeldt hetzelfde codenummer, zoals bedoeld in 9°, op het dopingcontroleformulier;

12° de sporter doet, onder toezicht van de controlearts, beide flesjes A en B in de verzendingstas en verzegelt deze;

13° de controlearts werpt, voor ogen van de sporter, de overblijvende urine weg die niet voor het analyselaboratorium bestemd is;

14° de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger of een door hem daartoe behoorlijk gemachtigde rechtsbekwame persoon, verklaart door het ondertekenen van het dopingcontroleformulier dat de procedure in overeenstemming met deze paragraaf is uitgevoerd, onder voorbehoud van, indien van toepassing, elke onregelmatigheid of opmerking die de sporter of andere persoon die de controle heeft bijgewoond, in overeenstemming met artikel 31, § 6, zou willen formuleren, en die in dit geval zal worden geregistreerd in het dopingcontroleformulier en/of in een aanvullend verslagformulier.

§ 2. Indien er geen urine geproduceerd is of indien de in § 1, 1° opgelegde hoeveelheid urine niet bereikt is, blijft de sporter onder het visuele toezicht van de controlearts of in voorkomend geval, van de chaperon die hem bijstaat, totdat de voorgeschreven hoeveelheid bereikt is, volgens de procedure bedoeld in § 3.

In het in het vorige lid bedoelde geval, wordt mineraalwater onder beveiligde verpakking ter beschikking gesteld van de sporter door de organisator van de sportactiviteit of, in voorkomend geval, door de sporter zelf, wanneer de controle buiten de wedstrijd om plaatsvindt, in zijn gewone verblijfplaats.

§ 3. Indien de sporter een onvoldoende hoeveelheid urine produceert, wordt de procedure voor de gedeeltelijke monsterneming gebruikt, in de volgende volgorde:

1° de sporter kiest een verzamelkit uit een partij verzegelde kits, opent die en kijkt na of de A- en B-flesjes leeg en proper zijn;

2° de sporter giet in het A-flesje de urine die zich in de opvangbeker bevindt, onder het visuele toezicht van de controlearts, en, in voorkomend geval, in aanwezigheid van een chaperon, voor zover deze laatste van hetzelfde geslacht is als de sporter;

3° de sporter kiest een verzamelkit voor gedeeltelijke monsterneming uit een partij verzegelde kits, hij opent die en sluit het A-flesje met behulp van een afsluitdop die zich in de gekozen kit voor gedeeltelijke monsterneming bevindt;

4° de sporter kijkt na of er geen lekken zijn;

5° de sporter plaatst het A-flesje in de analysekit, sluit deze en plaatst de aldus gesloten kit in de daartoe bepaalde tas voor gedeeltelijke monsterneming;

6° de sporter maakt de beschermingskleefstrip van het zakje los en verzegelt dit;

7° de controlearts kijkt na of het codenummer dat vermeld staat op de verwijderbare strip en op het zakje dezelfde zijn;

8° de controlearts vermeldt hetzelfde codenummer als het nummer dat in 7° bedoeld is, en het ontoereikend volume van het monster op het dopingcontroleformulier;

9° de controlearts bewaart de tas voor de gedeeltelijke monsterneming totdat de sporter een nieuw monster kan produceren;

10° wanneer de sporter in staat is een ander monster te produceren, wordt de in § 1 beschreven procedure voor de monsterneming herhaald totdat de hoeveelheid urine bereikt is, door het oorspronkelijke monster en de bijkomende monsters te mengen;

11° zodra de controlearts van mening is dat de eisen inzake urinehoeveelheid die voor de analyse vereist is, vervuld zijn, kijkt de sporter, onder toezicht van de arts, na of de tas intact is en of het nummer van zijn verwijdbare strip overeenstemt met het nummer dat op het zakje en in het dopingcontroleformulier opgenomen is;

12° de sporter opent het verzegelde zakje alsook het A-flesje, dat is voorzien van een voorlopige afsluitdop;

13° de sporter giet, onder toezicht van de controlearts, in een opvangbeker de urine die zich in het flesje A bevindt en deze die zich in het tweede monster bevindt, om beide opgevangen monsters te mengen;

14° indien de aldus bekomen hoeveelheid gemengde urine nog lager is dan 90 ml, wordt de procedure die beschreven is in de punten 1° tot 13° herhaald totdat de vereiste hoeveelheid van 90 ml urine bereikt is;

15° indien het vereiste volume van 90 ml urine is bereikt, dan is de in § 1, 2° tot 14° beschreven procedure van toepassing.

Art. 34. De procedure voor de controle door middel van de afname van bloedmonsters geschiedt op de volgende wijze en in de volgende volgorde:

1° de sporter kiest een bloedafnameset uit een partij, verifieert de verzegeling van het materiaal, opent de set, en vergewist zich ervan dat hij leeg en proper is;

2° de controlearts en de sporter verifiëren of het codenummer op de flesjes en etiketten identiek is en de controlearts noteert dit nummer nauwkeurig op het dopingcontroleformulier;

3° de controlearts zorgt ervoor dat de sporter in comfortabele omstandigheden wordt geplaatst en vraagt hem in een normale positie te gaan zitten, met beide voeten op de grond, gedurende minstens 10 minuten vóór de afname;

4° de controlearts bepaalt de meest geschikte plaats voor de aderpunctie om de sporter en zijn prestaties niet te schaden. Dit moet de niet-dominante arm zijn, tenzij de controlearts van mening is dat de andere arm geschikter is;

5° de controlearts ontsmet de huid van de sporter met een steriel ontsmettend kompres of watten en legt zo nodig een knelband aan;

6° de controlearts vangt het bloedmonster in het afnamebuisje op vanuit een oppervlakkige ader; In voorkomend geval, wordt de knelband onmiddellijk na de aderpunctie verwijderd;

7° de afgenomen hoeveelheid bloed moet voldoende zijn om te beantwoorden aan de eisen inzake analyse van het geaccrediteerde of door het WADA anders goedgekeurde laboratorium;

8° indien de opgevangen hoeveelheid bloed van de sporter niet voldoende is, zoals bepaald in 7°, voert de controlearts de procedure opnieuw uit, maar niet meer dan twee keer;

9° indien de controlearts er niet in slaagt een voldoende hoeveelheid bloed te verkrijgen, zoals bepaald in 7°, na maximaal drie pogingen, zoals bepaald in 8°, onderbreekt hij de bloedafname en vermeldt hij dit in het dopingcontroleformulier;

10° na de stappen bedoeld in 1° tot 7°, of, in voorkomend geval, van 1 tot 8° of 9°, legt de controlearts een verband aan op de punctieplaats(en);

11° de controlearts werpt op een geschikte wijze de uitrusting voor de bloedafname weg die niet noodzakelijk is om de procedure voor de bloedafname te beëindigen;

12° de sporter verzegelt zijn monsters in de bloedafnameset volgens de richtlijnen van de controlearts; deze controleert, voor ogen van de sporter, dat de monsters naar behoren zijn verzegeld;

13° voordat de monsters naar het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium worden gestuurd, worden ze, inzonderheid voor het vervoer, geplaatst in een bewaringssysteem dat de integriteit van de monsters te allen tijde bewaart, in een koele en constante omgeving gemeten door een temperatuuropnemer, ongeacht externe temperatuurveranderingen;

14° de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettige vertegenwoordiger of een door hem daartoe behoorlijk gemachtigde persoon, verklaart door het ondertekenen van het dopingcontroleformulier dat de procedure in overeenstemming met dit artikel is uitgevoerd, onder voorbehoud van, indien van toepassing, elke onregelmatigheid of opmerking die de sporter of andere persoon die de controle heeft bijgewoond, in overeenstemming met artikel 31, § 6, zou willen formuleren, en die in dit geval zal worden geregistreerd in het dopingcontroleformulier en/of in een aanvullend verslagformulier.

Art. 35. § 1. De procedure voor de controle die wordt uitgevoerd in het kader van het biologisch paspoort van de sporter, overeenkomstig de artikelen 15, § 1, eerste lid, en 16 van het decreet, wordt uitgevoerd op basis van bloedmonsters afgenomen volgens de procedure bedoeld in artikel 34.

Bij toepassing van het bovenstaande lid, deelt de controlearts de sporter, vóór de afname, mee dat zijn bloedmonsters in het kader van het biologisch paspoort van de sporter zullen worden geanalyseerd en gecontroleerd.

Onverminderd de toepassing van het eerste lid, zorgt de controlearts er bovendien voor dat het bloedmonster niet vroeger dan twee uur na het einde van de sportactiviteit wordt afgenomen, in voorkomend geval.

Bij toepassing van dit artikel, vermeldt de controlearts:

1° in het dopingcontroleformulier, dat de bloedmonsters met het oog op analyse en controle werden afgenomen in het kader van het biologisch paspoort van de sporter.

2° in een aanvullend verslagformulier:

a) of de sporter met beide voeten op de grond is blijven zitten, gedurende minstens 10 minuten vóór de afname;

b) of het monster is genomen onmiddellijk na ten minste 3 opeenvolgende dagen van intensieve uithoudingscompetitie;

c) of de sporter 2 uur voorafgaand aan de bloedafname een trainings- of wedstrijdssessie heeft gehad;

d) of de sporter de laatste twee weken heeft getraind, deelgenomen aan wedstrijden of verbleven op een plaats op meer dan 1500 meter hoogte en zo ja, of in geval van twijfel, de naam van die plaats en de duur van het verblijf. De geschatte hoogte moet worden aangegeven indien bekend;

e) of de sporter in de laatste 2 weken hoogtesimulatieapparatuur, zoals een hoogtetent of -masker, heeft gebruikt en zo ja, de precisering van het gebruikte type apparaat en de gebruikscontext, met name de frequentie, de duur en de intensiteit;

f) of de sporter in de laatste 3 maanden bloed heeft gekregen of bloedverlies heeft geleden en zo ja, het geschatte volume daarvan;

g) of de sporter in de twee uur voorafgaand aan de bloedafname is blootgesteld aan extreme omgevingsomstandigheden, waaronder sessies in kunstmatige hitte zoals een sauna, en zo ja, de precisering van deze omstandigheden, met inbegrip van de beschrijving en de duur ervan.

§ 2. De procedureregels bedoeld in artikel 16, derde lid, van het decreet, voor het opstellen, het beheren en het opvolgen van het biologisch paspoort zijn de volgende:

1° het biologisch paspoort kan door de NADO Franse Gemeenschap alleen met inachtneming van de in artikel 16 van het decreet bepaalde voorwaarden worden opgesteld en/of beheerd en/of gebruikt;

2° het biologisch paspoort kan door de NADO Franse Gemeenschap alleen voor ten minste één van de doelstellingen bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid of artikel 16, tweede lid, van het decreet worden opgesteld en/of beheerd en/of gebruikt;

3° indien een biologisch paspoort wordt opgesteld door de NADO Franse Gemeenschap, stelt zij de betrokken elitesporter op nationaal niveau minstens in kennis van het volgende:

a) het opstellen van een biologisch paspoort van toepassing op de elitesporter;

b) de mogelijke doeleinden van het gebruik van de gegevens verbonden aan het biologisch paspoort, alsook de maximumduur van de bewaring van die gegevens, overeenkomstig bijlage 2 bij het decreet;

c) de antidopingorganisatie die verantwoordelijk is voor het beheer en het opvolgen van het biologisch paspoort;

d) de mogelijkheid voor de betrokken elitesporter van nationaal niveau, om binnen de 15 dagen volgend op de kennisgeving, het opstellen van een biologisch paspoort dat op hem van toepassing is te betwisten, en in voorkomend geval, te vragen door de NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord, eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of arts naar keuze;

4° bij toepassing van 3°, d), deelt de NADO Franse Gemeenschap haar beslissing mee aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau:

a) na ontvangst van zijn betwisting en nadat hij eventueel werd gehoord;

b) in voorkomend geval, na overleg met het WADA.

Art. 36. De procedure voor de controle door middel van het afnemen van monsters van andere lichamelijke vloeistoffen of van de bevoorrading van de sporter wordt mutatis mutandis uitgevoerd volgens dezelfde stappen als deze die bedoeld zijn in de procedure voor de controle door middel van het afnemen van urinemonsters, zoals bedoeld in artikel 33, onverminderd de toepassing van de volgende regels:

1° de monsters worden in geschikte verzegelde verpakkingen geplaatst;

2° er kunnen afnames worden uitgevoerd voor eventuele aanvullende en toekomstige analyses, overeenkomstig de artikelen 6.2, 6.5 en 6.6 van de Code;

3° de verpakking wordt verzegeld in aanwezigheid van de betrokken sporter;

4° een codenummer, waarvan de sporter in kennis wordt gesteld, wordt op elke verpakking aangebracht en in het dopingcontroleformulier opgenomen.

Art. 37. Indien bij de controle twijfels ontstaan over de afkomst, de authenticiteit of de integriteit van een monster, wordt een nieuw monster afgenomen.

Elke weigering van de sporter of, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, van zijn wettelijke vertegenwoordiger of de door deze behoorlijk gemachtigde persoon, om zich aan een nieuwe monsterafname te onderwerpen, wordt met controleweigering gelijkgesteld, en heeft de eventuele vaststelling van de overtreding van de antidopingregel bedoeld in artikel 6, 3°, van het decreet, tot gevolg.

Art. 38. Met inachtneming en in het kader van de toepassing van de onderzoeksbevoegdheid van de NADO Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 8 van het decreet, zijn de volgende bijkomende nadere regels van toepassing:

1° elke onderzoeksprocedure heeft potentieel tot doel ofwel een mogelijke overtreding van de antidopingregels of een potentiële deelneming aan de overtreding van de antidopingregels uit te sluiten, ofwel bewijzen te verzamelen om een procedure in te leiden wegens de overtreding van de antidopingregels, overeenkomstig artikel 59;

2° het opstarten van de in artikel 8, tweede lid, *a)* van het decreet bedoelde onderzoeksprocedure betreffende één of meer mogelijke overtreding(en) van de antidopingregels, zoals bedoeld in artikel 6, van het decreet, rust op betrouwbare inlichtingen, die door de NADO Franse Gemeenschap op vergelijkende wijze worden geverifieerd;

3° de in artikel 8, tweede lid, *a)*, van het decreet bedoelde beschikbare bronnen zijn, inzonderheid, de sporters, de personeelsleden die sporters begeleiden, de controleartsen, de chaperon(s), de door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratoria, de sportorganisaties, andere antidopingorganisaties, de organisatoren, de verantwoordelijken of zaakvoerders van fitnesszalen, de media, andere overheidsinstellingen, het WADA;

4° overeenkomstig artikel 12.2.2 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, wordt elk onderzoek billijk, onpartijdig, ten laste en ten onlaste, gevoerd;

5° overeenkomstig de artikelen 11.2.1 en 11.4.3 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en onverminderd 1° tot 4°, gebruikt de NADO Franse Gemeenschap om haar onderzoeken te voeren, elke beschikbare nuttige inlichting, inzonderheid deze die uit het ADAMS komen en deze die uit een beveiligd meldingssysteem komen, zoals bedoeld in artikel 39;

6° de evaluatie van de inlichtingen en bewijzen die gedurende de onderzoeken worden verzameld, de conclusies, de verbanden en de resultaten van de onderzoeken moeten door de NADO van de Franse Gemeenschap in een verslag schriftelijk worden opgenomen;

7° met inbegrip van de informatie en inlichtingen die zouden worden verkregen door middel van een beveiligd meldingssysteem, zoals bedoeld in artikel 39, wordt alle informatie en worden alle inlichtingen op vertrouwelijke wijze ingewonnen en behandeld door de personeelsleden van de NADO Franse Gemeenschap die de onderzoeksbevoegdheid uitoefenen;

8° met inachtneming van 1° tot 7°, werkt de NADO Franse Gemeenschap bij voorrang met het WADA en de andere antidopingorganisaties samen;

9° voor de toepassing van artikel 8, tweede lid, *c)*, van het decreet en overeenkomstig artikel 12.1, *b)* van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, leidt de NADO een onderzoek in en onderzoekt zij vertrouwelijk elke analytische of niet analytische inlichting wanneer er wettige redenen zijn om een schending van de antidopingregels te vermoeden;

10° voor de toepassing van 9° en onverminderd 2°, kan het verkrijgen van informatie en/of inlichtingen door de NADO Franse Gemeenschap door middel van een beveiligd meldingssysteem, zoals bedoeld in artikel 39, een gegronde reden vormen om één of meer overtreding(en) van de antidopingregels te vermoeden;

11° voor de toepassing van artikel 8, tweede lid, *c)* van het decreet leidt de NADO Franse Gemeenschap automatisch een onderzoek in wanneer het dopingcontroleformulier of het aanvullend verslagformulier, bedoeld in artikel 32, § 2, vermeldt dat een sporter een monsterafname is ontweken, een monsterafname heeft geweigerd of nagelaten heeft zich bij een monsterafname aan te melden, heeft geweigerd het dopingcontroleformulier te ondertekenen of op enigerlei wijze het goede verloop van de individuele controleprocedure heeft gehinderd;

12° bij toepassing van 9°, 11°, artikel 8, tweede lid, *d)* van het decreet, of de opening van een onderzoek dat wordt uitgevoerd ingevolge en met toepassing van artikel 8, tweede lid, *b)* van het decreet, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter of, indien die minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger of, in voorkomend geval, een persoon in de zin van artikel 1, 65° van het decreet, in kennis van de opening van een antidopingonderzoek dat op de sporter betrekking heeft;

13° de in 12° bedoelde kennisgeving omvat:

a) een beknopte beschrijving van de feiten die in aanmerking komen voor het inleiden van een onderzoek;

b) het bewijs of de bewijselementen ter ondersteuning van de onder *a)* genoemde feiten op grond waarvan kan worden aangenomen dat de sporter of de andere persoon mogelijk een overtreding van de antidopingregel(s) heeft begaan;

c) de vermelding van de aangevoerde overtreding van de antidopingregel en de mogelijke gevolgen indien de overtreding zou worden vastgesteld;

d) de vermelding van het basisdecreet en de procedure die van toepassing is voor het inleiden van een onderzoek;

e) het recht van de sporter of andere persoon om binnen een termijn van 20 dagen na de in 12° bedoelde kennisgeving een schriftelijke uitleg te verschaffen en/of te verzoeken om te worden gehoord door NADO Franse Gemeenschap;

f) onverminderd artikel 23, § 1, van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter of andere persoon om substantiële hulp te verlenen, in de zin van artikel 1, 7° van het decreet;

g) onverminderd artikel 23, § 1, van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter of andere persoon om, in geval van een vermeende overtreding van de antidopingregel die bestraft wordt met een schorsingsperiode van vier jaar of meer, de overtreding toe te geven, uiterlijk binnen 20 dagen na de kennisgeving bedoeld in 12°, teneinde in voorkomend geval aanspraak te maken op de vermindering van de schorsingsperiode met één jaar, als bedoeld in artikel 10.8.1 van de Code;

h) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter of andere persoon om de overtreding toe te geven, uiterlijk binnen 20 dagen na de in 12° bedoelde kennisgeving, teneinde in voorkomend geval aanspraak te maken op een verkorting van de in principe geldende schorsingsperiode en eventueel een vervroeging van de aanvang van de schorsingsperiode te tellen vanaf de datum van de monsterneming of de datum van de betrokken overtreding van de antidopingregel, zoals bepaald in artikel 10.8.2 van de Code;

i) de verplichting ter beschikking van de NADO Franse Gemeenschap te zijn, met het oog op een eventuele oproeping voor een hoorzitting, waarbij het mogelijk is om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman en/of een arts bij die hoorzitting;

j) overeenkomstig artikel 12.2.4 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, het feit dat het niet medewerken aan het goede verloop van het onderzoek de NADO Franse Gemeenschap kan leiden tot het inleiden van een procedure wegens de overtreding van de in artikel 6, 5°, van het decreet bedoelde antidopingregel;

14° overeenkomstig artikel 5.3.2.3 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt de in 13° bedoelde kennisgeving op dezelfde dag toegezonden aan het WADA, aan de NADO(s) waartoe de sporter of andere persoon behoort, en aan de betrokken internationale federatie; zij wordt ook binnen een redelijke termijn in ADAMS opgenomen;

15° binnen een termijn van in beginsel 4 maanden vanaf de in 13° bedoelde kennisgeving bedoeld, stelt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter of, indien deze minderjarig of rechtsonbekwaam is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, of in voorkomend geval, de andere persoon tegen wie het onderzoek is ingesteld, in kennis van de conclusies van haar onderzoek en haar beslissing om het dossier te sluiten of door te sturen naar de CIDD en/of het parket, met het oog op de toepassing van respectievelijk artikel 23, §§ 1 en 3, en/of artikel 27 van het decreet;

16° overeenkomstig artikel 12.3.3.1 van de Internationale Standaard voor het Dopingtests en Onderzoeken en artikel 5.4 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, stelt de NADO Franse Gemeenschap het WADA, de NADO(s) die verantwoordelijk is (zijn) voor de sporter of de andere persoon, de betrokken internationale federatie en de andere partijen, bedoeld in artikel 13.2.3 van de Code en artikel 23, vijfde lid, van het decreet, in kennis van elke beslissing tot sluiting van het dossier, genomen met toepassing van 15°; van deze beslissing wordt kennisgegeven dezelfde dag als de kennisgeving aan de sporter of andere persoon;

17° indien de NADO Franse Gemeenschap geen kennis van haar beslissing heeft gegeven binnen de in 15° bedoelde termijn, wordt het dossier geacht afgesloten te zijn door een beslissing houdende de vaststelling dat geen schending van de antidopingregels werd vastgesteld;

18° bij toepassing van 17° en overeenkomstig artikel 13.3 van de Code en artikel 12.3.1 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, kan het WADA bij de TAS beroep aantekenen tegen deze beslissing houdende de vaststelling dat geen schending van de antidopingregels werd vastgesteld;

19° indien de NADO van de Franse Gemeenschap, in toepassing van 15°, beslist het dossier door te sturen naar de CIDD, met het oog op de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3, komt de kennisgeving bedoeld in 15° overeen met deze voorzien in artikel 23, § 3, vijfde lid, van het decreet;

20° bij toepassing en onverminderd 19°, vermeldt de in 15° bedoelde kennisgeving tevens:

a) dat, indien de CIDD een of meer overtredingen van de antidopingregels vaststelt en een of meer sancties oplegt krachtens artikel 10 van de Code, die sanctie(s) bindend is/zijn voor alle ondertekenende partijen in alle sporten en landen, overeenkomstig artikel 15 van de Code;

b) of de sporter de vermeende overtreding(en) van de antidopingregels al dan niet heeft betwist na de kennisgeving bedoeld in 13°, door het verstrekken van een schriftelijke uitleg en/of door te vragen om door NADO Franse Gemeenschap te worden gehoord;

c) of de sporter de vermeende overtreding(en) van de antidopingregel al dan niet heeft toegegeven na de in 13° bedoelde kennisgeving;

d) of de sporter al dan niet substantiële hulp heeft verleend na de in 13° bedoelde kennisgeving;

e) dat overeenkomstig artikel 23, §§ 1 en 3 van het decreet, het de CIDD is die op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit zal oordelen of één of meerdere overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, indien dit het geval is, de toepasselijke sanctie(s) zal uitspreken, overeenkomstig artikel 10 van de Code en het decreet;

f) dat de sporter, in voorkomend geval, tijdens de eerste hoorzitting voor de CIDD nog steeds substantiële hulp kan verlenen en/of eventueel de vermeende overtreding(en) van de antidopingregel(s) kan toegeven, en dat hij in een of meer van deze gevallen de CIDD kan verzoeken om toepassing van de regels van respectievelijk bedoeld, al naargelang het geval, in artikels 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.2 van de Code, op grond waarvan de schorsingsperiode in beginsel kan worden verkort, mits aan de materiële voorwaarden, met uitzondering van de formele voorwaarden van deze bepalingen, is voldaan en dat dit door de CIDD kan worden vastgesteld;

21° overeenkomstig artikel 12.3.2 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en artikel 7.2 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt de kennisgeving bedoeld in 19° op dezelfde dag verzonden naar het WADA, naar de NADO(s) waartoe de sporter of de andere persoon behoort en naar de betrokken internationale federatie; zij wordt ook binnen een redelijke termijn in ADAMS gemeld;

22° onverminderd en met het oog op de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3 van het decreet, wordt de verzending van een onderzoeksdossier door de NADO Franse Gemeenschap aan de CIDD:

a) voorafgegaan door een oproep aan de sporter en, indien de hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, aan ten minste één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, aan elke andere persoon tegen wie een onderzoek is ingesteld, met het oog op een hoorzitting, eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of een arts van zijn keuze;

b) gebaseerd op een schriftelijk stuk, dat wordt gestaafd door bewijsmateriaal dat is toegelaten door het decreet, de Code en dat algemeen aanvaard is in de Belgische wetgeving;

c) in feite en in rechte met redenen omkleed;

d) uitgevoerd overeenkomstig artikel 23, § 3, eerste en tweede lid, van het decreet en artikel 59;

23° als de NADO Franse Gemeenschap een zaak bij de politie aanhangig maakt, om politiehandelingen te verrichten, moet dit op betrouwbare inlichtingen steunen, die door de NADO Franse Gemeenschap op vergelijkende wijze worden geverifieerd;

24° de informatie en/of inlichtingen bedoeld in 23° kunnen, voor de toepassing daarvan, uit een beveiligd meldingssysteem komen, zoals bedoeld in artikel 39;

25° voor de toepassing van artikel 27 van het decreet, wordt de verzending van een onderzoekdossier door de NADO Franse Gemeenschap aan het parket, met het oog op de eventuele opening van een strafdossier tegen een sporter of andere persoon in de zin van artikel 1, 65° van het decreet:

a) voorafgegaan door een oproeping aan de sporter en, indien hij minderjarig of rechtsonbekwaam is, aan ten minste één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, aan een andere persoon in de zin van artikel 1, 65° van het decreet, om te worden gehoord, eventueel in aanwezigheid van een raadsman en/of een arts van zijn keuze;

b) gebaseerd op een schriftelijk stuk, dat wordt gestaafd door bewijsmateriaal dat is toegelaten door het decreet, de Code en dat algemeen aanvaard is in de Belgische wetgeving;

c) in feite en in rechte met redenen omkleed;

26° onverminderd 23° en 25°, kunnen de betrekkingen tussen, enerzijds, de NADO Franse Gemeenschap en, anderzijds, de politie en/of het gerecht in een samenwerkingsprotocol worden geregeld;

27° de oproepingen bedoeld in 22°, a), en 25°, a), worden ten minste vijftien dagen vóór de geplande hoorzitting door de NADO Franse Gemeenschap verzonden, met vermelding van:

a) het doel ervan en de opening van een onderzoek tegen de sporter of andere persoon in de zin van artikel 1, 65° van het decreet;

b) een samenvatting van de feiten die in aanmerking werden genomen voor de opening van het onderzoek en die tegen de sporter of een andere persoon in de zin van artikel 1, 65° van het decreet, worden aangevoerd;

c) de vermeende overtreding(en) van de betrokken antidopingregel(s), zoals bedoeld in artikel 6 van het decreet;

d) in voorkomend geval, de vermeende overtreding(en) van de betrokken antidopingregel(s), zoals bedoeld in artikel 27 van het decreet;

e) de datum en het tijdstip van de hoorzitting evenals de plaats waar deze zal worden gehouden of, in voorkomend geval, dat zij op afstand zal plaatsvinden;

f) het recht zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman en/of een arts naar keuze van de sporter of, indien de sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, door het lid van het begeleidingspersoneel van de sporter;

g) het feit dat de afwezigheid ter zitting ertoe leidt dat het onderzoeksdossier automatisch wordt doorgezonden naar de CIDD en/of het parket, naar gelang van het geval;

28° ingeval de Franse Gemeenschap van het NADO in toepassing van 15° beslist het dossier door te sturen naar de CIDD en/of het parket, wordt de kennisgeving bedoeld in 15° verzonden aan de sporter of, indien de sporter minderjarig of rechtsonbekwaam is, aan één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of, in voorkomend geval, aan het betrokken lid van het begeleidingspersoneel van de sporter, na de hoorzitting bedoeld in 22°, a) of 25°, a), of, bij verstek, na de datum waarop de hoorzitting was gepland.

Overeenkomstig artikel 23, § 1, van het decreet is de CIDD uitsluitend bevoegd op disciplinair vlak en is het bijgevolg de CIDD die, op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit, beslist of één of meer vermeende overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, indien dit het geval is, de toepasselijke sanctie(s) uitspreekt, op grond van artikel 10 van de Code en het decreet.

Met inachtneming van het tweede lid, indien een sporter of andere persoon één of meer van de in het eerste lid, 13°, f) tot h) bedoeld rechten uitoefent, dan:

a) vermeldt de NADO Franse Gemeenschap dit, in voorkomend geval, in haar kennisgeving bedoeld in het eerste lid, 15°, alsook bij het overmaken van het onderzoeksdossier aan de CIDD, bedoeld in het eerste lid, 22°;

b) onderzoekt en beslist de CIDD of aan de materiële voorwaarden van de artikelen 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.2 van de Code, voor zover van toepassing, is voldaan, afgezien van de formele eisen van die bepalingen, en, indien dit het geval is, past zij de regels voor de verkorting van de schorsingsperiode toe, die in principe krachtens die bepalingen van toepassing zijn.

Art. 39. Mits naleving en in het kader van de toepassing van artikel 8, eerste en tweede lid, a), van het decreet en onverminderd artikel 38, eerste lid, 5°, 7°, 10° en 24°, kan de NADO Franse Gemeenschap, overeenkomstig en met toepassing van artikel 8, derde lid, van het decreet, een beveiligd meldingssysteem opzetten en gebruiken.

Het beveiligde meldingssysteem zoals bedoeld in het eerste lid:

a) vormt een rechtstreeks middel dat het NADO in staat stelt om op vertrouwelijke wijze, zo nodig vóór de formele opening van een onderzoek in de zin van artikel 38, eerste lid, 12° en 13°, alle potentieel nuttige informatie of inlichtingen op het gebied van dopingbestrijding te verkrijgen, te verwerken en vervolgens te evalueren;

b) garandeert de anonimiteit aan elke persoon die daarom verzoekt, behalve in de gevallen die door de wet worden opgelegd of wanneer de persoon zelf schriftelijk heeft ingestemd met de opheffing van zijn anonimiteit ten behoeve van het onderzoek;

c) beoogt het behoud en de bescherming van de rechten van sporters die geen dopingmiddelen gebruiken en draagt zo uiteindelijk bij tot gelijke kansen voor de sporters en, meer in het algemeen, tot eerlijkheid in de sport;

d) neemt de vorm van een elektronische link die toegankelijk is op de website van de NADO Franse Gemeenschap en die het mogelijk maakt een standaard informatieformulier online in te vullen;

e) wordt uitsluitend verwerkt en opgevolgd door de leden van de NADO Franse Gemeenschap, die de onderzoeksbevoegdheid uitoefenen en die als zodanig strikt gebonden zijn aan de eerbiediging van de vertrouwelijkheid van de ontvangen gegevens en aan de verwerking van deze gegevens, uitsluitend ten behoeve van de bestrijding van doping.

Onverminderd het tweede lid, c), heeft het beveiligde meldingssysteem bedoeld in het eerste lid ook in het algemeen als doel de doeltreffendheid van de dopingbestrijding te verbeteren.

Eveneens, in overeenstemming met het derde lid en onverminderd de rechtsmiddelen en sancties waarin de AVG voorziet, zal iedere persoon onderworpen aan het decreet en dit besluit, die opzettelijk foutieve informatie meedeelt of die, om andere dan de in dit artikel genoemde doeleinden, gebruik maakt van het in het eerste lid bedoelde beveiligde systeem, zich in voorkomend geval blootstellen aan de opening van een onderzoek tegen hem.

Het onderzoek bedoeld in het vierde lid kan, met inachtneming van en in overeenstemming met artikel 38, leiden tot de overzending van het dossier door de NADO Franse Gemeenschap aan de CIDD met het oog op de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3 van het decreet, op basis van en wegens een vermeende overtreding van de antidopingregel bedoeld in artikel 6, 5° van het decreet.

Behoudens mogelijke toepassing van het vierde en vijfde lid, wordt elk persoonsgebonden gegeven, meegedeeld via het in het eerste lid bedoelde beveiligde systeem, maar zonder verband met de doeleinden van dit artikel, zo snel mogelijk door NADO Franse Gemeenschap verwijderd.

Afdeling 3. - Analyse van monsters

Art. 40. § 1. Nadat de controleprocedure uitgevoerd is, naargelang het geval, overeenkomstig artikel 33, 34, 35 of 36, bewaart de controlearts de verzegelde monsters tot hun overhandiging aan een personeelslid van de NADO Franse Gemeenschap, belast met het vervoer.

Vóór de toezending van de monsters, zoals bedoeld in het eerste lid, vergewist de controlearts zich ervan dat de verpakking in goede staat is, inzonderheid voor het vervoer en bewaring ervan, om te vermijden dat ze beschadigd zouden kunnen worden.

Vanaf de ontvangst van de monsters, zoals bedoeld in het eerste lid en tot de toezending ervan voor analyses naar het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, neemt de NADO Franse Gemeenschap de noodzakelijke bewaringsmaatregelen.

Onverminderd het voorafgaande lid, kan de NADO Franse Gemeenschap, vanaf de ontvangst van de monsters, zoals bedoeld in het eerste lid en tot de toezending ervan naar het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, bij twijfel over integriteit, identificatie of authenticiteit van één of meer monsters, beslissen het of de betrokken monster(s) ongeldig te verklaren.

In het geval bedoeld in het voorafgaande lid en voor zover het (de) betrokken ongeldig verklaarde monster(s) het mogelijk maakt (maken) de sporter bij wie het (ze) is (zijn) afgenomen zonder twijfel te identificeren, wordt de sporter per e-mail of, bij gebrek daaraan, per post, door de NADO Franse Gemeenschap van deze ongeldigverklaring in kennis gesteld.

§ 2. De NADO Franse Gemeenschap bezorgt de verzegelde urinemonsters of, in voorkomend geval, de monsters van andere lichamelijke vloeistoffen of van de bevoorrading van de sporter, aan het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld.

De NADO Franse Gemeenschap bezorgt de verzegelde bloedmonsters aan een door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld.

De NADO Franse Gemeenschap bezorgt de verzegelde monsters die afgenomen worden in het kader van de controleprocedure uitgevoerd in het kader van het biologisch paspoort van de sporter, aan een door het WADA geaccrediteerd of anders goedgekeurd laboratorium ten laatste binnen de termijnen die in de huidige WADA-richtlijnen voor urine- en bloedmonsterafname zijn vastgesteld.

Alle in het eerste tot derde lid bedoelde monsters die aan het laboratorium worden afgeleverd, worden vermeld op een document met de benaming "veiligheidsketen", waarvan het model door de NADO Franse Gemeenschap wordt vastgesteld, voorzien van de handtekening van de directeur van het laboratorium of van een andere persoon die daartoe naar behoren gemachtigd is.

In het geval van urinemonsters gaat het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium onverwijld over tot de analyse van het A-monster en neemt het onmiddellijk alle nodige maatregelen voor de bewaring van het B-monster voor een eventuele latere analyse en de eventuele toepassing van artikel 28, § 3.

In het geval van de andere monsters, gaat het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium onverwijld over tot hun analyse en neemt het onmiddellijk alle nodige maatregelen voor de bewaring ervan, met het oog op de eventuele toepassing van artikel 28, § 3.

§ 3. In gevallen van overmacht of indien de termijnen voor het vervoer van monsters duidelijk in gevaar dreigen te komen door de toepassing van § 1, kan een uitzondering op deze regel worden gemaakt.

De toestemming, per e-mail, van de NADO Franse Gemeenschap, aan de betrokken controlearts, is noodzakelijk voor de eventuele toepassing van het eerste lid.

Wanneer de controlearts de in het tweede lid bedoelde schriftelijke toestemming van de NADO Franse Gemeenschap heeft ontvangen, zorgt hij voor het vervoer van de monsters naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium.

In het geval bedoeld in het derde lid zal de controlearts:

a) er, zoals gebruikelijk, voor zorgen dat de verpakking van de monsters in goede staat is, inzonderheid voor het vervoer en de opslag ervan, om elke mogelijke beschadiging te voorkomen;

b) alle nodige maatregelen nemen om de monsters te bewaren totdat zij voor analyse naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium worden gestuurd;

c) elke twijfel over de integriteit, de identificatie of de authenticiteit onmiddellijk aan de NADO Franse Gemeenschap melden:

i) van één of meer te vervoeren monsters;

ii) van de schriftelijke documentatie met betrekking tot de te vervoeren monsters.

Wanneer de NADO Franse Gemeenschap door de controlearts in kennis wordt gesteld, in het geval bedoeld in het vierde lid, c), kan zij beslissen het (de) betrokken monster(s) ongeldig te verklaren.

In overeenstemming met het vierde en vijfde lid mag de controlearts nooit alleen beslissen één of meer monsters, waarvan hij voor het vervoer naar het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium zorgt, ongeldig te verklaren.

Indien de Franse NADO, in het geval bedoeld in het vijfde lid, uiteindelijk beslist één of meer monsters ongeldig te verklaren, maar aan de hand van dit (deze) monster(s) de identiteit van de sporter toch zonder enige twijfel kon worden vastgesteld, wordt die sporter hiervan per e-mail of, bij ontstentenis daarvan, per post door de NADO Franse Gemeenschap in kennis gesteld.

In geval van toepassing van deze paragraaf:

a) zijn het eerste tot derde lid van § 2 mutatis mutandis van toepassing op de controlearts;

b) zijn het vierde en vijfde lid van § 2 eveneens van toepassing.

Art. 41. § 1. Het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium stuurt per e-mail het analyseverslag, zoals bedoeld in artikel 18, eerste lid, van het decreet, binnen de 15 werkdagen volgend op de ontvangst van het monster naar de NADO Franse Gemeenschap.

Binnen de NADO Franse Gemeenschap kan (kunnen) enkel de ambtenaar (ambtenaren) die een professioneel in de gezondheidssector is (zijn), het in het eerste lid bedoelde verslag behandelen.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt geschorst tijdens de periodes waarin het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium gesloten is.

Indien de controleprocedure plaatsvond tijdens een internationale wedstrijd of een internationaal evenement die/dat door een internationale sportorganisatie werd georganiseerd, deelt het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium ook, via ADAMS, de afwijkende analyseresultaten aan de betrokken internationale sportorganisatie mee.

Het verslag bedoeld in het eerste lid vermeldt:

- 1° de datum en het tijdstip van ontvangst van de monsters;
- 2° het codenummer van de monsters;
- 3° een beknopte beschrijving van het uiterlijke aspect en van de staat van de flesjes en van de verzegelingen;
- 4° de vaststellingen met betrekking tot het volume, de pH en de dichtheid van het A-monster;
- 5° de resultaten van de analyse en de conclusies;
- 6° de bewaarplaats en de bewaringsvoorwaarden van het B-monster.

§ 2. De afschriften van de verslagen en de documentatiedossiers in verband met elke analyse worden bewaard door het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium gedurende een periode van 10 jaar, te rekenen vanaf de opstelling ervan.

§ 3. Overeenkomstig en voor de mogelijke toepassing van artikel 28, § 3, worden de monsters bewaard door het door het WADA geaccrediteerde of anders goedgekeurde laboratorium, gedurende een periode van 10 jaar, te rekenen vanaf de ontvangst ervan, overeenkomstig bijlage 2 van het besluit.

Afdeling 4. - Gevolgen van de analyse en mededeling van de resultaten

Art. 42. § 1. Indien het resultaat van de analyse negatief is, wordt de gecontroleerde sporter hiervan binnen zeven werkdagen na ontvangst van het analyseverslag van het laboratorium, als bedoeld in artikel 41, § 1 eerste lid, per e-mail of, bij gebrek daaraan, per briefpost, door de NADO Franse Gemeenschap in kennis gesteld.

De kennisgeving bedoeld in het vorige lid vermeldt ook de mogelijke en toekomstige toepassing van artikel 28, § 3.

§ 2. Indien het resultaat van de analyse afwijkend is, gaat de NADO Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 5.1.1 van de internationale standaard voor het resultatenbeheer, onverwijld over tot een onderzoek om na te gaan of:

- a) een TTN toegekend is of zal worden in overeenstemming met de Internationale Standaard voor Toestemming wegens Therapeutische Noodzaak;
- b) een klaarblijkelijke uitwijking ten opzichte van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken of de Internationale Standaard voor Laboratoria de oorzaak is van het afwijkende analyseresultaat; en/of
- c) duidelijk is dat het afwijkend analyseresultaat is veroorzaakt door inname van de verboden stof via een toegestane toedieningsweg.

Voor de toepassing van het eerste lid, a), raadpleegt de NADO Franse Gemeenschap het dossier van de sporter in ADAMS, alsook elke antidopingorganisatie die de sporter een TTN kan hebben toegekend.

Indien aan het einde van de in het eerste lid, a), bedoelde verificatie blijkt dat de sporter een TTN heeft, voert de NADO Franse Gemeenschap een aanvullend onderzoek uit om na te gaan of aan de specifieke voorwaarden van de TTN is voldaan.

Voor de toepassing van het eerste lid, b), verwijst de NADO Franse Gemeenschap, in voorkomend geval, naar de door het laboratorium overgelegde documentatie ter staving van het afwijkend analyseresultaat, naar het betrokken dopingcontroleformulier, en naar de eventuele andere controledocumenten.

Voor de toepassing van het eerste lid, c) zal de NADO Franse Gemeenschap, indien het afwijkend analyseresultaat betrekking heeft op een verboden stof die is toegestaan via een (of meerdere) specifieke toedieningsweg(en) in overeenstemming met de lijst van verboden stoffen, alle relevante beschikbare documentatie raadplegen, zoals het betrokken dopingcontroleformulier, om te bepalen of de verboden stof lijkt te zijn ingenomen via een toegestane toedieningsweg. Zo ja, dan raadpleegt zij een deskundige om te bepalen of het afwijkende testresultaat in overeenstemming is met de klaarblijkelijke toedieningsweg.

§ 3. Wanneer de NADO Franse Gemeenschap na afloop van het in § 2 bedoelde eerste onderzoek tot een negatieve conclusie komt met betrekking tot de in § 2, eerste lid a) tot c) bedoelde controles en derhalve tot de conclusie komt dat het analyseresultaat inderdaad afwijkend is, stelt zij de sporter zo spoedig mogelijk van dit resultaat in kennis.

In overeenstemming met en onverminderd de artikelen 19 en 20, § 1, van het decreet, wordt de kennisgeving bedoeld in het eerste lid gedaan in overeenstemming met artikel 5.1.2 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer en vermeldt zij derhalve het volgende:

- a) het afwijkende analyseresultaat;
- b) het feit dat het ongunstige analyseresultaat kan leiden tot een overtreding van de antidopingregels als bedoeld in artikel 6, 1° en/of 2° van het decreet;
- c) de gevolgen die in beginsel van toepassing zijn indien wordt vastgesteld dat de overtreding(en) heeft (hebben) plaatsgevonden;
- d) dat een kopie van het dopingcontroleformulier op verzoek verkrijgbaar is;
- e) dat het in artikel 18 van het decreet bedoelde analyseverslag is bijgevoegd;
- f) dat, indien de sporter om een analyse van het B-monster vraagt, de datum, het tijdstip en de plaats voor die analyse zo spoedig mogelijk na de indiening van het verzoek aan hem zullen worden meegedeeld;

g) dat indien de onder f) genoemde datum de sporter en/of zijn vertegenwoordiger niet schikt, twee alternatieve datums zullen worden voorgesteld en dat indien deze datums de sporter en/of zijn vertegenwoordiger evenmin schikken, de NADO Franse Gemeenschap het laboratorium zal vragen om over te gaan tot de analyse van het B-staal door een onafhankelijke getuige aan te stellen om te verifiëren dat het flesje van het B-staal geen sporen van manipulatie vertoont en dat de identificatienummers overeenstemmen met die op de monsterdocumentatie;

h) de mogelijkheid voor de sporter om, binnen de 20 dagen na de kennisgeving, een schriftelijke uitleg te geven en/of een hoorzitting aan te vragen bij de NADO Franse Gemeenschap;

i) onverminderd artikel 23 § 1, van het decreet en het vierde en vijfde lid, de mogelijkheid voor de sporter om substantiële hulp te verlenen in de zin van artikel 1, 7°, van het decreet;

j) onverminderd artikel 23, § 1, van het decreet en de het vierde en vijfde lid, de mogelijkheid voor de sporter om, in geval van een vermeende overtreding van de antidopingregel die leidt tot een schorsingsperiode van vier jaar of meer, de overtreding toe te geven, uiterlijk binnen 20 dagen na de kennisgeving, teneinde, in voorkomend geval, aanspraak te kunnen maken op een vermindering van de schorsingsperiode met één jaar, als bedoeld in artikel 10.8.1 van de Code;

k) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het vierde en vijfde lid, de mogelijkheid voor de sporter om de overtreding toe te geven, uiterlijk binnen 20 dagen na de kennisgeving, teneinde in voorkomend geval aanspraak te maken op een verkorting van de in beginsel geldende schorsingsperiode en eventueel op vervroeging van de aanvang van de schorsingsperiode vanaf de datum van de monsterneming of de datum van de overtreding van de betrokken antidopingregels, zoals bepaald in artikel 10.8.2 van de Code;

l) onverminderd artikel 23 § 1 van het decreet en het vierde en vijfde lid, in het geval van een niet-gespecificeerde verboden stof, de verduidelijking dat artikel 7.4.1 van de Code, dat betrekking heeft op verplichte voorlopige schorsingen, van toepassing is.

Indien het afwijkende analyseresultaat, naast de in het tweede lid genoemde stoffen, betrekking heeft op de volgende verboden stoffen, zal de NADO Franse Gemeenschap:

a) voor salbutamol of formoterol: in haar kennisgeving ook vermelden dat de sporter aan de hand van een gecontroleerd farmacokinetisch onderzoek kan aantonen dat de ongewenste analyseresultaten het gevolg waren van een therapeutische dosis via inhalatie, die niet hoger was dan de maximumdosis voor klasse S₃ van de lijst van verboden stoffen en methodes.

De sporter wordt ook worden gewezen op de belangrijkste richtsnoeren voor de uitvoering van een gecontroleerd farmacokinetisch onderzoek en er wordt hem een lijst verstrekt van laboratoria die in staat zijn een dergelijk onderzoek uit te voeren.

De sporter heeft dan 7 dagen de tijd om aan te geven of hij van plan is een gecontroleerd farmacokinetisch onderzoek te laten uitvoeren, zo niet kan de NADO Franse Gemeenschap het proces van resultatenbeheer voortzetten.

b) voor humaan choriongonadotrofine in urine: de procedures volgen van artikel 6 van het technisch document *Reporting and Management of Urinary Human Chorionic Gonadotropin (hCG) and Luteinizing Hormone (LH) Results in Male Athletes* of een latere versie van dat technisch document;

c) voor elke andere verboden stof waarvoor in een technisch document of een ander door het WADA gepubliceerd document specifieke eisen inzake resultatenbeheer zijn opgenomen: de procedures volgen die in het desbetreffende technisch document of in een ander door het WADA gepubliceerd document worden beschreven.

Overeenkomstig artikel 23, § 1, van het decreet is de CIDD uitsluitend bevoegd op disciplinair vlak en is het bijgevolg de CIDD die, op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit, beslist of één of meer vermeende overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, indien dit het geval is, de toepasselijke sanctie(s) uitspreekt, op grond van artikel 10 van de Code en het decreet.

Rekening houdend met het vierde lid, neemt de NADO Franse Gemeenschap in de kennisgeving bedoeld in het eerste lid:

a) het vierde lid op;

b) de bepaling op dat, indien een sporter een of meerdere van de in het tweede lid, i) tot k), vermelde rechten uitoefent, het de CIDD is die zal onderzoeken en beslissen of aan de materiële voorwaarden van de artikelen 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.2 van de Code, voor zover van toepassing, is voldaan, afgezien van de formele eisen van die bepalingen, en, indien dit het geval is, de regels voor de verkorting van de schorsingsperiode zal toepassen die in beginsel krachtens die bepalingen van toepassing zijn.

c) de bepaling op dat, indien het tweede lid, l) van toepassing is, het de CIDD is die de verplichte voorlopige schorsing zal uitspreken.

§ 4. Overeenkomstig artikel 5.1.2.8 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt de in § 3 bedoelde kennisgeving zo spoedig mogelijk toegezonden aan het WADA, de NADO(s) waaronder de sporter ressorteert en de betrokken internationale federatie, in voorkomend geval, en wordt daarvan onverwijld melding gemaakt in ADAMS.

§ 5. Wanneer de NADO Franse Gemeenschap na afloop van het in § 2 bedoelde eerste onderzoek beslist het analyseresultaat niet als daadwerkelijk abnormaal voor te stellen, stelt zij de sporter zo spoedig mogelijk van deze beslissing in kennis.

In overeenstemming met artikel 5.4 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer stelt de NADO Franse Gemeenschap, in geval van toepassing van het eerste lid, het WADA, de NADO(s) waaronder de sporter ressorteert en, in voorkomend geval, de betrokken internationale federatie en de andere partijen bedoeld in artikel 13.2.3 van de Code en artikel 23, § 5 van het decreet, zo spoedig mogelijk en met opgave van de motivering in kennis.

§ 6. Indien het testresultaat atypisch is, zal de NADO Franse Gemeenschap, in overeenstemming met artikel 5.2.1 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, een onderzoek uitvoeren om na te gaan:

a) of een TTN is of zal worden verleend overeenkomstig de *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*;

b) of een klaarblijkelijke uitwijking ten opzichte van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken of de Internationale Standaard voor Laboratoria aanleiding heeft gegeven tot het atypisch resultaat.

c) of duidelijk blijkt dat de verboden stof via een toegestane toedieningsweg is ingenomen.

Bij toepassing van het eerste lid en bij een positief antwoord op één van de verificaties bedoeld in a) tot c) van hetzelfde lid, brengt de NADO Franse Gemeenschap de betrokken sporter hiervan op de hoogte en concludeert zij tot een negatief analyseresultaat overeenkomstig § 1.

Bij toepassing van het eerste lid en bij een negatief antwoord op de verificaties bedoeld in a) tot c) van hetzelfde lid, gaat de NADO Franse Gemeenschap over tot het uitvoeren van de vereiste onderzoeksmaatregelen.

Overeenkomstig artikel 5.2.2 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, deelt de NADO Franse Gemeenschap een atypisch analyseresultaat niet mee zolang zij niet besloten heeft het resultaat als een abnormaal analyseresultaat te beschouwen, tenzij een van de volgende omstandigheden van toepassing is:

a) indien de NADO Franse Gemeenschap beslist dat het B-monster moet worden geanalyseerd voordat haar onderzoek is afgerond, kan zij de analyse van het B-monster uitvoeren na de sporter daarvan in kennis te hebben gesteld; deze kennisgeving moet een beschrijving van het atypische resultaat bevatten, alsmede de volgende informatie:

1° het recht van de sporter om te verzoeken om een analyse van het B-staal of, bij gebreke van een dergelijk verzoek, het feit dat van de analyse van het B-monster kan worden afgezien;

2° de mogelijkheid voor de sporter en/of zijn vertegenwoordiger om aanwezig te zijn bij de opening van het B-monster en de analyse ervan, overeenkomstig de Internationale Standaard voor Laboratoria;

3° het recht van de sporter om een kopie te vragen van de laboratoriumdocumentatie van het A-monster, met inbegrip van de informatie die vereist wordt door de Internationale Standaard voor Laboratoria;

4° een verklaring dat de datum, het tijdstip en de plaats van de B-staalanalyse binnen een korte termijn aan de sporter zullen worden meegedeeld indien de sporter om de analyse van het B-monster verzoekt;

b) indien de NADO Franse Gemeenschap een verzoek ontvangt van een organisatie voor grote sportmanifestaties, korte tijd voor een van haar internationale manifestaties, of van een sportorganisatie die een naderende termijn moet respecteren voor het selecteren van teamleden voor een internationale manifestatie, om bekend te maken of voor een sporter die op een door de organisatie voor grote manifestaties of sportorganisatie verstrekte lijst staat een atypisch resultaat in behandeling is, zal de NADO Franse Gemeenschap elke sporter identificeren na het atypische resultaat eerst aan de sporter te hebben meegedeeld; of

c) indien van het atypische resultaat volgens gekwalificeerd medisch of deskundig personeel kan worden vermoed dat het verband houdt met een ernstige aandoening die dringende medische verzorging vereist.

Indien de NADO Franse Gemeenschap na de aanvullende analyses bedoeld in het derde lid, beslist om het atypische resultaat als een negatief analyseresultaat te beschouwen, is paragraaf 1 van toepassing.

Indien de NADO Franse Gemeenschap naar aanleiding van de in het derde lid bedoelde aanvullende analyses beslist het atypische resultaat als een abnormaal resultaat te beschouwen, zijn de paragrafen 3 en 4 van toepassing.

Art. 43. § 1. Bij mededeling van een afwijkend analyseresultaat, overeenkomstig 42, § 3, kan de gecontroleerde sporter, binnen de vijf werkdagen volgend op deze mededeling, per aangetekend schrijven en per e-mail, de NADO Franse Gemeenschap vragen om het B-monster te doen analyseren door het door het WADA geaccrediteerde of anderszins goedgekeurde laboratorium, dat het eerste analyseverslag heeft opgesteld.

Bij toepassing van het eerste lid, kan de gecontroleerde sporter ook vragen om aanwezig te zijn of vertegenwoordigd te worden bij de opening van het B-monster;

§ 2. Bij toepassing van § 1, eerste lid, geeft de NADO Franse Gemeenschap, op de dag volgend op de ontvangst van de aanvraag van de sporter en uiterlijk 15 dagen na de kennisgeving door het laboratorium van het abnormale analyseresultaat van het A-monster, het door het WADA geaccrediteerde of anderszins erkende laboratorium dat de eerste analyse heeft uitgevoerd, de opdracht om de analyse van het B-monster uit te voeren.

Ingevolge de toepassing van het eerste lid deelt het in dat lid bedoelde laboratorium aan de NADO Franse Gemeenschap de datum, de plaats en het uur mee waarop de analyse van het B-monster zal worden uitgevoerd.

Ingevolge de toepassing van het tweede lid zal de NADO Franse Gemeenschap de sporter zo spoedig mogelijk op de hoogte brengen van de datum, de plaats en het tijdstip van de analyse van het B-monster.

Ingevolge de toepassing van het tweede lid zal de NADO Franse Gemeenschap de sporter zo spoedig mogelijk op de hoogte brengen van de datum, de plaats en het tijdstip van de analyse van het B-monster.

Indien de vervangingsdatums de sporter en zijn vertegenwoordiger ook niet goed uitkomen, dan zal NADO Franse Gemeenschap het laboratorium verzoeken om over te gaan tot de analyse van het B-monster en daarbij een onafhankelijke getuige aanstellen die controleert of het flesje van dit monster geen sporen van vervalsing vertoont en of de identificatienummers overeenkomen met die op de monsterdocumentatie.

§ 3. Bij toepassing van § 1, eerste lid, verricht het door het WADA geaccrediteerde of anderszins erkende laboratorium de analyse van het B-monster op de datum en het tijdstip die overeenkomstig § 2, derde, vierde, of vijfde lid, aan de sporter zijn meegedeeld.

Na de analyse van het B-monster stelt het door het WADA geaccrediteerde of anderszins erkende laboratorium een analyserapport op dat mutatis mutandis dezelfde elementen bevat als die bedoeld in artikel 41, § 1, vijfde lid.

Het in het tweede lid bedoelde analyseverslag wordt aan de NADO Franse Gemeenschap bezorgd, ten laatste binnen de 20 dagen na de analyse van het B-monster.

§ 4. De sporter wordt van het resultaat van de analyse van het B-monster in kennis gesteld spoedig nadat de NADO Franse Gemeenschap het analyserapport heeft ontvangen, maar niet voordat de termijn van 20 dagen bedoeld in artikel 42, § 3, tweede lid, h), j) en k), is verstreken.

§ 5. Onverminderd § 4 wordt, indien het resultaat van de B-staal negatief is, de procedure beëindigd en wordt de sporter door de NADO Franse Gemeenschap daarvan op de hoogte gebracht.

In overeenstemming met artikel 5.4 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer zal de NADO Franse Gemeenschap in geval van toepassing van het eerste lid zo spoedig mogelijk het WADA, de voor de sporter verantwoordelijke NADO(s), de betrokken internationale federatie en de overige in artikel 13.2.3 van de Code en artikel 23, § 5 van het decreet bedoelde partijen informeren.

§ 6. Onverminderd § 4, stelt de NADO Franse Gemeenschap indien het analyseresultaat van het B-staal abnormaal is, de sporter hiervan in kennis overeenkomstig artikel 20, § 2, van het decreet.

Onverminderd het eerste lid omvat of vermeldt de in dat lid bedoelde kennisgeving bovendien:

a) een samenvatting van de feiten waarop de vermeende overtreding van de antidopingregel is gegrond, samen met alle bewijsmateriaal dat nog niet in de in artikel 42, § 3 bedoelde kennisgeving zou zijn verstrekt;

b) de vermelding dat, indien de CIDD een of meer overtredingen van de antidopingregels vaststelt en een of meer sancties oplegt krachtens artikel 10 van de Code, die sanctie(s) bindend is/zijn voor alle ondertekenende partijen in alle sporten en landen, overeenkomstig artikel 15 van de Code;

c) onverminderd het bepaalde onder g) en i), in het geval van een niet-gespecificeerde verboden stof, de vermelding dat artikel 7.4.1 van de Code, betreffende verplichte tussentijdse schorsingen, van toepassing is;

d) of de sporter de naar aanleiding van de kennisgeving bedoeld in artikel 42, derde lid, gestelde overtreding(en) van de antidopingregel al dan niet heeft betwist door een schriftelijke uitleg te verstrekken en/of te verzoeken om te worden gehoord door de NADO Franse Gemeenschap;

e) of de sporter de naar aanleiding van de in artikel 42, § 3 bedoelde kennisgeving gestelde overtreding(en) van de antidopingregel al dan niet heeft toegegeven;

f) of de sporter al dan niet wezenlijke hulp heeft verleend na de in artikel 42, § 3, bedoelde kennisgeving;

g) dat, overeenkomstig artikel 23, § 1 van het decreet, de CIDD uitsluitend bevoegd is op disciplinair vlak en, bijgevolg, dat het de CIDD is die zal beslissen, op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit, of één of meer vermeende overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, zo ja, welke sanctie(s) zal (zullen) worden opgelegd, overeenkomstig artikel 10 van de Code en het decreet;

h) dat de sporter, in voorkomend geval, tijdens de eerste hoorzitting voor de CIDD nog steeds substantiële hulp kan verlenen en/of eventueel de beweerde overtreding(en) van de antidopingregel(s) kan toegeven, en dat hij in een of meer van deze gevallen de CIDD kan verzoeken om toepassing van de regels van artikel 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.2 van de Code, die respectievelijk toestaan dat de schorsingsperiode die in beginsel van toepassing is, wordt verkort, mits aan de materiële voorwaarden, met uitzondering van de formele voorwaarden van deze bepalingen, is voldaan en dat dit door de CIDD is vastgesteld;

i) indien c) van toepassing is, dat het de CIDD is die de verplichte voorlopige schorsing zal opleggen.

§ 7. Indien de sporter na de in artikel 42, derde lid, bedoelde kennisgeving niet om de analyse van het B-monster heeft verzocht, bevestigt de NADO Franse Gemeenschap het analyseresultaat als definitief abnormaal analyseresultaat en stelt zij de sporter daarvan in kennis overeenkomstig artikel 20, § 2, van het decreet.

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving geschiedt na het verstrijken van de termijn van 20 dagen bedoeld in artikel 42, § 3, tweede lid, h), j) en k).

Onverminderd het eerste en tweede lid worden in de in het eerste lid bedoelde kennisgeving tevens dezelfde elementen vermeld als die bedoeld in § 6, tweede lid.

§ 8. Overeenkomstig artikel 20, § 3, eerste lid, a), van het decreet en artikel 7.2 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer worden de in respectievelijk §§ 6 en 7 bedoelde kennisgevingen zo spoedig mogelijk gezonden aan het WADA, de NADO(s) waartoe de sporter behoort en, indien van toepassing, de betrokken internationale federatie; zij worden ook binnen een redelijke termijn in ADAMS gemeld.

Overeenkomstig artikel 20, § 3, eerste lid, b), van het decreet en artikel 58, eerste lid, worden de in §§ 6 respectievelijk 7 bedoelde kennisgevingen op dezelfde dag aan de CIDD toegezonden met het oog op de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3, van het decreet.

Art. 44. § 1. Een atleet paspoort management eenheid, hierna APME, is belast met het beheer van de biologische paspoorten van de sporter, zoals bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, van het decreet en opgesteld door de NADO Franse Gemeenschap.

De APME is een eenheid bestaande uit één of meerdere personen en is verantwoordelijk voor het te zijner tijd beheren van de biologische paspoorten van de sporter in ADAMS voor rekening van NADO Franse Gemeenschap.

Onverminderd het tweede lid is de APME een eenheid van het laboratorium dat geaccrediteerd is of anderszins erkend is door het WADA, die de goedkeuring, bedoeld in artikel 25, § 1, eerste lid, heeft verkregen, onafhankelijk van de afdeling Monsteranalyse van het laboratorium.

§ 2. In overeenstemming met bijlage C van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer verloopt de geleidelijke aanpak van het onderzoek van het biologisch paspoort van de sporter als volgt:

a) het onderzoek begint met de toepassing van het adaptief model, een wiskundig model dat is ontworpen om ongewone longitudinale uitkomsten bij sporters vast te stellen. Dit model berekent de waarschijnlijkheid van een longitudinaal profiel van markerwaarden, ervan uitgaande dat de sporter in een normale fysiologische toestand verkeert;

b) in geval van een atypisch paspoortresultaat of indien de APME van oordeel is dat een onderzoek om andere redenen gerechtvaardigd is, voert een deskundige een eerste onderzoek uit en maakt hij een beoordeling op basis van de op dat moment beschikbare informatie;

c) in geval van een eerste onderzoek voor "waarschijnlijk dopinggebruik" wordt het paspoort door drie deskundigen onderzocht, waaronder de deskundige die het eerste onderzoek heeft verricht;

d) indien de drie deskundigen het eens zijn over "waarschijnlijk dopinggebruik", wordt de procedure voortgezet met de samenstelling van een documentatiedossier over het biologisch paspoort van de sporter;

e) een afwijkend paspoortresultaat wordt door de APME gemeld aan de NADO Franse Gemeenschap indien de deskundigen hun mening bevestigen na onderzoek van alle beschikbare informatie in dat stadium, met inbegrip van het biologisch documentatiedossier van het paspoort van de sporter;

f) de sporter wordt in kennis gesteld van het afwijkende paspoortresultaat en krijgt de gelegenheid om uitleg te verschaffen overeenkomstig § 3;

g) indien, na beoordeling van de uitleg van de sporter, de deskundigen unaniem tot de conclusie komen dat er een aanmerkelijke kans bestaat dat de sporter een verboden stof of een verboden methode heeft gebruikt, wordt hij door de NADO Franse Gemeenschap in kennis gesteld van een vermeende overtreding van de antidopingregel.

§ 3. In overeenstemming met artikel C.5.2 van bijlage C bij de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer vermeldt de in § 2, f), bedoelde kennisgeving:

a) de betrokken overtreding(en) van de antidopingregel(s) en de daaraan verbonden gevolgen ;

b) de relevante feitelijke omstandigheden waarop de aantijgingen zijn gebaseerd;

c) relevant bewijsmateriaal ter ondersteuning van deze feiten, dat volgens de NADO Franse Gemeenschap aantoonde dat de sporter een of meer overtredingen van de antidopingregel zou kunnen hebben begaan;

d) het feit dat het documentatiedossier betreffende het biologisch paspoort van de sporter en het gezamenlijk deskundigenrapport zijn bijgevoegd;

e) de mogelijkheid voor de sporter om binnen de 20 dagen na de kennisgeving een uitleg te geven;

f) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter om substantiële hulp te verlenen in de zin van artikel 1, 7^o van het decreet;

g) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter om, in geval van een vermeende overtreding van de antidopingregels die met een schorsingsperiode van vier jaar of meer wordt bestraft, uiterlijk binnen 20 dagen na de kennisgeving de overtreding toe te geven, teneinde in voorkomend geval aanspraak te kunnen maken op een vermindering van de schorsingsperiode met één jaar, als bedoeld in artikel 10.8.1 van de Code;

h) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het tweede en derde lid, de mogelijkheid voor de sporter om de overtreding toe te geven, uiterlijk binnen 20 dagen na de kennisgeving, teneinde in voorkomend geval aanspraak te maken op een verkorting van de in beginsel geldende schorsingsperiode en eventueel op vervroeging van de aanvang van de schorsingsperiode vanaf de datum van de monsterneming of de datum van de betrokken overtreding van de antidopingregel, zoals bepaald in artikel 10.8.2 van de Code;

i) onverminderd artikel 23, § 1 van het decreet en het tweede en derde lid, in het geval van een niet-gespecificeerde verboden stof, de verduidelijking dat artikel 7.4.1 van de Code, dat betrekking heeft op verplichte voorlopige schorsingen, van toepassing is.

Overeenkomstig artikel 23, § 1, van het decreet is de CIDD uitsluitend bevoegd op disciplinair vlak en is het bijgevolg de CIDD die, op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit, beslist of één of meer vermeende overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, indien dit het geval is, de toepasselijke sanctie(s) uitspreekt, op grond van artikel 10 van de Code en het decreet.

Rekening houdend met het tweede lid, neemt de NADO Franse Gemeenschap in de in het eerste lid bedoelde kennisgeving:

a) het vierde lid op;

b) de bepaling op dat, indien een sporter een of meerdere van de in het tweede lid, i) tot k), vermelde rechten uitoefent, het de CIDD is die zal onderzoeken en beslissen of aan de materiële voorwaarden van de artikelen 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.1 van de Code, al naargelang het geval, is voldaan, afgezien van de formele eisen van die bepalingen, en, indien dit het geval is, de regels voor de verkorting van de schorsingsperiode zal toepassen die in beginsel krachtens die bepalingen van toepassing zijn.

c) de bepaling op dat, indien het eerste lid, i) van toepassing is, het de CIDD is die de verplichte voorlopige schorsing zal uitspreken.

Overeenkomstig artikel 5.3.2.3 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt de in het eerste tot derde lid bedoelde kennisgeving zo spoedig mogelijk toegezonden aan het WADA, de NADO(s) waaronder de sporter ressorteert en de betrokken internationale federatie, en wordt daarvan binnen een redelijke termijn ook melding gemaakt in ADAMS.

§ 4. In overeenstemming met artikel C.6 van bijlage C van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, stuurt de APME na ontvangst van de eventuele aanvullende uitleg en informatie van de sporter, in voorkomend geval, verstrekt overeenkomstig § 3, eerste lid, e), ter beoordeling door naar de deskundigengroep, samen met alle aanvullende informatie die de deskundigengroep nodig acht om in coördinatie met de Franse Gemeenschap van de NADO en de APME haar advies uit te brengen.

Na de toepassing van het eerste lid herbeoordeelt de deskundigengroep de zaak of herneemt zij de vermeende overtredingen en komt tot een van de volgende conclusies:

a) een unaniem advies van "waarschijnlijke dopinggebruik" door de deskundigen op basis van de informatie in het paspoort en alle eventuele uitleg van de sporter; of

b) de onmogelijkheid voor de deskundigen, om op basis van de beschikbare informatie tot de unanieme conclusie te komen dat er sprake is van "waarschijnlijk dopinggebruik".

§ 5. Indien de deskundigengroep het advies uitbrengt bedoeld in § 4, tweede lid, a), wordt de NADO Franse Gemeenschap hiervan op de hoogte gebracht door de APME en stelt zij de sporter in kennis na het verstrijken van de periode van 20 dagen bedoeld in § 3, eerste lid, e), g) en h).

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving vermeldt:

a) de bepaling(en) van de antidopingregels die de sporter zou hebben overtreden;

b) een samenvatting van de relevante feiten waarop de vermeende overtreding is gebaseerd, met bijvoeging van alle bewijsstukken die nog niet in de in § 3 bedoelde kennisgeving zijn opgenomen;

c) de gevolgen die krachtens de Code en het decreet van toepassing zijn indien de overtreding(en) van de antidopingregel(s) door de CIDD wordt (worden) geconstateerd en bevestigd, en de bepaling dat deze eventuele gevolgen bindend zijn voor alle ondertekenaars in alle sporten en landen, overeenkomstig artikel 15 van de Code;

d) onverminderd h) en j), in het geval van een niet-gespecificeerde verboden stof, de verduidelijking dat artikel 7.4.1 van de Code, betreffende verplichte tussentijdse schorsingen, van toepassing is;

e) of de sporter, naar aanleiding van de in § 3 bedoelde kennisgeving, de gestelde overtreding(en) van de antidopingregel al dan niet heeft betwist, door een schriftelijke uitleg te verstrekken en/of te vragen om te worden gehoord door de NADO Franse Gemeenschap;

f) of de sporter, na de in artikel 3 bedoelde kennisgeving, de gestelde overtreding(en) van de antidopingregel al dan niet heeft toegegeven;

g) of de sporter al dan niet substantiële hulp heeft verleend na de in § 3 bedoelde kennisgeving;

h) dat overeenkomstig artikel 23, § 1, van het decreet de CIDD uitsluitend bevoegd is op disciplinair vlak en het bijgevolg de CIDD is die, op basis van de regels van de Code, het decreet en dit besluit, beslist of één of meer vermeende overtredingen van de antidopingregels zijn begaan en, indien dit het geval is, de toepasselijke sanctie(s) uitspreekt, op grond van artikel 10 van de Code en het decreet

i) dat de sporter, in voorkomend geval, tijdens de eerste hoorzitting voor de CIDD nog steeds substantiële hulp kan verlenen en/of eventueel de beweerde overtreding(en) van de antidopingregel(s) kan toegeven, en dat hij in een of meer van deze gevallen de CIDD kan verzoeken om toepassing van de regels van artikel 10.7.1, 10.8.1 en 10.8.2 van de Code, die respectievelijk toestaan dat de schorsingsperiode die in beginsel van toepassing is, wordt verkort, mits aan de materiële voorwaarden, met uitzondering van de formele voorwaarden van deze bepalingen, is voldaan en dat dit door de CIDD is vastgesteld;

j) indien d) van toepassing is, dat het de CIDD is die de verplichte voorlopige schorsing zal opleggen.

§ 6. Overeenkomstig artikel 7.2 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt de in § 5 bedoelde kennisgeving zo spoedig mogelijk toegezonden aan het WADA, de NADO(s) waaronder de sporter ressorteert en de betrokken internationale federatie, en wordt daarvan binnen een redelijke termijn ook melding gemaakt in ADAMS.

Overeenkomstig artikel 58, § 2, wordt de in § 5 bedoelde kennisgeving op dezelfde dag toegezonden aan de CIDD, met het oog op de toepassing van artikel 23 §§ 1 en 3 van het decreet.

§ 7. Indien de deskundigengroep het in § 4; tweede lid, 2 b) bedoelde advies uitbrengt, stelt de NADO Franse Gemeenschap de sporter en het WADA daarvan in kennis nadat de in § 3, eerste lid, e), g) en h) bedoelde periode van 20 dagen is verstreken.

§ 8. In overeenstemming met artikel C 7 van bijlage C van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, wanneer door de CIDD, bij toepassing van artikel 23, § 1 van het decreet, voor een sporter is vastgesteld dat hij een overtreding van de antidopingregels heeft begaan op basis van het biologisch paspoort van de sporter, wordt het paspoort van die sporter door de NADO Franse Gemeenschap heringesteld aan het begin van de betrokken schorsingsperiode.

In het in eerste lid bedoelde geval wordt in ADAMS een nieuwe biologische paspoortidentificatie toegekend om de anonimiteit van de sporter te bewaren met het oog op eventuele toekomstige controles door de APME en deskundigengroepen.

Wanneer een sporter door de CIDD, in toepassing van artikel 23, § 1 van het decreet, een overtreding van de antidopingregels heeft begaan op een andere basis dan het biologisch paspoort van de sporter, blijft het hematologische en/of steroïdenpaspoort van kracht, behalve in gevallen waarin de verboden stof of verboden methode een aantasting van de hematologische respectievelijk steroïdenmarkers heeft veroorzaakt.

Om na te gaan of de hematologische of steroïde merkers gewijzigd zijn, overlegt de NADO Franse Gemeenschap in het geval bedoeld in het derde lid met de APME om te bepalen of een herinstelling van het paspoort gerechtvaardigd is.

Indien ten gevolge van de toepassing van het derde en vierde lid de hematologische of steroïdenmarkers werden gewijzigd en een herinstelling van het paspoort bijgevolg gerechtvaardigd is, zal het paspoort van de sporter door de NADO Franse Gemeenschap worden heringesteld vanaf de datum van het begin van de betrokken schorsingsperiode.

HOOFDSTUK 4. - Verblijfsgegevens van de elitesporters

Art. 45. § 1. Na raadpleging, van de sportorganisaties, van het Algemeen Bestuur Sport en, in voorkomend geval, van de sportkringen die behoren tot de Franse Gemeenschap en die evolueren in de hoogste divisie of de nationale categorie, stelt de NADO Franse Gemeenschap een lijst op van elitesporters van nationaal niveau, die deel uitmaken van de doelgroep van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig en met toepassing van de criteria opgenomen in artikel 1, 89° en 41° van het decreet.

Met de in lid 1 bedoelde sportkringen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, worden de sportkringen bedoeld die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, hetzij omdat ze aangesloten zijn bij een sportorganisatie die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, hetzij, indien ze aangesloten zijn bij een nationale federatie, omdat hun zetel zich op het grondgebied van het Franse taalgebied bevindt.

De lijst bedoeld bij het eerste lid wordt ten minste driemaandelijks bijgewerkt, volgens dezelfde nadere regels voor de raadpleging als deze bedoeld in hetzelfde lid.

In overeenstemming met artikel 4.8.14.2 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, stellen de sportorganisaties en de sportkringen waaruit ze bestaan alles in het werk om de NADO Franse Gemeenschap bij te staan:

- a) in het kader van de in het eerste en derde lid bedoelde raadpleging;
- b) door haar spontaan en onverwijld per e-mail, in voorkomend geval na overleg met de betrokken elitesporter, mee te delen dat hij voortaan beantwoordt aan de criteria bedoeld in artikel 1, 89° en 41° van het decreet of, integendeel, dat hij er niet meer aan beantwoordt;
- c) bij het verzamelen van inlichtingen over de verblijfplaats van topsporters die onder hen ressorteren.

§ 2. Elke beslissing tot opname in de doelgroep van de Franse Gemeenschap wordt aan de betrokken elitesporter meegedeeld door de NADO Franse Gemeenschap, per e-mail en/of gewone briefpost.

Behoudens toepassing van het beroep bedoeld in artikel 55, is elke beslissing bedoeld in het eerste lid, van kracht 16 dagen na de mededeling aan de betrokken elitesporter.

De mededeling van de beslissing bedoeld in het eerste lid bepaalt inzonderheid:

- 1° de categorie A, B of C, waartoe de elitesporter behoort, overeenkomstig bijlage 1 van het decreet;
- 2° de omvang en de beschrijving van zijn verplichtingen inzake de verblijfsgegevens en/of een TTN, overeenkomstig respectievelijk artikel 22 en artikel 10 van het decreet;
- 3° de datum van aanvang van zijn verplichtingen;
- 4° beide oorzaken van het einde van de verplichtingen van de verblijfsgegevens, inzonderheid de terugtrekking van de sporter of het feit, om een andere reden, dat hij niet meer aan ten minste één van de criteria beantwoordt, zoals bedoeld in artikel 1, 41° of 89° van het decreet;
- 5° de procedure die van toepassing is ingeval van terugtrekking uit de sport, zoals bedoeld in artikel 47;
- de mogelijke gevolgen voor de betrokken elitesporter bij niet-nakoming van zijn verplichtingen inzake verblijfsgegevens en/of een TTN.
- 7° het feit dat hij ook kan worden gecontroleerd door andere antidopingorganisaties die bevoegd zijn voor zijn controle;
- 8° het feit dat de betrokken elitesporter verplicht is een opleiding en/of informatiesessie te volgen, zoals bepaald in artikel 5, § 2, vierde lid.

§ 3. Onverminderd artikel 22, § 9 van het decreet en overeenkomstig artikel 5.5 van de Code en artikel 4.8.12.2 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, stelt de NADO Franse Gemeenschap, na het opmaken van de lijst bedoeld in § 1 en kennisgeving van de beslissing aan de betrokken elitesporter, volgens de nadere regels bedoeld in § , haar lijst van elitesporters die deel uitmaken van de doelgroep van de Franse Gemeenschap ter beschikking van het WADA en de andere antidopingorganisaties die bevoegd zijn om de betrokken sporters te controleren.

Onverminderd het voorafgaande lid, kan elke antidopingorganisatie die de Code ondertekend heeft, op schriftelijke en gemotiveerde aanvraag, aan de NADO Franse Gemeenschap haar lijst van elitesporters vragen die deel uitmaken van de doelgroep.

Bij toepassing van het voorafgaande lid motiveert de NADO Franse Gemeenschap, in feite en in rechte, elke mogelijke weigering of aanvaardt zij de aanvraag die haar voorgelegd werd.

§ 4. Elke beslissing tot uitsluiting uit de doelgroep van de Franse Gemeenschap wordt per e-mail en/of briefpost bekendgemaakt, door de NADO Franse Gemeenschap, per e-mail en/of briefpost aan de betrokken elitesporter, met de nadere gegevens, naargelang het geval, van één van de oorzaken van het einde van zijn verplichtingen, zoals bedoeld in § 2, derde lid, 4°.

Elke beslissing bedoeld in het eerste lid, treedt in werking op de dag van kennisgeving aan de betrokken elitesporter en stelt een einde aan zijn specifieke verplichtingen inzake de TTN, zoals bedoeld in artikel 14, § 2, eerste lid, en, als hij tot de categorie A tot C behoort, aan deze inzake de verblijfsgegevens, zoals bedoeld in artikel 22 van het decreet en nader omschreven door de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 5. Na de kennisgeving van de beslissing tot uitsluiting uit de doelgroep van de Franse Gemeenschap aan de betrokken elitesporter, volgens de nadere regels bedoeld in § 4, informeert de NADO Franse Gemeenschap, via ADAMS, het WADA en de andere antidopingorganisaties die het ADAMS-programma gebruiken, hierover.

§ 6. Overeenkomstig artikel 22, § 1, derde lid, van het decreet, en onverminderd artikel 22, § 4, zesde lid, van het decreet, zijn de sportdisciplines die met de categorieën A en B overeenkomen, die welke in bijlage 1 zijn opgenomen.

Art. 46. § 1. Voor de toepassing van artikel 18, § 1, van het decreet publiceren de elitesporters van nationaal niveau van de categorie A tot C die deel uitmaken van de doelgroep van de Franse Gemeenschap, elk kwartaal, op ADAMS, de verblijfsgegevens bedoeld in artikel 22, § 2 of § 3 van het decreet, naargelang het geval, in functie van de categorie A of B waartoe zij behoren.

De verblijfsgegevens bedoeld in het eerste lid, worden ten laatste 7 dagen vóór het begin van elk kwartaal gepubliceerd, ofwel ten laatste op de volgende datums:

1° 24 december;

2° 25 maart;

3° 24 juni;

4° 24 september.

Onverminderd artikel 22, § 2 of § 3, van het decreet, naargelang het geval, en overeenkomstig artikel 4.8.8.2, *d*), van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, hebben de in het eerste en tweede lid bedoelde verblijfsgegevens over de verblijfplaats betrekking op de regelmatige activiteiten, alsook op de gewone uurroosters van deze voor de betrokken elitesporters.

Overeenkomstig artikel 4.8.8.5 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken moeten de in het eerste tot derde lid bedoelde verblijfsgegevens nauwkeurig en voldoende gedetailleerd worden ingevoerd om de NADO-Gemeenschap in staat te stellen de betrokken elitesporter te lokaliseren met het oog op controles, op gelijk welke dag tijdens het kwartaal, op de door de sporter voor die dag in ADAMS opgegeven uren en plaatsen.

Overeenkomstig artikel 4.8.8.6 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken en onverminderd het vierde en zesde lid, worden de in het eerste tot derde lid bedoelde verblijfsgegevens, in voorkomend geval, dagelijks via ADAMS bijgewerkt door de betrokken elitesporter of de door hem naar behoren gemachtigde persoon, in functie van eventuele wijzigingen in zijn sportkalender of in verband met zijn regelmatige activiteiten of het tijdschema daarvan.

Indien het om technische of andere redenen onmogelijk is updates uit te voeren via ADAMS, overeenkomstig het vijfde lid, kunnen deze, in voorkomend geval, worden uitgevoerd per e-mail aan NADO Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 4.8.8.3 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, is de dagelijkse periode van 60 minuten die opgegeven moet worden, door de elitesporters van de categorie A, overeenkomstig artikel 22, § 2, eerste lid, *h*, van het decreet tussen 5 en 23 uur begrepen.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 22, § 6 van het decreet, onverminderd § 1 en overeenkomstig artikel 5.5 van de Code en artikel 4.8.1 van de Internationale Standaard voor Controletests en Onderzoeken, baseren de rechten en plichten van de elitesporters inzake verblijfsgegevens zich op de volgende principes:

1° de informatie over de verblijfsgegevens betekent niet een doel op zichzelf maar is een middel om tot een einde te komen, inzonderheid de doeltreffende uitvoering van onverwachte controles;

2° de evenredigheid tussen het type en de omvang van de meegedeelde gegevens ten opzichte van het doel bedoeld in 1°;

3° onverminderd artikel 13 van het decreet, worden de verblijfsgegevens strikt vertrouwelijk behandeld en gebruikt, uitsluitend met het oog op het plannen, coördineren of uitvoeren van dopingcontroles, het verstrekken van informatie met betrekking tot het biologisch paspoort of andere analyseresultaten van de sporter, het meewerken aan een onderzoek naar een mogelijke overtreding van de antidopingregels of het meewerken aan een procedure waarin een overtreding van de antidopingregels wordt aangevoerd;

4° de verblijfsgegevens worden vernietigd vanaf het ogenblik dat ze niet meer gebruikt worden voor de doeleinden bedoeld in 3°, overeenkomstig de Internationale Standaard voor de Bescherming van Persoonsgegevens en artikel 5.1.c), van de AVG;

5° de maximale termijn voor de bewaring van de verblijfsgegevens is die welke in bijlage 2 van het decreet is bepaald.

Onverminderd het eerste lid, overeenkomstig de artikelen 4.8.8.3, 4.8.8.5 en 4.8.8.6 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, leidt de niet-naleving, door een elitesporter van de categorie A of B van zijn plichten zoals bedoeld in § 1, eerste tot vijfde lid, indien het een sporter van categorie B betreft, of het eerste tot zesde lid, indien het een sporter van categorie A betreft, tot de toepassing van de procedure waarbij vastgesteld wordt dat de verplichtingen inzake de verblijfsgegevens, zoals bedoeld in artikel 49, niet nageleefd worden.

Onverminderd het tweede lid, overeenkomstig de artikelen 4.8.8.5, *c*) en *d*), en 4.8.9.1 van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, leidt het feit voor een elitesporter van de categorie A dat hij niet aanwezig is om een controle te ondergaan tijdens de periode van 60 minuten bedoeld in § 1, zesde lid, mutatis mutandis, met uitzondering van de kennisgeving aan de betrokken elitesporter, tot de toepassing van de procedure bedoeld in artikel 31, § 8.

Bij toepassing en onverminderd het derde lid, overeenkomstig artikel 4.8.8.5, *d*), van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken blijft de controlearts op de plaats aangegeven op het opdrachtblad tot het einde van de periode van 60 minuten, bedoeld in § 1, zesde lid.

Art. 47. Elke elitesporter van nationaal niveau, van de categorie A of B, die deel uitmaakt van de doelgroep van de Franse Gemeenschap en die zich wenst terug te trekken uit de sport, brengt de NADO Franse Gemeenschap hiervan per e-mail of per post op de hoogte, met vermelding van de geplande datum van het begin van deze terugtrekking.

Ingevolge de toepassing van het eerste lid, gaat de NADO Franse Gemeenschap over tot de kennisgeving van de beslissing tot uitsluiting uit de doelgroep van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de nadere regels bedoeld in 45, § 4, en met vermelding van de in acht te nemen voorwaarden, zoals bedoeld in artikel 5.6.1 van de Code, ingeval van terugkeer naar de wedstrijd, evenals de gevolgen zoals voorzien in artikel 5.6.1.1 van de Code, mochten de voorwaarden bedoeld in artikel 5.6.1 van de Code niet nageleefd zijn.

Art. 48. § 1. Elke voormalige elitesporter van nationaal niveau, van de categorie A of B, die zich overeenkomstig artikel 47 uit de sport heeft teruggetrokken, maar die wenst opnieuw deel te nemen aan de wedstrijd op nationaal en/of internationaal niveau, mag deelnemen aan geen enkele wedstrijd, zonder de NADO Franse Gemeenschap daarvan, per e-mail of brief, te hebben in kennis gesteld binnen een termijn van zes maanden voorafgaand aan de datum van zijn voorgenomen terugkeer.

Overeenkomstig artikel 5.6.1 van de Code kan het WADA, in overleg met de NADO Franse Gemeenschap, een uitzondering toestaan op de in het eerste lid bedoelde termijn van 6 maanden, indien de strikte toepassing van die termijn onbillijk zou zijn voor de betrokken elitesporter.

Om de in het tweede lid bedoelde uitzondering aan te vragen, vermeldt de betrokken elitesporter in de e-mail of de postbrief, bedoeld in het eerste lid, de reden(en) waarop zijn aanvraag is gebaseerd.

Tegen elke beslissing genomen in toepassing van het tweede lid kan bij de CIDD beroep worden ingesteld, dat binnen de 15 dagen na kennisgeving van de beslissing, per post, bij het secretariaat van de CIDD moet worden ingediend.

Onverminderd het tweede lid, overeenkomstig artikel 5.6.1.1 van de Code, wordt elk resultaat dat in strijd met het eerste lid is behaald, geannuleerd tenzij de sporter kan aantonen dat hij redelijkerwijs niet kon weten dat het om een wedstrijd op internationaal of nationaal niveau ging.

§ 2. Overeenkomstig artikel 5.6.2 van de Code, indien een voormalige elitesporter van nationaal niveau, van de categorie A of B zich uit de sport heeft teruggetrokken tijdens een schorsingsperiode als gevolg van een tuchtbeslissing die in kracht van gewijsde gegaan is en die de overtreding van de antidopingsregel(s) in zijn hoofde heeft vastgesteld, zal hij aan geen enkele wedstrijd op nationaal en/of internationaal niveau mogen deelnemen, zonder een voorafgaande verwittiging, per e-mail of per postbrief, aan de NADO Franse Gemeenschap en haar internationale federatie binnen een termijn van zes maanden voorafgaand aan de geplande wedstrijd of binnen een termijn die gelijk is aan de schorsingsperiode die nog loopt op de datum van zijn terugtrekking, indien deze periode meer bedraagt dan 6 maanden.

§ 3. Vanaf haar verwittiging per e-mail of brief, in een van de gevallen bedoeld in § 1 of 2, kan de NADO Franse Gemeenschap de betrokken voormalige elitesporter aan controles buiten wedstrijdverband onderwerpen.

Bovendien, na de verwittiging bedoeld in het eerste lid, deelt de NADO Franse Gemeenschap aan de betrokken voormalige elitesporter van de categorie A of B, *mutatis mutandis* volgens dezelfde nadere regels als deze bedoeld in artikel 45, § 2, mee dat hij zijn plichten inzake de verblijfsgegevens opnieuw moet vervullen, overeenkomstig de categorie waartoe hij behoorde toen hij zich uit de sport heeft teruggetrokken.

Art. 49. De NADO Franse Gemeenschap, met inachtneming van de vereisten van respectievelijk artikel B.2.1 of B.2.4 van bijlage B van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer, naargelang het geval, maakt bekend dat ze een tekortkoming heeft vastgesteld en dit, per e-mail en/of brief, aan elke nationale elitesporter van nationaal niveau van categorie A of B, die deel uitmaakt van haar doelgroep en die:

1° ofwel zijn verplichtingen inzake verblijfsgegevens niet naleeft, zoals bedoeld in artikel 22 van het decreet en nader bepaald door de bepalingen van dit hoofdstuk;

2° ofwel een controle mist, zoals vastgesteld door de controlearts, in een formulier van gemiste poging, overeenstemmend met de vereisten van de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, waarvan het model is vastgesteld door de NADO Franse Gemeenschap.

De kennisgeving bedoeld in het eerste lid vermeldt ten minste de volgende elementen:

1° ze neemt een beknopte beschrijving op van de feiten die in aanmerking werden genomen voor de vaststelling van de tekortkoming;

2° ze preciseert of nog andere tekortkomingen tegenover de plichten inzake de verblijfsgegevens zijn vastgesteld ten aanzien van de betrokken topsporter in de loop van de voorbije 12 maanden;

3° ze herinnert hem, naargelang de categorie A of B waartoe hij behoort, aan het (de) mogelijke gevolg(en) waaraan hij zich blootstelt, overeenkomstig het decreet, ingeval van nieuwe gemiste controle;

4° ze bepaalt het recht van de betrokken elitesporter om de tekortkoming te betwisten, overeenkomstig artikel 22, § 7, tweede tot vierde lid, van het decreet, volgens de nadere regels bedoeld in artikel 55;

5° ze verzoekt de betrokken elitesporter om zijn verplichtingen strikt na te leven;

6° in geval van ontbrekende inlichtingen betreffende zijn verblijfsgegevens, verzoekt ze de betrokken sporter deze zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 48 uur na ontvangst van de kennisgeving aan te vullen.

Behoudens toepassing van het beroep bedoeld in artikel 55, is elke beslissing tot vaststelling van de tekortkoming bedoeld in het eerste lid van kracht 16 dagen na de kennisgeving aan de betrokken elitesporter.

In overeenstemming met artikel B.3.3 van de Internationale Standaard voor Resultaatbeheer wordt, wanneer een vastgestelde tekortkoming een topsporter van categorie A betreft, de in het eerste lid bedoelde kennisgeving door de NADO Franse Gemeenschap onmiddellijk nadat de in het derde lid bedoelde termijn van 16 dagen is verstreken, vertrouwelijk via ADAMS aan het WADA en de andere betrokken antidopingorganisaties gemeld, tenzij het in artikel 55 bedoelde beroep wordt uitgeoefend.

Art. 50. Elke combinatie, voor een elitesporter van nationaal niveau, van categorie B, die deel uitmaakt van de doelgroep van de Franse Gemeenschap, over een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de eerste tekortkoming, van drie gemiste controles en/of de niet-naleving van de verplichtingen inzake verblijfsgegevens zoals bedoeld in artikel 22, § 3, en nader bepaald in artikel 46, leidt tot een nieuwe classificatie van elitesporter van nationaal niveau van categorie A, voor een periode van 6 maanden, na kennisgeving, per e-mail, of bij gebrek daaraan, per brief, door de NADO Franse Gemeenschap.

De in het eerste lid bedoelde herindeling heeft tot gevolg dat de betrokken elitesporter voor dezelfde periode van 6 maanden aan de verplichtingen van categorie A wordt onderworpen.

Als de betrokken elitesporter de verplichtingen bedoeld in het voorafgaande lid opnieuw niet naleeft, gedurende de periode van 6 maanden, wordt de nieuwe classificatie van elitesporter van nationaal niveau van categorie A verlengd tot 18 maanden te rekenen vanaf de eerste tekortkoming, na kennisgeving per e-mail of bij gebrek daarvan per briefpost, door de NADO Franse Gemeenschap.

Bij toepassing van het derde lid, blijven voor de betrokken elitesporter de verplichtingen van categorie A gelden gedurende de in dat lid bedoelde periode van 12 maanden.

Behoudens toepassing van het in artikel 55 bedoelde beroep, is elke in het eerste of derde lid bedoelde beslissing van kracht 16 dagen na kennisgeving aan de betrokken elitesporter.

Art. 51. Wanneer een elitesporter van nationaal niveau, van categorie B of C geschorst wordt in toepassing van artikel 23, § 1, van het decreet, stelt de NADO van de Franstalige Gemeenschap hem per e-mail of, anders per brief in kennis van zijn herindeling als elitesporter op nationaal niveau van categorie A voor een maximumperiode van 12 maanden.

De in het eerste lid bedoelde nieuwe classificatie heeft tot gevolg dat voor de betrokken topsporter de verplichtingen van plaatsbepaling van categorie A gelden tijdens dezelfde maximumperiode van 12 maanden.

In het geval dat ernstige aanwijzingen van dopinggebruik worden bevestigd en voortduren tijdens de maximumperiode van 12 maanden bedoeld in lid 1, kan de herindeling als topsporter van categorie A op nationaal niveau met een nieuwe maximumperiode van 12 maanden worden verlengd, na kennisgeving per e-mail of, bij gebrek daaraan, per post, door de NADO Franse Gemeenschap.

In geval van toepassing van lid 3 blijft voor de betrokken topsporter de verplichtingen inzake lokalisatie van categorie A gelden gedurende de tweede maximumperiode van 12 maanden waarin datzelfde lid voorziet.

Ingevolge artikel 22, § 8, van het decreet worden, indien de sporter een topsporter van categorie B is en zijn periode van schorsing nog voortduurt na herindeling als topsporter van categorie A, zijn lokalisatieverplichtingen als topsporter van categorie B hervat en blijven van kracht voor de duur van zijn schorsing.

Behoudens toepassing van het in artikel 55 bedoelde beroep, is elke in het eerste of het derde lid bedoelde beslissing van kracht 16 dagen na kennisgeving aan de betrokken elitesporter.

Art. 52. Wanneer een elitesporter van nationaal niveau, van categorie B of C, een plotse en aanzienlijke verbetering van zijn prestaties of ernstige aanwijzingen van dopinggebruik vertoont, kan de Franse Gemeenschap NADO hem per e-mail of, bij gebrek daaraan, per post op de hoogte brengen van zijn herindeling als elitesporter van nationaal niveau van categorie A, voor een periode van maximaal 12 maanden.

De in het eerste lid bedoelde herindeling heeft tot gevolg dat voor de betrokken topsporter gedurende dezelfde maximumperiode van 12 maanden lokalisatieverplichtingen van categorie A gelden.

In het geval dat ernstige aanwijzingen van dopinggebruik bevestigd worden en aanhouden tijdens de maximumperiode van 12 maanden bedoeld in het eerste lid, kan de herindeling tot elitesporter op nationaal niveau van categorie A, verlengd worden met een nieuwe maximumperiode van 12 maanden, na kennisgeving per e-mail of, bij gebrek daaraan, per post, door NADO Franse Gemeenschap.

Bij toepassing van het derde lid, blijven voor de betrokken elitesporter lokalisatieverplichtingen van categorie A gelden gedurende de tweede maximumperiode van 12 maanden als bepaald in hetzelfde lid.

Behoudens toepassing van het beroep bedoeld in artikel 55, is elke in het eerste en derde lid bedoelde beslissing 16 dagen na kennisgeving aan de betrokken elitesporter van kracht.

Art. 53. Sporters tegen wie de NADO van de Franse Gemeenschap ernstige aanwijzingen heeft van dopinggebruik, in het kader van een antidopingonderzoek dat, in voorkomend geval, wordt uitgevoerd in samenwerking met een of meer andere antidopingorganisaties en/of de politie en/of de gerechtelijke diensten, kunnen, na schriftelijke kennisgeving via e-mail of briefpost door de NADO van de Franse Gemeenschap, verplicht worden om gedurende een periode van maximaal 12 maanden te voldoen aan de verplichtingen inzake verblijfsgegevens van categorie A.

Indien de ernstige aanwijzingen van dopinggebruik worden bevestigd en blijven bestaan gedurende de in het eerste lid bedoelde maximumperiode van 12 maanden, kunnen de eisen inzake de verblijfplaats van de sporter van categorie A met een nieuwe periode van maximaal 12 maanden worden verlengd, na kennisgeving aan de sporter per e-mail of, bij gebreke daarvan, per post, door de Franse Gemeenschap van de NADO.

Behoudens toepassing van het beroep bedoeld in artikel 55 en onverminderd het vierde lid, is elke in het eerste of tweede lid bedoelde beslissing voor de betrokken elitesporter 16 dagen na de kennisgeving van kracht.

In afwijking van het derde lid kan, in geval van hoogdringendheid die door de NADO Franse Gemeenschap in haar kennisgeving wordt gerechtvaardigd, de termijn voor het van kracht worden van een beslissing bedoeld in het eerste of tweede lid worden verkort.

Art. 54. Wanneer een sporter op een pre-kwalificatielijst voor de Olympische Spelen, Paralympische Spelen, Europese Kampioenschappen of Wereldkampioenschappen staat en nog niet in de doelgroep van de Franse Gemeenschap is opgenomen, kan NADO Franse Gemeenschap de sporter per e-mail of, bij gebrek daaraan, per brief op de hoogte brengen van zijn verplichting om gedurende een periode van maximaal 12 maanden te voldoen aan de verplichtingen inzake verblijfsgegevens onder categorie A.

Behoudens toepassing van het beroep bedoeld in artikel 55 en onverminderd het derde lid, is elke in het eerste lid bedoelde beslissing voor de betrokken elitesporter 16 dagen na de kennisgeving van kracht.

In afwijking van het tweede lid kan, in geval van hoogdringendheid die door de NADO Franse Gemeenschap in haar kennisgeving wordt gerechtvaardigd, de termijn voor het van kracht worden van een beslissing bedoeld in het eerste lid, worden verkort.

Art. 55. Onverminderd en in overeenstemming met de artikelen 22, § 7, tweede tot vierde lid, en 23, § 2, van het decreet, kan elke elitesporter beroep indienen bij de CIDD om het volgende te betwisten:

- a) zijn onderwerping aan de verplichtingen van artikel 22 van het decreet of;
- b) elke mogelijke tekortkoming die hem wordt verweten overeenkomstig artikel 22 van het decreet en door toepassing van artikel 49.

Bovendien kan, overeenkomstig artikel 22, § 4, vijfde lid van het decreet, in geval van toepassing van artikel 22, § 4, derde of vierde lid van het decreet, een amateursporter in de zin van artikel 1, 83° van het decreet, eveneens beroep aantekenen bij de CIDD om zijn tijdelijke onderwerping aan de verplichtingen inzake verblijfsgegevens van de categorie A, die hem door de NADO van de Franstalige Gemeenschap werd meegedeeld, te betwisten, overeenkomstig artikel 53 of 54.

Onverminderd en in overeenstemming met artikel 22, § 7, derde lid, van het decreet, heeft voor de in het eerste lid bedoelde gevallen, het in het tweede lid bedoelde beroep schorsende werking en wordt het in beginsel ingesteld binnen de vijftien dagen na de betekening van de bestreden beslissing.

In afwijking van het derde lid kan, in geval van toepassing van artikel 53, vierde lid, of artikel 54, derde lid, de in het derde lid bedoelde beroepstermijn worden verkort tot 4 dagen; in dat geval, wordt door de NADO Franse Gemeenschap in haar kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 53, eerste of tweede lid, of 54, eerste lid, gepreciseerd.

Het in het eerste of tweede lid bedoelde beroep beoogt de herziening van de oorspronkelijke beslissing die de NADO Franse Gemeenschap in dit kader heeft genomen.

Het beroep bedoeld in het eerste of tweede lid wordt per post ingediend bij het secretariaat van de CIDD, gevestigd in de Allée du Bol d'air 13/15, 4031 Angleur, en vermeldt de volgende elementen:

- 1° de betwiste administratieve beslissing en het verzoek tot de herziening ervan;
- 2° de uitleg en, in voorkomend geval, de rechtvaardiging, in feite en in rechte die worden geopperd;
- 3° de eventuele aanvraag om gehoord te worden door de CIDD, in voorkomend geval, in aanwezigheid van een raadsman of elke persoon naar keuze van de betrokken elitesporter.

Bij toepassing van 3°, van het zesde lid, kan de CIDD met een alleensprekende tuchtrechter zetelen.

De CIDD, die uitspraak doet over een beroep, zoals bedoeld in het eerste of tweede lid:

- a) brengt de Franse Gemeenschap NADO op de hoogte van de ontvangst van het beroep, op de dag zelf van de ontvangst ervan;
- b) kan, voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, de NADO Franse Gemeenschap, naast het advies bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van het decreet, een afschrift vragen van de oorspronkelijke administratieve documenten, alsook elke eventuele bijkomende informatie, inzonderheid afkomstig uit ADAMS, voor zover strikt noodzakelijk voor de uitvoering van zijn opdracht;
- c) kan, voor de gevallen bedoeld in het tweede lid, de NADO Franse Gemeenschap elk voorkomend advies vragen, alsook een afschrift van de oorspronkelijke administratieve documenten, evenals elke eventuele bijkomende informatie, voor zover dit strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van zijn opdracht;
- d) kan met een alleensprekende tuchtrechter zetelen;
- e) motiveert zijn beslissing, in feite en in rechte;
- f) geeft in haar beslissing uitdrukkelijk aan of ze beslist heeft de betwiste aanvankelijke beslissing te bevestigen of, integendeel te hervormen, met verwijzing naar deze beslissing en de datum waarop deze laatste genomen werd;

Onverminderd en in overeenstemming met artikel 23, § 2, zesde en zevende lid, van het decreet, wordt voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, de beslissing van de CIDD met betrekking tot de gevallen bedoeld in het tweede lid, schriftelijk meegedeeld aan de sporter en aan de NADO Franse Gemeenschap, uiterlijk binnen de 14 dagen na ontvangst van het beroep of, in voorkomend geval, binnen de 14 dagen na het horen van de sporter, indien de sporter heeft verzocht om in zijn beroep te worden gehoord.

Indien de beslissing van de CIDD niet binnen een van de in het negende lid genoemde termijnen, naar gelang het geval, ter kennis is gebracht, wordt de aangevochten beslissing geacht te zijn ingetrokken.

Elke beslissing die door de CIDD genomen wordt, ten gevolge van een beroep zoals bedoeld in het eerste of tweede lid, treedt in werking de dag waarop deze aan de betrokken elitesporter wordt bekendgemaakt.

De in het elfde lid bedoelde kennisgeving wordt geacht te gebeuren:

- i) op de dag van de kennisgeving van de beslissing van de CIDD, aan de elitesporter, per e-mail of, bij gebreke daarvan per briefpost;
- ii) op de eerste werkdag volgend op die waarop een aangetekende brief aan de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter werd aangeboden, indien zijn woonplaats zich in België bevindt, of ;
- iii) op de derde werkdag volgend op de dag van de afgifte van een aangetekende brief op het postkantoor, indien de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter zich buiten België bevindt.

De NADO Franse Gemeenschap, die de kennisgeving ontvangt van de beslissing van de CIDD, in toepassing van artikel 23, § 2, zesde lid, van het decreet, of van het negende lid, gaat daarna over tot de noodzakelijke administratieve classificatie en archivering en, in voorkomend geval, de nodige coderingen in ADAMS.

Art. 56. De elementen bedoeld in artikel 22, § 9 van het decreet worden meegedeeld door de NADO Franse Gemeenschap binnen de perken en voor de toepassing van dit laatste artikel door middel van de ADAMS-software.

HOOFDSTUK 5. - Follow-up van de controles en sommige elementen betreffende de tuchtprocedures

Art. 57. Voor elke individuele controleprocedure die overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3, afdeling 2, wordt uitgevoerd, wordt in geval van een afwijkend analyseresultaat een administratief dossier opgemaakt met de kennisgeving en de daarin opgenomen elementen, als bedoeld in artikel 42, § 3.

Elke gecontroleerde sporter of, als hij minderjarig of niet over de rechtsbekwaamheid beschikt, zijn wettelijke vertegenwoordiger, kan, wat ook de uitslag is van zijn monsters, per post of per e-mail, de NADO Franse Gemeenschap verzoeken dat hem een afschrift van zijn controledossier wordt bezorgd.

De NADO Franse Gemeenschap zendt het dossier aan de sporter over of, als deze minderjarig is, aan zijn wettelijke vertegenwoordiger, binnen de 30 dagen vanaf de aanvraag bedoeld bij het tweede lid.

Art. 58. § 1. Voor de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3 van het decreet, in geval van een definitief abnormaal analyseresultaat, onverminderd artikel 43, § 8, gebeurt de aanhangigmaking van de CIDD, door de NADO Franse Gemeenschap, door de verzending van het administratief dossier bedoeld in artikel 23, § 3, eerste lid van het decreet.

Onverminderd artikel 23, § 3, tweede lid, van het decreet, en met het oog op de toepassing ervan, bestaat het administratieve dossier bedoeld in het eerste lid uit de volgende elementen:

- a) een aanhangigmakingsbrief met de verschillende elementen bedoeld in artikel 20, § 2 van het decreet en in artikel 43, § 6 of § 7, naar gelang het geval, die ook aan de sporter worden meegedeeld;
- b) een afschrift van de eerste kennisgeving aan de sporter als bedoeld in artikel 42, § 3, en van de bij die kennisgeving gevoegde stukken van de individuele controleprocedure;
- c) een afschrift van de tweede kennisgeving aan de sporter bedoeld in artikel 43, § 6 of § 7, al naar gelang het geval, alsook van de eventuele stukken die bij deze kennisgeving zijn gevoegd;
- d) een afschrift van elk eventueel bijkomend stuk dat meegedeeld wordt aan de sporter bij de individuele controleprocedure;

De verzending bedoeld in het eerste lid gebeurt zo snel mogelijk nadat het analyseresultaat als abnormaal bevestigd werd, maar na het verstrijken van de termijn van 20 dagen bedoeld in artikel 42, § 3, tweede lid, *h)*, *j)* en *k)* en, in elk geval, op dezelfde dag als die waarop de NADO Franse Gemeenschap de kennisgeving aan de sporter verzendt, overeenkomstig artikel 23, §§ 1, eerste lid en 3, derde lid, van het decreet.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3, van het decreet wordt, in geval van een abnormaal paspoortresultaat, onverminderd artikel 44, § 6, de zaak door de NADO Franse Gemeenschap bij de CIDD aanhangig gemaakt door toezending van het administratief dossier bedoeld in artikel 23, § 3, eerste lid, van het decreet.

Onverminderd artikel 23, § 3, tweede lid, van het decreet, en met het oog op de toepassing ervan, bestaat het administratieve dossier bedoeld in het eerste lid uit de volgende elementen:

- a) een aanhangigmakingsbrief met de verschillende elementen bedoeld in artikel 44, § 5, die ook aan de sporter worden meegedeeld;
- b) een afschrift van de eerste kennisgeving aan de sporter als bedoeld in artikel 44, § 3, alsook van de bij deze kennisgeving gevoegde stukken;
- c) een afschrift van de tweede kennisgeving aan de sporter bedoeld in artikel 44, § 5, alsook van alle aan deze kennisgeving gehechte stukken;
- d) een afschrift van elk bijkomend stuk die meegedeeld wordt aan de sporter bij de individuele controleprocedure;

De verzending bedoeld in het eerste lid gebeurt zo snel mogelijk nadat het analyseresultaat als abnormaal bevestigd werd, maar na het verstrijken van de termijn van 20 dagen bedoeld in artikel 44, § 3, eerste lid, *e)*, *g)* en *h)* en, in elk geval, op dezelfde dag als die waarop de NADO Franse Gemeenschap de kennisgeving aan de sporter verzendt, overeenkomstig artikel 23, § 1, eerste lid, van het decreet.

Art. 59. Met het oog op de toepassing van artikel 23, §§ 1 en 3 van het decreet, wordt voor elke mogelijke overtreding van het antidopingreglement, met uitzondering van deze bedoeld in artikel 6, 1° en 2° van het decreet, de zaak door de NADO Franse Gemeenschap bij de CIDD aanhangig gemaakt door toezending van het administratief dossier bedoeld in artikel 23, § 3, eerste lid, van het decreet.

Onverminderd artikel 23, § 3, tweede lid, van het decreet, en met het oog op de toepassing ervan, bestaat het administratieve dossier bedoeld in het eerste lid uit de volgende elementen:

- a) een aanhangigmakingsbrief met de verschillende elementen bedoeld in artikel 23, § 3, vijfde lid, *b)* tot *g)* van het decreet, die ook aan de sporter worden meegedeeld of aan de andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregels wordt aangevoerd;
- b) indien een onderzoek is ingesteld, het dossier en de conclusies van het onderzoek, met inachtneming van artikel 38, eerste lid, 22°;
- c) een afschrift van elk eventueel bijkomend stuk dat meegedeeld wordt aan de sporter bij de individuele controleprocedure; of andere persoon tegen wie een schending van de antidopingregel wordt aangevoerd.

De verzending bedoeld in het eerste lid gebeurt zo snel mogelijk en, in elk geval, op dezelfde dag als die waarop de NADO Franse Gemeenschap de kennisgeving aan de sporter verzendt, of aan de andere persoon tegen wie een overtreding van de antidopingregels wordt aangevoerd, overeenkomstig artikel 23, §§ 1, eerste lid en 3, vijfde lid, van het decreet.

Art. 60. Op voorstel van de NADO Franse Gemeenschap kan de Minister een model van procedurereglement aannemen, zoals bedoeld in artikel 23, § 4, tweede lid, 11°, van het decreet.

Art. 61. De CIDD verzendt de kennisgevingen bedoeld in artikel 23, § 6, eerste lid, van het decreet, uiterlijk binnen de 7 dagen na de datum van afgifte van de betrokken beslissingen, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep.

Binnen de 5 werkdagen na de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, stuurt de NADO Franse Gemeenschap de sportorganisaties en, in voorkomend geval, de antidopingverantwoordelijken van de gelabelde fitnesscentra, zoals aangewezen in overeenstemming met artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen, via het beveiligde communicatiekanaal, zoals beschreven in het vierde lid, een uittreksel van de uitspraak, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep, met vermelding van de uitspraak, de motivering, de naam, voornaam en contactgegevens van de sporter of andere persoon die eventueel is geschorst, de betrokken sportdiscipline, alsook de duur van de schorsing die eventueel is uitgesproken.

Overeenkomstig artikel 23, § 6, tweede lid, van het decreet, worden binnen dezelfde termijn van 5 werkdagen als deze bedoeld in het tweede lid, het uittreksel en de informatie bedoeld in het tweede lid eveneens gemeld in ADAMS en vertrouwelijk meegedeeld door de NADO Franse Gemeenschap, ter attentie van de verantwoordelijke voor het beheer van de resultaten van dopingbestrijding, respectievelijk de andere Belgische NADO's, het WADA, de nationale sportorganisaties en, in voorkomend geval, de bevoegde internationale federatie, de buitenlandse NADO('s) waartoe de sporter of andere persoon behoort, alsook het IOC of IPC, al naargelang het geval, wanneer de beslissing gevolgen kan hebben voor de Olympische Spelen of de Paralympische Spelen, inzonderheid de beslissingen die een invloed hebben op de mogelijkheid tot deelname.

Het in het tweede lid bedoelde beveiligde communicatiekanaal bestaat uit een informatiesysteem, langs elektronische weg, maar waarvan de toegang uitsluitend is voorbehouden, door middel van een login en een wachtwoord, aan de leden en de vertegenwoordigers van de sportorganisaties die bevoegd zijn op het gebied van dopingbestrijding en, in voorkomend geval, aan de antidopingverantwoordelijken van de gelabelde fitnesscentra, zoals aangewezen overeenkomstig artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 mei 2013 tot instelling van een procedure voor de erkenning van de kwaliteitsfitnesszalen.

Voor de toepassing van artikel 23, § 6, tweede lid, van het decreet en het tweede en vierde lid, wijzen de sportorganisaties uit hun midden twee vertegenwoordigers aan die bevoegd zijn op het gebied van dopingbestrijding.

HOOFDSTUK 6. - Administratieve procedures en boetes

Art. 62. Elk feit dat ter kennis wordt gebracht van de NADO Franse Gemeenschap en dat mogelijk een inbreuk kan vormen op de verplichtingen van het decreet of van dit besluit, begaan door een sportorganisatie of door een organisator, leidt tot de opening van een administratieve procedure tegen haar of hem.

In geval van toepassing van eerste lid, stelt NADO Franse Gemeenschap de betrokken sportorganisatie of organisator per e-mail of, bij gebreke daarvan, per briefpost in kennis van het volgende:

1° de beschrijving van de feitelijke elementen die in aanmerking worden genomen voor het inleiden van de administratieve procedure;

2° de vermelding van het decreet- of reglementaire bepaling waarvan de niet-naleving verweten wordt;

3° de verweten niet-naleving en de motivatie ervan in rechte en in feite;

4° de mogelijkheid om schriftelijke opmerkingen te formuleren en/of te vragen gehoord te worden door de NADO Franse Gemeenschap, binnen de 20 dagen vanaf de kennisgeving.

Indien de betrokken sportorganisatie of organisator gevraagd heeft om gehoord te worden door de NADO Franse Gemeenschap door gebruik te maken van haar of zijn recht bedoeld in het tweede lid, 4°, roept de NADO Franse Gemeenschap haar of hem op per e-mail of, bij gebrek daarvan, per post.

De oproeping bedoeld bij het derde lid bepaalt dat de sportorganisatie of de betrokken organisator zich kan laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman.

Bij de hoorzitting bedoeld bij het tweede lid, 4°, kan de NADO Franse Gemeenschap tevens elke persoon horen die nuttig kan bijdragen tot de behandeling van het dossier.

Onverminderd het zevende lid, beslist de NADO Franse Gemeenschap na de termijn van 20 dagen bedoeld in het tweede lid, 4°, of na de hoorzitting die eventueel wordt aangevraagd door de betrokken sportorganisatie of organisator, in voorkomend geval, de niet-naleving vast te stellen van de verplichtingen bedoeld in het decreet of in dit besluit.

De NADO Franse Gemeenschap deelt haar beslissing per e-mail of, bij gebrek daarvan, per post mee aan de betrokken sportorganisatie of organisator, ten laatste binnen de 60 dagen na de eerste kennisgeving, zoals bedoeld in het tweede lid.

Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing van de NADO Franse Gemeenschap binnen de termijn bedoeld bij het zevende lid, wordt de administratieve procedure geacht te zijn afgesloten en kan de betrokken sportorganisatie of organisator niet langer het voorwerp uitmaken van een administratieve boete voor de niet-naleving die haar/hem oorspronkelijk verweten werd.

Op het einde van de procedure bedoeld bij het eerste tot zevende lid, legt de NADO Franse Gemeenschap, wanneer zij een niet-naleving van de verplichtingen bepaald door het decreet of door dit besluit vaststelt, een boete van 1.000 tot 10.000 euro op aan de sportorganisatie of de betrokken organisator, in functie van de ernst van de vastgestelde niet-naleving.

De volgende criteria worden door de NADO Franse Gemeenschap in aanmerking genomen voor de beoordeling van de ernst van de vastgestelde niet-naleving:

1° de eventuele antecedenten van de sportorganisatie of de betrokken organisator inzake niet-naleving van de verplichtingen bepaald bij het decreet of dit besluit;

2° de aard van de vastgestelde niet-naleving;

3° de duur van de vastgestelde niet-naleving;

4° de eventuele motivering gegeven door de sportorganisatie of de betrokken organisator, gedurende de administratieve procedure.

Met uitzondering van het bedrag van de administratieve boetes is de in de voorgaande leden bedoelde procedure ook van toepassing in geval van mogelijke recidive door de betrokken sportorganisatie of organisator.

Behoudens verantwoording gegeven door de sportorganisatie of de betrokken organisator gedurende de procedure bedoeld bij de voorgaande leden, bedraagt de boete opgelegd voor een eerste niet-naleving van de verplichting bepaald bij artikel 26, § 3 van het decreet 10.000 euro.

Art. 63. Voor de toepassing van artikel 21, § 1, eerste lid, van het decreet, geschiedt de kennisgeving aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau, van categorie A, overeenkomstig de nadere regels bepaald bij artikel 49.

Als de elitesporter van nationaal niveau, van categorie A, wenst de toepassing van de administratieve boete van 250 euro te vermijden, stelt hij een beroep in, overeenkomstig artikel 55, om de herziening van de bestreden beslissing aan te vragen.

Wordt de beslissing tot vaststelling van een tweede niet-naleving door de CIDD herzien of als administratief herzien geacht, als gevolg van de toepassing van het tweede lid, zal geen boete opgelegd worden aan de betrokken topsporter van nationaal niveau, van categorie A.

Wordt de beslissing tot vaststelling van een tweede niet-naleving door de CIDD bevestigd, als gevolg van de toepassing van het tweede lid, dan zal de administratieve geldboete van 250 euro door de NADO Franse Gemeenschap bevestigd en bekendgemaakt worden aan de betrokken elitesporter van nationaal niveau, categorie A.

De NADO Franse Gemeenschap gaat over tot de bevestiging en de kennisgeving bedoeld in het vierde lid, per e-mail of per briefpost, uiterlijk binnen 60 dagen volgend op de kennisgeving van de beslissing van de CIDD, zoals bedoeld en uitgevoerd overeenkomstig artikel 23, § 2, zesde lid, van het decreet.

Art. 64. Overeenkomstig artikel 26, § 1, tweede lid, van het decreet en voor de toepassing ervan, houdt de NADO Franse Gemeenschap rekening met de volgende wegingscriteria om de ernst van de door de CIDD vastgestelde overtreding van de antidopingregel te beoordelen en, als gevolg, het bedrag van de administratieve geldboete te bepalen die opgelegd moet worden aan de sporter of aan de andere betrokken persoon:

1° het type van de overtreding van antidopingsregels die vastgesteld wordt;

2° in voorkomend geval, het type van de gebruikte verboden stof of methode, alsook de context binnen de wedstrijd, buiten de wedstrijd of zonder enige relatie met de wedstrijd waarin dit gebruik van de verboden stof of methode plaatsvond;

3° het amateur- of eliteniveau van de sporter of van de andere persoon die aan doping schuldig bevonden wordt;

4° het feit dat de sporter minderjarig is of anders juridisch onbekwaam;

5° in voorkomend geval, het toepasselijke repressieve beleid met betrekking tot de verboden stof (fen) ingenomen door de sporter;

6° in voorkomend geval, het feit dat de overtreding van de antidopingregel een misbruikmiddel betreft;

7° de eventuele antecedenten van de sporter of de andere persoon die aan doping schuldig bevonden wordt;

8° in voorkomend geval, de duur van de vastgestelde overtreding van de antidopingregel;

9° elk ander objectief element of elke andere omstandigheid die de CIDD in haar beslissing naar voren heeft gebracht, hetzij om de graad van fout of nalatigheid van de sporter of van de andere persoon tegen wie een schending van de antidopingsregels werd uitgesproken, te verlichten of integendeel, om deze graad van fout of nalatigheid te verergeren.

Niettegenstaande het eerste lid en binnen de perken daarvan, worden de volgende geldboetes opgelegd door de NADO Franse Gemeenschap, in de volgende gevallen:

a) een geldboete van 1.000 euro, bij de eerste veroordeling voor een overtreding van één van de antidopingsregels bedoeld in artikel 6, 6°, derde lid, tot 10° van het decreet;

b) een geldboete van 1000 euro, bij de eerste veroordeling wegens een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1°, of 2°, van het decreet door een elitesporter, wanneer deze overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid, a) of b);

c) een geldboete van 1.000 euro bij de eerste veroordeling van een elitesporter voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 3°, 5° of 6°, tweede lid, van het decreet;

d) een geldboete van 600 euro, bij de eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 4° van het decreet, door een topsporter van categorie A;

e) een geldboete van 750 euro bij de eerste veroordeling wegens een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet, door een elitesporter, wanneer deze overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid, c) of d);

f) een geldboete van 300 euro, bij de eerste veroordeling wegens een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet, door een amateursporter, wanneer deze overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid, e) of f);

g) een geldboete van 250 euro, bij de eerste veroordeling wegens een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet, door een amateursporter, wanneer die overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van de afwijking bedoeld in het derde lid, g) of h).

De afwijkingen bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid, van het decreet, en in het tweede lid, hebben betrekking op de volgende gevallen:

a) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een elitesporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van een misbruikstof, en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat de inname van de stof of het gebruik van de methode geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 350 euro;

b) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een elitesporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof die een misbruikmiddel is en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat de inname van de stof geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 250 euro;

c) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een elitesporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van een misbruikmiddel, maar uit de beslissing van de CIDD blijkt dat de inname of het gebruik van die methode geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 250 euro;

d) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een elitesporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof die een misbruikmiddel is en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat de inname van de stof geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 150 euro;

e) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een amateursporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van een misbruikstof, en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat de inname van die stof of het gebruik van die methode geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 100 euro;

f) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een amateursporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een niet-gespecificeerde stof die een misbruikmiddel is en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat die inname van de stof geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 50 euro;

g) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingsregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een amateursporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof of methode, met uitzondering van een misbruikstof, maar uit de beslissing van de CIDD blijkt dat die inname van de stof of het gebruik van de methode totaal geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 50 euro;

h) een eerste veroordeling voor een overtreding van de antidopingregels op grond van artikel 6, 1° of 2° van het decreet door een amateursporter, waarbij die overtreding betrekking heeft op een gespecificeerde stof die een misbruikmiddel is en uit de beslissing van de CIDD blijkt dat die inname van de stof geen verband hield met de wedstrijd, in welk geval de boete niettemin wordt vastgesteld op 25 euro

Buiten de gevallen bedoeld in het tweede en derde lid en onverminderd artikel 26, § 1, derde lid van het decreet, neemt de NADO Franse Gemeenschap de wegingscriteria bedoeld in het eerste lid in acht en bepaalt in functie daarvan een evenredig bedrag van de administratieve geldboete in een schijf tussen 250 tot 1000 euro bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid van het decreet.

De administratieve geldboetes voorzien in dit artikel worden door de NADO Franse Gemeenschap, per e-mail of, bij gebrek daaraan, per briefpost, meegedeeld, op basis van en na ontvangst van de beslissingen van de CIDD, in kracht van gewijsde gegaan, na dewelke een sporter of een andere persoon aan doping schuldig bevonden wordt en die hem werden bezorgd, overeenkomstig artikel 61, eerste lid.

Art. 65. Voor de toepassing van artikel 26, § 4, derde lid, van het decreet gelden de volgende nadere regels voor de inning van administratieve boetes:

De NADO Franse Gemeenschap is belast met de invordering van de geldboetes opgelegd met toepassing van de bepalingen van het decreet en van dit hoofdstuk, in voorkomend geval, door middel van een dwangbevel dat door haar wordt opgemaakt.

Zij kan uit haar midden een of meer ambtenaren aanstellen die met de invordering worden belast.

Op het einde van een termijn van 15 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing waarbij hem een administratieve boete wordt opgelegd, stuurt de NADO Franse Gemeenschap, vóór een dwangbevel, de schuldenaar van de boete per e-mail of, bij gebreke daaraan, per post, een verzoek tot betaling van de boete binnen een termijn van 30 dagen vanaf deze aanmaning.

De aanmaning bedoeld bij het vierde lid vermeldt opnieuw de referentie van de beslissing van de NADO Franse Gemeenschap, het bedrag van de opgelegde boete, alsook het rekeningnummer waarop het bedrag gestort moet worden.

Ingeval de boete niet betaald wordt binnen de termijn bedoeld bij het vierde lid, maakt de ordonnateur op de dag die volgt op de tweede maand na het verstrijken van de betalingstermijn een dwangbevel op.

De ordonnateur maakt echter geen dwangbevel op ingeval een beroep wordt ingesteld voor de Raad van State tegen de beslissing van de NADO Franse Gemeenschap om een administratieve boete op te leggen.

Ingeval het vorige lid toegepast wordt, maakt de ordonnateur het dwangbevel op binnen de drie maanden na de ontvangst van het arrest van de Raad van State.

Het dwangbevel is uitvoerbaar binnen de acht dagen na de betekening ervan aan de schuldenaar van de boete.

Het wordt uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder in de vorm bepaald in het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van het dwangbevel kan enkel door een met redenen omkleed verzet met een dagvaarding voor het gerecht geschorst worden.

Op straffe van verval, geschiedt dit verzet bij exploit betekend aan het kabinet van de Minister belast met de dopingbestrijding, binnen de maand van de betekening van het dwangbevel.

De vordering wordt voor het gerecht gebracht binnen het ambtsgebied waar, naargelang het geval, de gewoonlijke woonplaats of de maatschappelijke zetel van de schuldenaar gelegen is.

HOOFDSTUK 7. – Bepalingen betreffende de bescherming van persoonsgegevens

Art. 66. De bepalingen van dit besluit betreffende de verwerking van persoonlijke gegevens strekken uitsluitend tot bevordering van de essentiële elementen van een dergelijke verwerking, zoals bepaald in artikel 13 en bijlage 2 van het decreet, en in artikel 10, § 8, van het decreet, wat de gegevens betreffende de TTN's aangaat.

Onverminderd bijlage 2 van het decreet bedraagt de maximale bewaartermijn voor gegevens betreffende organisatoren van evenementen, controleartsen en chaperons tien jaar.

Onverminderd bijlage 2 van het decreet bedraagt de maximale bewaartermijn voor gegevens betreffende personen van wie is vastgesteld dat zij over de capaciteit beschikken om educatieve acties op te zetten of uit te voeren, twee jaar.

HOOFDSTUK 8. – Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 67. Onverminderd de artikelen 68 tot 70 en 75, wordt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping opgeheven.

Art. 68. In afwijking van artikel 67 blijven de beslissingen tot opneming van elitesporters in de doelgroep van de Franse Gemeenschap, en tot bepaling van de categorie A tot D waartoe de betrokken sporter behoort, genomen met toepassing van het besluit van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het voornoemde decreet van 20 oktober 2011, van kracht, tenzij de NADO van de Franse Gemeenschap in toepassing van het decreet en dit besluit anders heeft meegedeeld.

Voor topsporters van categorie B die met toepassing van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de bestrijding van doping en de preventie daarvan en dit besluit worden heringedeeld als topsporters van categorie A, wordt in de in lid 1 bedoelde kennisgeving gespecificeerd dat eventuele eerder als topsporters van categorie B geconstateerde overtredingen van de lokalisatie niet worden meegeteld als overtredingen van de lokalisatie als topsporters van categorie A.

Art. 69. In afwijking van artikel 67 wordt elke procedure die is ingeleid op grond van en met toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, voortgezet en afgesloten, overeenkomstig en met toepassing van die bepalingen, zoals ze van kracht waren op het ogenblik dat de procedure werd gestart.

Overeenkomstig het eerste lid en in afwijking van artikel 67 blijft de verbodslijst voor het jaar 2022, die door de minister is vastgesteld op basis van en met toepassing van artikel 2 van het besluit van de regering van 21 oktober 2015 ter uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de dopingbestrijding, geldig en onverminderd volkomen van kracht gedurende het hele jaar 2022, tenzij in 2022 een bijwerking van deze lijst vereist is. In het laatste geval wordt deze actualisering uitgevoerd en aangenomen op basis van en met toepassing van dit besluit.

Art. 70. Onverminderd artikel 69 en in afwijking van artikel 67 blijven de aanstellings-, benoemings-, erkennings- en vergunningsbeslissingen, alsook deze met betrekking tot de verlenging of uitbreiding van deze aanstellingen, benoemingen, erkenningen of vergunningen, genomen ter uitvoering van de bepalingen van het besluit van de Regering van 21 oktober 2015 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, onverkort van kracht tot het verstrijken ervan.

Art. 71. Onverminderd de artikelen 72 tot 74, treedt het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie in werking op 1 januari 2022.

Art. 72. In afwijking van artikel 71 blijven de beslissingen tot opneming van elitesporters in de doelgroep van de Franse Gemeenschap, en tot bepaling van de categorie A tot D waartoe de betrokken sporter behoort, genomen met toepassing van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, van kracht, tenzij anders meegedeeld door de NADO Franse Gemeenschap, in toepassing van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie.

Voor topsporters van categorie B die met toepassing van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de bestrijding van doping en de preventie daarvan worden heringedeeld als topsporters van categorie A, wordt in de in lid 1 bedoelde kennisgeving gespecificeerd dat eventuele eerder als topsporters van categorie B geconstateerde overtredingen van de lokalisatie niet worden meegeteld als overtredingen van de lokalisatie als topsporters van categorie A.

Art. 73. In afwijking van artikel 71 wordt elke procedure die is ingeleid op grond van en met toepassing van de bepalingen van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd doping, voortgezet en afgesloten overeenkomstig en met toepassing van die bepalingen, zoals ze van kracht waren op het moment waarop de procedure werd ingeleid.

Overeenkomstig het eerste lid en in afwijking van artikel 71 blijft de verbodslst voor het jaar 2022, die door de minister is vastgesteld op basis van en met toepassing van artikel 7 van het voornoemde decreet van 20 oktober 2011 en van artikel 2 van het besluit van de regering van 21 oktober 2015 ter uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de dopingbestrijding, geldig en onverminderd volkomen van kracht gedurende het hele jaar 2022, tenzij in 2022 een bijwerking van deze lijst vereist is. In het laatste geval wordt deze actualisering uitgevoerd en aangenomen op basis van en met toepassing van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie en van dit besluit.

Art. 74. Onverminderd artikel 73 en in afwijking van artikel 71 blijven de aanstellings-, benoemings-, erkennings- en vergunningsbeslissingen, alsook deze met betrekking tot de verlenging of uitbreiding van deze aanstellingen, benoemingen, erkenningen of vergunningen, genomen in toepassing van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, onverkort van kracht tot het verstrijken ervan.

Art. 75. Onverminderd de artikelen 67 tot 70, treedt dit besluit in werking op 1 januari 2022.

Art. 76. De minister bevoegd voor de strijd tegen doping is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 2021

De Minister-President,
P-Y. JEHOLET
De minister van Sport,
V. GLATIGNY

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/205992]

2. DEZEMBER 2021 — Erlass der Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die Naturparks im Bereich Raumordnung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, Artikel 13 § 1 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret der Wallonischen Region vom 3. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 21. September 2021;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 22. September 2021;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 70.290/4 des Staatsrates, das am 10. November 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

In der Erwägung, dass eine gewisse Dringlichkeit besteht, für die kontinuierliche Gewährleistung des öffentlichen Dienstes und eine größtmögliche Rechtssicherheit für die Bürger, Unternehmen und Verwaltungen zu sorgen; dass es in Abwesenheit einer entsprechenden Rechtsgrundlage unmöglich ist, den betroffenen Naturparks zeitnah die benötigten Zuschüsse zu gewähren, was zu größeren finanziellen Auswirkungen für laufende Projekte führen würde; dass es unter diesen Umständen angebracht ist, gemäß Artikel D.I.4 § 1 Absatz 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung kein Gutachten des Beirats für Raumordnung zu beantragen;

Auf Vorschlag des für die Raumordnung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Minister: der für die Raumordnung zuständige Minister der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
2. Verwaltung: der für die Raumordnung zuständige Fachbereich des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;